



PROJET D'AMENAGEMENT TERRITORIAL ET DE PROMOTION
DU SECTEUR PRIVE DE LA REGION DE L'EXTREME-NORD
(PAT)

Demande de Propositions
Services de Consultants

Sélection de Consultants pour les Services de :

REALISATION DES ETUDES TECHNIQUES, ECONOMIQUES, D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL AINSI QUE DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES POUR L'AMENAGEMENT DES SECTIONS DE ROUTE MAROUA-DARGALA-MOULVOUDAYE-YAGOUA (120 km) Y COMPRIS LA BRETELLE MOULVOUDAYE-KALFOU (17 km); MAROUA-LARA (65 km) ET LA ROCADÉ AUTOUR DE LA VILLE DE MAROUA INCLUANT LA VOIE DE CONTOURNEMENT DE LA VILLE DE MAROUA (60 km)

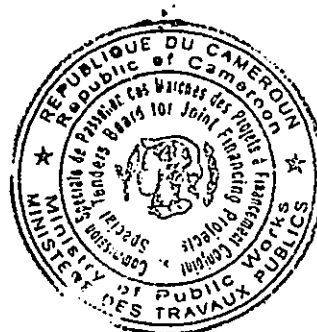
N° de la DDP N° 0027/DDP/MINTP/CCCM-TR/CSPM-PFC/2024 du 02 JUIL 2024

Sélection de Consultants pour les services de : Etudes techniques, économiques, d'impact environnemental et social ainsi que des changements climatiques pour l'aménagement des sections de route Maroua-Dargala-Moulvoudaye-Yagoua (120 km) y compris la bretelle Moulvoudaye-Kalfou (17 km), Maroua-Lara (65 km) et la rocade autour de la ville de Maroua incluant la voie de contournement de la ville de Maroua (60 km)

Client : Ministère des Travaux Publics

Pays : Cameroun

Émise le : 02 JUIL 2024



23. Ouverture publique des Propositions financières (pour les méthodes SBQC, SCBD et SMC)	27
24. Correction des erreurs	29
25. Impôts et taxes	29
26. Conversion en une seule monnaie	29
27. Évaluation combinée de la qualité et du coût	30
D. NEGOCIATIONS ET ATTRIBUTION DU CONTRAT	30
28. Négociations	30
29. Conclusion des négociations	31
30. Période d'attente	32
31. Notification de l'intention d'attribution	32
32. Notification de l'attribution du Contrat	33
33. Débriefing par le Client	33
34. Signature du Contrat	34
35. Réclamation concernant la Passation des Marchés	34
DONNEES PARTICULIERES	35
SECTION 3. PROPOSITION TECHNIQUE - FORMULAIRES TYPES	57
LISTE DE VERIFICATION DES FORMULAIRES DEMANDES	57
Formulaire TECH-1	58
Formulaire TECH-2	61
Formulaire TECH-3	63
Formulaire TECH-4	64
Formulaire TECH-5	66
Formulaire TECH-6	68
Formulaire TECH-7	72
SECTION 4. PROPOSITION FINANCIERE - FORMULAIRES TYPES	79
Formulaire FIN-1	80
Formulaire FIN-2	82
Formulaire FIN-3	84
Formulaire type	89
Déclaration des coûts et des charges du Consultant	90
Formulaire FIN-4	92
Décomposition des autres dépenses [Remboursables]	92

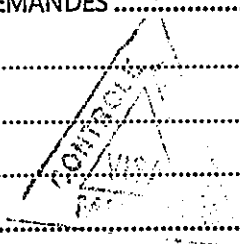
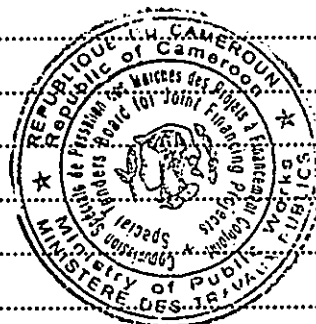
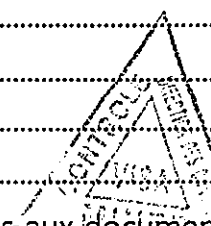
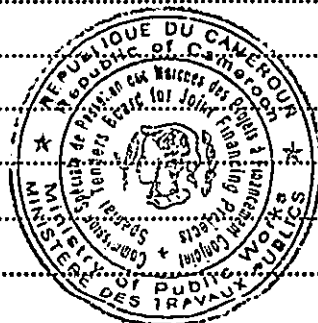
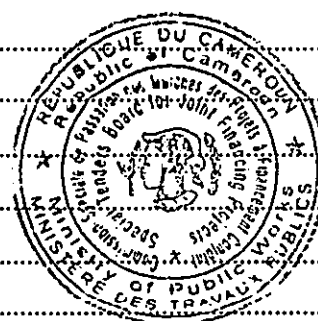
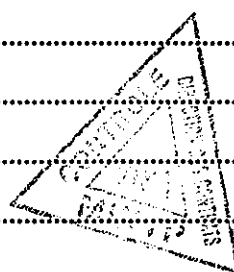


TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES	1
PARTIE I.....	6
SECTION 1. LETTRE D'INVITATION.....	6
SECTION 2. INSTRUCTIONS AUX CONSULTANTS ET DONNEES PARTICULIERES	13
A. DISPOSITIONS GENERALES.....	13
1. Définitions	13
2. Introduction.....	15
3. Conflit d'intérêts.....	15
4. Avantage compétitif inéquitable.....	17
5. Fraude et corruption.....	17
6. Éligibilité.....	17
B. PREPARATION DES PROPOSITIONS	19
7. Considérations générales	19
8. Frais de préparation de la proposition	19
9. Langue	19
10. Documents constitutifs de la Proposition	19
11. Une seule Proposition.....	20
12. Validité de la Proposition.....	20
13. Éclaircissements et modifications apportés aux documents de la Demande de Propositions.....	21
14. Établissement des Propositions – Remarques spécifiques	22
15. Format et contenu de la Proposition technique	23
16. Proposition financière.....	24
C. DEPOT, OUVERTURE ET EVALUATION DES PROPOSITIONS.....	24
17. Dépôt, cachetage et marquage des Propositions	24
18. Confidentialité.....	26
19. Ouverture des Propositions techniques	26
20. Évaluation des Propositions.....	27
21. Évaluation des Propositions techniques.....	27
22. Propositions financières pour SBQ.....	27



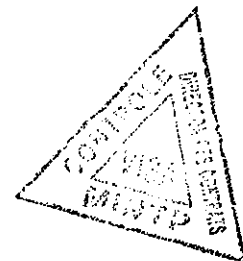
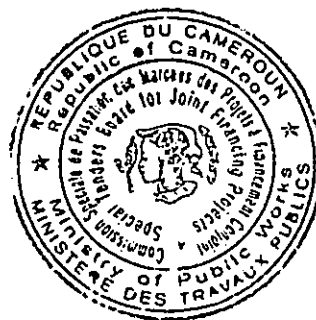
SECTION 5. PAYS ELIGIBLES.....	95
SECTION 6. FRAUDE ET CORRUPTION.....	97
SECTION 7. TERMES DE REFERENCE	100
PARTIE II	192
SECTION 8. CONDITIONS DE MARCHE ET CONTRATS TYPES	192
CONTRAT FORFAITAIRE	195
TABLE DES MATIERES.....	196
PREFACE.....	199
CONTRAT DE CONSULTANTS POUR PRESTATIONS DE SERVICES.....	200
CONTRAT A REMUNERATION FORFAITAIRE	200
I. MODELE DE CONTRAT	201
II. CONDITIONS GENERALES DU CONTRAT.....	205
A. DISPOSITIONS GENERALES	205
1. Définitions	205
2. Relations entre les Parties	207
3. Droit applicable au Contrat	207
4. Langue.....	207
5. Titres.....	207
6. Notifications.....	207
7. Lieux	208
8. Autorité du Chef de file.....	208
9. Représentants autorisés.....	208
10. Fraude et Corruption, et éligibilité	208
B. COMMENCEMENT, ACHEVEMENT, AMENDEMENT ET RESILIATION DU CONTRAT	209
11. Entrée en vigueur du Contrat.....	209
12. Résiliation du Contrat par défaut d'entrée en vigueur	209
13. Commencement des Services.....	209
14. Achèvement du Contrat.....	209
15. Contrat formant un tout	210
16. Avenants	210
17. Force Majeure.....	210
18. Suspension.....	212
19. Résiliation.....	212

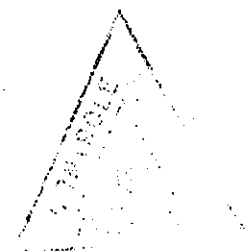
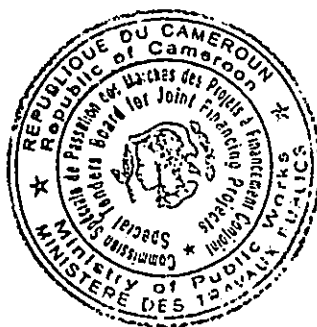
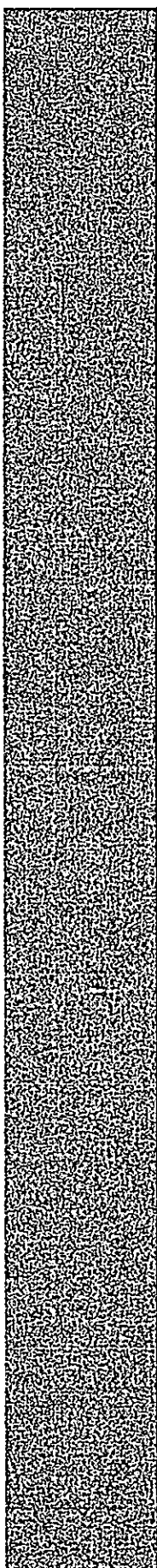


C.	OBLIGATIONS DU CONSULTANT.....	215
20.	Dispositions générales	215
21.	Conflit d'intérêts	216
22.	Obligation de réserve	218
23.	Responsabilité du Consultant.....	218
24.	Assurance à la charge du Consultant.....	218
25.	Comptabilité, inspection et audits	219
26.	Obligations en matière de rapports	219
27.	Propriété des documents préparés par le Consultant.....	220
28.	Équipement, véhicules et fournitures	220
D.	LE PERSONNEL DU CONSULTANT ET SOUS-TRAITANTS	221
29.	Description du Personnel clé	221
30.	Remplacement de Personnel clé	221
31.	Retrait de personnel ou de sous-traitant	221
E.	OBLIGATION DU CLIENT	222
32.	Assistance et exonérations	222
33.	Accès au site du Projet	223
34.	Modification du Droit applicable concernant les impôts et taxes.....	223
35.	Services, installations et propriétés du Client	224
36.	Personnel de Contrepartie.....	224
37.	Obligations de Paiement.....	224
F.	PAIEMENTS VERSES AU CONSULTANT	224
38.	Prix du Contrat	224
39.	Impôts et taxes.....	225
40.	Monnaie de paiement	225
41.	Modalités de facturation et de paiement.....	225
42.	Intérêts moratoires	227
G.	ÉQUITÉ ET BONNE FOI	227
43.	Bonne foi	227
H.	REGLEMENT DES DIFFERENDS.....	227
44.	Règlement amiable.....	227
45.	Règlement des différends	227
	ANNEXE 1.....	229



FRAUDE ET CORRUPTION	229
ANNEXE 2	232
PAYS ELIGIBLES.....	232
III. CONDITIONS PARTICULIERES DU CONTRAT (CPC).....	233
IV. ANNEXES.....	243
Annexe A – Termes de référence.....	243
Annexe B – Personnel clé.....	243
Annexe C – Décomposition du prix du Contrat	243
Annexe D – Formulaire de garantie de remboursement de l’avance	246
PARTIE III	248
SECTION 9. FORMULAIRES DE NOTIFICATION D’INTENTION D’ATTRIBUTION ET DE DIVULGATION DES BENEFCIAIRES EFFECTIFS	248
MODELE DE NOTIFICATION D’INTENTION D’ATTRIBUTION	249
FORMULAIRE DE DIVULGATION DES BENEFCIAIRES EFFECTIFS	258





Partie I

Section 1. Lettre d'invitation

Lettre d'invitation

Services de Consultants

Désignation de la mission : Etudes Techniques, Economiques, d'Impact Environnemental et Social ainsi que de la vulnérabilité aux risques climatiques pour l'aménagement des sections de route : Maroua-Dargala-Moulvoudaye-Yagoua (120,00 km) y compris la bretelle Moulvoudaye-Kalfou (17,00 km) ; Maroua-Lara (65,00 km) ainsi que la rocade autour de la ville de Maroua incluant la voie de contournement de la ville de Maroua (60,00 km).

DDP N° 0027/DDP/MINTP/CCCM-TR/CSPM-PFC/2024 du 02 juin 2024

Prêt N° : 2000200006204 du 12 avril 2024

Pays : Cameroun

Date : 02 juin 2024

Madame/Monsieur,

1. La République du Cameroun (ci-après dénommé l'« Emprunteur ») a obtenu un financement de la Banque Africaine de Développement (la « Banque ») sous la forme d'un « prêt » (ci-après dénommé « prêt ») en vue de financer le coût du Projet d'Aménagement Territorial et de Promotion du Secteur Privé de la Région de l'Extrême-Nord. Le Ministère des Travaux Publics, un organisme d'exécution du Client, entend affecter une partie du produit de ce *prêt* aux paiements éligibles relatifs au marché pour lequel la présente demande de proposition est émise. La Banque n'effectuera les paiements qu'à la demande du Gouvernement de la République du Cameroun, après avoir approuvé lesdits paiements, conformément aux clauses et conditions de l'accord de *prêt*. Ledit accord *de prêt* interdit tout retrait du compte de *prêt* destiné au paiement de personnes physiques ou morales, ou à une importation de biens si ce paiement ou cette importation, à la connaissance de la Banque, tombe sous le coup d'une interdiction prononcée par le Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unies, au titre du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies. Aucune partie autre que *le Client* ne peut se prévaloir de l'un quelconque des droits stipulés dans l'accord de *prêt* ni prétendre détenir une créance sur le produit du *prêt*. Pour ce Marché, l'Emprunteur effectuera les paiements en recourant à la méthode de décaissement par Paiement Direct, comme définie dans les Directives de la Banque africaine de Développement applicables aux



Décaissements dans le cadre de Financements de Projets et Programmes d'Investissement »]

2. Le Client vous invite à présenter une proposition en vue de la fourniture des services de Consultants ci-après : Etudes Techniques, Economiques, d'Impact Environnemental et Social ainsi que de la vulnérabilité aux risques climatiques pour l'aménagement des sections de route : Maroua-Dargala-Moulvoudaye-Yagoua (120,00 km) y compris la bretelle Moulvoudaye-Kalfou (17,00 km) ; Maroua-Lara (65,00 km) ainsi que la rocade autour de la ville de Maroua incluant la voie de contournement de la ville de Maroua (60,00 km). Pour de plus amples renseignements sur les Services en question, veuillez consulter les Termes de référence (Section 7).
3. La présente Demande de propositions (DDP) a été adressée aux Consultants inscrits sur la Liste restreinte, dont les noms figurent ci-après :

N°	NOM DU CONSULTANT	NATIONALITE	ADRESSE DU CHEF DE FILE	Nationalités des autres membres du Groupement
1	Groupement AIC PROGETTI SPA/INTEGC	Italienne	Tél: +390 636 015 01 Email: aicprogetti@aicprogetti.it	Camerounaise
2	Groupement ACE Ingénieurs Conseils/ALPHA CONSULT/ACE-C	Burkinabé	Inter rues 6.21/6.24/ Secteur 06 Gounghin-Burkina Faso 04 B.P: 8825 Ouagadougou Tél: +226 25 34 04 01 Mail : ace.ingenieur@fasonet.bf/ alpha.consult@yahoo.fr	Ivoirienne
3	SCET TUNISIE	Tunisienne	2, rue Sahab Ibn Abbad-cité Jardin Tunis Belvédère- Tunisie Tél : (216) 70 555 622-71 894 565 Email: direction@scet-tunisie.com.tn	-
4	Groupement STUDI INTERNATIONAL/ STUDI CAMEROUN	Tunisienne	28, Rue de l'île de Zembrella, les Jardins du Lac, Lac II, 1 053 Tunis-Tunisie Tél. : +216 70 021 000 Fax : +216 70 021 010 Email : studi@studi.com.tn	Camerounaise

N°	NOM DU CONSULTANT	NATIONALITE	ADRESSE DU CHEF DE FILE	Nationalités des autres membres du Groupement
5	TEC-4 INGENIEROS SA/LCI/SINEGEO	Espagnole	Email : tec-cuatro@tec4-ingenieros.com	Camerounaise
6	Groupement GTAH INGENIEURS CONSEILS/GOPA INFRA/DECO-IC/MBT INTERNATIONAL SARL	Burkinabé	Email : gtah.IC@fasonet.bf/ Tél : +226 25 38 8312 B.P : 4814 Ouagadougou	Burkinabé

4. Le transfert de la présente DDP à une autre firme n'est pas autorisé.
5. Un Consultant sera choisi selon les procédures de la méthode de sélection basée sur la qualité et le coût (SBQC) et dans un format d'une Proposition Technique Complète (PTC) comme décrit dans la présente DDP, conformément au «Cadre de Passation des Marchés de la Banque d'octobre 2015», qui peut être consulté à l'adresse : <https://www.afdb.org>. La présente DDP comprend les documents suivants :

Section 1 - La présente Lettre d'invitation

Section 2 - Instructions aux Consultants et Données particulières

Section 3 - Proposition technique [PTC] – Formulaires Types

Section 4 - Proposition financière – Formulaires Types

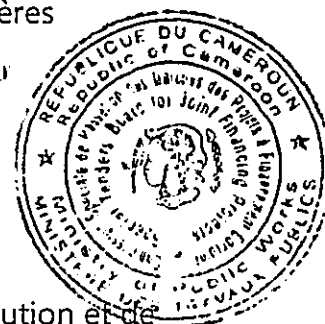
Section 5 – Pays éligibles

Section 6 – Fraude et Corruption

Section 7 - Termes de référence

Section 8 - Contrat Type (Rémunération Forfaitaire)

Section 9 – Formulaires de Notification de l'intention d'attribution et de Divulgaration des bénéficiaires effectifs.



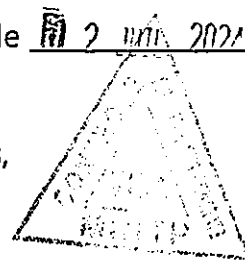
6. Veuillez avoir l'obligeance de nous faire savoir, au plus tard le 02 mai 2021, par écrit à l'adresse :

À l'attention de Monsieur le Ministre des Travaux Publics,

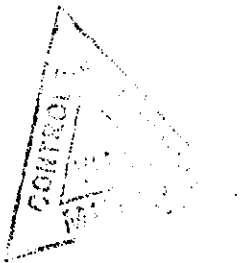
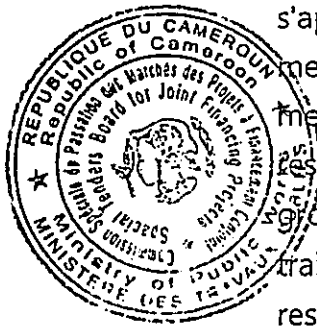
Avec Copie adressée à :

- Agence d'Exécution de Projet : Cellule des Projets Routiers à Financement Conjoint,
Ministère des Travaux Publics - Yaoundé, Cameroun,
Téléphone : (237) 666-00-39-34 ;
E-mail : csepr_badbm@yahoo.fr

- (a) que vous avez reçu cette Lettre d'Invitation ;



- (b) si vous soumettez une proposition seule ou si, afin d'augmenter votre expérience, vous sollicitez l'autorisation de vous associer avec une ou d'autres firmes (si cela est permis dans la Section 2, Instructions aux Consultants (IC), Données particulières 14.1.1).
- (c) à moins que le Consultant figurant sur la liste restreinte n'ait obtenu l'autorisation du Client pour tout changement dans la composition du Consultant avant la date limite de soumission des propositions, la proposition reçue d'un Consultant dont la composition est différente de celle de la liste restreinte visée au paragraphe 3, sera rejetée. Cette règle s'applique à tout changement apporté par l'ajout ou le retrait d'un membre constituant le Consultant de la liste restreinte (par exemple, un membre d'un groupe ou un sous-traitant) ainsi qu'aux changements résultant de sa responsabilité ou de ses obligations (par exemple, un groupement précédemment proposé demandant à évoluer en sous-traitance et vice versa entre les sociétés mentionnées dans cette liste restreinte. Par conséquent, toute demande de modification doit être présentée en temps opportun, conformément au paragraphe (d) ci-dessous ; et
- (d) conformément aux paragraphes 6 (b) et (c) ci-dessus, toutes demandes d'autorisation doivent être reçues par le Client au plus tard 15 jours à compter de la date d'envoi de la présente Demande de proposition. Le Client devra tenir compte des implications pertinentes de la modification demandée avant d'accorder ou de refuser l'autorisation qui sera rapidement notifiée au Consultant. Dans le cas d'un changement demandé dans la composition du Consultant inscrit sur la liste restreinte, il est porté à l'attention du Consultant qu'il risque d'être déclaré non qualifié à figurer sur la liste restreinte, ce qui peut entraîner son retrait de la liste restreinte si, de l'avis du Client, qui sera définitif, cela serait contraire à l'économie, l'efficacité et à la concurrence, et/ou à la qualification du Consultant.

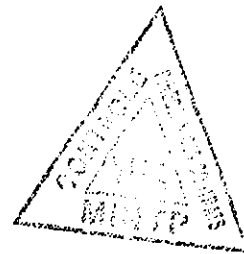
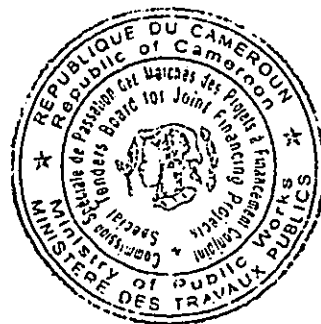


7. « Veuillez noter que le Cadre de Passation des Marchés exige que l'Emprunteur divulgue les informations sur les propriétaires effectifs du Consultant attributaire, dans le cadre de l'avis de Notification d'Attribution de Marché, en utilisant le Formulaire de divulgation des bénéficiaires effectifs inclus dans le dossier de demande de propositions ».

8. Les détails sur la date, l'adresse et l'heure de remise de la Proposition sont indiqués dans les Clauses IC 17.7 et 17.9.

Nous vous prions de croire, Madame/Monsieur, en l'assurance de notre considération distinguée.

Le Ministre des Travaux Publics
(Maitre d'Ouvrage/Autorité Contractante)
Emmanuel NGANOU D.





Lettre d'invitation

Services de Consultants :

Désignation de la mission : Etudes Techniques, Economiques, d'Impact, Environnemental et Social ainsi que de la vulnérabilité aux risques climatiques pour l'aménagement des sections de route : Maroua-Dargala-Moulvoudaye-Yagoua (120,00 km) y compris la bretelle Moulvoudaye-Kalfou (17,00 km) ; Maroua-Lara (65,00 km) ainsi que la rocade autour de la ville de Maroua incluant la voie de contournement de la ville de Maroua (60,00 km).

DDP N° 0027 /DDP/MINTP/CCCM-TR/CSPM-PFC/2024 du 10 2 JUL 2024

Prêt N° : 2000200006204 du 12 avril 2024

Pays : République du Cameroun

Date : 02 JUL 2024

Madame/Monsieur,

1. La République du Cameroun (ci-après dénommé l'« Emprunteur ») a obtenu un financement de la Banque Africaine de Développement (la « Banque ») sous la forme d'un « prêt » (ci-après dénommé « prêt ») en vue de financer le coût du Projet d'Aménagement Territorial et de Promotion du Secteur Privé de la Région de l'Extrême-Nord. Le Ministère des Travaux Publics, un organisme d'exécution du Client, entend affecter une partie du produit de ce prêt aux paiements éligibles relatifs au marché pour lequel la présente demande de proposition est émise. La Banque n'effectuera les paiements qu'à la demande du Gouvernement de la République du Cameroun, après avoir approuvé lesdits paiements, conformément aux clauses et conditions de l'accord de prêt. Ledit accord de prêt interdit tout retrait du compte de prêt destiné au paiement de personnes physiques ou morales, ou à une importation de biens si ce paiement ou cette importation, à la connaissance de la Banque, tombe sous le coup d'une interdiction prononcée par le Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unies, au titre du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies. Aucune partie autre que le Client ne peut se prévaloir de l'un quelconque des droits stipulés dans l'accord de prêt ni prétendre détenir une créance sur le produit du prêt. « Pour ce Marché, l'Emprunteur effectuera les paiements en recourant à la méthode de décaissement par Paiement Direct, comme définie dans les Directives de la Banque africaine de Développement applicables aux Décaissements dans le cadre de Financements de Projets et Programmes d'Investissement ».
2. Le Client vous invite à présenter une proposition en vue de la fourniture des services de Consultants ci-après : Etudes Techniques, Economiques, d'Impact Environnemental et Social ainsi que de la vulnérabilité aux risques climatiques pour l'aménagement des sections de route : Maroua-Dargala-Moulvoudaye-Yagoua (120,00 km) y compris la bretelle Moulvoudaye-Kalfou (17,00 km) ; Maroua-Lara (65,00 km) ainsi que la rocade autour de la ville de Maroua incluant la voie de contournement de la ville de Maroua (60,00 km). Pour de plus amples renseignements sur les Services en question, veuillez consulter les Termes de référence (Section 7).

3. La présente Demande de propositions (DDP) a été adressée aux Consultants inscrits sur la Liste restreinte, dont les noms figurent ci-après et qui doivent déposer leur proposition au plus tard le 09 AOÛT 2024 à 10 heures (heure locale) à l'adresse indiquée ci-dessous :

N°	NOM DU CONSULTANT	NATIONALITE	ADRESSE DU CHEF DE FILE	Nationalités des autres membres du Groupement
1	Groupement AIC PROGETTI SPA/INTEGC	Italienne	Tél : +390 636 015 01 Email : alcprogetti@alcprogetti.it	Camerounaise
2	Groupement ACE Ingénieurs Conseils/ALPHA CONSULT/ACE-CI	Burkinabé	Inter rues 6.21/6.24/ Secteur 06 Gounghin-Burkina Faso 04 B.P: 8825 Ouagadougou Tél : +226 25 34 04 01 Email : alpha.consult@yahoo.fr	Ivoirienne
3	SCET TUNISIE	Tunisienne	2, rue Sahab Ibn Abbad-cité Jardin Tunis Belvédère-Tunisie Tél : (216) 70 555 622-71 894 565 Email : direction@scet-tunisie.com.tn	-
4	Groupement STUDI INTERNATIONAL/STUDI CAMEROUN	Tunisienne	28, Rue de l'île de Zembrella, les Jardins du Lac, Lac II, 1 053 Tunis- Tunisie Tél. : +216 70 021 000 Fax : +216 70 021 010 Email : saudi@studi.com.tn	Camerounaise
5	TEC-4 INGENIEROS SA/LCI/SINEGEO	Espagnole	Email : tec-cuatro@tec4-ingenieros.com	Camerounaise
6	Groupement GTAH INGENIEURS CONSEILS/GOPA INFRA/DECO-IC/MBT INTERNATIONAL SARL	Burkinabé	Email : gtah@gtah.com Tél : +226 25 38 8312 B.P : 4814 Ouagadougou	Burkinabé

4. Le transfert de la présente DDP à une autre firme n'est pas autorisé.
5. Un Consultant sera choisi selon les procédures de la méthode de sélection basée sur la qualité et le coût (SBQC) et dans un format d'une Proposition Technique Complète (PTC) comme décrit dans la présente DDP, conformément au «Cadre de Passation des Marchés de la Banque d'octobre 2015», qui peut être consulté à l'adresse : <http://www.afdb.org>. La présente DDP comprend les documents suivants :

Section 1 - La présente Lettre d'invitation ;
 Section 2 - Instructions aux Consultants et Données particulières ;
 Section 3 - Proposition technique [PTC] - Formulaires Types ;
 Section 4 - Proposition financière - Formulaires Types ;
 Section 5 - Pays éligibles ;
 Section 6 - Fraude et Corruption ;
 Section 7 - Termes de référence ;
 Section 8 - Contrat Type (Rémunération Forfaitaire) ;
 Section 9 - Formulaires de Notification de l'intention d'attribution et de Divulgence des bénéficiaires effectifs.

6. Veuillez avoir l'obligeance de nous faire savoir, au plus tard le 09 AOÛT 2024, par écrit à l'adresse :

À l'attention de Monsieur le Ministre des Travaux Publics,

Avec Copie adressée à :

Agence d'Exécution de Projet : Cellule des Projets Routiers à Financement Conjoint,
Ministère des Travaux Publics - Yaoundé, Cameroun,
Téléphone : (237) 666-00-39-34 ;
E-mail : csepr_badbm@yahoo.fr

- (a) que vous avez reçu cette Lettre d'Invitation ;
 - (b) si vous soumettez une proposition seule ou si, afin d'augmenter votre expérience, vous sollicitez l'autorisation de vous associer avec une ou d'autres firmes (si cela est permis dans la Section 2, Instructions aux Consultants (IC), Données particulières 14.1.1).
 - (c) à moins que le Consultant figurant sur la liste restreinte n'ait obtenu l'autorisation du Client pour tout changement dans la composition du Consultant avant la date limite de soumission des propositions, la proposition reçue d'un Consultant dont la composition est différente de celle de la liste restreinte visée au paragraphe 3, sera rejetée. Cette règle s'applique à tout changement apporté par l'ajout ou le retrait d'un membre constituant le Consultant de la liste restreinte (par exemple, un membre d'un groupe ou un sous-traitant) ainsi qu'aux changements résultant de sa responsabilité ou de ses obligations (par exemple, un groupement précédemment proposé demandant à évoluer en sous-traitance et vice versa entre les sociétés mentionnées dans cette liste restreinte. Par conséquent, toute demande de modification doit être présentée en temps opportun, conformément au paragraphe (d) ci-dessous ; et
 - (d) conformément aux paragraphes 6 (b) et (c) ci-dessus, toutes demandes d'autorisation doivent être reçues par le Client au plus tard 15 jours à compter de la date d'envoi de la présente Demande de proposition. Le Client devra tenir compte des implications pertinentes de la modification demandée avant d'accorder ou de refuser l'autorisation qui sera rapidement notifiée au Consultant. Dans le cas d'un changement demandé dans la composition du Consultant inscrit sur la liste restreinte, il est porté à l'attention du Consultant qu'il risque d'être déclaré non qualifié à figurer sur la liste restreinte, ce qui peut entraîner son retrait de la liste restreinte si, de l'avis du Client, qui sera définitif, cela serait contraire à l'économie, l'efficacité et à la concurrence, et/ou à la qualification du Consultant.
7. « Veuillez noter que le Cadre de Passation des Marchés exige que l'Emprunteur divulgue les informations sur les propriétaires effectifs du Consultant attributaire, dans le cadre de l'avis de Notification d'Attribution de Marché, en utilisant le Formulaire de divulgation des bénéficiaires effectifs inclus dans le dossier de demande de propositions ».
8. Les détails sur la date, l'adresse et l'heure de remise de la Proposition sont indiqués dans les Clauses IC 17.7 et 17.9.

Nous vous prions de croire, Madame/Monsieur, en l'assurance de notre considération distinguée.

Le Ministre des Travaux Publics
(Maitre d'Ouvrage/Autorité Contractante)

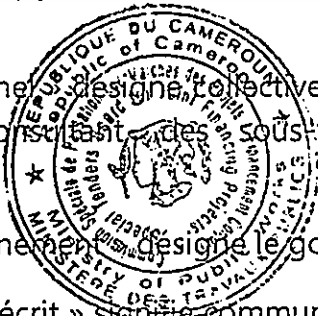
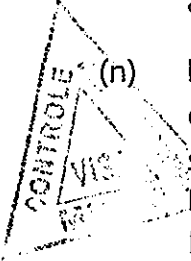


Section 2. Instructions aux Consultants et Données Particulières

A. Dispositions générales

1. Définitions

- (a) Le terme « affilié » désigne un individu ou une entité qui contrôle directement ou indirectement le Consultant, ou est contrôlé par lui, ou est sous un contrôle commun avec le Consultant.
- (b) L'expression « Droit applicable » désigne les lois et autres textes ayant force de loi dans le pays du Client ou dans tout autre pays qui peut être indiqué dans les Données particulières, au fur et à mesure de leur publication et de leur mise en vigueur.
- (c) La « Banque » désigne l'institution de financement spécifique désignée dans les Données particulières.
- (d) Le terme « Emprunteur » désigne le Gouvernement, l'agence gouvernementale ou une autre entité ayant conclu avec la Banque un accord de *[prêt/crédit/don]*.
- (e) Le terme « Client » désigne l'agence d'exécution devant signer le Contrat de Services avec le Consultant retenu.
- (f) Le terme « Consultant » désigne une entité professionnelle prestataire de services constituée légalement, pouvant fournir les Services au Client dans le cadre du Contrat.
- (g) Le terme « Contrat » désigne un accord écrit ayant force de loi passé entre le Client et le Consultant auquel sont joints les documents énumérés à la Clause 1, à savoir les Conditions générales du Contrat (CGC), les Conditions particulières du Contrat (CPC) et les Annexes.
- (h) L'expression « Données particulières » désigne la partie des Instructions aux Consultants (IC), Section 2 utilisée afin de refléter les circonstances et dispositions spécifiques au pays et à la mission, et complètent, sans s'y substituer, les dispositions des IC.
- (i) Le terme « jour » désigne un jour calendaire, sauf s'il est indiqué qu'il s'agit de « jour ouvrable ». Un jour ouvrable est un jour de travail officiel de l'Emprunteur, à l'exclusion des jours fériés officiels de l'Emprunteur.

- 
- 
- (j) Le terme « Personnel clé » désigne collectivement le personnel clé ou tout autre personnel du Consultant, des sous-traitants ou des partenaires de groupement.
- (k) Le terme « Gouvernement » désigne le gouvernement du pays du Client.
- (l) L'expression « par écrit » signifie communiqué sous forme écrite (par courrier postal, courriel, télécopie, incluant si cela est indiqué dans les Données particulières, la distribution ou la remise par le canal du système d'achat électronique utilisé par le Client) avec accusé de réception ;
- (m) Les termes « Groupement d'entreprises » (ci-après dénommés Groupement) signifie une association disposant, ou non, d'une personnalité juridique distincte de celle des partenaires le constituant, de deux ou plusieurs bureaux de Consultants, dans lequel un des partenaires dispose de l'autorité afin de mener les affaires au nom et pour le compte de tous les partenaires du groupement, et qui est conjointement et solidairement responsable de l'exécution du Contrat vis-à-vis du Client sauf indication contraire dans les Instructions aux Consultants.
- (n) Le terme « Personnel clé » désigne un expert fourni par le Consultant, dont les qualifications professionnelles, le savoir-faire, les connaissances et l'expérience sont essentielles à la réalisation des Services dans le cadre du Contrat, et dont le curriculum vitae (CV) est pris en compte pour l'évaluation technique de la Proposition du Consultant. Toutes les exigences spécifiques concernant les « Personnel clé » applicables à ce Contrat sont spécifiées dans les Données particulières.
- (o) L'expression « IC » (la présente Section 2 de la DDP) désigne les Instructions aux Consultants destinées à fournir aux Consultants figurant sur la liste restreinte tous renseignements nécessaires pour préparer leur Proposition.
- (p) « Autre personnel » désigne un personnel fourni par le Consultant ou un sous-traitant, affecté à la réalisation des Services ou d'une partie des Services dans le cadre du Contrat, et dont le CV n'est pas évalué à titre individuel.
- (q) La « Proposition » désigne la Proposition technique et la Proposition financière du Consultant.
- (r) Le terme « DDP » désigne la Demande de Proposition devant être établie par le Client pour la sélection de Consultant, fondée sur le DTDP.
- (s) Le terme « DTDP » désigne le Dossier Type de Demande de Propositions, qui doit être utilisé par le Client afin d'établir la DDP.
- (t) Le terme « Services » désigne les prestations devant être assurées par le Consultant dans le cadre du Contrat.

- (u) Le terme « Sous-traitant » désigne toute personne physique ou morale avec laquelle le Consultant passe un accord en vue de sous-traiter une partie des prestations, le Consultant demeurant responsable vis-à-vis du Client tout au long de l'exécution du Contrat.
- (v) L'expression « Termes de Référence » (la Section 7 de la DDP) désigne les Termes de Référence définissant les objectifs, l'étendue des prestations, les activités et les tâches à réaliser, les responsabilités respectives du Client et du Consultant, et les résultats attendus et livrables de la mission.
- (w) Le sigle « ES » se réfère aux exigences environnementales et sociales (y compris les dispositions sur l'exploitation des ressources sexuels (EAS) et le harcèlement sexuel (HS)).

2. Introduction

2.1 Le Client nommé dans les Données particulières a l'intention de sélectionner un Consultant parmi ceux dont les noms figurent sur la Lettre d'Invitation, conformément à la méthode de sélection spécifiée dans les Données particulières.

2.2 Les Consultants figurant sur la liste restreinte sont invités à soumettre une Proposition technique et une Proposition financière, ou une Proposition technique uniquement, comme spécifié dans les Données particulières pour la prestation des services de Consultants nécessaires à la mission désignée dans les Données particulières. La Proposition servira de base aux négociations du Contrat et, à terme, au contrat signé avec le Consultant retenu.

2.3 Les Consultants doivent s'informer des conditions locales et en tenir compte dans l'établissement de leur proposition et sont invités à assister à la conférence préparatoire aux propositions, si les Données particulières en prévoient une. Mais participer à ce genre de réunion n'est pas obligatoire. La participation à cette réunion est facultative et tous les frais sont à la charge du Consultant.

2.4 Le Client fournit à temps et sans frais pour le Consultant, les intrants, les données et rapports afférents aux projets pertinents spécifiés dans les Données particulières, nécessaires aux Consultants pour la préparation de leur proposition.

3. Conflit d'intérêts

3.1 Il est demandé au Consultant qu'il fournisse des conseils professionnels objectifs et impartiaux, qu'en toutes circonstances il défende avant tout les intérêts du Client, sans faire entrer en ligne de compte l'éventualité d'une mission ultérieure, et qu'il évite scrupuleusement toute possibilité de conflit avec d'autres activités ou avec les intérêts de sa société.

3.2 Le Consultant a l'obligation d'informer le Client de toute situation présente ou potentielle de conflit d'intérêt qui risquerait de le mettre dans l'impossibilité de servir au mieux les intérêts du Client. Faute d'informer le Client sur l'existence d'une telle situation, le Consultant pourra être disqualifié ou son contrat résilié et/ou il sera passible de sanctions imposées par la Banque.

3.2.1 Sans restriction au caractère général de ce qui précède, un Consultant ne sera pas engagé dans les circonstances stipulées ci-après :

a. Activités incompatibles

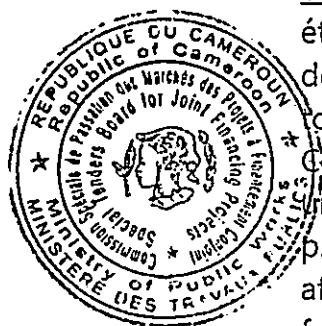
- (i) Conflit entre les activités de Consultant et la fourniture de biens, de travaux ou de services (autres que les services de Consultants) : une société qui a été engagée par le Client pour réaliser des travaux ou fournir des biens ou des services (autres que les services de Consultants) pour un projet, et toutes les firmes qui lui sont affiliées, ne pourra pas fournir des services de Consultants relatifs à ces biens, travaux ou services. De la même manière, une firme engagée pour fournir des services de Consultants en vue de la préparation ou de l'exécution d'un projet, et toutes les firmes qui lui sont affiliées, ne seront pas ultérieurement admises à réaliser des travaux ou fournir des biens ou des services (autres que les services de Consultants) qui feront suite ou seront directement liés aux services de Consultants précédemment fournis par la firme pour ladite préparation ou exécution.

b. Missions incompatibles

- ii) Conflit entre les missions de Consultant : un Consultant (y compris son personnel et ses sous-traitants), et toute entité qui lui est affiliée ne peuvent pas être engagés pour une mission qui, par sa nature, risque de s'avérer incompatible avec une autre mission du Consultant pour le compte du même Client ou d'un autre Client.

c. Relations incompatibles

- iii) Relation avec le personnel du Client : un Consultant (y compris son personnel et ses sous-traitants) ayant une relation d'affaires ou familiale proche avec un membre du personnel de l'Emprunteur ou du Client (ou du personnel de l'organisme d'exécution du projet ou d'un bénéficiaire du financement de la Banque) qui intervient directement ou indirectement dans : (i) la préparation des Termes de référence de la mission, (ii) le processus de sélection pour le Contrat, ou (iii) la supervision du Contrat, ne pourra se voir attribuer le Contrat sauf si le conflit qui découle de cette relation a été réglé d'une manière acceptable par la Banque pour la durée du processus de sélection et de l'exécution du Contrat.



4. Avantage compétitif inéquitable

- 4.1 Pour assurer l'équité et la transparence du processus de sélection, les Consultants ou leurs filiales qui concourent pour une mission spécifique ne doivent pas bénéficier d'un avantage compétitif du fait qu'ils ont fourni des services de Consultants liés à la mission en question. À cette fin, le Client doit mentionner dans les Données particulières et communiquer à tous les Consultants qui figurent sur la liste restreinte en même temps que la Demande de propositions, tous les renseignements qui donneraient à cet égard à un Consultant un avantage compétitif.

5. Fraude et corruption

- 5.1 La Banque exige le respect de son Cadre d'intégrité, qui comprend les Procédures de sanctions du Groupe de la Banque africaine de Développement, la Politique de dénonciation et de traitement des plaintes de la Banque, la Politique de passation des marchés conformément au Cadre de Passation des Marchés et toutes autres politiques et procédures applicables, y compris leurs mises à jour concernant les pratiques frauduleuses et de corruption, tel qu'indiqué à la Section 6.

- 5.2 Aux fins d'application de ces dispositions, les Consultants devront permettre et faire en sorte que leurs agents (qu'ils soient déclarés ou non), leurs sous-traitants, prestataires et leur personnel permettent à la Banque et à ses agents d'examiner les comptes, pièces comptables, relevés et autres documents relatifs à la procédure de passation des marchés et à l'exécution de marché (en particulier, à l'attribution) financés par la Banque et de les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par la Banque.



- 6.1 La Banque permet aux Consultants individuels ou firmes, y compris les groupements et leurs partenaires, en provenance des pays éligibles, conformément à la Politique de passation des marchés des opérations financées par le Groupe de la Banque, tels que définis à la Section 5, de fournir des services de Consultants dans le cadre de projets financés par la Banque.

- 6.2 Il est de la responsabilité du Consultant de s'assurer que son personnel, partenaires de groupement, sous-traitants, agents (déclarés ou non), prestataires de services, fournisseurs, et/ou leurs employés satisfont aux conditions d'éligibilité définies par la Banque dans le Cadre de Passation des Marchés applicable et décrites à l'article 6.1 ci-dessus.

- 6.3 À titre d'exceptions aux articles 6.1 et 6.2 ci-dessus

a. Sanctions

- 6.3.1 Un Consultant qui a été sanctionné par la Banque, conformément au Cadre d'intégrité de la Banque et conformément aux politiques et

procédures en vigueur en matière de sanctions énoncées dans le Cadre d'intégrité de la Banque tel que décrit à la Section 6, Fraude et corruption, paragraphe 2.2 d., ne peut être sélectionné, soumettre des propositions, se voir attribuer un contrat financé par la Banque ou bénéficier d'un contrat financé par la Banque, que ce soit sur le plan financier ou autre, pendant une période que la Banque aura définie. La liste des firmes et personnes radiées est disponible à l'adresse électronique indiquée dans les Données particulières.

b. Exclusions

6.3.2 Les firmes et personnes physiques d'un pays, ou les biens produits dans un pays peuvent être non-éligibles si cela est stipulé dans la Section 5 (Pays éligibles) et :

- (a) la législation ou la réglementation publique du pays de l'Emprunteur interdit les relations commerciales avec ce pays, et à la condition qu'une telle exclusion ne soit pas préjudiciable à la concurrence effective pour la fourniture des Services, de l'avis de la Banque, ou
- (b) en application d'une décision prise par le Conseil de Sécurité des Nations Unies au titre du chapitre VII de la Charte des Nations Unies, le pays de l'Emprunteur interdit tout paiement à des personnes physiques ou morales de ce pays.

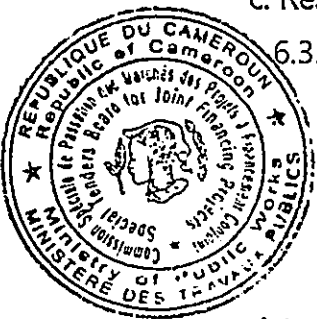
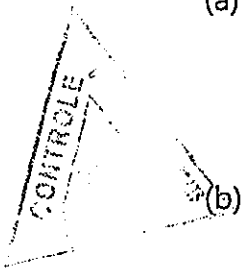
c. Restrictions pour les entreprises/institutions publiques

6.3.3 Les institutions/entreprises publiques du pays de l'Emprunteur sont admises à participer et se voir attribuer un marché si elles peuvent établir d'une manière jugée acceptable par la Banque : (i) qu'elles jouissent de l'autonomie juridique et financière ; (ii) qu'elles sont gérées selon les règles du droit commercial ; et (iii) qu'elles ne sont pas des organes sous la tutelle du Client.

d. Restrictions applicables aux agents publics

6.3.4 Les agents publics et personnels fonctionnaires du pays de l'Emprunteur ne peuvent pas figurer dans le personnel d'un Consultant, dans une proposition sauf dans le cas où :

- (i) les services de l'agent public ou personnel fonctionnaire sont de nature unique et leur participation est critique pour l'exécution du Projet, et
- (ii) ils sont en congé sans solde ;
- (iii) ils ne sont pas embauchés par l'organisme pour lequel ils travaillaient, à moins qu'un délai raisonnable, qui ne sera pas



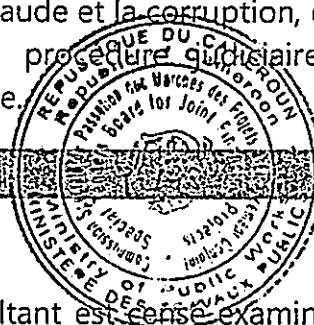
- inférieur à 12 mois, ne se soit écoulé entre leur ancien emploi dans l'organisme et tout engagement proposé ; et
- (iv) leur recrutement ne créerait pas de conflit d'intérêts, ni conflit avec les dispositions réglementaires ou légales du pays de l'Emprunteur, notamment en matière d'emploi.

e. Exclusion par l'Emprunteur



- 6.3.5 Une firme tombant sous le coup d'une sanction par l'Emprunteur l'excluant de ses marchés sera admise à participer au présent processus, à moins que, à la demande de l'Emprunteur, la Banque ne détermine que l'exclusion : (a) est en relation avec la fraude et la corruption, et (b) a été prononcée dans le cadre d'une procédure judiciaire ou administrative équitable à l'égard de la firme.

B. Préparation des propositions



7. Considérations générales

- 7.1 Lors de l'établissement de la Proposition, le Consultant est censé examiner la DDP en détail. Si les renseignements exigés par la DDP sont incomplets ou incorrects, la Proposition est susceptible d'être rejetée.

8. Frais de préparation de la proposition

- 8.1 Le Consultant supportera tous les frais afférents à la préparation et à la présentation de sa Proposition, et le Client n'est en aucun cas responsable de ces frais ni tenu de les régler, quels que soient le déroulement ou les résultats du processus de sélection. Le Client n'est pas tenu d'accepter une quelconque Proposition et se réserve le droit d'annuler la procédure de sélection à tout moment avant l'attribution du Contrat, sans encourir de ce fait une responsabilité quelconque vis-à-vis des Consultants.

9. Langue

- 9.1 La Proposition, ainsi que toute la correspondance et tous les documents concernant la Proposition échangés entre le Consultant et le Client seront rédigés dans la langue indiquée dans les Données particulières.

10. Documents constitutifs de la Proposition

- 10.1 La Proposition doit contenir les documents et formulaires dont la liste est fournie dans les Données particulières.
- 10.2 Si cela est stipulé dans les Données particulières, le Consultant sera tenu de fournir une déclaration par laquelle il s'engage à présenter sa Proposition et à exécuter le Contrat éventuel en respectant les lois du pays du Client concernant la fraude et la corruption (y compris les paiements illicites).

10.3 Le Consultant communiquera les renseignements sur les commissions et rétributions éventuellement payées ou devant être payées à des agents en rapport avec la Proposition et l'exécution du Contrat s'il est attribué au Consultant, comme demandé dans le Formulaire de Proposition financière (Section 4).

11. Une seule Proposition

11.1 Le Consultant (y compris les partenaires en association) ne peut soumettre qu'une seule Proposition, en son nom propre ou en association. Si un Consultant (y compris le partenaire d'une association) soumet ou participe à plus d'une proposition, ces propositions seront rejetées. Toutefois, ceci n'exclut pas la participation d'un même Sous-traitant, y compris les experts individuels, à plus d'une proposition lorsque les circonstances le justifient et si cela est permis dans les Données particulières.

12. Validité de la Proposition

12.1 La Proposition doit être valable pendant le nombre de jours indiqué dans les Données particulières à compter de la date limite de remise des propositions.

12.2 Durant cette période, le Consultant doit maintenir sa Proposition initiale sans aucun changement, y compris le personnel clé proposé, les taux et le prix total proposés.

12.3 Il est établi qu'un personnel clé désigné dans la Proposition d'un Consultant n'était pas disponible au moment de la soumission de la Proposition, ou avait été mentionné sans que ledit personnel ait confirmé son accord pour figurer dans ladite Proposition, la Proposition sera rejetée et ne sera pas évaluée, et le Consultant pourra faire l'objet de sanctions en conformité à l'article 5 ci-avant.

a. Prolongation de la période de validité

12.4 Le Client fera tout son possible pour mener à bien les négociations dans le délai de validité de la Proposition. Cependant, en cas de besoin le Client peut demander par écrit aux Consultants ayant soumis une Proposition de prolonger la validité de leur Proposition.

12.5 Si le Consultant accepte de prolonger la durée de validité de sa Proposition, il doit le faire sans modifier sa Proposition initiale et il doit confirmer la disponibilité du personnel clé, sous réserves des dispositions de l'article 12.7 des IC.

12.6 Le Consultant a le droit de refuser la prolongation de la validité de sa Proposition, auquel cas cette dernière ne sera pas davantage prise en considération.

b. Remplacement de personnel clé lors de la prolongation de validité

12.7 Si un personnel clé n'est plus disponible durant la période de prolongation de la Proposition, le Consultant doit fournir une justification par écrit et les preuves nécessaires, à la satisfaction du Client, à l'appui de la demande de remplacement. Dans un tel cas, le remplaçant proposé devra présenter des qualifications et une expérience similaires ou supérieures à celles du personnel initialement proposé. Cependant, la note technique demeurera celle attribuée lors de l'évaluation du CV du personnel clé initialement proposé.

12.8 Si le Consultant ne propose pas un remplaçant présentant des qualifications et une expérience similaires ou supérieures à celles du personnel initial, ou si les motifs et/ou les justifications fournis à l'appui de la demande de remplacement ne sont pas acceptables par le Client, sa Proposition sera rejetée après non-objection de la Banque.

c. Sous-traitance

12.9 Le Consultant ne peut sous-traiter la totalité des Services, sous réserve des Données particulières. Le Consultant peut proposer la sous-traitance jusqu'à concurrence du pourcentage de la valeur totale du Contrat tel que spécifié dans les Données particulières.

13. Éclaircissements et modifications apportés aux documents de la Demande de Propositions

13.1 Le Consultant peut obtenir des éclaircissements sur toute partie de la DDP au plus tard le nombre de jours avant la date limite de remise des propositions indiqué dans les Données particulières. La demande d'éclaircissement doit être adressée par écrit, ou par moyen électronique sécurisé, à l'adresse du Client indiquée dans les Données particulières. Le Client répondra par écrit, ou par moyen électronique sécurisé, à la demande d'éclaircissements. Il adressera une copie de sa réponse (indiquant la question posée mais sans mention de l'auteur) à tous les Consultants figurant sur la liste restreinte. Au cas où le Client jugerait nécessaire de modifier la DDP suite aux éclaircissements demandés, il le fera conformément à la procédure stipulée ci-dessous :

13.1.1 À tout moment avant la date limite de remise des propositions, le Client peut modifier la DDP par écrit ou par moyen électronique. Le modificatif sera adressé à tous les Consultants figurant sur la liste restreinte et aura force obligatoire. Les Consultants de la liste restreinte devront accuser réception par écrit du modificatif.

13.1.2 Si le modificatif est d'importance, le Client peut proroger la date limite de remise des propositions afin de donner aux Consultants de la liste restreinte un délai suffisant pour prendre le modificatif en compte dans leur Proposition.

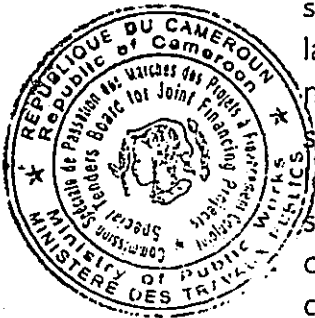
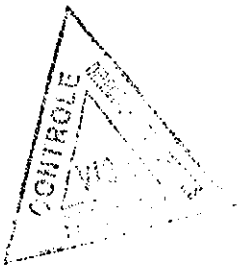
13.2 Le Consultant peut soumettre une Proposition modifiée ou un modificatif à tout moment avant la date limite fixée pour la remise des propositions. Aucune modification de la Proposition technique ou de la Proposition financière ne sera admise après la date limite de remise des propositions.

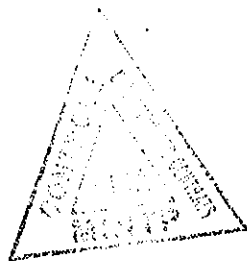
14. Établissement des Propositions – Remarques spécifiques

14.1 En établissant la Proposition, le Consultant doit prêter particulièrement attention aux considérations suivantes :

14.1.1 (i) le Consultant figurant sur la liste restreinte qui estime qu'il peut renforcer l'expertise nécessaire à la mission en s'associant avec un ou plusieurs Consultant(s) sous forme de groupement ou de sous-traitance, peut le faire avec : (a) un (ou des) Consultant(s) ne figurant pas sur la liste restreinte, ou (b) un (ou des) Consultant(s) figurant sur la liste restreinte si cela est permis dans les Données particulières. Dans les deux cas, un Consultant figurant sur la liste restreinte doit obtenir l'approbation du Client avant de présenter sa Proposition en association ; (ii) Le nombre maximum de membres proposés dans un groupement ne doit pas dépasser le nombre spécifié dans les Données particulières, ni le nombre dérivé du pourcentage spécifié au point 14.1.1 de l'IS ; le plus petit des deux étant retenu, sauf si les deux options sont équivalentes, auquel cas chacune des deux peut s'appliquer ; et (iii) la participation en valeur du Contrat comme part de chacun des membres du groupement ne doit pas être inférieure au pourcentage spécifié dans les Données particulières. En cas d'incompatibilité entre les points 14.1.1 (ii) et 14.1.1 (iii) des IS, qui ne peuvent être appliqués simultanément, ce dernier prévaut ; (iv) Lorsqu'il s'associe avec un consultant ne figurant pas sur la liste restreinte sous forme de groupement ou de sous-traitance, le Consultant figurant sur la liste restreinte doit être le chef de file. Si des consultants figurant sur la liste restreinte s'associent entre eux, l'un quelconque peut être chef de file ; (v) Sauf indication contraire dans les Données particulières, tous les membres d'un groupement sont solidairement responsables de l'exécution de la totalité du Contrat, conformément aux dispositions du Contrat.

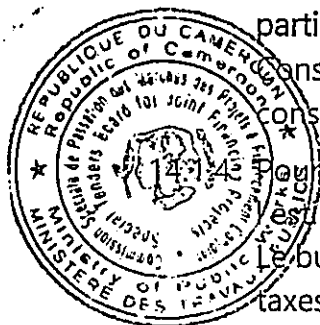
14.1.2 Le Client peut fournir, dans les Données particulières, une estimation du montant ou du temps de travail du personnel clé (exprimé en expert-mois) ou le coût total estimé de la mission pour le Client, mais pas les deux. Cette estimation est indicative et la Proposition doit se fonder sur les propres estimations du Consultant du temps de travail du personnel. Cependant, lorsque la Banque convient avec le Client, de rendre obligatoire des associations entre firmes, à titre exceptionnel





dans certaines circonstances et conditions particulières telles que le développement des capacités nationales, les missions pour lesquelles le transfert de technologie est essentiel et constitue un élément clé de la mission, ou d'autres considérations d'équité, et que la Banque est convaincue que cette disposition ne nuit pas à l'économie, l'efficacité et la compétitivité et qu'un nombre suffisant de spécialistes nationaux qualifiés disposant des compétences requises sont disponibles, le Client peut exiger que la proposition inclut une durée d'intervention ou une valeur d'intrants minimale, mais pas les deux, de spécialistes nationaux clés tel qu'estimé par le Client et décrit dans les Données particulières. La proposition d'un Consultant qui ne se conforme pas à cette exigence peut être considérée comme non conforme et rejetée.

- 14.1.3 Si cela est spécifié dans les Données particulières, le Consultant doit inclure dans sa Proposition au minimum la durée de prestation de personnel clé (exprimée dans la même unité de mesure stipulée dans les Données particulières), à défaut de quoi la Proposition financière sera ajustée pour les besoins de la comparaison des propositions et de la décision d'attribution, en conformité à la procédure indiquée dans les Données particulières. Si le Client demande l'inclusion du personnel clé national selon les modalités indiquées au 14.1.2, les Données particulières devront en préciser les détails. La proposition d'un Consultant qui ne se conforme pas à cette exigence peut être considérée comme non conforme et rejetée.



Pour la méthode de Sélection dans le cadre d'un budget déterminé, l'estimation du temps de travail du personnel clé n'est pas divulguée. Le budget total disponible, toutes taxes comprises ou à l'exclusion des taxes, est indiqué dans les Données particulières, et la Proposition financière ne doit pas excéder le budget indiqué. Si le Client demande l'inclusion du personnel clé national selon les modalités indiquées au 14.1.2, les Données particulières devront en préciser les détails. La proposition d'un Consultant qui ne se conforme pas à cette exigence peut être considérée comme non conforme et rejetée.

15. Format et contenu de la Proposition technique

- 15.1 La Proposition technique doit être préparée en utilisant les Formulaires types de la Section 3 de la DDP et inclure tous les documents dont la liste figure dans les Données particulières. La Proposition technique ne doit comporter aucune information financière. Une Proposition technique comportant des informations financières d'importance sera déclarée non-conforme.

- 15.1.1 Le Consultant ne doit pas proposer plusieurs personnels-clés pour un même poste. Seul un CV doit être présenté pour chacun des postes de personnel clé, sous peine de rejet de la proposition pour non-conformité.

15.2 En fonction de la nature de la mission, le Consultant doit fournir une Proposition Technique Complète (PTC) ou une Proposition Technique Simplifiée (PTS) comme précisé dans les Données particulières, en utilisant les formulaires fournis dans la Section 3 de la DDP.

16. Proposition financière

16.1 La Proposition financière doit être établie au moyen des formulaires de la Section 4 de la DDP. Elle doit indiquer tous les coûts relatifs à la mission, y compris (a) la rémunération des personnels clé et autres personnels, (b) les autres coûts mentionnés dans les Données particulières.

a. Révision des prix

16.2 Pour les missions de durée dépassant dix-huit (18) mois, une disposition de révision de prix de la rémunération doit refléter l'inflation internationale et/ou nationale sera utilisée. Cela doit être indiqué dans les Données particulières.

b. Fiscalité

16.3 Le Consultant et ses sous-traitants et personnels doivent prendre en charge les obligations fiscales résultant du contrat, sauf mention contraire dans les Données particulières. Des renseignements sur le régime fiscal en vigueur dans le pays du Client sont fournis dans les Données particulières.

c. Monnaie de la Proposition

16.4 Le Consultant peut libeller le prix des Services dans la (ou les) monnaie(s) indiquée(s) dans les Données particulières. Si indiqué dans les Données particulières, la partie du prix correspondant à des coûts encourus dans le pays du Client doit être indiquée dans la monnaie nationale du pays du Client.

d. Monnaie de paiement

16.5 Les paiements dans le cadre du Contrat seront effectués dans la (ou les) monnaie(s) indiquée(s) dans la Proposition.

C. Dépôt, ouverture et évaluation des Propositions

17. Dépôt, cachetage et marquage des Propositions

17.1 Le Consultant doit remettre une Proposition complète et signée, comprenant tous les documents indiqués à l'article 10 (Documents constitutifs de la Proposition). Le Consultant marquera comme « CONFIDENTIEL » toute information contenue dans leur Proposition qui est confidentielle dans le cadre de leur activité. Ceci peut être constitué par des renseignements commerciaux, des secrets commerciaux ou des informations commerciales ou financières sensibles. La Proposition peut toujours être remise par courrier ou déposée en

personne. Quand les Données particulières le prévoient, le Consultant pourra, à son choix, remettre sa Proposition par voie électronique.

- 17.2 Un représentant habilité du Consultant doit signer et parapher toutes les pages de l'original de la Proposition technique et si applicable, de la Proposition financière. Son habilitation est confirmée par une procuration écrite jointe à la Proposition technique établissant que le représentant a été dûment autorisé à signer.

17.2.1 La Proposition d'un groupement doit être signée par tous les partenaires, de manière à les engager juridiquement; ou par un représentant habilité disposant d'une procuration écrite signée par les représentants autorisés de tous les partenaires du groupement.

- 17.3 Toute modification, ajout entre les lignes, rature ou surcharge, pour être valable, devra être signée ou paraphée par la personne signataire de la Proposition.

- 17.4 La Proposition technique et la Proposition financière signées doivent porter la mention « ORIGINAL » ou « COPIE », selon le cas. Le nombre de copies demandées est indiqué dans les Données particulières. Les copies doivent reproduire l'original signé. En cas de différences entre les copies et l'original, l'original fera foi.

- 17.5 L'original et les copies de la Proposition technique doivent être placés dans une enveloppe cachetée portant clairement la mention « PROPOSITION TECHNIQUE, [nom de la mission] », [numéro de référence], [nom et adresse du Consultant], et un avertissement « NE PAS OUVRIR AVANT [insérer la date et l'heure fixées pour la date et l'heure limites de remise des propositions] ».

- 17.6 De même, l'original et les copies de la Proposition financière seront placés dans une enveloppe cachetée portant la mention « PROPOSITION FINANCIÈRE » [nom de la mission] », [numéro de référence], [nom et adresse du Consultant], et un avertissement « NE PAS OUVRIR EN MÊME TEMPS QUE LA PROPOSITION TECHNIQUE ».

- 17.7 Ces deux enveloppes cachetées contenant la Proposition technique et la Proposition financière seront elles-mêmes placées dans une enveloppe extérieure cachetée. Cette enveloppe extérieure doit porter l'adresse de dépôt des propositions, numéro de référence de la DDP, les nom et adresse du Consultant, et un avertissement « Ne pas ouvrir avant [insérer la date et l'heure limites de remise des Propositions mentionnées dans les Données particulières] ».

17.8 Si les enveloppes et colis contenant les propositions ne sont pas cachetés et marqués comme stipulé, le Client ne sera nullement responsable si la Proposition est égarée ou ouverte prématurément.

17.9 La Proposition et tout modificatif doivent être reçus par le Client à l'adresse et au plus tard à la date et à l'heure spécifiées dans les Données particulières, telles que prorogées le cas échéant. Une Proposition reçue par le Client après la date et l'heure limites de remise des propositions sera déclarée hors délai, écartée et renvoyée au Consultant sans avoir été ouverte.

18. Confidentialité

18.1 À compter de l'ouverture des Propositions jusqu'à l'attribution du Contrat, le Consultant ne doit pas entrer en contact avec le Client pour tout motif relatif à la Proposition technique et/ou la Proposition financière. Aucune information relative à l'évaluation des Propositions ou la recommandation d'attribution ne sera divulguée aux Consultants ayant remis une proposition, ni à toute autre personne non concernée par ladite procédure tant que la Notification de l'attribution d'attribution du Contrat n'aura pas été effectuée. À titre d'exception à cette règle, le Client peut notifier aux Consultants les résultats de l'évaluation des Propositions techniques.

18.2 Toute tentative faite par un Consultant figurant sur la liste restreinte, ou une personne agissant au nom du Consultant afin d'influencer le Client de manière inappropriée lors de l'évaluation des propositions ou lors de la décision d'attribution peut entraîner le rejet de sa proposition et conduire à la mise en œuvre des procédures en vigueur de sanction par la Banque.

18.3 Nonobstant les dispositions ci-avant, entre le moment où les propositions seront ouvertes et celui où l'attribution du Contrat sera publiée, si le Consultant souhaite entrer en contact avec le Client pour tout motif relatif à la procédure de sélection, il devra le faire par écrit.

19. Ouverture des Propositions techniques

19.1 Le Client procédera à l'ouverture des Propositions techniques en présence des représentants désignés des Consultants qui souhaitent y assister (en personne, ou en ligne si cette option est offerte dans les Données particulières). La date, l'heure et l'adresse sont indiquées dans les Données particulières. Les Propositions financières resteront cachetées et seront déposées auprès d'un auditeur ou d'un organisme indépendant jusqu'à leur ouverture conformément à l'article 23.

19.2 Lors de l'ouverture des Propositions techniques, les informations suivantes seront lues à haute voix : (i) le nom et le pays du Consultant, ou en cas de groupement, le nom du groupement, celui du chef de file et les noms et pays



de tous les partenaires du groupement, (ii) l'existence ou non d'une enveloppe scellée devant contenir la Proposition financière, (iii) tout modificatif à la Proposition soumis avant la date et heure limites de remise des propositions, et (iv) tout autre renseignement que le Client peut juger utile de mentionner ou tel qu'indiqué dans les Données particulières.

20. Évaluation des Propositions

20.1 Conformément à l'article 15.1 des IC, les personnes chargées d'évaluer les Propositions techniques n'ont accès aux Propositions financières qu'à l'issue de l'évaluation technique, et après examen et « avis de non-objection » éventuels par la Banque.

20.2 Le Consultant n'est pas autorisé à altérer ou modifier sa Proposition de quelque façon que ce soit après la date et l'heure limites de dépôt sous réserve des dispositions de l'article 12.7. Pour évaluer les Propositions, le Client se basera uniquement sur la Proposition technique et la Proposition financière, telles que soumises.

21. Évaluation des Propositions techniques

21.1 Le comité d'évaluation désigné par le Client évaluera les Propositions techniques sur la base de leur conformité aux Termes de Référence et à la DDP, au moyen des critères, sous-critères et du système de points spécifiés dans les Données particulières. Chaque proposition conforme recevra une note technique. Les propositions qui ne répondent pas à des aspects importants de la DDP ou qui reçoivent une note inférieure à la note technique minimum de qualification spécifiée dans les Données particulières seront rejetées.

22. Propositions financières pour SBQ

22.1 En cas de Sélection basée sur la qualité technique (SBQ) uniquement, et après classement des Propositions techniques, le Consultant ayant obtenu la note la plus élevée est invité à négocier le Contrat.

22.2 Si des Propositions Financières ont été sollicitées en même temps que les Propositions Techniques, seule la Proposition Financière du Consultant techniquement le mieux classé, est ouverte par le Comité d'évaluation du Client. Toutes les autres propositions financières sont retournées sans avoir été ouvertes une fois les négociations du Contrat conclues avec succès et le Contrat signé.

23. Ouverture publique des Propositions financières (pour les méthodes SBQC, SCBD et SMC)

23.1 À l'issue de l'évaluation technique et après que la Banque a émis son avis de non-objection (le cas échéant), le Client avise les Consultants dont les propositions ont été jugées non-conformes à la DDP ou aux Termes de

Référence, ou n'ont pas obtenu la note technique minimum de qualification en leur fournissant les informations suivantes :

- (i) leur Proposition a été jugée non-conforme à la DDP ou aux Termes de Référence, ou n'a pas obtenu la note technique minimum de qualification ;
- (ii) en leur fournissant la note technique globale et les notes au titre de chacun des critères et sous-critères attribuées ;
- (iii) leur Proposition financière leur sera renvoyée sans avoir été ouverte à l'issue du processus de sélection et d'attribution du Contrat.

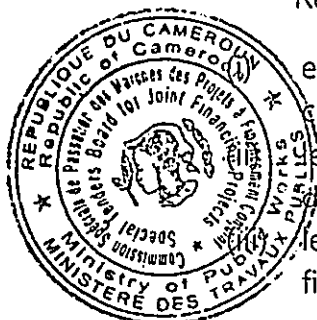
23.2 Le Client, dans le même temps, avise par écrit les Consultants dont les propositions ont été jugées conformes à la DDP et aux Termes de Référence, et ont obtenu la note technique minimum de qualification en leur fournissant les informations suivantes :

- (i) leur Proposition a été jugée conforme à la DDP et aux Termes de Référence, et a obtenu la note technique minimum de qualification ;

en leur fournissant la note technique globale et les notes au titre de chacun des critères et sous-critères attribuées ;

leur Proposition financière sera ouverte en séance publique d'ouverture des Propositions financières ; et

leur indiquant le lieu, la date et l'heure d'ouverture des Propositions financières et les y conviant.



23.3 La date d'ouverture des Propositions financières doit être fixée de façon à permettre aux Consultants de prendre les dispositions nécessaires pour y assister et ne devrait pas être fixée plus tôt que sept (7) jours ouvrables suivant la date de notification des résultats de l'évaluation technique, comme décrite aux articles 23.1 et 23.2 des IC.

23.4 La participation du Consultant à l'ouverture des Propositions financières (en personne, ou en ligne si cette option est offerte dans les Données particulières) est facultative et est laissée au choix du Consultant.

23.5 Les Propositions financières seront ouvertes en séance publique par le comité d'évaluation du Client en présence des représentants des Consultants et de toute autre personne qui choisit d'y assister. Toute personne intéressée souhaitant assister à cette ouverture publique doit prendre contact avec le Client et, pour ce faire, le texte indiqué dans les Données particulières doit être publié dans l'avis de manifestation d'intérêt. Alternativement, un avis d'ouverture publique des Propositions Financières peut être publié sur le site Internet du Client, s'il est disponible. Lors de l'ouverture, le nom du Consultant et les notes techniques globales, y compris le détail par critère, sont annoncés

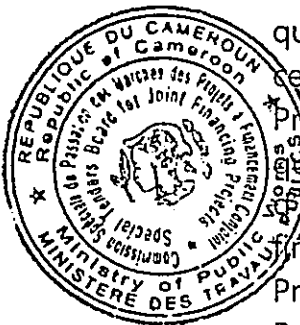
à haute voix. Puis les Propositions financières sont examinées afin de s'assurer qu'elles ont été conservées cachetées et qu'elles n'ont pas été ouvertes. Elles sont alors ouvertes et chaque prix total proposé est lu à haute voix et consigné par écrit. Le Client dresse un procès-verbal de la séance et en adresse copie à tous les Consultants ayant soumis une Proposition et à la Banque.

24. Correction des erreurs

24.1 Les activités et éléments décrits dans la Proposition technique mais non chiffrés dans la Proposition financière seront réputés couverts par le prix d'autres activités ou éléments, et aucune correction ne sera apportée à la Proposition financière.

a. Contrats rémunérés au temps passé

24.1.1 Dans le cas où un contrat rémunéré au temps passé figure dans la DDP, le comité d'évaluation du Client : (a) rectifiera toute erreur de calcul, et (b) ajustera les prix en cas de différence avec les quantités d'intrants figurant pour chaque activité dans la Proposition technique. S'il y a contradiction : (i) entre un montant partiel (ou sous-total) et le montant total, ou (ii) entre le prix obtenu en multipliant le prix unitaire par les quantités et le prix total, ou (iii) entre le montant indiqué en lettres et celui indiqué en chiffres, le premier fera foi. S'il y a contradiction entre la Proposition technique et la Proposition financière concernant les quantités d'intrants, la Proposition technique prévaudra et le comité d'évaluation du Client modifiera la quantité figurant dans la Proposition financière afin de la rendre conforme à la quantité figurant dans la Proposition technique, en appliquant le prix unitaire correspondant de la Proposition financière à la quantité rectifiée, et rectifiera le prix total de la Proposition.



b. Contrats à rémunération forfaitaire

24.1.2 Dans le cas où un contrat à rémunération forfaitaire figure dans la DDP, le Consultant est réputé avoir inclus le prix de tous les intrants nécessaires dans sa Proposition financière, de telle sorte qu'aucune correction d'erreur ni ajustement de prix ne sera effectué. Le prix total, hors taxes comme indiqué à l'article 25, offert dans la Proposition financière (Formulaire FIN – 1) sera réputé être le prix proposé. En cas de différence entre le montant indiqué en lettres et celui indiqué en chiffres, le premier fera foi.

25. Impôts et taxes

25.1 L'évaluation par le Client des Propositions financières des Consultants exclura les impôts et taxes en conformité avec les instructions figurant dans les Données particulières.

26. Conversion en une seule monnaie

26.1 Aux fins d'évaluation et de comparaison, les prix seront convertis en une seule monnaie, en utilisant le cours de change vendeur, la source et la date indiqués dans les Données particulières.

27. Évaluation combinée de la qualité et du coût

a. Sélection Basée sur la Qualité et le Coût (SBQC)

27.1 Dans le cas de SBQC, la note totale sera obtenue par l'addition des notes techniques et financières, après introduction d'une pondération selon la formule et les indications figurant dans les Données particulières. Le Consultant ayant présenté la Proposition la plus avantageuse, c'est-à-dire ayant obtenu la note combinée technique et financière la plus élevée, sera invité à négocier un contrat.

b. Sélection dans le cadre d'un Budget Déterminé (SCBD)

27.2 En cas de SCBD, les Propositions dépassant le budget indiqué à la Clause 14.1.4 des Données particulières sont rejetées.

27.3 Le Client retient le Consultant ayant remis la Proposition ayant présenté la Proposition la plus avantageuse, c'est-à-dire la Proposition technique la mieux classée dans les limites du budget indiqué dans la DDP et invite ce Consultant à négocier le Contrat.

c. Sélection au « Moindre Coût » (SMC)

27.4 En cas de Sélection au Moindre Coût (SMC), le Client retient le Consultant ayant présenté la Proposition la plus avantageuse, c'est-à-dire la Proposition de moindre coût évaluée parmi celles qui ont obtenu la note technique minimum requise, et invite ce Consultant à négocier le Contrat.

D. Négociations et Attribution du Contrat

28. Négociations

28.1 Les négociations ont lieu à l'adresse indiquée dans les Données particulières avec le(s) représentant(s) du Consultant qui doit disposer d'un pouvoir écrit, l'autorisant à négocier et signer le Contrat pour le compte du Consultant.

28.2 Le Client établit un procès-verbal de négociation qui est signé par le Client et le représentant autorisé du Consultant.

a. Disponibilité du personnel clé

28.3 Le Consultant invité à négocier doit confirmer la disponibilité du personnel clé préalablement au début des négociations, ou le cas échéant, proposer un remplacement conformément à l'article 12. Si le Consultant ne confirme pas la disponibilité du personnel clé, le Client pourra rejeter la Proposition du

Consultant et entreprendre de négocier un Contrat avec le Consultant suivant dans le classement des propositions.

28.4 Nonobstant ce qui précède, le remplacement de personnel clé lors des négociations pourra être envisagé seulement dans des circonstances en dehors du contrôle du Consultant et imprévisibles par ce dernier, y compris en cas de décès ou d'empêchement pour motif médical. Dans ce cas, le Consultant doit proposer un personnel clé de remplacement dans le délai indiqué dans la lettre l'invitant à négocier le Contrat, présentant des qualifications et une expérience similaires ou supérieures à celles du personnel initialement proposé.

b. Négociations techniques

28.5 Les négociations comportent une discussion des Termes de référence, de la méthodologie proposée, des prestations à la charge du Client, des conditions particulières du Contrat, et la finalisation de la « Description des Services » qui fait partie du Contrat. Ces discussions ne modifieront pas de manière significative les Termes de référence initiaux, ni les conditions du Contrat, pour éviter d'affecter la qualité technique du produit final, son coût et la pertinence de l'évaluation de la Proposition.

c. Négociations du prix

28.6 Les négociations financières viseront à clarifier les obligations fiscales du Consultant dans le pays du Client et la manière dont ceci sera pris en compte dans le Contrat.

28.7 Si la méthode de sélection a pris en compte le prix en tant que critère d'évaluation, le prix total ne pourra pas être négocié pour un contrat à rémunération forfaitaire.

28.8 Dans le cas de contrats rémunérés au temps passé, la rémunération du personnel ne pourra être négociée, sauf lorsque la rémunération du personnel est proposée à des niveaux beaucoup plus élevés que ceux qui sont habituellement facturés par les Consultants pour des contrats similaires. Dans un tel cas, le Client a le droit de demander des éclaircissements et, si les tarifs sont très élevés, de demander des modifications de la rémunération après consultation avec la Banque. Le format de : (i) fourniture d'information sur les taux de rémunération dans le cas de Sélection basée sur la Qualité technique uniquement, ou (ii) clarification des taux de rémunération dans le cadre du présent article est fourni en Annexe A du Formulaire FIN-3 : Négociations financières – Décomposition des taux de rémunération.

29. Conclusion des négociations

29.1 Les négociations doivent s'achever par l'examen du projet de contrat, qui sera visé par le Client et le représentant autorisé du Consultant.

29.2 Si les négociations échouent, le Client informe le Consultant par écrit, des aspects non résolus et des motifs de désaccord et fournit au Consultant une ultime possibilité de répondre. Si le désaccord persiste, le Client met fin aux négociations et informe le Consultant de tous les motifs ayant entraîné cette décision. Après avis de non-objection de la Banque, le Client invitera le Consultant suivant dans le classement des propositions à négocier un Contrat. Les négociations antérieures ne pourront être rouvertes dès lors que les négociations avec le Consultant suivant seront engagées.

30. Période d'attente

30.1 Le Contrat ne sera pas attribué avant l'achèvement de la Période d'attente. La Période d'attente sera de dix (10) jours ouvrables sous réserve de prorogation en conformité à l'article 33 des IC. La Période d'attente commence le lendemain du jour auquel l'Emprunteur aura transmis à chacun des Consultants la Notification de l'intention d'attribution du Marché Lorsqu'une seule proposition a été déposée, ou si le marché est en réponse à une situation d'urgence reconnue par la Banque, la Période d'attente ne sera pas applicable.

31. Notification de l'intention d'attribution

31.1 Le Client doit transmettre à tous les Consultants dont la Proposition financière a été ouverte, la Notification de son intention d'attribution du Contrat au Consultant retenu. La Notification de l'intention d'attribution du Contrat doit au minimum contenir les renseignements ci-après :

(a) le nom et l'adresse du Consultant avec lequel le Client a négocié un contrat avec succès ;

(b) le Montant du Contrat avec le Consultant retenu ;

(c) le nom de tous les Consultants figurant sur la liste restreinte, en indiquant ceux qui ont remis une proposition,

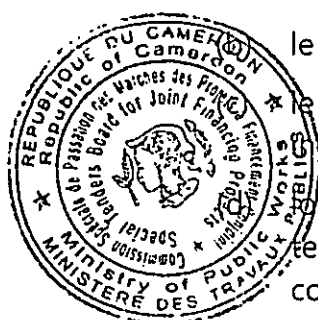
(d) lorsque la méthode de sélection le prévoit, le prix de leurs propositions tel qu'annoncé lors de l'ouverture des propositions et le coût évalué correspondant ;

(e) la note technique totale et le détail de la note par critère et sous-critère pour chacun des Consultants ;

(f) la note finale combinée et le classement des Consultants ;

(g) une déclaration indiquant le(s) motif(s) pour le(s)quel(s) la Proposition du Consultant non retenu n'a pas été retenue, sauf si l'information en (f) ci-dessus n'en révèle le motif ;

(h) la date d'expiration de la Période d'attente ; et



- (i) les instructions concernant la présentation d'une demande de débriefing et/ou d'un recours durant la Période d'attente.

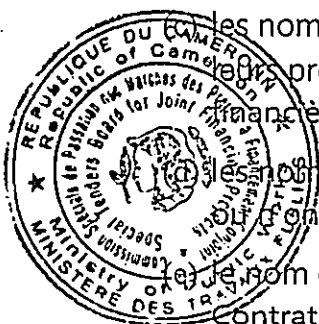
32. Notification de l'attribution du Contrat

32.1 À l'expiration de la Période d'attente indiquée à l'article 30.1 des IC et telle que prorogée le cas échéant, et après le traitement satisfaisant de tout recours déposé durant la Période d'attente, le Client notifiera au Consultant retenu la confirmation de l'attribution en lui demandant de signer et retourner le Contrat tel que négocié dans le délai de huit (8) jours ouvrables à compter de la réception de la notification. Si cela est indiqué dans les Données particulières, le Client demandera également au Consultant retenu de fournir dans les huit (8) jours ouvrables le Formulaire de divulgation des bénéficiaires effectifs.

Notification d'attribution du Contrat

Dans le délai de dix (10) jours ouvrables à compter de la date de notification de l'attribution, le Client publiera la Notification d'attribution du Contrat qui devra contenir au minimum, les renseignements ci-après :

- (a) le nom et l'adresse du Client ;
- (b) le nom et le numéro de référence du marché attribué, ainsi que la méthode de sélection utilisée ;



- (c) les noms des Consultants qui ont soumis des propositions et les prix de leurs propositions tels qu'ils ont été lus à l'ouverture des soumissions financières et tels qu'ils ont été évalués ;

- (d) les noms de tous les Consultants dont les propositions ont été rejetées ou qui n'ont pas été évaluées, avec les raisons qui les motivent ;

- (e) le nom du Consultant retenu, le prix total final du Contrat, la durée du Contrat et un résumé de sa portée.

- (f) le Formulaire de déclaration des bénéficiaires effectifs du Consultant, si précisé dans les Données particulières IC 32.1.

32.2 La notification d'attribution sera publiée sur le site Internet du Client d'accès libre s'il existe, ou dans au minimum un journal national de grande diffusion dans le pays du Client, ou dans le journal officiel. Le Client publiera la Notification d'attribution également dans UNDB en ligne.

33. Débriefing par le Client

33.1 Après avoir reçu du Client, la Notification de l'intention d'attribution du Contrat mentionnée à l'article 31.1 des IC, un Consultant non retenu dispose de trois (3) jours ouvrables pour solliciter un débriefing, par demande écrite adressée au Client. Le Client devra accorder un débriefing à tout Consultant non retenu qui en aura fait la demande dans ce délai.

33.2 Lorsqu'une demande de débriefing aura été présentée dans le délai prescrit, le Client accordera le débriefing dans le délai de cinq (5) jours ouvrables à moins que le Client ne décide d'accorder le débriefing plus tard, pour un motif justifié. Dans un tel cas, la Période d'attente sera automatiquement prorogée jusqu'à cinq (5) jours ouvrables après que le débriefing aura eu lieu. Si plusieurs débriefings sont ainsi retardés, la Période d'attente sera prolongée jusqu'à cinq (5) jours ouvrables après que le dernier débriefing aura eu lieu. Le Client informera tous les Consultants par le moyen le plus rapide de la prolongation de la Période d'attente.

33.3 Lorsque la demande de débriefing par écrit est reçue par le Client après le délai de trois (3) jours ouvrables, le Client devra accorder le débriefing dès que possible, et normalement au plus tard dans le délai de quinze (15) jours ouvrables suivant la publication de la notification d'attribution du Contrat. Une demande de débriefing reçue après le délai de (3) jours ouvrables ne donnera pas lieu à une prorogation de la Période d'attente.

33.4 Le débriefing peut être oral ou par écrit. Un Consultant réclamant un débriefing devra prendre à sa charge toute dépense y afférente.

34. Signature du Contrat

34.1 Le Contrat devra être signé avant l'expiration du délai de validité de la Proposition, et rapidement après l'expiration de la Période d'attente indiqué à l'article 30.1 des IC et tel que prorogé le cas échéant, et après le traitement satisfaisant de tout recours déposé durant la Période d'attente.

34.2 Le Consultant est censé commencer à exécuter la mission à la date et au lieu spécifiés dans les Données particulières.

35. Réclamation concernant la Passation des Marchés

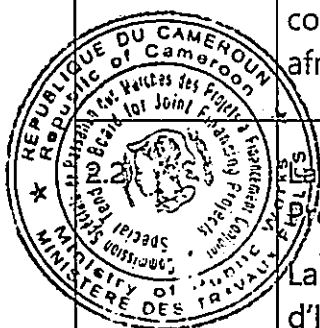
35.1 Les procédures pour la présentation d'une Réclamation concernant la Passation des Marchés est indiquée dans les Données particulières.



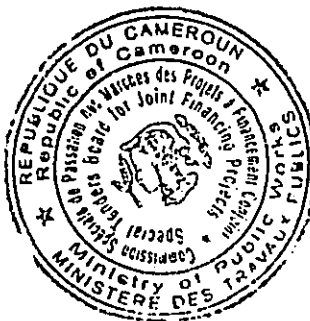
Section 2. Instructions aux Consultants

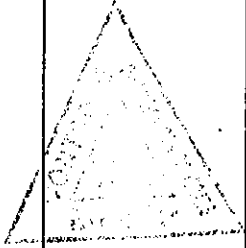
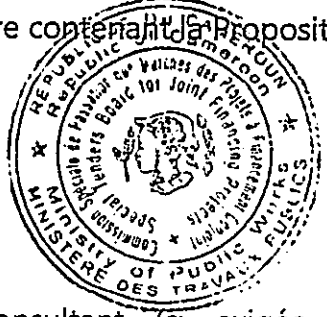
Données particulières

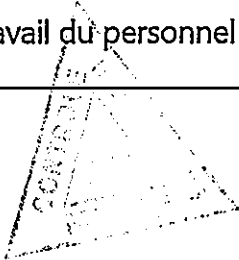
IC Référence	A. Dispositions générales
1 (b)	« <i>Lois et autres textes en vigueur en République du Cameroun.</i> »
1 (c)	La Banque : <i>Banque Africaine de Développement</i>
1 (l)	
2.1	Nom du Client : GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU CAMEROUN, représenté par le Ministère des Travaux Publics Méthode de sélection : Sélection Basée sur la Qualité et le Coût (SBQC) conformément au Cadre de Passation des Marchés de la Banque africaine de Développement (disponible sur www.afdb.org)
2.2	Proposition financière doit être remise en même temps que la Proposition technique : OUI La désignation de la mission est : Etudes Techniques, Economiques, d'Impact Environnemental et Social ainsi que de la vulnérabilité aux risques climatiques pour l'aménagement des sections de route : Maroua-Dargala-Moulvoudaye-Yagoua (120,00 km) y compris la bretelle Moulvoudaye-Kalfou (17,00 km) ; Maroua-Lara (65,00 km) ainsi que la rocade autour de la ville de Maroua incluant la voie de contournement de la ville de Maroua (60,00 km)
2.3	Une conférence préparatoire au dépôt de propositions aura lieu : NON
2.4	Le Client fournira les intrants, les renseignements afférents au projet, les rapports etc. ci-après afin d'aider à la préparation des Propositions : SANS OBJET
4.1	<i>Avantage compétitif inéquitable : Non applicable</i>

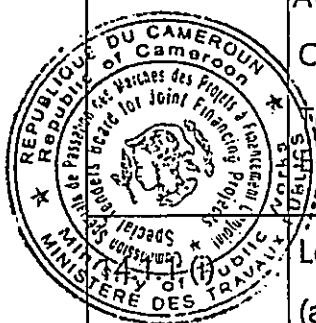


6.3.1	La liste des entreprises ou individus exclus par la Banque est disponible à l'adresse électronique de la Banque : https://www.afdb.org/fr/projets-et-operations-acquisitions/exclusion-et-procedures-de-sanctions
B. Préparation des Propositions	
9.1	La Demande de Proposition est rédigée dans la langue : Le Français. Le Consultant doit remettre sa Proposition en Français. Les correspondances échangées seront dans la langue Française ou Anglaise.
10.1	La Proposition doit contenir : <u>Dans le cas d'une PROPOSITION TECHNIQUE COMPLETE (PTC) :</u> 1^{ère} enveloppe intérieure contenant la Proposition technique : (1) Pouvoir du signataire de la Proposition (2) TECH-1 (3) TECH-2 (4) TECH-3 (5) TECH-4 (6) TECH-5 (7) TECH-6 Le Consultant fournira également les pièces administratives suivantes : • Pour les Consultants enregistrés ou constitués en sociétés au Cameroun: (a) Attestation de la CNPS, certifiant que le soumissionnaire a satisfait à ses obligations vis à vis de cet organisme ; (b) Attestation de conformité fiscale délivrée par les services des Impôts ; (c) Attestation de non faillite délivrée par le greffe du tribunal de première instance du domicile; • Pour les Consultants étrangers: (d) Attestation de non faillite ou équivalent délivrée par l'autorité compétente ; (e) Attestation de régularité vis-à-vis de la sécurité sociale ; et

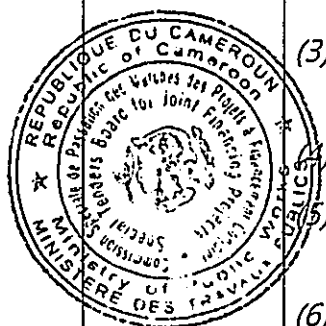


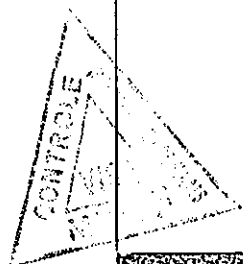
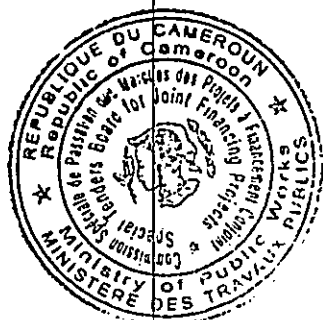
	(f) Le quitus fiscal. En cas de groupement de consultants, les pièces suivantes seront produites. 1) Accord du groupement signé par toutes les parties du groupement le cas échéant 2) Procuration écrite justifiant le cas échéant du pouvoir du signataire d'engager le consultant ; 3) Pouvoir du mandataire légalisé par un notaire signé, pour chaque membre du groupement, par des personnes habilitées, pour désigner le mandataire commun ; Les justifications administratives ci-dessus doivent dater de moins de trois (03) mois à la date initiale de remise des propositions. <u>NB</u> : Ces pièces ne seront pas éliminatoires mais elles devront être produites par le Consultant avant la signature éventuelle du contrat ET 2^{ème} enveloppe intérieure contenant la Proposition financière : (1) FIN-1 (2) FIN-2 (3) FIN-3 (4) FIN-4 (5) Déclaration du Consultant (si exigée par les Données particulières 10.2 ci-dessous) 
10.2	Une déclaration du Consultant s'engageant à respecter les lois du pays contre la fraude et la corruption est exigée : Oui
11.1	La participation d'un même Sous-traitant, expert individuel ou autre personnel à plus d'une proposition est permise : Oui
12.1	La Proposition doit être valable pendant cent vingt (120) jours calendaires suivant la date limite de soumission des propositions. Soit jusqu'au : _____

12.9 (c)	Sous-traitant proposé par le consultant (sous-traitance) : Le pourcentage maximum de sous-traitance autorisé est : Trente pour cent (30) % du montant total du Contrat.
13.1	La demande d'éclaircissement doit être adressée vingt-et-un (21) jours au plus tard, avant la date limite de remise des propositions. L'adresse du Client afin d'obtenir des éclaircissements est : Ministre des Travaux Publics, Tél. : (237) 222 22 19 18 – Fax : (237) 222 23 22 70. Avec copies à: Cellule des Projets Routiers à Financement Conjoint-MINTP, Tél. : (237) 666 00 39 34. mail : csepr_badbm@yahoo.fr
	Les Consultants figurants sur la liste restreinte peuvent s'associer avec (a) un (des) Consultant(s) ne figurant pas sur la liste restreinte : OUI Ou (b) un autre Consultant figurant sur la liste restreinte : NON
14.1.1 (iii)	La participation en valeur du Contrat comme part de chacun des membres du groupement ne doit pas être inférieure à (30%) Trente pour cent de la valeur totale du Contrat. Ces parts devront être déclinés dans l'Accord de groupement.
14.1.1 (v)	i) Les sociétés d'un groupement <i>seront</i> solidairement responsable.
14.1.2	Estimation du temps de travail du personnel clé : 113 experts-mois
14.1.3 [Uniquement pour un contrat rémunéré au temps passé]	Non applicable 



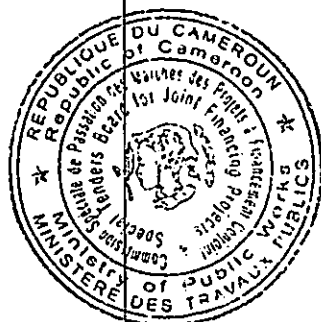
15.2	Le format de la proposition technique à soumettre est : PTC La présentation d'une Proposition technique dans le format incorrect pourra conduire au rejet de la Proposition pour non-conformité aux exigences de la DDP.
16.1	<u>De la proposition Financière</u> <u>La proposition financière doit être établie en indiquant tous les coûts relatifs à la mission, y compris la rémunération des personnels clés et autres personnels, et les autres coûts suivants :</u> (1) <i>une indemnité journalière (per diem), frais d'hôtel inclus, versée à chacun des membres du Personnel pour chaque journée d'absence du siège en raison de l'exécution des Services ;</i> (2) <i>les coûts de transport en utilisant les moyens de transport les mieux appropriés et par l'itinéraire le plus direct aller-retour ;</i> (3) <i>les frais d'établissement de bureau, y compris frais généraux et d'appui</i> (4) <i>les frais de communications ;</i> (5) <i>les frais d'achat, de location et de transport des équipements, instruments et fournitures nécessaires à l'exécution des Services ;</i> (6) <i>les frais de reproduction (y compris impression), et d'acheminement de rapports, plans, destinés au Client ;</i> (7) <i>Les autres coûts, si applicables, et montants provisionnels ou forfaitaires (le cas échéant)]</i>
16.2	La révision de prix de la rémunération est prévue : NON (missions de durée ne dépassant pas dix-huit (18) mois) Cette révision ne s'applique pas à l'inflation des prix payables en monnaie étrangère et/ou nationale.
16.3	<u>Impôts et taxes:</u> Le Consultant n'est pas exonéré des impôts sur le revenu en République du Cameroun. Il est tenu de se conformer aux règles et conventions fiscales en vigueur. Il devra notamment s'acquitter des impôts sur le revenu, des impôts sur les sociétés, TVA, droits et taxes de toutes natures relatives à son activité. L'entité à laquelle il faut s'adresser pour avoir des informations sur les impôts et taxes est la Direction Générale



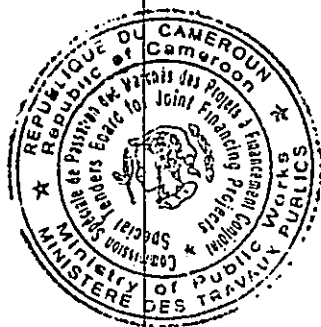


	des impôts. Bien vouloir également consulter le site : http://www.impots.gov.cm. Les frais d'enregistrement du contrat, conformes aux dispositions des articles 350 et 545 du Code Général des Impôts en vigueur en République du Cameroun, sont supportés par le Consultant adjudicataire. Tout Consultant étranger sera soumis au paiement de la taxe spéciale sur le revenu (TSR) dont la valeur est de 3% du montant HTVA du marché, en fonction des conventions du pays du Consultant avec le Cameroun. En tout état de cause, l'évaluation financière ne se fera que sur le montant hors TVA et hors Impôts sur le Revenu (IR) ou TSR. La Loi n°2018/012 du 11 juillet 2018 portant régime financier de l'État et des autres entités publiques figure à l'annexe F de la présente DP.
16.4	La Proposition financière sera libellée dans les monnaies ci-après : Le Consultant peut formuler le prix des Services dans la (ou les) monnaie(s) de son choix sans toutefois excéder trois monnaies étrangères. La Proposition financière doit indiquer les coûts encourus dans le pays du Client dans la monnaie de ce pays (monnaie nationale) : Oui.
C. Dépôt, ouverture et évaluation des Propositions	
17.1	Le Consultant <i>ne pourra pas</i> remettre sa Proposition par voie électronique.
17.4	Le Consultant doit remettre : (a) <u>la Proposition technique en</u> : Un (1) original et sept (07) copies ; (b) <u>la Proposition financière en</u> : Un (1) original et six (07) copies ainsi qu'une offre témoin dans une enveloppe séparée destinée à l'ARMP, plus une copie numérique sur clé USB.

17.7 et 17.9	Les Propositions doivent être reçues par le Client au plus tard à la date et à l'heure ci-après : Date : <u>09 AOÛT 2024</u> Heure : 10 heures précises, heure locale. Mention à porter sur l'enveloppe extérieure : « DEMANDE DE PROPOSITIONS (DDP) N° <u>002</u> /DDP/MINTP/CCCM-TR/CSPM-PFC/2024 DU <u>02 IIIII 2024</u> POUR LES ETUDES TECHNIQUES, ECONOMIQUES, D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL AINSI QUE DE LA VULNÉRABILITÉ AUX RISQUES CLIMATIQUES POUR L'AMÉNAGEMENT DES SECTIONS DE ROUTE : MAROUA-DARGALA-MOULVOUDAYE-YAGOUA (120,00 KM) Y COMPRIS LA BRETELLE MOULVOUDAYE-KALFOU (17,00 KM); MAROUA-LARA (65,00 KM) AINSI QUE LA ROCADÉ AUTOUR DE LA VILLE DE MAROUA INCLUANT LA VOIE DE CONTOURNEMENT DE LA VILLE DE MAROUA (60,00 KM). À N'OUVRIR UNIQUEMENT QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT » L'adresse de dépôt des Propositions est : Services du Maître d'Ouvrage, Direction des Contrats, (Cellule des Appels d'Offres - Tel: (237) 222 22 92 34), au Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au deuxième étage (Porte 210) de l'immeuble R+3, abritant certains Services du Ministère des Travaux Publics, située dans le site de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre à Yaoundé.
19.1	Une option de l'ouverture en ligne des propositions techniques est offerte : NON L'ouverture aura lieu à : Salle des réunions de la Cellule des Projets Routiers à Financement Conjoint sise dans le site de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre à Yaoundé. L'ouverture des Propositions techniques aura lieu à: <u>Adresse:</u> Salle des réunions de la Cellule des Projets Routiers à Financement Conjoint sise dans le site de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre à Yaoundé. <u>Étage,</u> 2^{ème} <u>Ville:</u> Yaoundé <u>Pays:</u> Cameroun



	Date: <u>10 9 AOÛT 2024</u> Heure : 11 heures précises, heure locale.																		
19.2	En outre, les renseignements ci-après seront lus à haute voix lors de l'ouverture des Propositions techniques : Sans objet.																		
21.1 [pour PTC]	Critères, sous-critères, et système de points pour l'évaluation des Propositions Techniques Complètes (PTC) : <u>Les critères d'évaluations sont les suivants :</u> <table border="0"> <tr> <td>a. Expérience du Consultant</td> <td>05 points</td> </tr> <tr> <td>b. Adéquation de la méthodologie proposée</td> <td>25 points</td> </tr> <tr> <td>c. Qualification du personnel clé</td> <td>65 points</td> </tr> <tr> <td>d. Participation des experts locaux en tant que personnel clé</td> <td>05 points</td> </tr> <tr> <td style="text-align: right;">Total</td> <td>100 points</td> </tr> </table> (i) Une expérience spécifique du Consultant (comme une entreprise) pertinente pour la mission: 05 points <i>Expérience spécifique dans le domaine de la réalisation des études techniques de conception d'une route bitumée d'une longueur au moins égale à 50 km des prestations attribuées et exécutées au cours des dix (10) dernières années à compter de la date de remise des plis. <u>La note maximale est d'un point (1) par mission réalisée et réceptionnée pour un maximum de cinq missions.</u></i> (ii) <u>Adéquation et qualité de la méthodologie</u> proposée, et plan de travail correspondant aux termes de référence (TdR): 25 points a) Approche technique et méthodologie: 15 points Les sous critères d'évaluation se présentent comme suit: <table border="1"> <thead> <tr> <th>Sous-critères</th> <th>Poids</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>1. Présentation des missions et compréhension de ses objectifs</td> <td>20%</td> </tr> <tr> <td>2. Commentaires sur les termes de références et sur le personnel de contreparties (homologues) et les prestations à fournir par le Client</td> <td>30%</td> </tr> <tr> <td>3. L'approche technique et méthodologique pour la réalisation des tâches et livrables requis.</td> <td>50%</td> </tr> </tbody> </table> <u>NB</u> : ne pas répéter ou copier les TdR	a. Expérience du Consultant	05 points	b. Adéquation de la méthodologie proposée	25 points	c. Qualification du personnel clé	65 points	d. Participation des experts locaux en tant que personnel clé	05 points	Total	100 points	Sous-critères	Poids	1. Présentation des missions et compréhension de ses objectifs	20%	2. Commentaires sur les termes de références et sur le personnel de contreparties (homologues) et les prestations à fournir par le Client	30%	3. L'approche technique et méthodologique pour la réalisation des tâches et livrables requis.	50%
a. Expérience du Consultant	05 points																		
b. Adéquation de la méthodologie proposée	25 points																		
c. Qualification du personnel clé	65 points																		
d. Participation des experts locaux en tant que personnel clé	05 points																		
Total	100 points																		
Sous-critères	Poids																		
1. Présentation des missions et compréhension de ses objectifs	20%																		
2. Commentaires sur les termes de références et sur le personnel de contreparties (homologues) et les prestations à fournir par le Client	30%																		
3. L'approche technique et méthodologique pour la réalisation des tâches et livrables requis.	50%																		



b) Plan de travail: 05 points

Les sous critères d'évaluation se présentent comme suit:

Sous-critères	Poids
1. Programme de réalisation des principales tâches de la mission	40%
2. Description du contenu, durée, décomposition en phase et contraintes de la mission	60%

c) Organisation et employés : 05 points

(iii) Qualifications du Personnel Clé et compétences pour la mission: 65 Pts

- a) Ingénieur Routier, Chef de mission 12 pts
- b) Ingénieur Routier, Adjoint Chef de mission 08 pts
- c) Ingénieur hydrologue/ hydraulicien 05 pts
- d) Ingénieur Ouvrage d'Art 05 pts
- e) Ingénieur Géotechnicien/Géologue 05 pts
- f) Ingénieur Topographe 05 pts
- g) Economiste des Transports 05 pts
- h) Expert Socio-Economiste 05 pts
- Expert en Sauvegardes Environnementales et Sociales 05 pts
- Expert en Reinstallation 05 pts
- Expert en changement climatique 05 pts

Le nombre de points à attribuer à chacun des postes ci-dessus doit être déterminé en tenant compte des trois sous-critères et coefficients de pondération pertinents suivants :

- 1) Qualifications générales (enseignement général, formation et expérience): 10%
- 2) Expériences générales dans le domaine des infrastructures de transport: 20%
- 3) Expériences spécifiques dans le domaine des études techniques, économiques, d'impact environnemental et social et changements climatiques: 60 %
- 4) Expérience pertinente dans la région sahélienne : 10%

Poids total: 100%

Chaque expert sera évalué suivant la répartition des points ci-dessous:

❖ Ingénieur Routier, Chef de mission, 12 Pts

1) Qualification Générale (10% de 12)	1,2 points
Ingénieur de Génie Civil ou équivalent (niveau Bac + 5 ans au moins) :	

CONTROLE

Niveau	< Bac+5 ou diplôme non fourni	≥ Bac+5
Nombre de point	0	1,2
2) Adéquation pour la mission (80% de 12)	9,6 points	
a) Expérience générale dans le secteur (20% de 12)	2,4 points	
Expérience générale d'au moins quinze (15) ans dans le domaine de la réalisation des études techniques et/ou des travaux et/ou du contrôle et surveillance des travaux de construction des infrastructures de transport		
Nombre d'années	< 15 ans	≥ 15 ans
Nombre de points	0	2,4
b) Expérience spécifiques dans le domaine des études techniques, économiques, d'impact environnemental et social ainsi que de changements climatiques (60% de 12)	7,2 points	
b.1 Participation au moins trois (03) opérations d'études techniques, économiques, d'impact environnemental et social ainsi que de changements climatiques des infrastructures de transport (20% de 12)		
Nombre de projets	<3 projets	≥ 3 projets
Nombre de points	0	2,4
b.2 Participation en tant que <u>Chef de mission</u> pour, au moins, trois (3) opérations d'études de construction ou de réhabilitation des routes revêtues d'au moins 120 km ou d'un coût supérieur ou égal à 900 millions de FCFA dont deux (02) opérations d'études de construction routière sur financement des Bailleurs de fonds (40% de 12)		
Nombre de projets (Chef de Mission)	<3 projets	≥ 3 projets
Nombre de points	0	4,8
3) Expérience dans un pays de la sous-région (10% de 12)	1,2 points	
Participation en tant que chef de missions à au moins deux (02) missions similaires (études de maturation d'un projet travaux de construction d'une route revêtue d'au moins 120 km ou dont le montant des prestations est au moins égal à 900 millions de FCFA avec une durée d'un (01) an) en Afrique subsaharienne.		
Nombre de projets (Chef de mission)	<2projets	≥ 2projets
Nombre de points	0	1,2
❖ <u>Ingenieur Routier, Adjoint au Chef de mission, 08 Pts</u>		
1) Qualification Générale (10% de 08)	0,8 point	
Ingenieur de Génie Civil ou équivalent (niveau Bac + 5 ans au moins) :		
Niveau	< Bac+5 ou diplôme non fourni	≥ Bac+5
Nombre de point	0	0,8
2) Adéquation pour la mission (80% de 08)	6,4 points	
a) Expérience générale dans le secteur (20% de 08)	1,6 points	
Expérience générale d'au moins douze (12) ans dans le domaine de la réalisation des études techniques et/ou des travaux et/ou du contrôle et surveillance des travaux de construction des infrastructures de transport		

Nombre d'années		< 12 ans	≥ 12 ans
Nombre de points		0	1,6
b) Expérience spécifiques dans le domaine des études techniques, économiques, d'impact environnemental et social ainsi que de changements climatiques (60% de 08)		4,8 points	
b.1 Participation à au moins deux (2) missions d'études techniques, économiques, d'impact environnemental et social ainsi que de changements climatiques des infrastructures de transport (20% de 8)			
Nombre de projets		< 2 projets	≥ 2 projets
Nombre de points		0	1,6
b.2 Participation en tant que Ingénieur routier, Chef ou Adjoint au Chef de Mission à au moins deux (02) missions similaires des études de construction et/ou de réhabilitation des routes revêtues dont le montant des prestations est au moins égal à 900 millions de FCFA avec une durée d'un (01) an). (40% de 08)			
Nombre de projets		< 2 projets	≥ 2 projets
Nombre de points		0	3,2
3) Expérience dans un pays de la sous-région (10% de 08)		0,8 point	
Participation en tant que Ingénieur routier à au moins une (01) mission similaire (études de construction et/ou de réhabilitation des routes revêtues dont le montant des prestations est au moins égal à 900 millions de FCFA avec une durée d'un (01) an) en Afrique subsaharienne.			
Nombre de projets		< 1 projet	≥ 1 projet
Nombre de points		0	0,8
❖ <u>Ingénieur Hydrologue ou Hydraulicien, 05 Pts</u>			
1) Qualification Générale (10% de 05)		0,5 point	
Ingénieur de Génie Civil ou Génie Rural (niveau Bac + 5 ans au moins) :			
Niveau		< Bac+5 ou diplôme non fourni	≥ Bac+5
Nombre de point		0	0,5
2) Adéquation pour la mission (80% de 05)		04 points	
a) Expérience générale dans le secteur (20% de 05)		01 point	
Au moins dix (10) ans d'expérience dans le domaine des études techniques des infrastructures de transport			
Nombre d'années		< 10 ans	≥ 10 ans
Nombre de points		0	1
b) Expérience spécifiques dans le domaine des études techniques, économiques, d'impact environnemental et social ainsi que de changements climatiques (60% de 05)		3 points	
b.1 Participation au moins de trois (3) opérations d'études techniques de construction ou de réhabilitation routières de 120 km de linéaire au moins et au moins un (1) projet d'ouvrage d'art (20% de 05);			
Nombre de projets		< 3 projets	≥ 3 projets
Nombre de points		0	1

b.2 Participation en tant qu'Ingénieur hydrologue ou hydraulicien à des études hydrologiques et hydrauliques au moins de trois (3) opérations d'études techniques routières de 120 km de linéaire au moins et au moins un (1) projet d'ouvrage d'art (40% de 05);

Nombre de projets	< 3 projets	≥ 3 projets
Nombre de points	0	2

3) Expérience dans un pays de la sous-région (10% de 05) 0,5 point

Participation en tant qu'Ingénieur hydrologue ou hydraulicien à des études hydrologiques et hydrauliques au moins de deux (2) projets d'études techniques routières de 120 km de linéaire au moins et au moins un (01) projet d'ouvrage d'art en Afrique Sub-saharienne.

Nombre de projets	< 2 projets	≥ 2 projets
Nombre de points	0	0,5

❖ Ingénieur ouvrages d'Art, 05 Pts

1) Qualification Générale (10% de 05) 0,5 points

Ingénieur de Génie Civil ou Equivalent (niveau Bac + 5 ans au moins) :

Niveau	< Bac+5 ou diplôme non fourni	≥ Bac+5
Nombre de point	0	0,5

2) Adéquation pour la mission (80% de 05) 04 points

a) Expérience générale dans le secteur (20% de 05) 01 point

Au moins dix (10) ans dans le domaine des études techniques des infrastructures de transport

Nombre d'années	< 10 ans	≥ 10 ans
Nombre de points	0	1

b) Expérience spécifiques dans le domaine des études techniques, économiques, d'impact environnemental et social ainsi que de changements climatiques (60% de 05) 3 points

b.1 Participation à au moins trois (3) missions similaires (études de construction et/ou de réhabilitation des routes revêtues comportant au moins un ouvrage d'art de 50 m au moins de portée (20% de 05);

Nombre de projets	< 3 projets	≥ 3 projets
Nombre de points	0	1

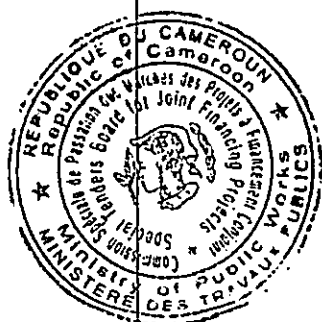
b.2 Participation en tant qu'Ingénieur Ouvrages d'Art à au moins trois (3) missions similaires (études de construction et/ou de réhabilitation des routes revêtues comportant au moins un ouvrage d'art de 50 m au moins de portée (40% de 05);

Nombre de projets	< 3 projets	≥ 3 projets
Nombre de points	0	2

3) Expérience dans un pays de la sous-région (10% de 05) 0,5 point

Participation en tant qu'Ingénieur Ouvrage d'Art à au moins deux (02) missions similaires (études ou contrôle et surveillance des travaux des routes revêtues comportant au moins un ouvrage d'art de 50 m au moins de portée) en Afrique Sub-saharienne.

Nombre de projets	< 2 projets	≥ 2 projets
Nombre de points	0	0,5

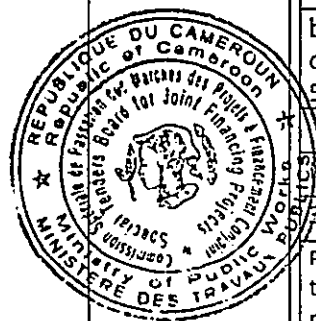


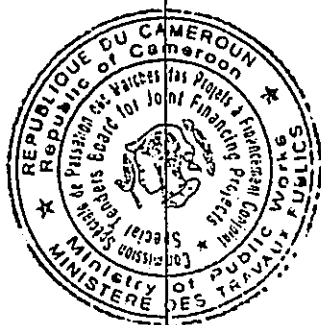
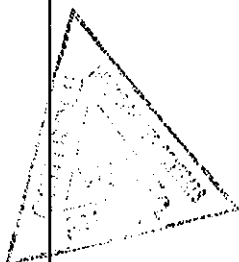
❖ Ingénieur Géotechnicien/Géologue, 05 Pts

1) Qualification Générale (10% de 05)	0,5 point	
Ingénieur de conception du Génie Civil (BAC+5 au moins) ou équivalent ou Diplôme Universitaire en Science de la terre (BAC+5 au moins) plus une formation complémentaire certifiante en Géotechnique :		
Niveau	< Bac+5 ou diplôme non fourni	≥ Bac+5
Nombre de point	0	0,5
2) Adéquation pour la mission (80% de 05)	04 points	
a) Expérience générale dans le secteur (20% de 05)	01 point	
Au moins dix (10) ans d'expérience dans le domaine des études techniques des infrastructures de transport		
Nombre d'années	< 10 ans	≥ 10 ans
Nombre de points	0	1
b) Expérience spécifiques dans le domaine des études techniques, économiques, d'impact environnemental et social ainsi que de changements climatiques (60% de 05)	03 points	
b.1 Participation à au moins deux (02) opérations d'études techniques de construction et/ou de réhabilitation routières comportant au moins un ouvrage d'art de 50 m de portée (20% de 05);		
Nombre de projets	< 3 projets	≥ 3 projets
Nombre de points	0	1
b.2 Participation en tant qu'Ingénieur Géotechnicien à au moins deux (02) opérations d'études techniques routières d'au moins 120km comportant au moins un ouvrage d'art de 50 m de portée (40% de 05);		
Nombre de projets	< 3 projets	≥ 3 projets
Nombre de points	0	2
3) Expérience dans un pays de la sous-région (10% de 05)	0,5 point	
Participation en tant qu'Ingénieur Géotechnicien à au moins deux (02) opérations d'études techniques routières d'au moins 120 km comportant au moins un ouvrage d'art de 50 m de portée dont au moins un (01) en Afrique Sub saharienne.		
Nombre de projets	< 2 projets	≥ 2 projets
Nombre de points	0	0,5

❖ Ingénieur Topographe, 05 Pts

1) Qualification Générale (10% de 05)	0,5 point	
Ingénieur Topographe (BAC+5 au moins) ou équivalent :		
Niveau	< Bac+5 ou diplôme non fourni	≥ Bac+5
Nombre de point	0	0,5
2) Adéquation pour la mission (80% de 05)	04 points	
a) Expérience générale dans le secteur (20% de 05)	01 point	
Au moins huit (8) ans d'expérience dans le domaine des études techniques des infrastructures de transport;		





Nombre d'années	< 08 ans	≥ 08 ans
Nombre de points	0	1
b) Expérience spécifiques dans le domaine des études techniques, économiques, d'impact environnemental et social ainsi que de changements climatiques (60% de 05)	3 points	
b.1 Participation pour les études de construction et/ou de rehabilitation routières d'au moins deux (02) projets routiers (20% de 05);		
Nombre de projets	< 2 projets	≥ 2 projets
Nombre de points	0	1
b.2 Participation en tant qu'Ingénieur Topographe pour les études techniques routières d'au moins deux (02) projets routiers de 120 km au moins (40% de 05);		
Nombre de projets	< 2 projets	≥ 2 projets
Nombre de points	0	2
3) Expérience dans un pays de la sous-région (10% de 05)	0,5 point	
Participation en tant qu'Ingénieur Topographe à au moins deux missions similaires (études ou contrôle et surveillance des travaux des routes d'un linéaire de 120 km au moins en Afrique subsaharienne		
Nombre de projets	< 2 projets	≥ 2 projets
Nombre de points	0	0,5

❖ Économiste des transports, 05 Pts

1) Qualification Générale (10% de 05)	0,5 point	
Diplôme en Economie des Transports ou équivalent (niveau BAC+5 au moins) ou équivalent:		
Niveau	< Bac+5 ou diplôme non fourni	≥ Bac+5
Nombre de point	0	0,5
2) Adéquation pour la mission (80% de 05)	4 points	
a) Expérience générale dans le secteur (20% de 05)	01 point	
Au moins dix (10) ans d'expérience dans le domaine des études des infrastructures de transport		
Nombre d'années	< 10 ans	≥ 10 ans
Nombre de points	0	1
b) Expérience spécifiques dans le domaine des études techniques, économiques, d'impact environnemental et social ainsi que de changements climatiques (60% de 05)	3 points	
b.1 Participation à au moins deux (2) missions d'études de construction et/ou de rehabilitation des routes revêtues (20% de 05);		
Nombre de projets	< 2 projets	≥ 2 projets
Nombre de points	0	1
b.2 Participation en tant qu'Économiste des Transports à au moins deux (2) missions d'études des routes revêtues dont le montant des prestations est au moins égal à 900 millions de FCFA ;		
Nombre de projets	< 2 projets	≥ 2 projets
Nombre de points	0	2

3) Expérience dans un pays de la sous-région (10% de 05)		0,5 point
Participation en tant qu'Économiste des Transports à au moins deux (2) missions similaires (études des travaux des routes revêtues dont le montant des prestations est au moins égal à 900 millions de FCFA en Afrique subsaharienne.		
Nombre de projets	< 2 projets	≥ 2 projets
Nombre de points	0	0,5

❖ Expert socio-économiste, 05 Pts

1) Qualification Générale (10% de 05)	0,5 point	
Diplôme d'études universitaires de niveau Bac + 5 au moins en sociologie ou dans un domaine équivalent :		
Niveau	< Bac+5 ou diplôme non fourni	≥ Bac+5
Nombre de point	0	0,5
2) Adéquation pour la mission (80% de 05)	04 points	
a) Expérience générale dans le secteur (20% de 05)	01 point	
Au moins huit (08) ans d'expérience dans le domaine des études des infrastructures de transport		
Nombre d'années	< 08 ans	≥ 08 ans
Nombre de points	0	1
b) Expérience spécifiques dans le domaine des études techniques, économiques, d'impact environnemental et social ainsi que de changements climatiques (60% de 05)	03 points	
b.1 Participation à au moins deux (2) missions similaires (études techniques de construction et/ou de rehabilitation routières) (20% de 05).		
Nombre de projets	< 2 projets	≥ 2 projets
Nombre de points	0	1
b.2 Participation en tant qu'Expert Socio-Économiste à au moins deux (2) missions similaires (études techniques routières) sur financement des bailleurs de fonds (40% de 05).		
Nombre de projets	< 2 projets	≥ 2 projets
Nombre de points	0	2
3) Expérience dans un pays de la sous-région (10% de 5)	0,5 point	
Participation en tant qu'Expert Socio-Économiste à au moins deux (2) missions similaires (études techniques routières) en Afrique subsaharienne.		
Nombre de projets	< 2 projets	≥ 2 projets
Nombre de points	0	0,5

❖ Expert en sauvegardes environnementales et sociales, 05 Pts

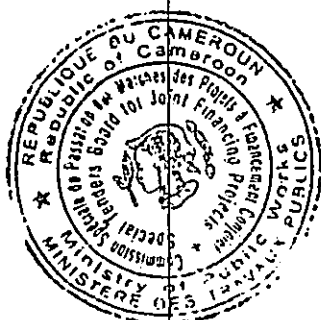
1) Qualification Générale (10% de 05)	0,5 point	
Diplôme d'études universitaires de niveau Bac +5 au moins en environnement ou domaine connexe :		
Niveau	< Bac+5 ou diplôme non fourni	≥ Bac+5
Nombre de point	0	1,5

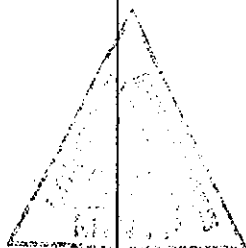


2) Adéquation pour la mission (80% de 05)	04 points	
a) Expérience générale dans le secteur (20% de 05)	01 point	
Au moins huit (08) ans d'expérience dans le domaine de la préparation des études d'impact environnemental et social ou le contrôle des projets d'infrastructures de transport ou autres infrastructures		
Nombre d'années	< 08 ans	≥ 08 ans
Nombre de points	0	1
b) Expérience spécifiques dans le domaine des études techniques, économiques, d'impact environnemental et social ainsi que de changements climatiques (60% de 05)	03 points	
b.1 Avoir réalisé ou participé à la réalisation d'au moins cinq (5) études d'impact environnemental et social des études techniques, économiques, d'impact environnemental et social ainsi que des changements climatiques des routes revêtues (20% de 05);		
Nombre de projets	< 5 projets	≥ 5 projets
Nombre de points	0	1
b.2 Avoir réalisé ou participé à la réalisation d'au moins cinq (5) études d'impact environnemental et social dont deux relatives à des travaux dans le domaine des transports et sous financement bailleur (40% de 05).		
Nombre de projets	< 5 projets	≥ 5 projets
Nombre de points	0	2
3) Expérience dans un pays de la sous-région (10% de 05)	0,5 point	
Avoir participé à deux (2) missions de contrôle de travaux d'envergure similaire dont au moins une (01) en Afrique subsaharienne.		
Nombre de projets	< 2 projets	≥ 2 projets
Nombre de points	0	0,5

❖ Expert en réinstallation, 05 Pts

1) Qualification Générale (10% de 05)	0,5 point	
Diplôme d'études universitaires de niveau Bac + 5 au moins en sciences sociales ou domaine connexes:		
Niveau	< Bac+5 ou diplôme non fourni	≥ Bac+5
Nombre de point	0	1,5
2) Adéquation pour la mission (80% de 05)	04 points	
a) Expérience générale dans le secteur (20% de 05)	01 point	
Au moins huit (08) ans d'expérience dans le domaine de la préparation des Plans d'actions de Réinstallation des projets d'infrastructures de transport ou autres infrastructures		
Nombre d'années	< 08 ans	≥ 08 ans
Nombre de points	0	1
b) Expérience spécifiques dans le domaine des études techniques, économiques, d'impact environnemental et social ainsi que de changements climatiques (60% de 05)	03 points	





b.1 Participation à la préparation d'au moins cinq (5) plans de d'action de réinstallation dont des projets routiers de linéaires de même envergure (20% de 05).

Nombre de projets	< 2 projets	≥ 2 projets
Nombre de points	0	1

b.2 Participation en tant qu'Expert en sauvegardes sociales à la préparation d'au moins cinq (5) plans de d'action de réinstallation dont deux (2) pour des projets linéaires de même envergure sous financement de bailleurs de fonds multilatéraux de développement dont la BAD, la Banque mondiale, etc... (40% de 05).

Nombre de projets	< 2 projets	≥ 2 projets
Nombre de points	0	2

3) Expérience dans un pays de la sous-région (10% de 05) 0,5 point

Avoir participé à deux (2) missions de contrôle de travaux d'envergure similaire dont au moins une (01) en Afrique subsaharienne.

Nombre de projets	< 2 projets	≥ 2 projets
Nombre de points	0	0,5

❖ Expert en changement climatique, 05 Pts

1) Qualification Générale (10% de 05) 0,5 point

Diplôme d'études universitaires de niveau Bac + 5 au moins en environnement, géographie physique ou alors domaine connexe mais disposant d'une formation complémentaire certifiante en changement climatique :

Niveau	< Bac+5 ou diplôme non fourni	≥ Bac+5
Nombre de point	0	0,5

2) Adéquation pour la mission (80% de 05) 04 points

a) Expérience générale dans le secteur (20% de 05) 01 point

Au moins huit (08) ans d'expérience dans le domaine des études ou contrôle de la vulnérabilité des projets de développement aux risques climatiques, dont au moins 4 ans dans le domaine des infrastructures de transport

Nombre d'années	< 08 ans	≥ 08 ans
Nombre de points	0	1

b) Expérience spécifiques dans le domaine des études techniques, économiques, d'impact environnemental et social ainsi que de changements climatiques (60% de 05) 03 points

b.1 Participation à au moins cinq (5) plans de d'action de réinstallation dont deux (2) pour des projets routiers de linéaires de même envergure (20% de 05).

Nombre de projets	< 2 projets	≥ 2 projets
Nombre de points	0	1

b.2 Avoir réalisé ou participé en tant qu'Expert en sauvegardes sociales à la préparation d'au moins cinq (5) plans de d'action de réinstallation dont deux (2) pour des projets linéaires de même envergure sous financement de bailleurs de fonds multilatéraux de développement dont la BAD, la Banque mondiale, etc...(40% de 05).

Nombre de projets	< 2 projets	≥ 2 projets
Nombre de points	0	2

3) Expérience dans un pays de la sous-région (10% de 5) 0,5 point

Avoir travaillé en tant qu'Expert en changement climatique dans au moins deux (2) missions similaires (études ou contrôle et surveillance des travaux des routes revêtues d'un linéaire d'au moins 120 km et/ou le montant des prestations est au moins égal à 900 millions de FCFA avec une durée d'un (01) an sur financement des bailleurs de fonds ;.

Nombre de projets	< 2 projets	≥ 2 projets
Nombre de points	0	0,5

Total de points pour le critère (iii) : ... 65

(iv) La participation d'experts locaux en tant que Personnel Clé proposé : 5 Pts

Calculé comme le rapport entre le temps travaillé des experts nationaux (en personnes-mois) par rapport au nombre total de temps travaillé du personnel clé (en personnes-mois) dans la proposition technique du Consultant.

Total de points pour le critère (iv) : 5 Pts

Le score technique minimum pour passer est : 75%

Ouverture publique des propositions financières

23.4

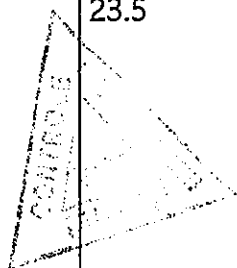
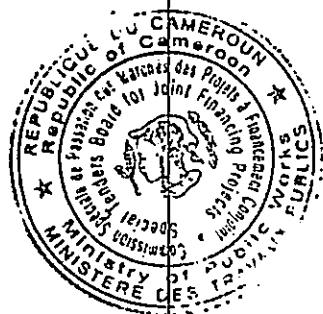
L'option de l'ouverture des Propositions financières « en ligne » est proposée : NON

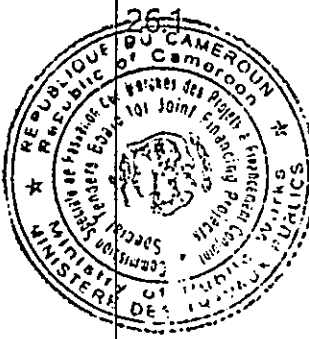
23.5

À la suite de l'évaluation des Propositions techniques, le Client notifiera à tous les Consultants le lieu, la date et l'heure de l'ouverture publique des Propositions financières.

Le texte suivant devrait être annoncé dans les appels à manifestation d'intérêt afin de permettre à toute partie intéressée d'assister à cette ouverture publique. Citation: Toute partie intéressée qui souhaite assister à l'ouverture publique de la proposition financière doit contacter *le Chef de la Cellule des Projets Routiers à Financement Conjoint-MINTP*, Tél. : (237) 6 66 00 39 34, E-mail : *csepr_badbm@yahoo.fr* avec copie à *parzik_cprfc@gmail.com* et demander à être informée du lieu, de la date et de l'heure de l'ouverture publique des propositions financières. La demande doit être reçue dans les 10 jours suivant la date de la publication. Fin de citation.

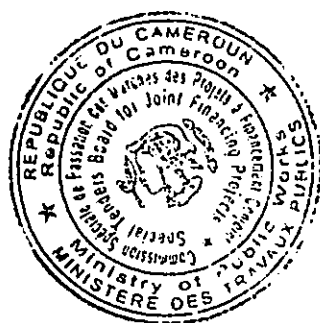
Par alternative, un avis de l'ouverture publique des propositions financières peut être publié sur le site du Client, si disponible.



25.1 	Aux fins d'évaluation, le Client exclura : (a) les taxes locales indirectes identifiables, telles les taxes sur les ventes, droit d'accise, TVA, ou autres taxes similaires applicables aux facturations contractuelles, et (b) toutes taxes indirectes additionnelles sur la rémunération des services offerts par le personnel non-résident dans le pays du Client. En cas d'attribution du Contrat, lors des négociations du Contrat, ces charges fiscales feront l'objet de discussions et seront finalisées (en référence à la liste, mais sans que celle-ci ne soit exhaustive) et seront ajoutées au montant du Contrat sur une ligne distincte, en précisant également les taxes à la charge du Consultant et celles qui feront l'objet de retenue par le Client qui les paiera au nom du Consultant.
26.1 	La monnaie utilisée pour la conversion des prix exprimés dans différentes monnaies en une seule monnaie est : <i>FRANC CFA</i> La source officielle du taux de change (vendeur) est : La Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC). La date des cours de change est : Date limite de dépôt des Propositions. Si la devise n'est pas cotée à cette date, le taux de change sera celui du dernier jour précédent coté.
27.1 (SBQC seulement)	La Proposition financière dont le prix évalué est le moins élevé (Pm) se verra attribuer la note de prix (Np) maximale de 100. La note de prix (Np) des autres propositions sera calculée par la formule ci-après : $Np = 100 \times Pm / P$, dans laquelle « Np » est la note de prix, « Pm » est le prix le moins élevé, et « P » le prix de la proposition évaluée. Les pondérations attribuées respectivement à la Proposition technique (T) et à la Proposition financière (F) sont : T = 0,80 et F = 0,20 Les Propositions seront classées en fonction de leur note technique (Nt) et de prix (Np) combinées en utilisant les pondérations (T = la pondération attribuée à la Proposition technique ; F = la pondération attribuée à la Proposition financière ; T + F = 1) comme suit : $N = Nt \times T\% + Np \times F\%$.

D. Négociations et attribution du Contrat

28.1	Date et adresse prévues pour les négociations du Contrat : Date : Après validation du rapport d'analyse des propositions financières. Adresse : <i>Ministre des Travaux Publics,</i> <i>Tél. : (237) 222 22 19 18 – Fax : (237) 222 23 22 70.</i>
32.1	Le Consultant retenu <i>aura</i> à fournir le Formulaire de divulgation des bénéficiaires effectifs
34.2	Date et lieux prévus pour le commencement des Services : Dates: Notifications de l'Ordre de service de démarrer les prestations des Etudes Techniques, Economiques, d'Impact Environnemental et Social ainsi que de la vulnérabilité aux risques climatiques pour l'aménagement des sections de route: Maroua-Dargala-Moulvoudaye-Yagoua (120,00 km) y compris la bretelle Moulvoudaye-Kalfou (17,00 km) ; Maroua-Lara (65,00 km) ainsi que la rocade autour de la ville de Maroua incluant la voie de contournement de la ville de Maroua (60,00 km). Lieu: Site de réalisation des Etudes Techniques, Economiques, d'Impact Environnemental et Social ainsi que de la vulnérabilité aux risques climatiques pour l'aménagement des sections de route: Maroua-Dargala-Moulvoudaye-Yagoua (120,00 km) y compris la bretelle Moulvoudaye-Kalfou (17,00 km) ; Maroua-Lara (65,00 km) ainsi que la rocade autour de la ville de Maroua incluant la voie de contournement de la ville de Maroua (60,00 km).



35.1

Les procédures à suivre pour déposer une réclamation concernant la passation des marchés sont décrites de manière détaillée dans la Partie B du Manuel des Opérations de Passation des Marchés régi par le Cadre de Passation des Marchés de la Banque africaine de Développement. Un Consultant désirant présenter une réclamation concernant la passation des marchés devra la présenter au Client en suivant ces procédures, par écrit (par le moyen le plus rapide à sa disposition, tel que par courriel) à :

À l'attention de : Monsieur le Ministre des Travaux Publics

Titre/position : Maître d'Ouvrage/Autorité Contractante

Agence : Gouvernement de la République du Cameroun

Adresse courriel : csepr_badbm@yahoo.fr

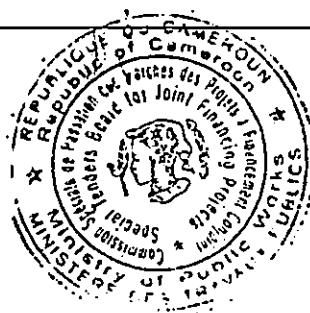
Télécopie : Tél. : (237) 222 22 19 18/666 00 39 34-Fax : (237) 222 23 22 70.

En résumé, une réclamation concernant la passation des marchés pourra porter sur :

1. Les termes de la Demande de Propositions ; et/ou
2. La décision du Client d'exclure un Consultant de la procédure avant l'attribution du marché ; et/ou
3. La décision d'attribution du marché par le Client.

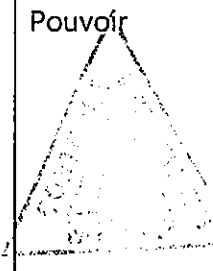
Le Cadre de Passation des Marchés de la Banque stipule que les soumissionnaires peuvent adresser à la Banque copie de leurs communications avec l'Emprunteur ou s'adresser directement à la Banque lorsque l'Emprunteur ne répond pas rapidement, pour toute question relative à la mise en œuvre des projets financés par la Banque, et lorsqu'il s'agit de plainte exercée contre l'Emprunteur. Dans ce dernier cas, si un soumissionnaire souhaite formuler un recours contre une décision d'un Emprunteur ou de la Banque dans le cadre d'une procédure de passation de marché, ou souhaite informer la Banque de ce que les dispositions réglementant les passations de marchés ou celles des documents de sollicitation n'ont pas été respectées, un courriel peut être adressé à :

Courriel : procurementcomplaints@afdb.org

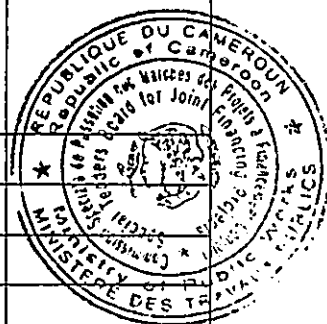


Section 3. Proposition technique - Formulaires Types

LISTE DE VERIFICATION DES FORMULAIRES DEMANDES

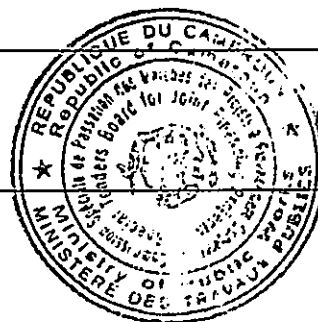
Exigé pour PTC ou PTS ✓		FORMULAIRE	DESCRIPTION	Nombre maximum de pages
PTC	PTS			
✓	✓	TECH-1	Formulaire de Proposition technique	
✓ Si applicable		TECH-1 Annexe	Si la Proposition est remise par un groupement, joindre une lettre d'intention ou la copie d'un accord existant.	
✓ Si applicable		Pouvoir 	Un formulaire type n'est pas fourni. Dans le cas d'un groupement, plusieurs pouvoirs sont exigés : un pouvoir pour le représentant autorisé de chaque partenaire du groupement, et un pouvoir pour le représentant du chef de file l'autorisant à représenter tous les partenaires du groupement	
✓		TECH-2	Organisation et expérience du Consultant	
✓		TECH-2A	A. Organisation du Consultant	
✓		TECH-2B	B. Expérience du Consultant	
✓		TECH-3	Commentaires ou suggestions sur les Termes de référence et sur le personnel homologue et les prestations à fournir par le Client.	
✓		TECH-3A	A. Sur les termes de référence	
✓		TECH-3B	B. Sur le personnel homologue et les prestations à la charge du Client	
✓	✓	TECH-4	Description de l'approche, de la méthodologie, et du plan de travail en vue de réaliser la Mission	
✓	✓	TECH-5	Programme et calendrier pour les livrables	
✓	✓	TECH-6	Composition de l'équipe, contribution des personnels-clé et Curriculum Vitae (CV) joints	
✓	✓	TECH-7	Code de Conduite (ES)	

Toutes les pages de la Proposition technique et de la Proposition financière originales doivent être visées par le représentant habilité qui signe la Proposition.



FORMULAIRE TECH-1

FORMULAIRE DE SOUMISSION DE LA PROPOSITION TECHNIQUE



À : Monsieur le Ministre des Travaux Publics

Madame/Monsieur,

Nous, soussignés, avons l'honneur de vous proposer nos services pour les Etudes Techniques, Economiques, d'Impact Environnemental et Social ainsi que de la vulnérabilité aux risques climatiques pour l'aménagement des sections de route : Maroua-Dargala-Moulvoudaye-Yagoua (120,00 km) y compris la bretelle Moulvoudaye-Kalfou (17,00 km) ; Maroua-Lara (65,00 km) ainsi que la rocade autour de la ville de Maroua incluant la voie de contournement de la ville de Maroua (60,00 km).

Conformément à votre Demande de propositions (DDP) en date du _____ et à notre Proposition. *Nous vous soumettons par la présente notre Proposition, qui comprend cette Proposition technique et une Proposition financière sous enveloppe cachetée séparée.*

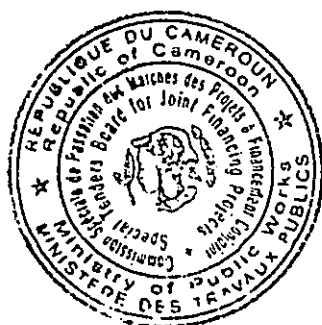
[Si le Consultant est un groupement, insérer ce qui suit : Nous soumettons notre Proposition en groupement comme suit : {Insérer la liste indiquant le nom complet et l'adresse de chaque partenaire, et identifier le chef de file}. Nous joignons copie {insérer : « de la lettre d'intention de former un groupement » ou, si un groupement a déjà été formé, « de l'accord de groupement »} signé par chacun des partenaires du groupement, y compris les détails de la structure probable et la confirmation de la responsabilité conjointe et solidaire des partenaires de ce groupement.

[OU

Si la Proposition du Consultant contient des sous-traitants, insérer ce qui suit : Nous soumettons notre Proposition comprenant les sous-traitants suivants : {Insérer la liste indiquant le nom complet et l'adresse de chacun des sous-traitants.}

Nous déclarons que :

- (a) Tous les renseignements et déclarations figurant dans la Proposition sont véridiques et nous acceptons que toute erreur d'interprétation ou fausse déclaration contenue dans ladite Proposition soit susceptible de conduire à notre disqualification par le Client et/ou une sanction par la Banque.
- (b) Notre Proposition demeurera valide et nous liera pour toute la durée mentionnée dans les Données particulières, article 12.1.
- (c) Nous ne nous trouvons pas en situation de conflit d'intérêt, en vertu de l'article 3 des IC.
- (d) Nous satisfaisons aux conditions d'éligibilité en conformité avec l'article 6 des IC et nous confirmons et reconnaissons notre obligation de satisfaire aux exigences de la Banque concernant les pratiques interdites en conformité avec l'article 5 des IC.
- (e) Ni notre société, ni nos sous-traitants, fournisseurs ou prestataires de services pour toute partie du marché, ne faisons l'objet et ne sommes pas sous le contrôle d'une entité ou d'une personne faisant l'objet de suspension temporaire ou d'exclusion prononcée par la Banque africaine de Développement ou d'exclusion imposée en vertu de l'Accord Mutuel d'Exclusion entre la Banque africaine de Développement et les autres banques de développement. En outre nous ne sommes pas inéligibles au titre de la législation, ou d'une autre réglementation officielle du pays du Client, ou en application d'une décision prise par le Conseil de Sécurité des Nations Unies ;
- (f) *[Note à l'intention du Client : insérer cette disposition nécessaire, si elle est exigée par IC 10.2 – Données particulières 10.2 : Nous nous engageons à préparer et à présenter notre proposition (et, si le Contrat nous est attribué, à exécuter ledit Contrat) dans le respect le plus strict des lois et règlements contre la fraude et la corruption, y compris les paiements illicites, en vigueur dans le pays du Client.]*
- (g) Sous réserve des dispositions de l'article 12.7 des Données particulières, nous nous engageons à négocier un Contrat sur la base des personnels-clés proposés. Nous reconnaissons que le remplacement de personnel clé pour des motifs autres que ceux mentionnés aux articles 12 et 28.4 des IC pourra conduire à mettre fin aux négociations du Contrat.



- (h) Notre Proposition a pour nous force exécutoire, sous réserve de modifications résultant des négociations du Contrat.

Si notre Proposition est acceptée et le Contrat signé, nous nous engageons à commencer les Services au titre de la mission au plus tard à la date indiquée à l'article 34.2 des Données particulières.

Nous reconnaissons que le Client n'est tenu d'accepter une quelconque des Propositions qu'il aura reçues.

Veuillez agréer, Mesdames/Messieurs, l'assurance de notre considération distinguée.

Signature du représentant habilité du Consultant : [en entier et initiales]

Nom complet du signataire : [insérer le nom complet du représentant habilité]

Titre du signataire : [insérer le titre/le poste du représentant autorisé]

Nom du Consultant : [nom de la société ou du groupement]

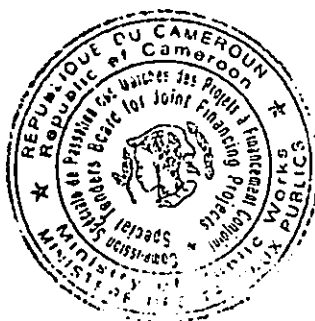
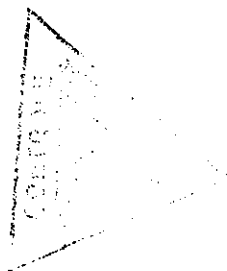
Capacité : [insérer la capacité de la personne à signer pour le Consultant]

Adresse : [insérer l'adresse du représentant habilité]

Téléphone/Télécopieur : [insérer le numéro de téléphone et le numéro de télécopieur du représentant habilité, le cas échéant].

Courriel : [insérer l'adresse email du représentant habilité]

{Pour un groupement, tous les partenaires doivent signer ou seulement le chef de file, auquel cas le pouvoir habilitant le signataire à signer au nom de tous les partenaires doit être joint}



FORMULAIRE TECH-2

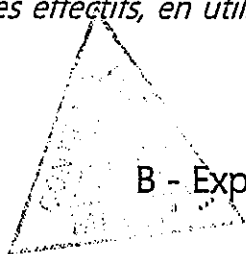
(UNIQUEMENT POUR UNE PROPOSITION TECHNIQUE COMPLETE)

ORGANISATION ET EXPÉRIENCE DU CONSULTANT

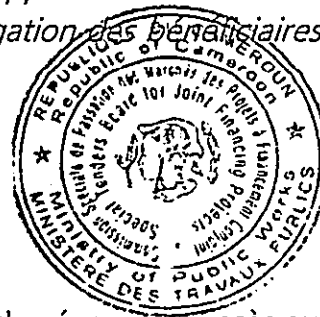
Formulaire TECH-2 : brève description de l'organisation du Consultant et sommaire de l'expérience du Consultant la plus pertinente pour la mission. Dans le cas d'un groupement, des renseignements sur les missions similaires seront fournis pour chacun des partenaires. Pour chacune des missions réalisées, le sommaire indiquera le nom du personnel-clé et des sous-traitants y ayant participé, la durée de la mission, le montant du Contrat (total et si la mission a été réalisée par un groupement ou un sous-traitant, le montant réellement payé au Consultant) et le rôle ou la contribution du Consultant dans la mission.

A - Organisation du Consultant

1. Indiquer ici une brève description de votre société/bureau et de la manière dont il est organisé, et --dans le cas d'un groupement-- de chaque partenaire devant participer à la présente mission.
2. Insérer un schéma indiquant l'organisation, la liste des cadres dirigeants et des actionnaires participants aux bénéfices *[Si l'article 32.1 des IC l'exige, le Consultant retenu doit fournir des renseignements supplémentaires sur les bénéficiaires effectifs, en utilisant le formulaire de divulgation des bénéficiaires effectifs.]*



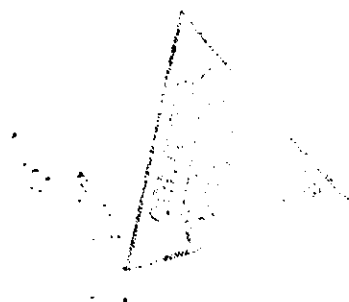
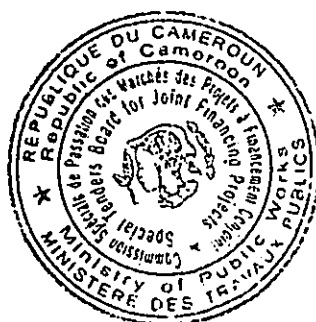
B - Expérience du Consultant



3. Indiquer seulement les missions similaires réalisées et achevées avec succès au cours des [...] dernières années.
4. Indiquer seulement les missions pour lesquelles le Consultant avait un contrat en tant que contractant ou partenaire d'un groupement contractant. Les missions réalisées par les personnels du Consultant à titre individuel ou pour le compte d'autres bureaux de Consultants ne doivent pas servir de références au titre d'expérience du Consultant, ou de partenaires ou sous-traitants, mais elles peuvent être revendiquées par lesdits personnels à titre individuel, dans leur CV. Le Consultant devrait être prêt à justifier l'expérience revendiquée, en

présentant copie des documents et références correspondantes, si le Client le demande.

Durée	Désignation de la mission/& description brève des principaux livrables/extrants	Nom du Client & pays de la mission	Montant approx. du Contrat (équivalent <i>en \$US</i>)/Montant payé à votre structure	Rôle de votre structure dans la mission
{par ex. Jan.2017–Avr.2018}	{par ex. « Amélioration de la qualité de..... » : préparation d'un plan directeur pour ; }	{par ex. Ministère de, pays}	{par ex. 1 million \$US / 0.5 mill \$US}	{par ex. Chef de file du groupement A&B&C}
{par ex. Jan.-Mai 2018}	{par ex. « Assistance aux autorités locales..... » : préparation de règlement pour les besoins de }	{par ex. Municipalité de, pays}	{par ex. 0,2 mill \$US/0,2 mill \$US}	{par ex. Consultant unique}



FORMULAIRE TECH-3

(POUR UNE PROPOSITION TECHNIQUE COMPLETE)

COMMENTAIRES ET SUGGESTIONS SUR LES TERMES DE REFERENCE, PERSONNEL DE
CONTREPARTIE, ET PRESTATIONS A FOURNIR PAR LE CLIENT

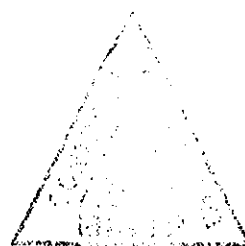
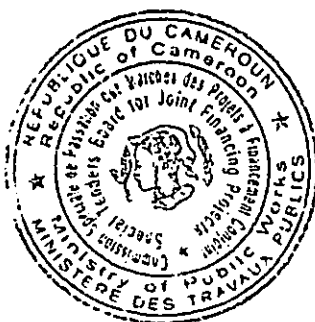
Formulaire TECH-3 : commentaires et suggestions sur les Termes de référence susceptibles d'améliorer la qualité et les résultats de la mission, sur les besoins en personnels de contrepartie (homologues) et les prestations à fournir par le Client, y compris : soutien administratif, espace bureau, transports locaux, matériel, documents et rapports, etc.

A - Sur les termes de référence

[Améliorations proposées aux termes de référence, le cas échéant]

B - Sur les Besoins en personnel de contrepartie et Prestations à fournir par le Client

*[Commentaires sur le personnel de contrepartie et prestations à fournir par le Client.
Par exemple, support administratif, espace bureau, transports locaux, matériel,
documents et rapports pertinents, etc., le cas échéant]*



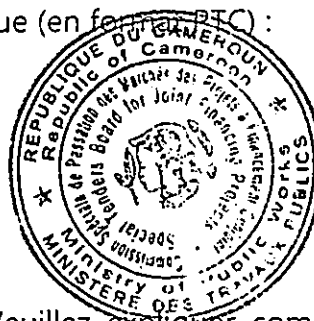
FORMULAIRE TECH-4 (UNIQUEMENT POUR UNE PROPOSITION TECHNIQUE COMPLETE)

DESCRIPTION DE L'APPROCHE, DE LA METHODOLOGIE ET DU PLAN DE TRAVAIL EN REPONSE AU CADRE DE REFERENCE

Formulaire TECH-4 : description de l'approche, méthode de travail, programme de travail pour la réalisation de la mission, y compris une description détaillée de la méthodologie et du personnel proposés pour la formation, si les termes de référence identifient la formation comme une des composantes de la mission.

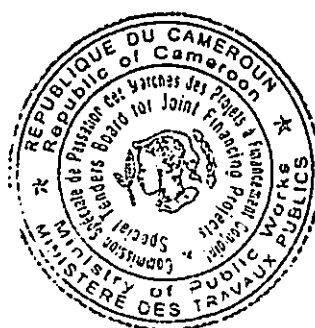
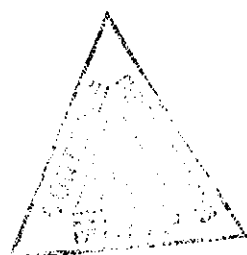
[Structure suggérée de votre proposition technique (en format BIC) :

- a) Approche technique et méthodologie
- b) Plan de travail
- c) Organisation et Personnel]



- a) Approche technique et méthodologie. {Veuillez expliquer comment vous comprenez les objectifs de la mission, tels qu'ils sont décrits dans les termes de référence (TdR), l'approche technique et la méthodologie *[Note à l'intention du Client : ajouter pour un marché de supervision de travaux de génie civil ou de montage d'installations : (y compris les aspects environnementaux et sociaux (ES)) que vous adopteriez afin d'exécuter les tâches et livrer les produits/rapports demandés, ainsi que le niveau de détail de ces rapports. Ne pas répéter ou copier les TdR.]*
- b) Plan de travail. {Veuillez indiquer le programme de réalisation des principales activités ou tâches de la mission, leur contenu et leur durée, la décomposition en phase et les contraintes correspondantes, les étapes principales (y compris examen/approbations par le Client), et dates prévisionnelles de remise des rapports. Le programme de travail proposé doit être en cohérence avec l'approche technique et la méthode, démontrant votre compréhension des TdR et votre capacité à les traduire en un programme de travail réaliste. Une liste des documents à produire (y compris les rapports) doit être fournie. Le programme de travail doit être en cohérence avec le Formulaire Programme d'activités.}

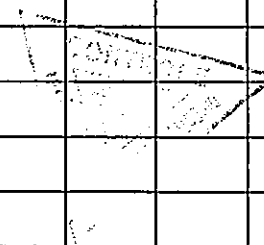
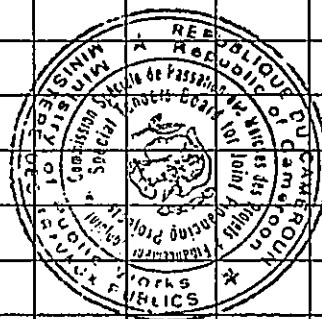
- c) Organisation et Personnel. {Veuillez décrire la structure et la composition de votre équipe, y compris la liste du personnel clé, des autres personnels et des personnels administratifs affectés à la mission.}



FORMULAIRE TECH-5 (POUR PTC ET PTS)

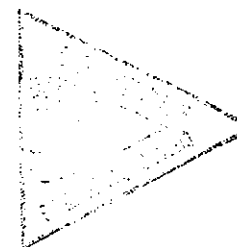
PROGRAMME D'ACTIVITE ET CALENDRIER DES LIVRABLES

N°	Livrables ¹ (D-...)	Mois											
		1	2	3	4	5	6	7	8	9		n	TOTAL
D-1	{par exemple ; Livrable N° 1 : Rapport A												
	1) collecte de données												
	2) rédaction du rapport												
	3) rapport préliminaire												
	4) finalisation des commentaires												
	5) remise du rapport final au Client}												
D-2	{Par exemple, Livrable N° 2 :..... }												



--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

- 2 Fournir la liste des livrables en indiquant le détail des activités y conduisant, ainsi que les autres actions, tels que les approbations à obtenir du Client. Pour les missions comportant des étapes successives, indiquer les activités, la fourniture de rapports et les actions requises pour chacune des étapes, séparément.
- 3 La durée des activités sera indiquée sous la forme d'un diagramme à barres.
- 4 Insérer une légende, si nécessaire à la compréhension du diagramme.



FORMULAIRE TECH-6
(POUR PTC ET PTS)

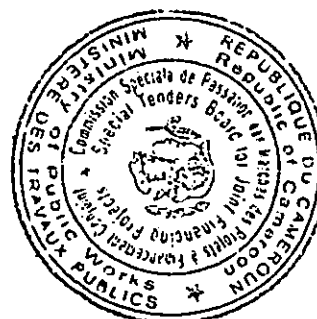
COMPOSITION DE L'EQUIPE, ACTIVITES INDIVIDUELLES ET CONTRIBUTION DU PERSONNEL-CLE

[illegible]

- 1 Pour le personnel clé, la contribution doit être indiquée pour chacun des postes tels qu'identifiés dans les Données particulières IC 21.1
- 2 Le décompte en mois est effectué à compter du commencement de la mission ou de la mobilisation. Un (1) mois équivaut à vingt-deux (22) jours travaillés (facturables). Un jour travaillé (facturable) ne pourra pas être inférieur à huit (8) heures travaillées (facturables).
- 3 « Siège » se réfère au travail effectué au bureau dans le pays de résidence de l'expert. « Terrain » se réfère au travail effectué dans le pays du Client ou un autre pays différent du pays de résidence de l'expert.

Saisie à temps plein

Saisie à temps partiel



FORMULAIRE TECH-6

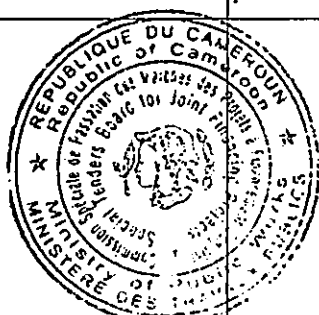
(SUITE)

CURRICULUM VITAE (CV)

Titre du Poste et N°	{par ex. PC 1 - CHEF D'ÉQUIPE}
Nom de l'expert :	{Insérer le nom complet}
Date de naissance :	{jour/mois/année}
Nationalité/Pays de résidence	

Études : {Résumer les études universitaires et autres études spécialisées suivies, en indiquant le nom de l'école ou université, les années d'étude et les diplômes obtenus}

Expérience professionnelle pertinente à la mission : {Dresser la liste des emplois exercés depuis la fin des études, dans un ordre chronologique inverse, en commençant par le poste actuel ; pour chacun, indiquer les dates, le nom de l'employeur, le titre professionnel de l'employé et le lieu de travail ; pour les emplois des dix dernières années, préciser en outre le type de travail effectué et fournir, le cas échéant, les noms des clients à titre de références. Les emplois tenus qui sont sans rapport avec la mission peuvent être omis.}

Période	Nom de l'employeur, titre professionnel/poste tenu. Renseignements sur contact pour références	Pays	Sommaire des activités réalisées, en rapport avec la présente mission
{par ex. Mai 2005-présent}	{par ex. Ministère des finances, conseiller/consultant pour... Pour obtenir des références : Tél...../adresse électronique..... ; M. Bbbbbb, Directeur}		

Affiliation à des associations professionnelles et publications réalisées :

Langues pratiquées (indiquer uniquement les langues dans lesquelles vous pouvez travailler) :

Compétences/qualifications pour la mission :

Tâches spécifiques incombant à l'expert parmi les tâches à réaliser par l'équipe d'experts du Consultant :	Référence à des travaux ou missions antérieures illustrant la capacité de l'expert à réaliser les tâches qui lui seront attribuées
[Liste des livrables/tâches en référence à TECH- 5 dans lesquelles l'expert sera engagé]	

Renseignements pour contacter l'expert : (Courriel.....Téléphone.....)

Certification :

Je soussigné, certifie que le présent CV me décrit de manière correcte, ainsi que mes qualifications et mon expérience professionnelle ; je m'engage à être disponible pour réaliser la mission lorsque cela sera nécessaire, au cas où le Contrat serait attribué. Toute fausse déclaration ou renseignement fourni incorrectement dans le présent CV pourra justifier ma disqualification ou mon renvoi par le Client, et/ou des sanctions par la Banque.

(jour/mois/année)

Nom de l'expert

Signature

Date

(jour/mois/année)

Nom du Représentant autorisé

Signature

Date

(la même personne qui est signataire de la Proposition)

FORMULAIRE TECH-7

(POUR PTC ET PTS)

[Note à l'intention du Client : insérer pour un marché de supervision de travaux de génie civil ou de montage d'installations]

Formulaire de Code de Conduite (ES) pour le Personnel clé

Note à l'intention du Client:

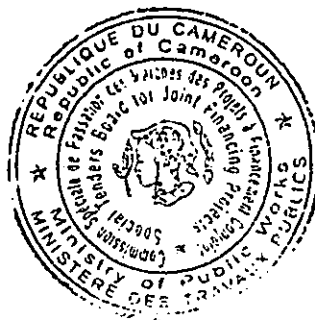
Les exigences minimum suivantes ne doivent pas être modifiées. Le Client peut ajouter des exigences pour tenir compte des problèmes identifiés, informés par une évaluation environnementale et sociale.

Supprimer le présent encadré avant de finaliser la DDP.

Note à l'intention du Consultant :

Le contenu minimum du Code de Conduite tel que préparé par le Client ne devra pas être modifié substantiellement. Cependant, le Soumissionnaire peut ajouter des exigences si nécessaires, y compris pour prendre en compte des problèmes/risques spécifiques au Contrat.

Le Consultant devra apposer ses initiales et soumettre le formulaire de Code de Conduite faisant partie de sa Proposition.



CODE DE CONDUITE POUR LE PERSONNEL

Nous sommes Consultant *[insérer le nom du Consultant]*. Nous avons signé un contrat avec *[insérer le nom du Client]* pour les Etudes Techniques, Economiques, d'Impact Environnemental et Social ainsi que de la vulnérabilité aux risques climatiques pour l'aménagement des sections de route : Maroua-Dargala-Moulvoudaye-Yagoua (120,00 km) y compris la bretelle Moulvoudaye-Kalfou (17,00 km) ; Maroua-Lara (65,00 km) ainsi que la rocade autour de la ville de Maroua incluant la voie de contournement de la ville de Maroua (60,00 km).

Ces Services seront exécutés à *[insérer le site ou autres lieux où les services seront exécutés]*. Notre contrat exige que mettions en œuvre des mesures pour prévenir les risques environnementaux et sociaux liés à ces Services, y compris les risques d'exploitation, abus et harcèlement sexuels.

Ce Code de Conduite fait partie de nos mesures pour tenir compte des risques environnementaux et sociaux liés aux Services. Cela s'applique à tout notre personnel sur le site des Services ou autres lieux où les Services sont exécutés.

Ce Code de Conduite identifie le comportement que nous exigeons de tout notre personnel.

Notre lieu de travail est un environnement où tous comportements dangereux, abusifs ou violents ne seront pas tolérés et où toutes les personnes doivent se sentir autorisées à signaler tous problèmes ou préoccupations sans craindre de représailles.

CONDUITE EXIGÉE

Le Personnel doit :

1. s'acquitter de ses tâches d'une manière compétente et diligente ;
2. se conformer au Code de Conduite et à toutes les lois applicables, aux règlements et autres exigences y compris les exigences pour protéger la santé, la sécurité et le bien-être du personnel et toutes autres personnes ;
3. maintenir un environnement de travail sécurisé incluant de :
 - a. s'assurer que les lieux de travail, machines, équipement et processus soient sécurisés et sans risques pour la santé ;
 - b. porter les équipements de protection du personnel requis ;
 - c. suivre les procédures applicables de sécurité dans les opérations.



4. signaler les situations de travail qu'il/elle ne croit pas sûres ou saines et se retirer d'une situation de travail qui, selon lui/elle, présente raisonnablement un danger imminent et grave pour sa vie ou sa santé ;
5. traiter les autres personnes avec respect et ne pas discriminer des groupes spécifiques tels que les femmes, les personnes handicapées, les travailleurs migrants ou les enfants ;
6. ne pas se livrer à des activités de Harcèlement Sexuel, ce qui signifie des avances sexuelles importunes, des demandes de faveurs sexuelles et d'autres comportements verbaux ou physiques à connotation sexuelle à l'égard du personnel de l'Entrepreneur ou du Client ;
7. ne pas se livrer à des activités d'Exploitation Sexuelle, signifiant le fait d'abuser ou de tenter d'abuser d'un état de vulnérabilité, de pouvoir différentiel ou de confiance à des fins sexuelles, incluant, mais sans y être limité, le fait de profiter monétairement, socialement ou politiquement de l'exploitation sexuelle d'une autre personne ;
8. ne pas se livrer à des Abus Sexuels, ce qui signifie l'intrusion physique ou la menace d'intrusion physique de nature sexuelle, que ce soit par la force ou dans des conditions inégales ou coercitives ;
9. ne pas se livrer à une quelconque forme d'activité sexuelle avec toute personne de moins de 18 ans, sauf dans le cas d'un mariage préexistant ;
10. suivre des cours de formation pertinents qui seront dispensés concernant les aspects environnementaux et sociaux du Contrat, y compris sur les questions de santé et de sécurité, et l'Exploitation et les Abus Sexuels (EAS), et le Harcèlement Sexuel (HS) ;
11. signaler de manière formelle les violations de ce Code de Conduite ; et
12. ne pas prendre de mesures de rétorsion contre toute personne qui signale des violations de ce Code de Conduite, que ce soit envers nous ou au Client, ou qui utilise le mécanisme de grief pour le personnel ou le mécanisme de recours en grief du projet.

FAIRE PART DE PRÉOCCUPATIONS

Si une personne constate un comportement qui, selon elle, peut représenter une violation du présent Code de conduite, ou qui la préoccupe de toute autre manière, elle devrait en faire part dans les meilleurs délais. Cela peut être fait de l'une ou l'autre des façons suivantes :

1. Contacter [entrer le nom de l'expert social du Consultant ayant une expérience pertinente dans le traitement de la violence sexiste, ou si cette personne n'est pas requise en vertu du Contrat, une autre personne désignée

par le Consultant pour traiter ces questions] par écrit à cette adresse [] ou
par téléphone à [] ou en personne à []; ou

2. Appeler [] la hotline du Consultant (le cas échéant) et laisser un message.

L'identité de la personne restera confidentielle, à moins que le signalement d'allégations ne soit prescrit par la législation du pays. Des plaintes ou des allégations anonymes peuvent également être soumises et seront examinées de toute façon. Nous prenons au sérieux tous les rapports d'inconduite possible et nous enquêtons et prendrons les mesures appropriées. Nous fournirons des références de prestataires de services susceptibles d'aider la personne qui a vécu l'incident allégué, le cas échéant.

Il n'y aura pas de représailles contre une personne qui, de bonne foi, signale une préoccupation relative à tout comportement interdit par le présent Code de Conduite. De telles représailles constitueraient une violation de ce Code de Conduite.

CONSÉQUENCES DE VIOLATION DU CODE DE CONDUITE

Toute violation de ce Code de conduite par le Personnel peut entraîner de graves conséquences, allant jusqu'au licenciement et le référé éventuel aux autorités judiciaires.

POUR LE PERSONNEL :

J'ai reçu un exemplaire de ce Code de Conduite rédigé dans une langue que je comprends. Je comprends que si j'ai des questions au sujet de ce Code de conduite, je peux contacter *[insérer le nom de la personne-ressource du Consultant ayant une expérience pertinente]* afin de demander une explication.

Nom du Personnel du Consultant : [insérer le nom] _____

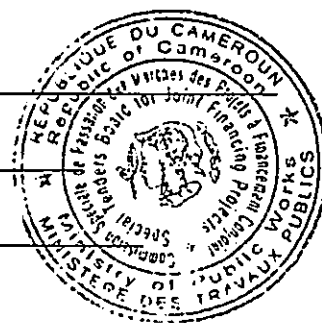
Signature : _____

Date : (jour, mois, année): _____

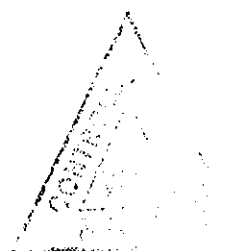
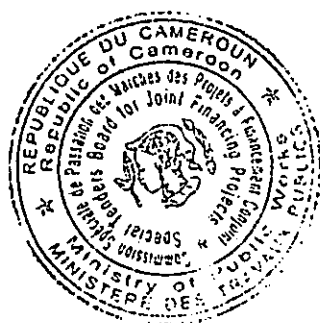
Contre-signature du représentant autorisé du Consultant :

Signature : _____

Date : (jour, mois, année): _____



Pièce Jointe 1: Comportements constituant Exploitation et Abus Sexuels (EAS) et comportements constituant Harcèlement Sexuel (HS)



PIÈCE JOINTE 1 AU FORMULAIRE DE CODE DE CONDUITE

COMPORTEMENTS CONSTITUANT EXPLOITATION ET ABUS SEXUELS (EAS) ET
HARCÈLEMENT SEXUEL (HS)

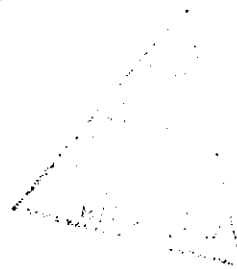
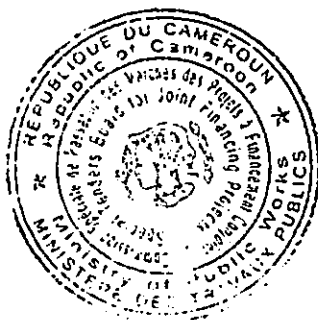
La liste non exhaustive suivante vise à illustrer les types de comportements interdits :

(1) Les exemples d'exploitation et d'abus sexuels comprennent, sans s'y limiter :

- Le personnel indique à un membre de la communauté qu'il peut obtenir des emplois liés au chantier (p. ex. cuisine et nettoyage) en échange de rapports sexuels.
- Le personnel qui établit la connexion d'électricité aux ménages déclare qu'il peut connecter les ménages dirigés par des femmes au réseau en échange de rapports sexuels.
- Le personnel viole ou agresse sexuellement un membre de la communauté.
- Le personnel refuse à une personne l'accès au site à moins qu'elle lui accorde une faveur sexuelle.
- Le personnel indique à une personne qui demande un emploi en vertu du Contrat qu'elle ne l'embauchera que si elle a des relations sexuelles avec lui.

(2) Exemples de harcèlement sexuel dans un contexte de travail

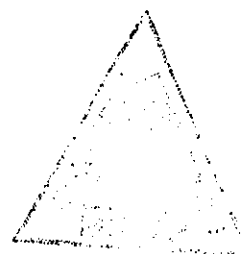
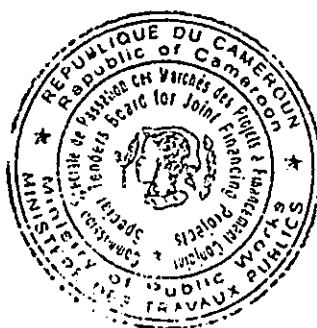
- Le personnel commente l'apparence du personnel d'un autre membre du personnel (de manière positive ou négative) et son attractivité sexuelle.
- Quand le personnel se plaint de commentaires fait par un autre membre du personnel sur son apparence, le second répond que le premier « l'a cherché » en raison de la façon dont il/elle s'habille.
- Attouchement inopportun sur le personnel du Consultant ou du Client par un autre personnel.
- Le personnel déclare à un autre personnel qu'il/elle lui obtiendrait une augmentation de salaire, ou une promotion si il/elle lui envoie des photographies de nus de lui ou d'elle-même.



Section 4. Proposition financière - Formulaires Types

Les formulaires types de Proposition financière doivent être utilisés pour la préparation de la Proposition financière, suivant les instructions figurant dans la Section 2.

- FIN-1 Formulaire de Proposition financière
- FIN-2 Résumé des Coûts
- FIN-3 Sous détail de la rémunération y compris l'Annexe A « Négociations financières- Décomposition des taux de rémunération » dans le cas de la méthode SBQ
- FIN-4 Autres Dépenses (remboursables)

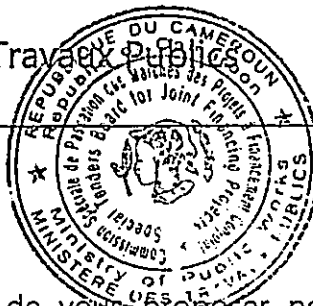


FORMULAIRE FIN-1

FORMULAIRE DE PROPOSITION FINANCIERE

{Lieu, date}

A : Monsieur le Ministre des Travaux Publics



Madame/Monsieur,

Nous, soussignés, avons l'honneur de vous proposer nos services, à titre de Consultant, pour les Etudes Techniques, Economiques, d'Impact Environnemental et Social ainsi que de la vulnérabilité aux risques climatiques pour l'aménagement des sections de route : Maroua-Dargala-Moulvoudaye-Yagoua (120,00 km) y compris la bretelle Moulvoudaye-Kalfou (17,00 km) ; Maroua-Lara (65,00 km) ainsi que la rocade autour de la ville de Maroua incluant la voie de contournement de la ville de Maroua (60,00 km).

conformément à votre Demande de propositions en date du _____ et à notre Proposition technique.

Vous trouverez ci-joint notre Proposition financière qui s'élève à [indiquer montant(s) en lettres et en chiffres pour chacune des monnaies] [insérer « Ce montant est un montant « net des impôts indirects » ou « incluant les impôts indirects » dans le pays du Client en conformité avec l'article 25.1 des Données particulières]. Le montant estimé des impôts indirects dans le pays du Client est de [insérer montant(s) en lettres et en chiffres et la monnaie] qui sera confirmé ou ajusté, si nécessaire, au cours des négociations du Contrat. [Noter que les montants doivent être les mêmes que dans le Formulaire FIN-2].

Notre Proposition financière a pour nous force obligatoire, sous réserve des modifications résultant de la négociation du Contrat, jusqu'à l'expiration du délai de validité de la Proposition, c'est-à-dire jusqu'à la date indiquée à l'article 12.1 des Données particulières.

Les commissions et rétributions éventuellement versées ou devant être versées par nous à des agents en rapport avec la présente Proposition et l'exécution du Contrat, s'il nous est attribué, sont indiquées ci-après :

Nom et adresse

Montant et monnaie

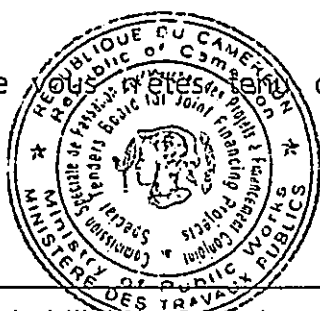
Objet de la commission

Des agents

ou prime

{Dans le cas où aucune commission ou rétribution n'a été versée ou promise, ajouter la déclaration ci-après : Aucune commission ou rétribution n'a été ou sera versée par nous à des agents ou autre partie en relation avec la présente Proposition, ou l'exécution du Contrat s'il nous est attribué.}

Nous reconnaissons que



d'accepter une quelconque des Propositions reçues.

Signature du représentant habilité du Consultant : {au complet et initiales}

Nom complet du signataire : {insérer le nom complet du représentant autorisé}

Titre du signataire : {insérer le titre/poste du représentant autorisé}

Nom du Consultant : {nom de la société ou du groupement}

En capacité de : {insérer le nom complet du représentant autorisé}

Adresse : {insérer l'adresse du représentant autorisé}

Téléphone/télécopie : {insérer le téléphone et la télécopie du représentant autorisé, le cas échéant}

Courriel : {insérer l'adresse électronique du représentant autorisé} _____

{Pour un groupement, soit tous les partenaires signent soit seul le chef de file/consultant signera, auquel cas le pouvoir habilitant le signataire à signer au nom de tous les partenaires doit être joint.}

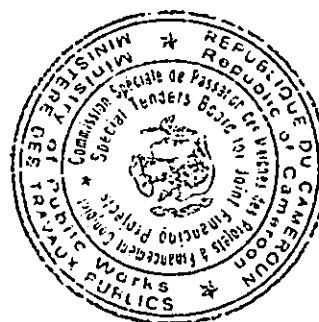
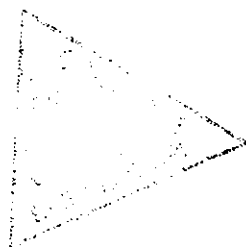
FORMULAIRE FIN-2

RESUME DES COÛTS

Item	Coûts			
	{Le Consultant doit indiquer le prix offert en conformité avec l'article 16.4 des Données particulières ; supprimer toute colonne non utilisée}			
	{Insérer Monnaie étrangère # 1}	{Insérer Monnaie étrangère # 2, si utilisée}	{Insérer Monnaie étrangère # 3, si utilisée}	{Insérer Monnaie nationale, si utilisée et/ou exigée (16.4 Données particulières)}
Prix de la proposition financière				
incluant :				
(1) Rémunération				
(2) Autres coûts (Remboursables)				
<u>Prix total de la proposition financière :</u> {devrait refléter le montant dans le Formulaire FIN-1}				
Impôts indirects dans le pays du Client estimés – à examiner et finaliser lors de négociation du Contrat en cas d'attribution				
(i) {insérer type de taxe, par ex. TVA ou taxe de transaction}				

(ii) {par ex. Impôt sur le revenu des experts non -résidents}				
(iii) {insérer type de taxe}				
<u>Total estimé des impôts indirects dans le pays du Client :</u>				

Note : Les paiements seront effectués dans la (les) monnaie(s) indiquée(s) ci-dessus (Référence à l'article 16.4 des IC).

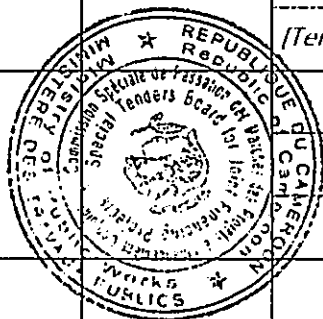


FORMULAIRE FIN-3

SOUS-DETAIL DE LA REMUNERATION

Lorsqu'il est utilisé pour un contrat à rémunération forfaitaire, ce formulaire sera utilisé pour indiquer la base de calcul du prix du Contrat, pour le calcul des impôts et taxes lors de la négociation du Contrat et, le cas échéant, pour établir le prix à payer au Consultant pour des prestations supplémentaires à la demande du Client. Ce formulaire ne sera pas utilisé pour effectuer les paiements pour le Contrat à rémunération forfaitaire.

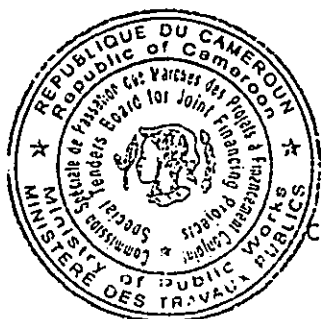
A. Rémunération _____								
N°	Nom	Poste (cf. TECH-6)	Rémunération Expert-mois	Contribution totale en Expert/Mois (cf. TECH-6)	[Monnaie # 1- cf. FIN-2]	[Monnaie # 2- cf. FIN-2]	[Monnaie# 3- cf. FIN-2]	[Monnaie nationale cf. FIN-2]
	Personnel clé							
PC-1			[Siège]					
			[Terrain]					
PC-2								



Annexe A. Négociations financières - Décomposition des taux de rémunération

(i) Examen des taux de rémunération

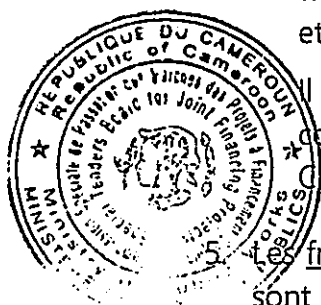
- a. La rémunération du personnel comprend les salaires, les charges sociales, les frais généraux, la marge bénéficiaire, et toute prime ou indemnité versée pour affectation hors siège ou bureau à domicile. Un formulaire indiquant la ventilation des éléments de la rémunération est joint.
- b. Dans le cas où la DDP demande la remise d'une proposition technique seulement, le formulaire est utilisé par le Consultant pour préparer les négociations du Contrat. Dans le cas où la DP demande aussi la remise de la proposition financière, le formulaire doit être rempli et joint au Formulaire FIN-3. Les formulaires convenus lors des négociations, indiquant la ventilation convenue, font partie du Contrat négocié et doivent être inclus dans les Annexes D ou C.
- c. Lors des négociations, le Consultant doit être disposé à divulguer les états financiers vérifiés des trois derniers exercices, à justifier ses taux, et à accepter que les taux qu'il propose ainsi que d'autres aspects financiers fassent l'objet d'un examen approfondi. Le Client, dépositaire de fonds publics, doit les dépenser avec prudence.
- d. Le détail des taux est examiné ci-après.
 1. le salaire est le salaire brut régulier versé à un employé au siège du Consultant. Il n'inclut aucune prime d'affectation hors siège ou autre (sauf si celles-ci sont comprises en vertu de la législation ou d'une réglementation officielle).
 2. Les primes sont en principe réglées sur les bénéfices réalisés. Le Client ne souhaitant pas effectuer de double paiement, les primes accordées au personnel ne font pas partie du « salaire » et doivent être indiquées séparément. Si la comptabilité du Consultant est telle que le pourcentage de ses charges sociales et de ses frais généraux est basé sur le total de ses recettes, primes comprises, ces pourcentages doivent être ajustés à la baisse de manière proportionnelle. Si la législation nationale stipule que 13 mois de salaire soient accordés pour 12 mois de travail, il n'y a pas lieu d'ajuster à la baisse l'élément bénéfice. Toute éventuelle discussion portant sur les primes devra s'appuyer sur les documents comptables audités, qui seront considérés comme confidentiels.



3. Les charges sociales sont les charges que représentent pour le Consultant les prestations non monétaires qu'il accorde à ses employés et comprennent, *inter alia*: les cotisations de retraite, d'assurance maladie et d'assurance vie, ainsi que congés annuels et congés de maladie à la charge du Consultant. À cet égard, le coût des congés pour fête légale ne fait pas partie des charges sociales acceptables, pas plus que celui des congés pris pendant une mission si aucun personnel de remplacement n'est fourni.
4. Coût des congés. Les règles de calcul du coût du nombre total de jours de congés annuels en pourcentage du salaire de base sont normalement les suivantes :

$$\text{Coût des congés en pourcentage du salaire} = \frac{\text{jours de congé} \times 100}{[365 - w - fl - a - m]}$$

w étant les week-ends, *fl* les jours fériés légaux, *a* les congés annuels et *m* les congés de maladie



Il importe de souligner que les congés peuvent être considérés comme une charge sociale uniquement s'ils ne sont pas facturés au Client.

Les frais généraux sont les charges d'exploitation du Consultant qui ne sont pas directement liées à l'accomplissement de la mission et ne sont pas remboursées comme un poste de coût distinct au titre du Contrat. Il s'agit habituellement des dépenses du siège (temps de travail non facturable, temps de travail des cadres qui administrent le projet, loyer, personnel d'appui, frais de recherche, formation du personnel, frais commerciaux, etc.), du coût du personnel qui n'est pas affecté actuellement à des activités génératrices de revenu, des impôts sur la société et des charges de promotion de la société. Durant les négociations, les états financiers vérifiés, certifiés par un auditeur indépendant et justifiant les frais généraux des trois derniers exercices, doivent être disponibles aux fins d'examen, ainsi que des listes détaillées des éléments constitutifs de ces frais généraux et du pourcentage du salaire de base que représente chacun d'entre eux. Le Client n'accepte pas de payer une marge supplémentaire pour charges sociales, frais généraux, et autres frais afférents au personnel qui n'est pas employé à titre permanent par le Consultant. Dans ce cas, le Consultant peut prétendre seulement au paiement des frais administratifs et commissions sur les sommes qu'il facture mensuellement pour le personnel sous-traitant.

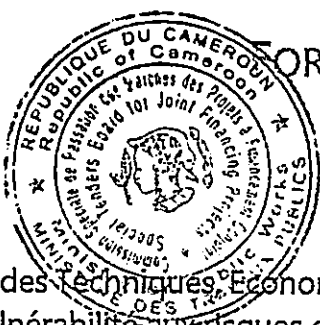
6. La marge bénéficiaire est normalement calculée sur la somme des salaires, charges sociales et frais généraux. Si d'éventuelles primes périodiques sont indiquées, il y aura en principe une réduction correspondante de l'élément bénéfice. Les frais de déplacement et autres frais remboursables ne peuvent être inclus dans la base de calcul du bénéfice.

Indemnité, prime d'affectation hors siège ou indemnités de subsistance :

Certains Consultants versent des indemnités d'expatriation à leur personnel affecté hors siège ou bureau-domicile. Ces indemnités sont calculées en pourcentage du salaire et ne peuvent donner lieu à des frais généraux ou bénéfice. Si la législation applicable les frappe de charges sociales, le montant correspondant figure sous la rubrique charges sociales, le montant net de l'indemnité étant indiqué séparément.

Les taux communément appliqués par le PNUD dans le pays considéré peuvent servir de référence pour l'établissement des indemnités de subsistance.





FORMULAIRE TYPE

Consultant :

Pays :

Mission : Etudes Techniques, Economiques, d'Impact Environnemental et Social ainsi que de la vulnérabilité aux risques climatiques pour l'aménagement des sections de route : Maroua-Dargala-Moulvoudaye-Yagoua (120,00 km) y compris la bretelle Moulvoudaye-Kalfou (17,00 km) ; Maroua-Lara (65,00 km) ainsi que la rocade autour de la ville de Maroua incluant la voie de contournement de la ville de Maroua (60,00 km).

Date :

Déclaration relative aux Coûts et Charges du Consultant

Nous confirmons par la présente que :

- (a) les frais de base indiqués dans le tableau ci-joint proviennent des bulletins de paie de la société et reflètent les taux actuels des experts énumérés. Ces taux n'ont pas subi d'augmentation autre que la majoration annuelle normale selon la politique appliquée par la société à son personnel ;
- (b) les copies conformes des derniers bulletins de paie des experts listés sont joints ;
- (c) les frais de mission en dehors du siège indiqués ci-dessous sont ceux que la société a accepté de payer pour cette mission aux experts mentionnés ;
- (d) les pondérations énumérées dans le tableau ci-joint pour les charges sociales et les frais généraux sont basées sur le coût moyen des trois dernières années tels que représentés par les états financiers de la société, et
- (e) ces pondérations relatives aux charges sociales et aux frais généraux ne comprennent pas les primes ou tout autre type de rémunération.

[Nom du Consultant]

Signature du Représentant Habilité

Date

Nom : _____

Titre : _____

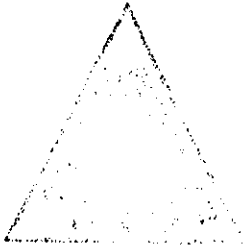
DECLARATION DES COUTS ET DES CHARGES DU CONSULTANT (Formulaire Type I)

(Libellé en (insérer la monnaie*))

Personnel		1	2	3	4	5	6	7	8
Nom	Poste	Salaire de base par mois/jour/ année	Charges sociales ¹	Frais généraux ¹	Sous-total	Marge bénéficiaire (profit) ²	Indemnités de mission en dehors du bureau ¹	Taux fixe proposé par mois/jour/heure ouvrable	Taux fixe proposé par mois/jour/ heure ouvrable ¹
Bureau									
Pays du Client									

[* Si plus d'une monnaie est utilisée, utilisez-le(s) tableau(x) supplémentaire (s) pour chaque monnaie]

- 1. Exprimé en pourcentage de 1
- 2. Exprimé en pourcentage de 4



FORMULAIRE FIN-4

Décomposition des autres dépenses [Remboursables]

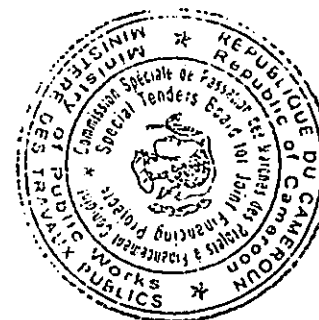
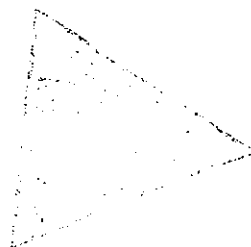
Lorsqu'il est utilisé pour un contrat à rémunération forfaitaire, les renseignements fournis seront utilisés pour indiquer la base de calcul du prix du Contrat, le calcul des impôts et taxes lors de la négociation du Contrat et, le cas échéant, pour établir le prix à payer au Consultant pour des prestations supplémentaires à la demande du Client. Ce formulaire ne sera pas utilisé pour effectuer les paiements pour le Contrat à rémunération forfaitaire.

B. Dépenses remboursables								
N°	Type de dépenses remboursables	Unité	Coût unitaire	Quantité	{Monnaie #1 comme dans FIN-2}	{Monnaie #2 comme dans FIN-2}	{Monnaie# 3- comme dans FIN-2}	{Monnaie locale - comme dans FIN-2}
—	{Indemnités journalières (per diem)**}	[Jour]		—				
—	{par ex. les vols internationaux.}	[Ticket]						
—	{par ex., le transport de/vers l'aéroport. }	[Voyage]						
	{par ex. coûts de communication entre le lieu d'insertion et le lieu d'insertion. }							
	{p. ex., reproduction de rapports}							

	{par exemple, le loyer du bureau.}						
							
	{Formation du personnel du Client - si nécessaire dans les termes de référence. }						
Total des coûts							

Légende :

Le « per diem » est payé pour chaque nuit que le personnel doit passer en dehors de son lieu de résidence habituel pour les besoins du Contrat. Le Client peut imposer un montant maximal.



Section 5. Pays éligibles

Aux fins de l'article 6.1 des IC,

Le produit de tout financement de la Banque servira à l'acquisition de services de consultants fournis par les « Consultants » originaires de pays membres éligibles. Aux fins de l'éligibilité, on entend par « Consultants » les firmes ou entités publiques et privées ainsi que les groupements y compris les personnes physiques ou experts ou sous-traitants qu'ils proposent pour fournir les services requis.

Par « pays éligibles » on entend : (a) dans le cas de la Banque africaine de Développement (BAD) et du Fonds spécial du Nigéria (FSN), les pays membres de la Banque africaine de Développement ; et (b) dans le cas du Fonds africain de Développement (FAD), tout pays.

Les Consultants (firmes ou groupements), y compris les consultants individuels et les experts, ainsi que les sous-traitants proposés par le Consultant dans le cadre de la prestation de services, doivent être originaires de « pays éligibles » ou enregistrés dans ces pays ; selon le cas. Les consultants originaires de pays non-éligibles ne sont pas admis, même s'ils proposent lesdits services à partir de « pays éligibles ». Toute dérogation à cette règle ne se fera que conformément aux dispositions des articles 17.1(d) de l'Accord portant création de la Banque africaine de Développement et 4.1 de l'Accord portant création du Fonds spécial du Nigéria. La liste des pays éligibles peut être consultée sur le site Internet de la Banque africaine de Développement :

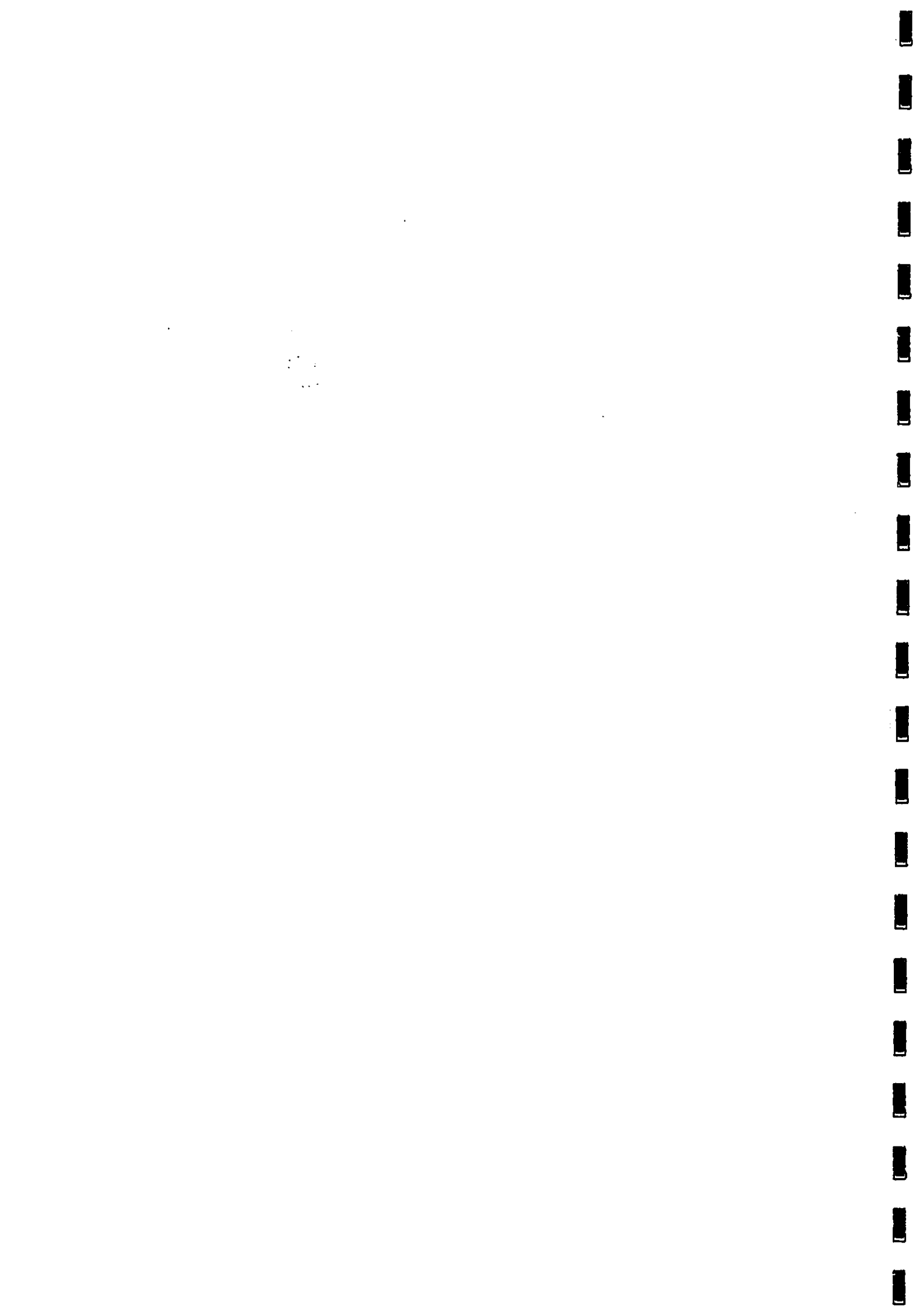
<https://www.afdb.org/fr/about-us/corporate-information/members>

En référence à l'article 6.3.2 des IC, aux fins d'information des Consultants retenus sur la liste restreinte, les firmes, biens et services des pays suivants ne sont pas éligibles dans le cadre de cette procédure de sélection :

Au titre de l'article 6.3.2 (a) des IC : _____ [indiquer le pays ou les pays inéligibles, après approbation de la Banque pour appliquer la restriction *ou* indiquer « aucun »]

Au titre de l'article 6.3.2 (b) des IC : : _____ [indiquer le ou les pays inéligibles *ou* indiquer « aucun »]





Section 6. Fraude et Corruption

(La présente Section 6 ne doit pas être modifiée)

1. Objet

- 1.1 Le Cadre d'intégrité de la Banque et la présente section sont applicables à la passation des marchés dans le cadre des Opérations de Financement de Projets d'Investissement par la Banque.

2. Exigences

- 2.1 La Banque exige, dans le cadre de la procédure de passation des marchés qu'elle finance, de demander aux Emprunteurs (y compris les bénéficiaires de ses financements) ainsi qu'aux soumissionnaires (Consultants/proposants), fournisseurs, prestataires de services, entrepreneurs et leurs agents (déclarés ou non), personnel, sous-traitants et fournisseurs d'observer, lors de la passation et de l'exécution de ces marchés, les règles d'éthique professionnelle les plus strictes et de s'abstenir des pratiques de fraude et corruption¹.

2.2 En vertu de ce principe, la Banque

- a. aux fins d'application de la présente disposition, définit comme suit les expressions suivantes :
 - i. est coupable de « corruption » quiconque offre, donne, sollicite ou accepte, directement ou indirectement, un quelconque avantage en vue d'influer indûment sur l'action d'une autre personne ou entité² ;
 - ii. se livre à des « manœuvres frauduleuses » quiconque agit, ou dénature des faits, délibérément ou par négligence grave, ou tente d'induire en erreur une personne ou une entité³ afin d'en retirer un avantage financier ou de toute autre nature, ou se dérober à une obligation ;
 - iii. se livrent à des « manœuvres collusoires » les personnes ou entités qui s'entendent afin d'atteindre un objectif illicite, notamment en influant indûment sur l'action d'autres personnes ou entités ;
 - iv. se livre à des « manœuvres coercitives » quiconque nuit ou porte préjudice, ou menace de nuire ou de porter préjudice, directement ou indirectement, à une

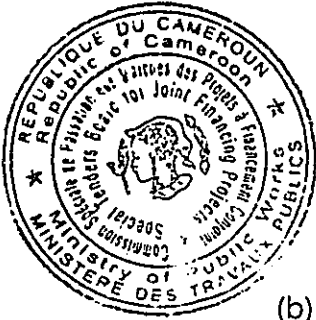
¹ Dans ce contexte, toute action visant à influencer le processus de passation des marchés ou l'exécution du contrat pour un avantage indu est inappropriée.

² Aux fins du présent alinéa, « une autre partie » désigne un agent public agissant en relation avec le processus de passation des marchés ou l'exécution du contrat, y compris le personnel de la Banque et les employés d'autres organisations prenant ou faisant la revue des décisions de passation des marchés.

³ Aux fins du présent alinéa, « partie » désigne un agent public, y compris le personnel de la Banque et les employés d'autres organisations prenant ou faisant la revue des décisions de passation des marchés ; les termes « avantage » et « obligation » se rapportent au processus de passation des marchés ou à l'exécution du contrat ; et « l'acte ou l'omission » est destiné à influencer le processus de passation des marchés ou l'exécution du contrat. »

personne ou à ses biens en vue d'en influencer indûment les actions de cette personne ou entité ; et

v. se livre à des « manœuvres obstructives »



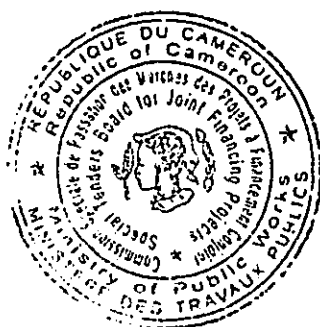
- (a) quiconque détruit, falsifie, altère ou dissimule délibérément les preuves sur lesquelles se base une enquête de la Banque en matière de corruption ou de manœuvres frauduleuses, coercitives ou collusives, ou fait de fausses déclarations à ses enquêteurs destinées à entraver son enquête ; ou bien menace, harcèle ou intimide quelqu'un aux fins de l'empêcher de faire part d'informations relatives à cette enquête, ou bien de poursuivre l'enquête ; ou
 - (b) celui qui entrave délibérément l'exercice par la Banque de son droit d'examen tel que stipulé au paragraphe 2.2(e) ci-dessous ;
- b. rejettera la proposition d'attribution du marché si elle établit que le soumissionnaire auquel il est recommandé d'attribuer le marché est coupable de corruption, directement ou par l'intermédiaire d'un agent, ou s'est livré à des manœuvres frauduleuses, collusoires, coercitives ou obstructives en vue de l'obtention de ce marché ;
 - c. outre les mesures coercitives définies dans l'Accord de Financement, pourra décider d'autres actions appropriées, y compris déclarer la passation du marché non-conforme si elle détermine, à un moment quelconque, que les représentants de l'Emprunteur ou d'un bénéficiaire du financement s'est livré à la corruption ou à des manœuvres frauduleuses, collusoires, coercitives ou obstructives pendant la procédure de passation du marché ou l'exécution du marché sans que l'Emprunteur ait pris, en temps voulu et à la satisfaction de la Banque, les mesures nécessaires pour remédier à cette situation , y compris en manquant à son devoir d'informer la Banque lorsqu'il a eu connaissance desdites pratiques ;
 - d. sanctionnera une entreprise ou un individu, en vertu du Cadre d'intégrité de la Banque et conformément aux règles et procédures de sanctions applicables de la Banque, y compris en déclarant publiquement l'exclusion de la société ou de l'individu pour une période indéfinie ou déterminée (i) de l'attribution d'un marché financé par la Banque ou de pouvoir en bénéficier financièrement ou de toute autre manière⁴ (ii) de la participation⁵ comme sous-traitant, Consultant, fabricant ou

⁴ Pour écarter tout doute, les effets d'une telle sanction sur la partie concernée concernent, de manière non exhaustive, (i) le dépôt de candidature à la préqualification, l'expression d'intérêt pour une mission de consultant, et la participation à un appel d'offres directement ou comme sous-traitant, consultant, fabricant ou fournisseur, ou prestataire dans le cadre d'un tel contrat, et (ii) la conclusion d'un avenant ou un additif comportant une modification significative à un contrat existant.

⁵ Un sous-traitant, consultant, fabricant ou fournisseur de biens ou services (différents intitulés sont utilisés en fonction de la formulation du dossier de sollicitation) désigné est une société ou un individu

fournisseur de biens ou prestataire de services désigné d'une entreprise par ailleurs éligible à l'attribution d'un marché financé par la Banque ; et (ii) du bénéfice du versement de fonds émanant d'un prêt de la Banque ou de participer d'une autre manière à la préparation ou à la mise en œuvre d'un projet financé par la Banque ; et

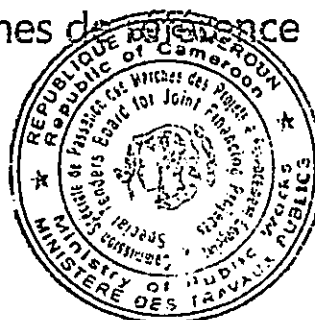
- e. exigera que les dossiers d'appel d'offres/demandes de propositions et les marchés financés par la Banque contiennent une disposition requérant des soumissionnaires, consultants, fournisseurs et entrepreneurs, sous-traitants, prestataires de services, fournisseurs, agents, et leur personnel qu'ils autorisent la Banque à inspecter⁶ les documents et pièces comptables et autres documents relatifs à la passation du marché, à la sélection et/ou à l'exécution du marché et à les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par la Banque.



qui (i) fait partie de la demande de préqualification ou de l'offre/de la proposition du soumissionnaire compte tenu de l'expérience spécifique et essentielle et du savoir-faire qu'il apporte afin de satisfaire aux conditions de qualification pour une offre/proposition déterminée ; ou (ii) a été désigné par l'Emprunteur.

- ⁶ Les inspections menées dans ce cadre sont des vérifications sur pièces du fait de leur nature. Ils comprennent des activités de recherche documentaire et factuelle entreprises par la Banque, ou des personnes désignées par elle, afin de vérifier des aspects spécifiques relevant d'une enquête ou d'un audit, tel que l'évaluation de la véracité d'une accusation éventuelle de Fraude et Corruption, par le moyen de dispositif approprié. De telles activités peuvent inclure, sans limitation, d'avoir accès à des documents financiers d'une société ou d'une personne et les examiner, faire des copies de ces documents selon les besoins, d'avoir accès à tous autres documents, données et renseignements (sous forme de documents imprimés ou en format électronique) jugés pertinents aux fins de l'enquête ou de l'audit et les examiner, faire des copies de ces documents selon les besoins, avoir des entretiens avec le personnel et toute autre personne, mener des inspections physiques et des visites de site, et obtenir la vérification de renseignements par une tierce partie.

Section 7. Termes de Référence



1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

En vue de l'accélération de la croissance économique du Cameroun et dans la perspective de son émergence à l'horizon 2035, un accent particulier a été mis sur l'augmentation et la pérennisation des infrastructures routières.

C'est ainsi que le Gouvernement de la République du Cameroun avec l'appui de la Banque Africaine de Développement à travers son Projet d'Aménagement Territorial et de Promotion du Secteur Privé de la Région de l'Extrême Nord, entend accroître le linéaire des routes bitumées et réhabiliter celles en mauvais état. L'objectif global du Projet d'Aménagement Territorial et de Promotion du Secteur Privé de la Région de l'Extrême Nord est d'assurer la promotion et le développement de l'aménagement du territoire, l'amélioration du système de transport dans la région du lac Tchad, contribuer ainsi au développement ainsi qu'à la compétitivité économique de la zone, réduire les poches de fragilité existante dans cette région et contribuer ainsi à la résilience économique du pays. Son objectif sectoriel est l'amélioration du niveau de service sur les corridors régionaux entre le Cameroun, le Nigeria et le Tchad en vue d'accroître les échanges commerciaux transafricains.

Les travaux d'aménagement/réhabilitation porteront sur environ 173,00 km de route correspondant aux sections Moutourwa-Maroua (36 km), Magada-Yagoua (137,00 km). En ce qui concerne la maturation des projets, il est prévu dans le cadre de ladite opération : études techniques, économiques, d'impact environnemental et social ainsi que de la vulnérabilité aux risques climatiques pour (i) l'aménagement des sections de route : Maroua-Dargala-Moulvoudaye-Yagoua (120,00 km) y compris la bretelle Moulvoudaye-Kalfou (17,00 km) ; Maroua-Lara (65,00 km) ainsi que la rocade autour de la ville de Maroua (60,00 km) (incluant la voie de contournement de la ville de Maroua à aménager), Mora-Kourgui-Gancé-Kolofata-Kerawa (37,00 km), Gancé-Amchidé (15,00 km), Mokolo-Frontière Nigéria (70,50 km) ; (ii) la réhabilitation de la section Maroua (Gaklé)-Mokolo (79,50 km) ; et (iii) l'aménagement de la section Boumnyebel-Bokito-Bafia (127,00 km et Edéa-Yoyo (77,00 km).

Les présents Termes de Référence visent à définir les missions du Consultant qui sera choisi à l'issue d'une consultation sur liste restreinte établie après un appel à manifestations d'intérêt à l'attention des firmes éligibles. Celles - ci ont pour objet de définir la consistance et les modalités d'exécution de la mission de réalisation des études techniques, économiques, d'impact environnemental et social ainsi que de la vulnérabilité aux risques climatiques dans le cadre de l'aménagement des sections de route : (i) Maroua-Dargala-Moulvoudaye-Yagoua (120,00 km) y compris la bretelle Moulvoudaye-Kalfou (17,00 km) ; (ii) Maroua-Lara (65,00 km) ainsi que la rocade autour de la ville de Maroua (60,00 km) (incluant la voie de contournement de la ville de Maroua à aménager).

2. ATTRIBUTIONS

Le Consultant assurera les études techniques de réhabilitation ou d'aménagement des sections de routes sus-indiquées. La consistance des missions qui lui seront assignées est définie dans les présents termes de référence.

Pour l'exécution de la présente mission, les attributions seront les suivantes :

- ✓ L'Autorité Contractante est le Ministre des Travaux Publics;
- ✓ Le Maître d'Ouvrage est le Ministre des Travaux Publics;
- ✓ L'autorité chargée du Contrôle Externe est le Ministère chargé des Marchés Publics;
- ✓ Le Chef de Projet (Chef de Service au sens du Code des Marchés Publics) est le Chef de la Cellule des Projets Routiers à Financement Conjoint;
- ✓ Le Chef de Projet assiste le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des études, supervise l'ensemble des prestations qui débouche sur la production des livrables et veille à ce que les conditions initiales de réalisation (programme, enveloppe, montage institutionnel, ...) soient respectées. Il veille au respect des procédures et coordonne l'intervention du bureau d'études et autres prestataires. Il est le principal interlocuteur « public » du BET. Il garantit la bonne ingénierie de l'étude ;
- ✓ L'Ingénieur du Marché est l'Ingénieur de Projet (au sens du code des marchés) ;
- ✓ Le Consultant est le Bureau d'Etudes désigné comme « Cocontractant » dans les présents termes de référence.

La maîtrise d'œuvre des prestations du Consultant est assurée par la Commission de Suivi et de Recettes Techniques.

A - Objectif de l'étude :

L'objectif visé est de disposer des études offrant des solutions optimales de réhabilitation ou d'aménagement d'environ 668 kilomètres de routes dans le cadre du Projet d'Aménagement Territorial et de Promotion du Secteur Privé de la Région de l'Extrême Nord.

Les documents issus de cette mission de réalisation des études permettront de rechercher les financements, de préparer les dossiers d'appels d'offres et d'exécuter les travaux.

Les prestations du Consultant se dérouleront en deux (02) phases :

- la phase I relative aux études préliminaires, d'Avant-Projet Sommaire (APS) et d'impact environnemental et social ainsi que de la vulnérabilité aux risques climatiques en vue de définir les options d'aménagement ; et
- la phase II relative aux études d'Avant-Projet Détaillé (APD), qui portera sur l'approfondissement des options retenues à l'issue de la phase APS et à l'élaboration des Dossiers d'Appels d'Offres.

Les études seront faites par référence aux normes nationales camerounaises. Dans le cas d'impossibilité découlant de l'inexistence de telles normes, les normes étrangères (Françaises NFP, Eurocodes européennes) peuvent être utilisées.

B- Bases géométriques et techniques des études:

L'étude sera réalisée suivant les bases géométriques et techniques suivantes :



B1 : Route :

- a) Route durée de vie : vingt (20) ans ;
 - b) Bande d'étude : 100 ml en rase campagne et 40 ml en zone d'habitation pour les sections de routes à aménager. Par contre pour les sections de route à réhabiliter, la bande à considérer est l'emprise de la route existante. ;
 - c) Caractéristiques géométriques :
 - Largeur d'emprise y compris désherbage : 80 ml en rase campagne et 30 ml en zone d'habitation pour les sections de routes à aménager. Par contre pour les sections de route à réhabiliter, la bande à considérer est l'emprise de la route existante. ;
 - Largeur de la bande de roulement : sept (7,00) ml avec adoption sur les sections particulières comme celles présentant de fortes pentes (*considérer une troisième voie dans le sens de la montée pour les véhicules lents*), de faible visibilité ou traversant des grandes agglomérations, d'un profil en travers type deux (2) fois deux (02) voies de trois mètres et demi (3,5 m) chacune + une séparation d'au moins deux (2) mètres comprenant deux bandes dérasées et une bande médiane ;
 - Accotements : deux (2) fois un virgule cinq (1,5) mètres. Il sera remplacé en zones d'habitations par un trottoir et il sera exécuté un réseau d'assainissement approprié ;
 - Bandes d'arrêt d'urgence, bande médiane et aires de repos aménagées : à définir en fonction des besoins ;
- Vitesse de référence: quatre-vingt (80) km/h et pouvant être réduite exceptionnellement à 60 km/h si les contraintes sont très fortes (à justifier) ;
- Entrées d'agglomérations : à étudier particulièrement selon le guide « aménagement des carrefours » ;
- Aménagement des intersections avec les routes principales : dans le rapport préliminaire, le consultant soumettra au Chef de service pour approbation, une proposition exhaustive et expliquée des principales intersections et avec au moins deux types d'aménagement qu'il estimera éligibles à chaque intersection. Il précisera en outre le type d'aménagement le plus approprié avec justification;
- d) Classe de trafic : à déterminer par le Cocontractant dans le cadre de l'étude ;
 - e) Natures et épaisseurs de couches portantes (couche de forme éventuellement, couche de fondation et couche de base) : à déterminer dans le cadre de l'étude en fonction d'un essieu de 13 tonnes équipé de pneumatique jumelées ainsi que de la fréquence de cet essieu.

Un certain nombre de textes normatifs encadrent les possibilités de choix en fonction du statut et de la nature de la voie portée et, notamment, de la vitesse de référence des véhicules qui l'emprunteront. Aussi, les différents textes sont les suivants :

- ARP (Aménagement des routes principales). Pour ce qui concerne les routes nationales, la circulaire du 5 août 1994 (Chapitre 2) confère au document ARP le statut d'Instruction sur les conditions techniques d'aménagement des routes nationales (ex-ICTARN) ;
- ICTAVRU (Instruction sur les conditions techniques d'aménagement des voies rapides urbaines) pour les voies rapides en milieu urbain.

B 2. Ouvrages d'art

- a) Profil en travers : chaussée à 2x1 voies de 3.50 m, 2 trottoirs (2x1.50m), équipés d'installations spécifiques et de réseaux divers ;



- b) Durée de vie : 100 ans,
- c) Dispositifs de retenu : type BN4.

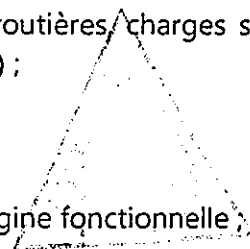
Les variantes d'ouvrages d'art seront proposées pour validation dans un dossier séparé, soumis dans le cadre du rapport de la phase 1. Les justifications relatives aux études éventuelles de pré dimensionnement ou de dimensionnement des ouvrages seront conformes au CCTG ainsi qu'aux Normes françaises. Notamment :

- Fascicule n° 61 titre II du CCTG : "Règles techniques de conception et de calcul des épreuves des ouvrages d'art";
- Fascicule n° 62 titres V du CCTG : "Règles techniques de conception et de calcul des fondations des ouvrages de génie civil" ;
- Fascicule n° 62 titre 1er - Section I du CCTG : "Règles techniques de conception et de calcul des ouvrages et constructions en béton armé suivant la méthode des états limites" (BAEL 91 révisé 99) ;
- DTU en vigueur ;
- Documents guides :
 - Guide technique SETRA (1986) – Joint de chaussée des Ponts routiers
 - Bulletin technique n°1 de la DOA du SETRA, relatif aux hourdis de Ponts
 - Bulletins du SETRA relatifs aux appareils d'appuis ;
 - Dalle de transition des Ponts routes – SETRA/1984 ;
 - Dossier pilote Piles et palées 74 ;
 - Projet de construction des ponts de JA Calgaro et M. Virlogeux.



Pour le dimensionnement de l'ouvrage le consultant s'appuiera sur les charges ci-après dont la liste n'est pas exhaustive :

- Les charges verticales agissant sur le Pont (charges civiles routières/charges sur trottoirs, charges militaires type 80 et M120, charges exceptionnelles...) ;
- Les charges verticales équivalentes sur les remblais ;
- Les effets dynamiques ;
- Les actions résultant du freinage et du démarrage ;
- Les actions correspondant à des situations accidentelles d'origine fonctionnelle ;
- Etc...



Il est par ailleurs préconisé le remplacement sur les sections en réhabilitation, des buses métalliques existantes par des dalots en béton armé.

B 3. Autres équipements :

Le consultant devra déterminer la quantité et le positionnement des équipements ci-dessus le cadre de l'aménagement/réhabilitation de chaque section de route:

- la station de pesage complet (2 sens) pour la protection de la route;
- la station de péage ;
- le poste de comptage automatique des véhicules.

NB : le Consultant aura la responsabilité de proposer, avec toutes les motivations nécessaires, le nombre approprié, de rechercher et d'identifier les lieux les mieux indiqués pour la construction desdits équipements.

B 4. Tolérances des travaux topographiques :

a) Cheminements polygonaux :

Les tolérances administratives sont :

8 mgr sur chaque angle;

- 8 cm sur chaque côté ;

Entre deux points connus :

En direction: $T_d = 12,6 L (n/3+a) \exp 1/2$;

- En longueur $T_1 = 4 (n+a) \exp 1/2$ Où T_d et T_1 sont exprimés en cm, L étant la longueur du cheminement exprimé en km, n le nombre de côtés de la polygonale et « a » la précision des points d'appui en cm ;



b) Entre deux repères de nivellement : $T = 20 K$ où T est exprimé en mm, k étant la longueur du cheminement entre deux repères exprimés en km. Les coordonnées des points de base devront avoir une précision de 10 cm en X et Y. Cette précision exige l'emploi d'un matériel dont l'écart type sera de l'ordre de 50 cm (exemple WILD T2 ou équivalent). Les distances devront être mesurées avec une grande précision pour être dans la tolérance.

c) Levés :

Les points de base qui serviront pour le levé de détail et l'établissement des plans au 1/5000^e et 1/1000^e auront une précision de l'ordre de 50 cm, ce qui correspond à l'erreur de 1/10mm.

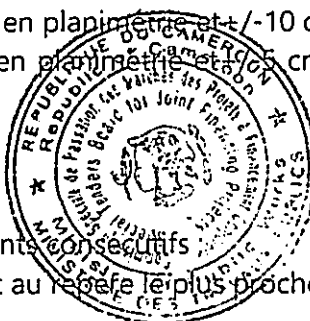
Les tolérances par rapport aux stations de levé sont de :

- Pour des plans au 1/5000^e : -75 cm planimétrie et +/-50cm en altimétrie ;
- Pour des plans de 1/2000^e : -30 cm en planimétrie et +/-15 cm en altimétrie ;
- Pour des plans au 1/1000^e : -20 cm en planimétrie et +/-10 cm en altimétrie ;
- Pour des plans de détail : -10 cm en planimétrie et +/-5 cm en altimétrie (au 1/200^e ou 1/100^e).

d) Implantation :

Les tolérances admissibles sont de :

- -5cm en planimétrie entre deux points consécutifs
- +/-3 cm en nivellement par rapport au repère le plus proche (station de la polygonale).



B.5. Essais de sols et de matériaux :

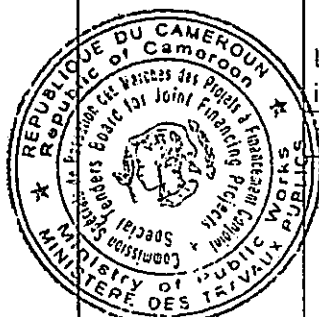
Tous les essais sur les matériaux sont à étudier conformément aux directives de l'Administration. Outre les relevés visuels (formations géologiques traversées par l'itinéraire) qui feront partie du rapport géotechnique, les essais doivent obéir aux normes en vigueur et permettre de choisir les solutions techniques les plus rationnelles en ce qui concerne :

- les assises de remblais ;
- la construction des remblais ;
- la stabilité des talus ;
- les mesures antiérosives pour accotements et talus ;
- la construction du corps de la chaussée, couche de forme, de fondation et la couche de base ;
- la construction du revêtement ;
- les assises des fondations d'ouvrages d'art.

Les essais à effectuer sont notamment (liste non exhaustive) :

Opération envisagée	Prestations
Sol support plateforme	
Aménagement	Sols non marécageux
	- Pour la plateforme : puits manuels alternés de tarières mécaniques sur 1m de profondeur sous la ligne rouge avec PER pour essais en laboratoire (identification, Proctor modifié, CBR) ; - En zones basses (ou zone de remblais) : un essai au pénétromètre dynamique lourd (PDL) tous les 100m ou au moins 01 par zone si la longueur est inférieure à 100m.
	En zone marécageuse
	-Essai au pénétromètre dynamique lourd tous les 50m et au moins 02 par zone, -Sondage carotté (4m de profondeur) avec PEI à chaque changement de couche pour essais en laboratoire : identification simple et essai œdométrique.
	En zone de déblais
	-Pour des profondeurs inférieures à 5m: puits manuels ou sondages à la tarière mécanique (1m de profondeur) tous les 250m à 500m et au moins 02 par zone; -Pour des profondeurs supérieures à 5m: Essai au pénétromètre dynamique lourd tous les 100m ; -Essais de laboratoire : identification complète et essai de cisaillement de type UU.
Réhabilitation	Essais de détermination des pentes des talus
	Etudes de la sensibilité à l'érosion et aux ravinements;
	-Série de sondage au pénétromètre dynamique léger ou carottages en vue des renseignements sur la structure en place (différentes couches de chaussée), et prélèvement d'échantillons pour identification: limites d'Atterberg pour sols meubles, granulométrie pour couche de base, et portance (CBR et Proctor) en vue de déterminer les caractéristiques mécaniques. -Essais de détermination des pentes des talus; -Etudes de sensibilité à l'érosion et aux ravinements; -Les résultats de ces investigations seront utilisés pour déterminer les méthodes de réhabilitation adaptées aux problèmes à résoudre.
Ouvrages d'art et d'assainissement	
Ouvrages neufs	(1) essai au pénétromètre dynamique lourd par culée et 01 par appui intermédiaire -Essais pressiométriques (sur 30ml de profondeur ou à défaut jusqu'au substratum rocheux) à raison d'un essai tous les 1ml de sondage. Soit 02 pressiomètres par culées ; -A chaque culée, un sondage carotté et PEI (sur 30ml de profondeur ou à défaut jusqu'au substratum rocheux) ; -Carottage dans la roche (3m en dessous du substratum rocheux) en raison d'un (01) par rive ; -En laboratoire : identification simple, essai œdométrique et essai de cisaillement triaxial -Analyse chimique de l'eau et tout essai adapté aux problèmes rencontrés, etc... -Sur le site des ouvrages hydrauliques : Essai au pénétromètre dynamique lourd à l'axe
Ouvrages à réhabiliter	-Evaluation structurale des ouvrages existants (évaluation sans ou avec recalcul, approche fiabiliste par probabilité sur les paramètres ou simulation de trafic) et Étude de tassement et de renforcement, -Osculation radar géophysique -Carottage béton et mesure compression -Essais sclérométriques
Ressources en matériaux	

Opération envisagée	Prestations
Aménagement et réhabilitation	Matériaux pour remblais et forme
	-Identifier un emprunt tous les 5 km (avec localisation et puissance) ; -Puits manuels : au moins 03 par emprunt ; -Essais de laboratoire sur échantillons prélevés : identification complète pour chaque type de matériaux
	Gisement de roche et carrières de sable
	-Identifier (éventuellement) une carrière de roche tous les 50 km ; -Identifier les carrières de sables (avec localisation) nécessaire au projet (prélèvement de 03 échantillons par carrière) ; -En laboratoire : identification complète, coefficient de polissage accéléré, Essai de propreté, Los Angeles ou Micro Deval, coefficient d'aplatissement et l'essai d'adhésivité VIALIT ; Le récapitulatif de tous les emprunts à utiliser sera complété suivant les nécessités identifiées pour la solution de tracé adoptée.
	Essais de formulations de bétons nécessaires (chaussée et structure).
	-Essai de concassage/forme/adhésivité des produits bitumeux ; -Etudes d'imprégnation aux produits bitumeux/Essai Marshall ; -Compression béton -Étude de formulation de bétons hydrauliques (03 échantillons).



À l'issue de cette prestation, le Consultant fournira un dossier de synthèse comportant :

- o la vue en plan complétée par la position des sondages et essais in-situ ;
- o la coupe longitudinale de l'ouvrage (1/100) sur laquelle on aura reporté en les reliant au référentiel topographique retenu :
 - les résultats des essais en place réalisés (profils géotechniques correspondants au linéaire des tracés (coupe géologique du site) et les niveaux d'eau reconnus, sur les sites d'ouvrages ;
 - le niveau proposé pour les fondations d'ouvrages d'art ainsi que, dans une courte notice, les conditions et les résultats de la reconnaissance, les hypothèses du dimensionnement, les méthodes d'interprétation et les problèmes particuliers.
- o un rapport de synthèse de l'étude de sols portant particulièrement sur les points suivants :
 - contenu de l'intervention : nombre de forages et d'essais en place, examen des sols, résultats interprétés des essais en place et de laboratoire (conformément aux modes opératoires officiels), jugement sur la représentativité des essais et des résultats ;
 - Exploitation des essais en vue du pré dimensionnement des ouvrages : calcul des forces portantes, estimation des tassements, etc... ;
 - Éventuellement (pour les ouvrages d'art), la proposition d'un ou de plusieurs types de fondation : sujétions dues au type, problèmes pouvant influencer sur le choix d'un type de pieu (pieux façonnés à l'avance, exécutés en place ; avec ou sans refoulement) ; les problèmes éventuels liés à l'exécution des fondations : venues d'eau, site aquatique, épuisements prévisibles (estimés), possibilité de battage ...

Les frais correspondants à tous ces essais et sondages sont réputés être intégrés par le consultant dans son offre. Son attention est attirée sur l'importance accordée par le Maître d'Ouvrage à la qualité de l'étude géotechnique dont la bonne exécution constitue un gage de la réussite de l'étude du projet. Aussi, devrait-il se couvrir de toutes les garanties notamment dans la constitution de son équipe de projet.

Le Cocontractant devra aussi étudier et proposer:

- Les aménagements spécifiques au niveau des traversées des agglomérations (aires de stationnement, voiries prioritaires des villes traversées, construction des équipements pour sécuriser la circulation sur la route en projet, aménagement des entrées, des quartiers etc) ;
- L'aménagement des autres intersections (relativement de moindre échange en termes de trafic) ;
- Le contournement éventuel des villes importantes par la route principale ainsi que la réalisation des voies de desserte de ces villes ;
- La réalisation dans le cadre de la construction de la route, des réservations pour les canalisations d'eau, d'électricité, pour la fibre optique, etc, le long de la route ou dans les localités traversées, afin d'éviter dans la durée de vie de la route des démolitions de la chaussée pour ces causes;
- L'implantation des postes de péages, des postes de comptage automatique et des stations de pesage conformément à la réglementation en vigueur et une structure de chaussée spécifique à ces points singuliers ;
- Les options qui prennent en compte la résistance des infrastructures face aux risques climatiques actuels et à venir.

3. PHASE I : ETUDES PRELIMINAIRES, D'AVANT - PROJET SOMMAIRE ET ETUDES D'IMPACT ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES, PLAN D'ACTION DE REINSTALLATION AINSI QUE DE LA VULNERABILITE AUX RISQUES CLIMATIQUES

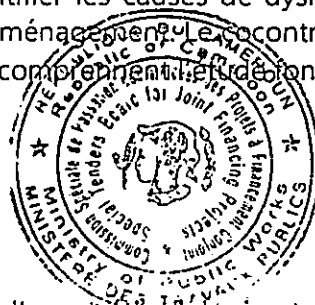
3.1. Etudes Préliminaires (EP) :

Les études préliminaires doivent permettre d'identifier les causes de dysfonctionnement de la route et de ses abords ainsi que les contraintes d'aménagement. Le Cocontractant conduira donc une analyse globale sur un périmètre pertinent. Ils comprennent l'étude foncière, l'étude de tracé et l'étude de faisabilité.

a- Étude foncière :

Le Cocontractant devra :

- Délimiter le périmètre de l'étude en fonction d'une méthodologie et de critères qui seront soumis à la validation du Chef de service du marché. Ces critères pourront prendre en compte des facteurs de densité des populations, d'habitat, de liaison avec l'axe (distance et voie de desserte), d'activité économique, de services publics. A l'intérieur de ce périmètre d'étude, le Cocontractant définira un zonage selon un critère d'interférence avec la route : abords immédiats / quartiers desservis ;
- Identifier les emprises disponibles de part et d'autre de la chaussée sur tout le linéaire du projet en y positionnant les principaux carrefours et les ouvrages, analyser leur situation domaniale et recenser les différents types d'occupations qui s'y retrouvent ;
- représenter sur le tracé en plan du projet les ouvrages existants et leurs encombrements ;



- déterminer les superficies de terres susceptibles d'être impactées et le statut foncier de ces terres ;
- identifier les personnes titulaires de droits fonciers ou d'autres droits liés à l'utilisation des terres susceptibles d'être affectées par les travaux;
- évaluer au regard des textes existants le montant des indemnités à allouer aux opérations d'expropriation.

b- Étude de tracé :

- Présenter sous la forme d'esquisses pour l'aménagement de la section courante et des points singuliers, les options possibles pour la réalisation du projet. Le Cocontractant présentera plusieurs scénarios d'aménagement en fonction de l'occupation actuelle des terrains, des contraintes environnementales de part et d'autre de la chaussée, et de la liaison entre les différentes agglomérations, avec au minimum:
 - Un scénario sans impact sensible sur les constructions existantes et l'environnement ;
 - Un scénario avec un impact modéré sur les constructions existantes et l'environnement ;
- Présenter les avantages et inconvénients de chaque scénario (coût, facilité de mise en œuvre, durée de vie...) ;
- Présenter une ou plusieurs solutions techniques, architecturales, d'implantation et d'insertion dans le paysage pour les ouvrages concernés ainsi qu'une comparaison des différents éléments composant ces solutions traduisant les éléments majeurs du programme, assorties de délais de réalisation ;
- Préciser pour chaque scénario, les contraintes physiques, économiques et environnementales conditionnant le projet, à partir des documents de base remis par le Maître d'Ouvrage, acquis ou collectés par ses soins, et se renseigner sur l'existence et l'implantation des ouvrages et réseaux souterrains, subaquatiques et aériens susceptibles d'être rencontrés à l'emplacement des travaux;
- Comparer les différents et proposer au Maître d'Ouvrage la variante à étudier en APS.

c- Étude de faisabilité :

Le Cocontractant devra :

- Évaluer les enjeux socio-économiques et environnementaux majeurs dans la zone étudiée, au travers de différents critères : nombre d'habitants, nombre d'activités économiques, chiffre d'affaires et nombre d'emplois correspondant, etc ;
- Réaliser une enquête de terrain auprès des bénéficiaires (industriels, transporteurs, opérateurs économiques, populations) : des entretiens seront conduits auprès de ce public cible pour faire ressortir leur perception des problèmes de circulation et de desserte qu'ils rencontrent. Le Cocontractant proposera au préalable un modèle de questionnaire et une démarche d'échantillonnage permettant de représenter correctement, par groupe identifié, les différentes composantes (populations et activités) de la zone étudiée ;
- Procéder à un recensement et l'inspection des ouvrages en place, une analyse technique sur la résistance mécanique des structures en place et sur la conformité des équipements techniques aux normes et règlements en vigueur ;
- Faire une étude géotechnique préliminaire permettant une première identification des risques géologiques du site. Il s'agira entre autres de procéder à une recherche documentaire



sur la géologie du site et de ses environs (cartes pétrographiques, pédologiques, structurales (fracturation,)), les régimes hydrologique et hydrogéologique du site et de ses environs (carte hydrologique, sens des écoulements,)), les études antérieures faites sur la zone concernée ou sur des formations similaires et proposer un programme géotechnique à réaliser en APS;

- Permettre éventuellement certaines mises au point du programme par l'amélioration de la connaissance du site ou des ouvrages et éventuellement une concertation avec les administrations concernées et la société civile;
- Améliorer la connaissance du contexte politique;
- Vérifier la faisabilité de l'opération au regard des différentes contraintes du programme et du site, proposer éventuellement la nature, l'importance des études et les reconnaissances complémentaires nécessaires, notamment géologiques, géotechniques ou environnementales ;
- Vérifier l'environnement juridique du projet et valider le montage juridique (risques de recours, montant des assurances etc.);
- Fixer le niveau de l'enveloppe financière;
- Préciser le bilan et le type de financement approprié : faire intervenir éventuellement un spécialiste financier et spécialiste de la fiscalité pour le montage (conditions de financements, niveau de fonds de contrepartie, partenariat, taux d'emprunts, amortissement, valorisation de la garantie de bonne fin, impôts, taxes, etc....) ;

d- Étude de trafic :

Le Cocontractant devra analyser le trafic sur la base des zones desservies (villes, villages, quartiers, marchés, industries,)), des équipements publics desservis (Écoles, Centre de santé, services publics,.....), du recensement des zones générant le trafic de manière temporaire ou permanente, des difficultés de transport, des taux de croissance de trafic par type de véhicules, du trafic dévié, du trafic dérivé, etc. L'analyse de trafic devra permettre de déterminer :

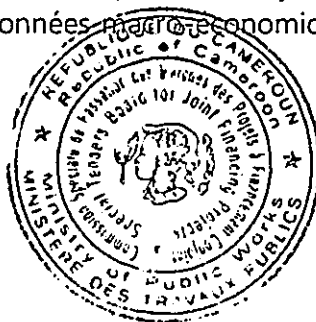
- le trafic actuel (l'évaluation des trafics devra être basée soit sur les comptages éventuellement disponibles et sur les comptages complémentaires réalisés par le Cocontractant) ;
- les perspectives d'évolution et de croissance démographique et du potentiel économique des zones desservies ;
- les prévisions de trafics (les hypothèses prises pour déterminer les taux de croissance de trafic par type de véhicules devront être clairement indiquées). L'analyse pourra se baser sur les perspectives d'évolution des principales données économiques : démographie, PIB, production forestière, etc...

3.2. Avant-Projet Sommaire :

3.2.1 Études techniques:

Le Cocontractant devra :

- proposer une ou plusieurs solutions d'ensemble traduisant les éléments majeurs du programme fonctionnel et en présenter les dispositions générales techniques envisagées ainsi qu'éventuellement les performances techniques à atteindre. Ce qui implique entre autres, une extension des levés topographiques à d'autres points déterminants, identifiés le long de chacun des tracés obtenus tels que les piques, les points bas, bourbiers, certains ouvrages à remplacer, déplacer, où à modifier, les encombrements, les obstacles à franchir, la disponibilité des matériaux, etc ;



- préciser la solution retenue, déterminer ses principales caractéristiques, la répartition des ouvrages et leurs liaisons, contrôler les relations fonctionnelles de tous les éléments majeurs du programme ;
- proposer les implantations topographiques des principaux ouvrages ;
- vérifier la compatibilité de la solution retenue avec les contraintes du programme et du site ainsi qu'avec les différentes réglementations, notamment celles relatives à l'hygiène et à la sécurité ;
- faire une étude géotechnique permettant de réduire les conséquences des risques géologiques majeurs identifiés:
 - o définir un programme d'investigations géologiques spécifique, le réaliser ou en assurer le suivi technique, en exploiter les résultats ;
 - o fournir un rapport donnant les hypothèses géotechniques à prendre en compte au stade de l'avant-projet détaillé, certains principes généraux de construction (notamment terrassements, soutènements, fondations, risques de déformation des terrains, dispositions générales vis-à-vis des nappes et avoisinants).

Cette étude sera obligatoirement complétée lors de l'étude géotechnique d'avant- projet détaillé : le Cocontractant devra proposer un programme géotechnique normal à réaliser en APD;

- préciser, le cas échéant, la volumétrie, l'aspect extérieur des ouvrages et les aménagements paysagers ainsi que les ouvrages annexes à envisager ;
- proposer le cas échéant ; une décomposition en tranches de réalisation, signaler les aléas de réalisation normalement prévisibles, notamment en ce qui concerne le sous-sol et les réseaux souterrains existants, et préciser la durée de cette réalisation ;
- faire une étude sommaire d'expropriation ;
- faire les études hydrologiques et hydrauliques, en tenant compte des effets, notamment futurs, des changements climatiques : les périodes de retour des crues seront fixées à :
 - o 10 ans pour les petits ouvrages (buses et dalots) ;
 - o 20 ans pour les ponts à une travée (moins de 20 m) ;
 - o 100 ans pour les ponts à plus d'une travée ;
- faire les études sommaires des équipements et de la signalisation ;
- procéder à l'identification de tous les réseaux terrestres, aériens et enterrés susceptibles de faire l'objet d'un déplacement lors de l'exécution des travaux ;
- faire une étude socio-économique devant déboucher sur la détermination de rentabilité du projet ;
- établir l'estimation du coût prévisionnel des travaux (Détail Quantitatif et Estimatif), en distinguant les dépenses par partie d'ouvrages et nature des travaux, les travaux connexes et en indiquant l'incertitude qui y est attachée compte tenu des bases d'estimation utilisées.

3.2.2 Etudes économiques :

Description et analyse du cadre administratif, géographique et du secteur des transports

Le Consultant décrira le cadre géographique et administratif du pays et de la sous-région et présentera le contexte socio-économique en mettant un accent particulier sur les performances économiques, les échanges commerciaux transfrontaliers et les perspectives de l'économie aux niveaux local, national et sous régional. Il présentera le secteur des transports dans les pays en décrivant notamment les modes de transports et leurs capacités d'offres, les politiques du secteur,

le cadre institutionnel et réglementaire, les opérateurs du secteur et leurs performances, l'efficacité du système des transports. Une attention particulière sera accordée aux infrastructures de facilitation d'échanges transfrontaliers, aussi bien en ce qui concerne leur réalisation que leur gestion, ainsi que leurs impacts. Il mettra en évidence les problèmes de tout genre qui se posent ou se poseraient dans le secteur et fera des recommandations appropriées sur les solutions envisageables.

Zone d'influence

Le Consultant déterminera, en accord avec l'organe d'exécution de l'étude, les limites de la zone d'influence restreinte et élargie de la route en étude. Il recueillera et analysera les données socio-économiques existantes. Il dressera le bilan des productions, de la consommation, des échanges de la zone et établira les relations entre le trafic et les activités socio-économiques (mouvements de personnes et de biens, productions). Il déterminera les effets de la réhabilitation et de l'aménagement des tronçons routiers sur le développement économique et social des régions traversées. Le consultant élaborera des prévisions de l'évolution des variables socio-économiques, en tenant compte de la situation actuelle, de l'évolution passée, des projets de développement en cours ou programmés, et d'autres facteurs pertinents pouvant influencer à terme la conjoncture générale.

Trafics

Le consultant procédera à la collecte des données de trafic sur une semaine pour des périodes de 24 h. Il les analysera et les complètera le cas échéant par des comptages et enquêtes origine/destination. A partir des données recueillies, il déterminera : (i) la composition et le volume du trafic observé ; (ii) l'occupation des véhicules ; et (iii) le trafic moyen annuel journalier décomposé en trafic normal, dévié et induit. Le comptage de trafic se fera obligatoirement sur base d'une période de 24 heures afin d'enregistrer les trafics de nuit. Le consultant effectuera et analysera les trafics suivant les sections, puis tronçons de la route en étude. La méthodologie de comptage, d'enquêtes et de dépouillement des résultats sera soumise au préalable à l'approbation de l'organe d'exécution de l'étude. Le consultant fera des prévisions sur l'évolution à venir de la demande de transport en tenant compte du développement de la zone d'influence de la route, pour déterminer la structure et le volume du trafic potentiel. Il identifiera et quantifiera les facteurs générateurs de trafic.

Les prévisions de trafic porteront sur la durée de vie de la route après aménagement et feront apparaître : (i) le trafic normal, induit et dévié ; (ii) les taux de croissance fixes ou variables pendant la durée de vie de la route après réhabilitation et/ou aménagement pour chaque type de trafic et chaque catégorie de véhicule ; et (iii) la répartition des volumes entre le trafic national et le trafic international. Pour le trafic dévié, le consultant explicitera clairement les hypothèses et autres considérations prises en compte. Il tiendra compte de tous corridors existants ou envisagés pouvant concurrencer la route en étude. Il en sera de même pour le trafic induit pour lequel, les hypothèses d'estimation devront être bien explicitées. Bien qu'une grande importance soit accordée à la précision des prévisions de trafic au cours des premières années de vie de la route, toutes les prévisions devront être données en utilisant trois taux de croissance, à savoir : un taux normal, un taux moyen et un taux élevé. En développant les prévisions définitives du trafic, le consultant portera une attention particulière sur la composition future du trafic et aux changements dans la catégorie de véhicules dus à l'amélioration de la route.

Coûts économiques

Le consultant procédera à la collecte de toutes les données requises pour évaluer et calculer les coûts d'exploitation de véhicules et les coûts de construction et d'entretien de routes en hors toutes taxes et impôts. La détermination des coûts économiques se fera, si nécessaire, par application des coûts de référence. Il en déduira une estimation actuelle pour le coût d'entretien de la route dans son état actuel et après la construction pour chacune des options d'aménagement ou de réhabilitation analysées. Une attention spéciale sera accordée aux conditions spécifiques dans la zone d'influence de la route (restreinte et élargie) pouvant affecter les coûts pour la réalisation des travaux de réhabilitation et/ou d'aménagement. Toutes les données, les hypothèses, et les paramètres utilisés pour estimer le coût d'exploitation des véhicules qui seront synthétisés dans un tableau laissant apparaître clairement ces coûts par catégorie de véhicules, type de trafic, taux de croissance par période au cours de la vie de la route après réhabilitation et par option d'aménagement. Les coûts pour la réalisation de chacune des options analysées, estimés en hors taxes et droits de douane.

Les coûts économiques d'investissements y compris les coûts des mesures d'atténuation des effets négatifs sur l'environnement seront exprimés hors taxes, et toutes taxes comprises puis ventilés en coûts locaux et en coûts en devises. Les estimations seront établies dans le cadre de l'étude technique préliminaire à partir des données relatives aux études similaires récentes effectuées dans le pays. Le Consultant calculera aussi les coûts d'entretien en fonction du trafic et de l'aménagement envisagé puis dressera le bilan des gains générés par la réhabilitation et/ou l'aménagement de la route sur les coûts d'entretien. En outre, si les aménagements à réaliser, surtout à l'intérieur des agglomérations le long du tracé de la route en étude devraient entraîner le déplacement de la population, il appartiendra au consultant de mesurer les conséquences à la fois économiques et sociales puis l'effet sur l'environnement.

Avantages économiques

Les avantages quantifiables seront évalués sous l'angle des gains économiques revenant aux usagers de la route, des économies réalisées sur les coûts d'entretien de la route, sur la valeur résiduelle de l'ouvrage et les autres paramètres jugés nécessaires par le consultant, comme la valeur ajoutée agricole. Dans ce cadre, le consultant calculera les coûts d'exploitation par type de véhicule circulant sur la route en en étude, et ceci en hors taxes et en toutes taxes comprises.

Certains avantages non quantifiables seront probablement générés par la réalisation de chacune des options analysées. Le consultant devra faire une analyse exhaustive et qualitative de cette catégorie d'avantages. Il identifiera les investissements connexes dans d'autres secteurs qui pourront permettre à la zone d'influence de la route de tirer le maximum d'avantages de la route en étude.

Évaluation économique

Les coûts de construction pour les options proposées correspondant aux paramètres de conception retenus seront comparés aux avantages attendus de la réalisation de chacune des options. Le type d'aménagement qui donnera la plus grande Valeur Actuelle Nette (VAN) sera considéré comme l'investissement optimum. Le taux d'actualisation à utiliser dans ce calcul sera de 12%. Le consultant établira les bilans coûts bénéfices pendant la durée de vie des options analysées. Il déterminera les indicateurs d'évaluation économiques classiques (taux de rentabilité, bénéfices nets actualisés...) ainsi que la date optimale de mise en service de l'ouvrage. Il prendra

aussi en compte, compte tenu de l'incertitude sur le taux d'actualisation, d'autres critères que la VAN. L'impact du coût de construction sur la fiscalité du pays sera analysé. Il effectuera également une analyse de sensibilité des taux de rentabilité en fonction de la variation de +/- 20% des paramètres clefs de la route en étude ou à un autre taux jugé acceptable par l'Administration. De plus, le consultant devra procéder à l'analyse des risques. Pour les besoins de l'évaluation économique, le consultant utilisera de préférence le modèle HDM dans sa version la plus récente ou, un modèle similaire préalablement soumis pour approbation à l'organe d'exécution et à la BAD. A cet effet, tous les éléments de calibrage du modèle seront définis et soumis, au préalable, à l'approbation de l'Administration qui tiendra informé la BAD. Aussi, dans le cadre du transfert de technologies et de compétences, et en vue de conserver un certain mémoire technique par le Maître d'Ouvrage, le Consultant fera participer à l'étude l'Ingénieur de projet de l'organe de suivi de l'exécution, afin que cette dernière maîtrise les différents outils et méthodologie d'évaluation de l'étude économique par le modèle HDM (calcul de VAN, taux de rentabilité, coûts, avantages, interprétation, etc...) à travers une formation courte organisée à cet effet.

3.2.3 Impact sur l'environnement, social et plan de réinstallation des populations ainsi que de la vulnérabilité aux risques climatiques.

Conformément à la réglementation nationale en vigueur en matière d'évaluation environnementale et sociale notamment le décret 2013-0171-PM du 14 février 2013 fixant les modalités de réalisation des études d'impact environnemental et social, le Consultant réalisera pour chaque tronçon, un screening environnemental et social afin de déterminer le travail environnemental et social à faire. Les résultats de ce screening devront être validés par la structure nationale en charge des évaluations Environnementales et sociales (MINEPDED) et approuvés par la Banque. Si les résultats du screening aboutissent à la nécessité d'élaborer des instruments de sauvegardes spécifiques : Étude d'Impact Environnemental et Social, Plan d'Action de Réinstallation, etc., des TdR devront être produits et soumis à l'approbation de la Banque et de la structure nationale en charge des évaluations Environnementales et sociales (MINEPDED), avant le lancement des études.

Ainsi, des Études spécifiques d'Impact Environnemental et Social, accompagnées d'un Plan de Gestion Environnementale et Sociale, d'un Plan d'Action de Réinstallation ainsi qu'une Étude d'Impact des Changements Climatiques spécifiques devraient être réalisées pour chaque tronçon routier conformément aux résultats du screening et des termes de références approuvés par la Partie nationale et la Banque Africaine de Développement. Ces EIES et PAV intégreront tous les sites identifiés comme carrières, gites d'emprunt etc.

Selon les résultats du screening, les instruments de sauvegardes environnemental et social, à élaborer, devraient permettre entre autres de /d' :

- analyser d'un point de vue technique, économique, environnemental et social, les différentes variantes de projets et retenir celle qui est faisable avec le moins d'impacts irréversibles sur les composantes environnementales et sociales ;
- examiner les interactions entre les émetteurs de nuisance du projet et les récepteurs de l'environnement subissant les immixtions correspondantes, tout en excluant les aspects qui ont peu ou pas de pertinence par rapport aux risques et impacts environnementaux et sociaux de l'action proposée ;
- identifier les éléments de l'environnement biophysique et social qui peuvent être affectés par le projet et pour lesquels une préoccupation publique et/ou professionnelle se manifeste ;

- d) identifier tous les risques et impacts potentiels des différentes composantes du projet sur l'environnement ainsi que le social, et les évaluer à l'aide d'une méthode appropriée qui permettra de les classer par ordre d'importance. Seuls les impacts significatifs feront l'objet d'un examen approfondi. Le Consultant proposera alors pour ces derniers, des mesures d'atténuation ou de bonification et un programme de surveillance réalistes et faisables ;
- e) proposer un plan de gestion environnementale et sociale par tronçon, avec tous les plans spécifiques requis : plan de gestion des installations du projet et des sites d'emprunt et de carrières ; plan de gestion des déchets produits par les différentes activités, etc... ;
- f) faire une analyse sociale et foncière liées aux emprises du projet et proposer, au besoin, un plan de réinstallation des personnes qui seront déplacées du fait des différents travaux ;
- g) assurer et documenter la participation et l'implication des parties prenantes aux différentes phases des études, l'identification des risques et impacts environnemental et social, la proposition de mesures d'atténuation de ces risques et impacts. A l'issue de ces consultations des parties prenantes, le consultant proposera un plan d'engagement des parties prenantes (PEPP) ;
- h) proposer un mécanisme de gestion des plaintes cohérent et adapté aux réalités de la zone d'intervention ;
- i) toutes les mesures proposées doivent être assorties de coûts de mise en œuvre. A cet effet, le consultant fera une analyse et une proposition du dispositif de mise en œuvre ainsi que la responsabilité de chacun des maillons de ce dispositif dans l'implémentation des instruments de sauvegarde environnemental et social préparés pour les différentes activités du projet.

Les instruments de sauvegarde environnementale et sociale devront être soumis à la validation par les instances nationales appropriées et à l'approbation de la Banque et faire l'objet de publication avant leur mise en œuvre.

Un modèle de fiche de screening est annexé aux présents termes de référence.

3.2.4 Synthèse de la Phase I

A l'issue des activités et analyses ci-dessus, le consultant établira un rapport de synthèse. Ce rapport exposera clairement les options de réhabilitations et/ou d'aménagements les plus rentables avec leurs coûts et avantages propres, ainsi que les recommandations sur la solution optimale à mettre en œuvre dans chaque cas. Ce rapport, qui devra constituer un tout en lui-même, exposera toutes les données de base et les calculs qui ont conduit logiquement aux recommandations formulées. Il sera accompagné des fiches techniques et croquis nécessaires. Ce rapport indiquera également les contraintes de différentes natures susceptibles d'influer sur l'exécution des options proposées.

L'ensemble sera consigné dans un rapport décomposé en au moins trois (3) volumes suivants : (i) les études sur les aménagements et équipements connexes y compris sur les voiries urbaines assorties des modalités de déplacement du réseau des concessionnaires (eau, électricité, téléphone, etc,...) et de la réservation pour passage de la fibre optique et l'éclairage public aux traversées urbaines prenant en compte des candélabres ; (ii) recensement des biens affectés par le projet et identification de leurs propriétaires ; et (iii) étude technique sommaire et les annexes (aspects géotechnique, topographique, hydrologique et hydraulique, ouvrages d'art et

d'assainissement, y compris la faisabilité des solutions envisagées, les coûts sommaire des coûts des aménagements projetés ainsi que les délais nécessaires pour leur réalisation.

4. PHASE II : AVANT - PROJET DETAILLE

4.1- Généralités

A l'issue de la phase 1 et sur la base des choix et décision du Maître d'Ouvrage, le Consultant recevra un ordre de service pour réaliser la seconde étape de l'étude. Au cours de cette étape le consultant aura pour tâches: (i) de réaliser l'étude technique détaillée de l'option d'aménagement et ou de réhabilitation retenue; (ii) de valider la rentabilité économique de l'option retenue au vu des coûts plus précis obtenus; (iii) d'analyser éventuellement l'effet des variations des coûts estimées en Phase 1 et obtenus en Phase 2 sur le choix de la solution; (iv) de préciser les tâches spécifiques des travaux d'entretien qui pourraient être réalisées par les populations de la zone et les modalités pour leur confier ces tâches; (v) de valider et préciser les effets sur l'environnement de la solution retenue et l'impact sur la rentabilité en cas de variation par rapport à l'estimation en Phase 1; (vi) d'évaluer les coûts des mesures d'atténuation des impacts négatifs sur l'environnement et des changements climatiques sur les infrastructures de la solution retenue qui seront considérés comme partie intégrante du coût total de l'option retenue ainsi qu'un plan de mise en œuvre de ces mesures sera établi; (vii) d'établir une méthodologie pour susciter et intégrer l'approche participative avant, pendant et après la phase des travaux de construction et ou réhabilitation de la route; (viii) d'établir les caractéristiques techniques détaillées des travaux à réaliser pour la solution retenue; (ix) de préparer les dossiers d'appel d'offres au modèle de la BAD pour la réalisation des travaux suivant un allotissement qui sera défini par l'Organe de suivi de l'exécution en rapport avec la BAD; et (x) d'établir le dossier confidentiel pour l'estimation des coûts de la construction de l'option retenue.

Le Consultant s'acquittera de sa mission, en collaborant étroitement avec l'Organe d'Exécution et la Direction des Etudes Techniques Routières et d'Ouvrages d'Art (DETROA), qui lui fourniront toutes les données et informations disponibles en rapport avec l'étude. Toutefois, le Consultant assumera l'entière responsabilité des analyses et de l'interprétation de toutes les données reçues ainsi que des résultats, conclusions et recommandations contenus dans tous ses rapports. Il passera en revue toutes les investigations et études déjà faites, il effectuera le long du tracé retenu lors de la première phase toutes les études additionnelles nécessaires pour déterminer l'implantation exacte de l'axe. Celle-ci sera matérialisée par des jalons et des bornes repères plantés aux endroits où il n'en existe pas. Des modifications du tracé général pourront être étudiées et proposées à l'approbation de l'Administration responsable. Le Consultant devra effectuer tous les travaux nécessaires pour établir les dossiers d'exécution. Pour le devis quantitatif, les estimations seront faites avec une précision de + 10% par rapport aux quantités mesurées à la fin des travaux, à l'exclusion de toute variation approuvée du contrat. D'une façon générale, le Consultant préparera les études techniques détaillées pour la construction suivant un allotissement qui sera défini par l'organe d'exécution après avis de la BAD. Il évaluera les coûts et élaborera les dossiers d'appel d'offres. Les prestations comprendront en particulier la définition et le piquetage du tracé envisagé, le dossier technique d'exécution, les avant-métrés, les plans, le dossier d'appel d'offres et l'estimation des coûts des travaux HTT avec ventilation des dépenses en monnaie locale et en devises étrangères ainsi qu'une estimation séparée des éléments de taxes éventuellement applicables.

4.2- Études topographiques

Les levées topographiques seront réalisées sur la route principale, les pistes connexes, voiries urbaines.

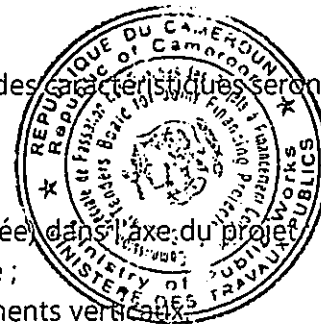
En exploitant les plans éventuellement déjà disponibles, le Consultant procédera à des travaux topographiques qui visent à faire ressortir les modifications nécessaires. Les bornes et repères existants seront, si possible, utilisées. Il réunira tous les éléments nécessaires (croquis de repérage et autres éléments nécessaires) à l'implantation de l'axe à la phase de réalisation des travaux.

Il sera précisé les éléments relatifs aux points de raccordement, à l'origine et à la fin de la courbe et d'une façon générale à des points choisis à intervalles raisonnables (50 à 100 m) le long du tracé retenu, à chaque changement de pente du terrain naturel, aux endroits des ouvrages existants et futurs, ainsi qu'à tous les points présentant des caractéristiques particulières. Un profil en travers sera établi à chacun de ces différents points.

Le tracé en plan sera établi pour une vitesse de référence de 80 km/h qui peut être réduite à 60 km/h avec justification au niveau des zones extrêmement accidentées. Le tracé devra tenir compte des recommandations pour la préservation de l'environnement. Les plans d'implantation au 1/2000^e à établir pour le tracé retenu devront préciser la position et le numéro des piquets d'axe qui seront à des intervalles raisonnables (50 à 100 m) le long du tracé retenu, la position et la distance à l'axe et la cote des bornes en béton.

Le profil en long présenté à l'échelle 1/2000^e et 1/200^e suivant des caractéristiques seront définies en rapport avec l'Administration, et devra indiquer :

- les côtes du terrain naturel dans l'axe du projet ;
- les côtes du projet (couche de roulement finie et compactée) dans l'axe du projet ;
- les distances partielles, cumulées et le kilométrage cumulé ;
- les éléments des courbes planimétriques et des raccordements verticaux ;



Les distances seront indépendantes de la pente longitudinale (elles seront des distances topographiques). Toutes les cotes seront rattachées au nivellement du pays.

Les profils en travers seront levés à chaque point de piquetage sur une distance transversale suffisante. Pour tous les points, des profils en travers aux échelles de 1/200^e et 1/20^e seront nivelés pour permettre un calcul précis des terrassements nécessaires (déblais, remblais) ainsi qu'une présentation correcte des conditions de drainage de part et d'autre de la route.

Aménagements connexes et amélioration de l'accessibilité dans la ZIP et de la traversée des agglomérations

Le consultant procédera dans les agglomérations traversées, à l'étude complète des voiries urbaines prioritaires qui lui seront communiquées par le Maître d'Ouvrage. Les aménagements déjà proposés dans les agglomérations seront revus dans le sens d'y apporter des améliorations et en se calant dans la mesure du possible au tracé existant, l'objectif étant d'éviter les grandes déviations. Une attention particulière sera accordée à l'aménagement de la traversée de ces agglomérations. Ces aménagements concernent les élargissements de chaussée, les variantes de revêtement de chaussées, les protections de rive, le revêtement des accotements, la mise en place

de bordures et caniveaux en fossés maçonnés, les signalisations et équipements de protection, l'éclairage public, etc.

Amélioration de la sécurité routière

L'aménagement de la route pourrait être un facteur d'augmentation des risques d'accidents. Le consultant fera un diagnostic de la situation de la sécurité routière dans le pays (les études réalisées dans ce domaine, la politique et la stratégie du Gouvernement en matière de sécurité routière ainsi que le code communautaire de la route, les acteurs du système et les initiatives engagées). Le consultant proposera des solutions et mesures adaptées pour atténuer ce risque sur la route en étude. En outre, l'étude de la sécurité routière devra aboutir à l'élaboration d'un plan de signalisation, à la création des aires de stationnement ou de repos, des bandes d'arrêts d'urgences, et des améliorations de tracé (voies supplémentaires pour véhicules lents, etc.).

4.3- Études hydrogéologiques

Les études hydrogéologiques permettront d'identifier sur certaines sections le niveau des remontées des eaux en surfaces afin de permettre au Consultant de bien définir le procédé de traitement des couches de chaussée appropriées sur certaines zones singulières de la route en étude.

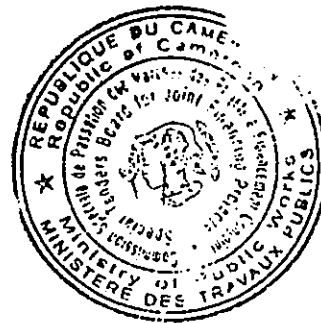
4.4- Études géotechniques

Les études géotechniques permettront : le dimensionnement des chaussées et des fondations des ouvrages d'art en prévisions des trafics attendus ; la détermination des procédés de traitement des zones marécageuses et autres zones singulières ; la formulation de la composition des matériaux à mettre en œuvre (béton armé, matériaux de corps de chaussée, revêtement) ; l'indication des carrières et des emprunts ainsi que l'identification des matériaux concernés et des recommandations sur leur utilisation ; les études des talus instables tant en déblais qu'en remblais. Le BET fera, entre autres les carottages pour la détermination de l'état des couches de chaussée (envisagée en réhabilitation).

Les rapports géotechniques éventuels existants seront exploités. Une campagne de sondages permettra de confirmer les carrières déjà inventoriées et de vérifier les puissances actuelles de leurs gisements. Par ailleurs, ces carrières et autres zones d'emprunt devront être matérialisées à l'issue des études par des dispositifs fixes visibles. Les coordonnées spatiales ou GPS des zones en question devraient être définies avec précision et consignées dans les rapports attendus. En cas de déficit pour l'exécution du projet et l'entretien de la route pour une période de 10 ans ou dans le souci de réduire les distances de transports, il sera procédé à une recherche de nouvelles zones d'emprunts ou de carrières de matériaux pour les remblais et les corps de chaussée, les agrégats pour les revêtements bitumineux et pour les bétons des ouvrages d'art. Le Consultant recherchera également les gros matériaux rocheux pour les murs, gabions, enrochements, etc.

Qu'il y ait ou pas de nouvelles découvertes de gites de matériaux, des essais en laboratoire sur les échantillons prélevés seront effectués pour les sols utilisés en remblais, les sols ou matériaux utilisés dans les couches de fondation et couche de base de la chaussée et les divers agrégats utilisés d'une part en revêtement bitumineux et d'autre part dans les bétons ou maçonnerie. La liste suivante, non limitative énumère les caractéristiques des essais à réaliser :

- a) courbes granulométriques ;
- b) limites d'Atterberg et équivalent de sable ;



- c) essais CBR (Californian Bearing Ratio) ;
- d) essais Proctor Modifié (densité optimum) ;
- e) mesures de déflection sur la chaussée (éventuellement) ;
- f) essais de stabilisation au ciment ou à la chaux ;
- g) essais Los Angeles ou Deval sec pour les roches ;
- h) essais d'imprégnation au bitume ou au Cut back ;
- i) essais Marshall ou d'adhésivité du bitume ;
- j) essais de formulation du béton bitumineux à la presse à cisaillement giratoire ;
- k) épaisseurs de couches de découvertes des emprunts ;
- l) analyses chimiques des eaux des différents cours d'eau traversé par le projet ;
- m) essais spéciaux pour les fondations d'ouvrages d'art (pénétromètre, pressiomètre, etc....).

Le récapitulatif de tous les emprunts à utiliser sera complété suivant les nécessités identifiées pour la solution de tracé adoptée et intégrés dans les Etudes d'Impact Environnemental et Social.

Le programme complet des essais sera soumis avant exécution, à l'approbation de l'Administration dès la phase 1. Le Consultant soumettra également à l'approbation du Chef de Service du marché pour approbation, le sous-traitant chargé de l'étude géotechnique qui doit être agréé (au cas où ce dernier ne serait pas celui de l'offre initial), mais il demeure responsable des prestations y afférentes.

Le rapport géotechnique final comprend en annexe, des sous-dossiers relatifs aux différentes investigations, notamment les études de :

- fondations des ouvrages d'art non-courants ;
- emprunts (latérite et granulats) ;
- sols de plateforme ;
- dimensionnement des couches de fondation et de base ;
- formulation du traitement des matériaux de couches de fondation et de base le cas échéant ;
- formulation des bétons hydrauliques ;
- formulation du revêtement (avec proposition de plusieurs variantes de formulation).

4.5- Normes de conception, niveaux d'aménagement et dimensionnement des chaussées

Les normes de base de la conception des nouveaux aménagements sont celles de la CEMAC pour les routes inter-états. A ce titre, la vitesse de référence est de 80 km/h qui peut être réduite à 60 km/h avec justification au niveau des zones extrêmement accidentées et le profil en travers ordinaire comportera une chaussée de 7,00 m avec accotement de 1,50 m de part et d'autre correspondant à une plate-forme de 10,00 m.

Pour la conception de la chaussée et sur la base de la charge standard à l'essieu retenue, le Consultant analysera le trafic, les charges par essieu, la répétition de ces charges à l'essieu et de leur nombre total estimé pendant toute la durée de vie de la chaussée ainsi que des résultats de l'étude géotechnique, pour déterminer, selon une méthode éprouvée, la structure du corps de chaussée le long de la route. Il sera étudié, si nécessaire, plusieurs variantes faisant appel à des matériaux différents pour arriver à une solution économiquement intéressante. Le modèle pour le calcul de la structure de la chaussée sera spécifié. Il sera procédé au calcul de la cubature des

matériaux constituant le corps de chaussée. Les zones d'utilisation de chaque carrière seront bien définies compte tenu de la distance qui sépare les gisements, la puissance de ceux-ci et les techniques mises en œuvre.

Même si le trafic ne l'impose pas, l'intersection entre deux routes nationales fera l'objet d'un échange dénivelé.

4.6- Études d'assainissement et des ouvrages d'art

On exploitera les études préliminaires ou de diagnostic d'ouvrages hydrauliques ou d'ouvrages d'art suivant les orientations faites à la phase 1, en vue d'une formulation des solutions de traitement de dégradations constatées ou de dimensionner les ouvrages à reconstruire.

Le Consultant prendra en compte les récentes données de la pluviométrie ainsi que de la température et considérera également les effets futurs des changements climatiques ainsi que les risques potentiels sur les infrastructures. Il fera un examen hydrologique pour l'ensemble de la route en étude. Il fera des observations sur l'état du terrain et étudiera les bassins versants de la route en étude. Il déterminera les débits de crue et leurs caractéristiques de façon à préciser les types d'ouvrages à construire ou nécessaires à l'assainissement correct des tronçons de la route en étude. Il fera aussi une étude des débouchés des eaux.

Les ouvrages d'assainissement tels que les buses, les dalots, les ponceaux et les radiers peuvent être calculés et construits par application de plans types à produire par le Consultant. Le dossier fournira, avec les plans types, les données d'identification et les caractéristiques d'implantation tels que : points kilométriques, côte de l'axe, orientation, pente, dimensions caractéristiques (longueur, largeur ou diamètre), etc., ainsi que des indications pour la pose lorsqu'il s'agit d'éléments préfabriqués.

Une attention particulière sera accordée aux ouvrages de drainage et aux fossés surtout dans les agglomérations. La localisation, la nature, le dimensionnement, l'importance et les détails des ouvrages seront précisés de façon à en permettre l'efficacité et la bonne exécution. Les débouchés des ouvrages de franchissement retenus au cours de la précédente étude feront l'objet de vérification en tenant compte des données actuelles de pluviométrie.

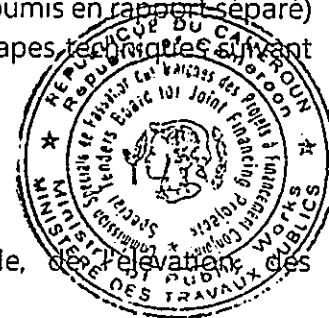
Les ouvrages d'art non courant à reconstruire feront l'objet d'un projet (soumis en rapport séparé) dont les prestations de dimensionnement seront découpées en deux étapes techniques suivant l'organisation ci-après définie, à présenter dans un sous-dossier :

❖ Etape 1 : Etudes et avant-projet des appuis et du tablier

- notes d'hypothèses générales (fondations, appuis, tablier) ;
- étude de la coupe transversale, de la coupe longitudinale, des superstructures (mise au point des plans généraux de coffrage) ;
- évaluation des descentes de charges ;
- avant-projet des appuis ;
- avant-projet du tablier ;
- avant-projet de la cinématique de construction de l'ouvrage.

❖ Etape 2 : Notes de calcul (Fondations – Appuis – et tablier)

Tous les calculs seront menés suivant une note d'hypothèses générale préalablement établie. Le consultant doit y spécifier toutes les exigences supplémentaires pour le calcul de l'ouvrage. Si les



notes de calcul sont informatiques, elles doivent être accompagnées d'une notice explicative définissant la méthode de calcul effectuée par le logiciel, expliquant de façon simple et compréhensible pour un non-informaticien les données et interprétant les résultats. Les calculs doivent être effectués tant en phase d'exécution qu'en service avec suffisamment de précision pour qu'ils n'entraînent pas de surdimensionnement.

Les calculs de béton armé doivent vérifier la résistance du béton et des aciers principaux tant en flexion qu'au cisaillement, voire si besoin, en flexion déviée et torsion. Les calculs des tôles de construction métallique ou mixte doivent vérifier les contraintes réglementaires, définies par les fascicules du CCTG, à partir d'une répartition des matières prédéterminée et tenir compte des phénomènes d'instabilité et de fatigue. Éventuellement, les calculs de béton précontraint doivent vérifier les contraintes réglementaires à partir d'un câblage prédéterminé et tenir compte des redistributions d'efforts par fluage.

Aussi, à l'issue du diagnostic effectué sur les ouvrages, le consultant proposera une stratégie de réparation ou d'entretien de ceux-ci.

Pour les ouvrages hydrauliques et les ouvrages d'art, les règlements et les normes de calcul à utiliser sont les suivants :

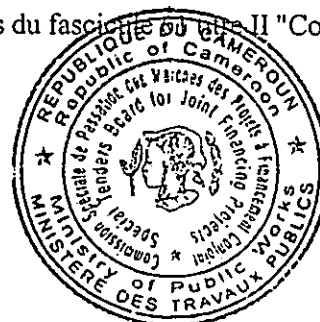
- béton armé : Fascicule 62-Titre I (Section I) : BAEL 91 révisé 99 ;
- béton précontraint : Fascicule 62 –Titre I (Section II) : BPEL 91 révisé 99 ;
- surcharges routières : Fascicule 61- Titre II ;
- règles techniques de conception et de calcul des fondations : fascicule 62 Titre V ;
- fascicule 65 : Exécution des ouvrages et constructions en béton armé ;
- fascicule 65A : Exécution des ouvrages de génie civil en béton armé ou en béton précontraint par post tension. août 2000 ;
- dossier pilote : PI-CF 67 (SETRA) ;
- dossier pilote : PI-PO 74 (SETRA) ;
- dossier pilote : PP 73 (SETRA) ;
- dossier pilote : FOND 72 (SETRA) ;
- dossier pilote JADE 68 (SETRA) ;
- dossier pilote : GC 77 (SETRA) ;
- "calculs de hourdis de ponts", Bulletin Technique N°1, SETRA, Mai 1972 ;
- "appareils d'appui en élastomère fretté – utilisation sur les ponts, viaducs et structures similaires", Guide technique, SETRA, Juillet 2007 ;
- "diffusion des efforts concentrés – efforts de précontrainte et des appareils d'appui", Guide technique, SETRA, Novembre 2006;
- "dalles de transition des ponts routes - techniques et réalisation", SETRA, Octobre 1984.



Les principales actions prises en compte pour les calculs doivent être conformes aux stipulations du marché et des normes en vigueur. Ci-dessous, citées les plus importantes à considérer :

- le poids propre ;
- les poussées des terres d'origines pondérables ;
- les charges statiques en tenant compte du poids du remblai sur les dalles de transition ;
- les compléments des charges permanentes : (Couche de roulement, Revêtement d'étanchéité, trottoir, gardes corps) ;

- les déformations linéaires en différé et en instantané (Retrait, fluage, dilatation, freinage, etc.) ;
- les charges de chantier ;
- les surcharges routières prises en compte dans le calcul sont celles du fascicule II "Conception, Calcul et Épreuves des Ouvrages d'Art" :
 - charges civiles A et B ;
 - charges militaires Mc120 ;
 - surcharges exceptionnelles de type D et E.



4.7- Dossiers techniques détaillées

Le Consultant découpera le cas échéant, les travaux de la route concernée suivant un allotissement qui sera défini en rapport avec le Client en accord avec la BAD. Il établira tous les dessins détaillés de la route, des ouvrages d'art, des ouvrages de drainage, la signalisation et les aménagements divers. Ces dessins mettront en relief les détails d'implantation du tracé, de même que les possibilités de drainage ; la nature, la localisation et l'importance des emprunts et les conclusions relatives aux études géotechniques pour les sols et aux études hydrologiques. Les tracés en alignement droit ou en courbe, les profils de la route et du terrain, les ouvrages, la puissance et la localisation des gîtes des matériaux divers de construction seront indiqués sur toute la longueur de la route. Les terrassements seront calculés pour tous les tronçons de la route.

4.8- Estimation confidentielle des coûts de construction

L'évaluation définitive détaillée des coûts de construction sera effectuée et tiendra compte des imprévus physiques et de l'augmentation prévisible des prix pendant la durée présumée des travaux. La variation des prix sera basée sur une étude de l'évolution des prix au cours des cinq dernières années et pendant la durée présumée des travaux. A cette phase de l'étude, il ne s'agira plus d'une simple analyse statistique des prix. En effet, le BET fera sienne la mise à disposition d'une équipe de personnes qualifiées et ayant une expertise avérée dans l'organisation de chantier ainsi que l'évaluation des prix pour définir : (i) le délai global d'exécution des travaux, découlant de la durée individuelle de réalisation chaque tâches ainsi que de leur ordonnancement; (ii) le coût sec de construction, découlant des sous-détails de chaque prix unitaire ou forfaitaire et qui devraient prendre en compte les coûts des différents intrants (main-d'œuvre, matériels et matériaux etc ...), les durées individuelles d'utilisation et d'emploi de chaque matériel et du personnel ainsi les quantités individuelles de consommation de chaque matériau ; et (iii) le coefficient moyen de vente possible dans le cadre de la construction, devant découler des frais généraux, charges sociales, bénéfices, aléas etc....Les éléments de prix nécessaires à l'évaluation seront recherchés par le Consultants et fournis dans la mesure du possible par l'Administration. Les montants seront libellés en monnaie locale. Ces coûts seront ventilés séparément, en devises étrangères et en monnaie locale, en prix hors taxes et toutes taxes comprises. Ils seront accompagnés d'une note justificative. La part de taxes éventuellement applicables sera également estimée et exprimée séparément. Il découlera de ce qui précède, l'établissement d'un planning détaillé d'exécution des travaux, destiné à faciliter le suivi et l'évolution du processus de sélection de l'entreprise et de l'exécution des travaux.

Le Consultant veillera également à indiquer les mesures devant figurer dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) tout en précisant le Mode d'Evaluation des Travaux (MET) relatifs à ces mesures.

5. Dossiers de Consultation des Entreprises

Les dossiers de consultation des entreprises établis suivant le dossier type de la BAD comprendront la liste non limitative des documents ci-après:

- le cahier des prescriptions générales à établir de façon à regrouper et à concilier les indications des administrations et de la BAD ;
- le cahier des prescriptions spéciales développant de manière détaillée la description générale des travaux, la provenance, qualités et préparation des matériaux, les prescriptions particulières (installation des chantiers, main-d'œuvre, clauses administratives et financières, réception des travaux et des ouvrages etc.) et les clauses spéciales (arrêt des travaux, travaux en régie, cas de force majeure etc.) ;
- les modèles de soumission, de cautionnement (provisoire et définitif), de marché ;
- un programme de l'exécution des travaux, la description des prix et un modèle de structure des prix ;
- l'avant métré détaillé, le bordereau des prix unitaires, le devis descriptif et le cadre du détail estimatif ;
- l'ensemble des dessins d'exécution nécessaires et indispensables à l'exécution et à la bonne marche des travaux comprenant : a) le tracé en plan au 1/2000^e ; b) le profil en long au 1/2000^e et 1/200^e ; c) les profils en travers au 1/200^e et 1/20^e ; d) le tracé des raccordements en courbe utilisant la méthode des clothoïdes (plans et élévations) ; e) les dessins des ouvrages d'art et de leur ferrailage, ainsi que les notes de calcul ; f) les dessins et détails des buses, dalots, fossés, réseaux de drainage et exécutaires ; g) les dessins et détails des murs de soutènement, ouvrages d'art et ouvrages de protection ; h) les dessins et plans d'aménagement des carrefours et intersections de route ; i) les plans détaillés de sections courbes et des surlargeurs et ; j) les plans et détails de l'installation de la signalisation, les détails des équipements. Les sections rectifiées devraient être clairement identifiées sur les plans.

Tous les dessins type et toutes les pièces des dossiers détaillés comprendront des éléments d'identification et des points de repère tels que les bornes kilométriques, le nivellement et les pentes de l'axe de la route, les courbes et rayon de courbure etc., ainsi que toutes les données techniques concernant la construction et l'exécution des ouvrages d'art. Ils comporteront par ailleurs la désignation du ou des tronçons de route ou des ouvrages, la désignation du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, du consultant, des ingénieurs, des dessinateurs projeteurs ayant établi les plans. Devront apparaître aussi, les titres, numéro et date des plans, les modifications éventuelles des plans et les dates correspondantes, l'indication de l'échelle (une ou plusieurs), le nom et la signature du responsable du projet.

Les plans de détail se rapportant soit aux études topographiques, soit aux caractéristiques de la chaussée, soit à celle des coffrages et des ferrailages pour les ouvrages d'art à reconstruire ou à élargir suivant la norme adoptée devront comporter tous les renseignements utiles nécessaires à leur compréhension, au mode de construction et au dimensionnement de chacun des ouvrages. Tous les dessins et rapports techniques indiqueront obligatoirement les hypothèses et les bases de calcul utilisées.

N.B : au terme de la première phase de l'étude, l'Administration se réserve le droit de déclencher ou de surseoir définitivement à la phase 2, sans que le Consultant ait le droit de faire aucune réclamation.



6. DOCUMENTS ATTENDUS

L'élaboration du dossier d'étude technique consistera en l'exploitation des différentes données collectées pour déterminer la solution d'aménagement la mieux adaptée au Projet. Le dossier des études sera élaboré selon les règles de l'Art.

Le Consultant remettra en version provisoire puis en version définitive (en dix (10) exemplaires + un exemplaire reproductible), après validation par le Maître d'Ouvrage, les documents suivants :

6.1-Rapport d'établissement

Le Consultant fournira, après la signature du Contrat, un rapport d'établissement. Ce rapport présentera le programme révisé d'exécution des études, le personnel à mobiliser, le planning de mobilisation du personnel clé des études et de la logistique affectés au Projet et les observations éventuelles du Consultant sur les TdR. Ce rapport sera validé par le chef de Service du Marché après avis favorable de l'équipe de suivi.

6.2-Rapport d'étude préliminaire comprenant :

En définitive, les différents rapports à produire dans cette phase seront illustrés comme suit :

- le rapport de synthèse ;
- le rapport d'étude d'impact environnemental et social suivant les ~~dispositions~~ y compris le plan d'action de réinstallation ;
- le rapport d'étude de tracé ;
- le rapport d'étude de faisabilité ;
- le rapport d'étude de trafic.

6.3-Documents des études d'APS

Le Consultant fournira, après validation du rapport d'établissement, le rapport portant sur les données collectées (topographiques, géotechniques, hydrologiques, trafic), les hypothèses de dimensionnement ou de calcul des structures (chaussées, ponts, dalots, ouvrages hydrauliques) et de stabilisation des talus. Ce rapport sera également validé par le Chef de Service du Marché après avis favorable de l'équipe de suivi qui l'aura préalablement examiné.

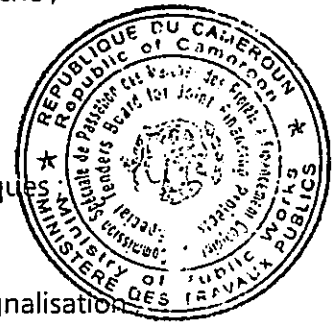
Le dossier d'études de la phase APS sera constitué des rapports et de leurs annexes. Ils comprendront les documents suivants :

- (i) un rapport des études sur les aménagements et équipements connexes y compris sur les voiries urbaines assorties des modalités de déplacement du réseau des concessionnaires (eau, électricité, téléphone, etc....) et de la réservation pour passage de la fibre optique. Ces infrastructures connexes doivent être prises en compte dans les EIES ;
- (ii) un plan d'action de réinstallation, conformément à la réglementation en vigueur,
- (iii) un plan d'éclairage public aux traversées urbaines ;
- (iv) un rapport de l'étude technique sommaire comprenant les annexes sur les aspects géotechniques, hydrogéologiques rapportés sur le tracé de la route en projet, topographique, hydrologique et hydraulique, ouvrages d'art et d'assainissement, y compris une synthèse présentant la faisabilité des solutions envisagées et les enseignements sur le projet.

En définitive, les différents rapports à produire dans cette phase seront illustrés comme suit :



- volume 1 : rapport de synthèse générale auquel est joint une fiche de synthèse par tronçon de route suivant un modèle fourni par le chef de service du marché ;
- volume 2 : rapport topographique ;
- volume 3 : rapport géologique et géotechnique ;
- volume 4 : rapport hydrologique ;
- volume 5 : rapport de dimensionnement de la chaussée ;
- volume 6 : rapport de dimensionnement des ouvrages hydrauliques ;
- volume 7 : rapport de prédimensionnement des ouvrages d'art ;
- volume 8 : rapport d'étude économique ;
- volume 9 : rapport d'étude sommaire des équipements et de signalisation ;
- volume 10 : rapport de déclaration d'utilité publique et d'expropriation ;
- volume 11 : rapport d'identification des réseaux ;
- volume 12 : rapport d'identification des projets connexes ;
- volume 13 : le dossier des plans comprenant le profil en long, le tracé en plan, les profils en travers type et les plans type des ouvrages d'art et hydrauliques à reconstruire ou des aménagements à effectuer, d'aménagement des carrefours, de la signalisation et des dispositifs de sécurité, profil en long géotechnique, etc.,



Outre ces rapports, le consultant transmettra aussi un rapport d'études d'impact environnemental et social, un plan d'action de réinstallation ainsi qu'un rapport d'étude de l'impact de la vulnérabilité des infrastructures aux risques climatiques (assorti d'un plan de résilience climatique – budgétisé et inclus dans le coût global du projet), qui seront examinés et validés conformément à la réglementation en vigueur. Ces rapports suivront l'allotissement proposé pour l'exécution du projet.

6.4- Documents des études d'APD

Le Consultant fournira au Maître d'Ouvrage un rapport des études "APD" contenant la synthèse des études et la justification des différentes options de projet ainsi que l'estimation de son coût global et du coût par lot le cas échéant. Ce rapport donnera les explications et rappellera les références nécessaires à la compréhension des différentes options proposées.

Le Consultant remettra, au Maître d'Ouvrage, un dossier technique d'Avant-Projet Détaillé comprenant :

- L'étude géométrique du Projet (tracé en plan et profil en long) avec :
 - le tracé en plan au 1/2000^e ;
 - le profil en long au 1/2000^e et au 1/200^e ;
 - les profils en travers type au 1/200^e, 1/50^e et 1/20^e ;
 - les dessins et plans d'aménagement des carrefours et intersections de routes ;
 - les dessins et plans d'aménagement des aires de stationnement ;
 - les dessins et plans d'aménagement des stations de pesage et de péage ainsi que du poste de comptage automatique ;
 - les plans détaillés des sections courbes et des sur-largeurs ;
 - les plans et détails de la signalisation ;
- l'étude de drainage reportée sur le tracé en plan ;
- l'étude hydrogéologique des points singuliers de la route ;

- les notes de calcul des ouvrages d'Art et des dalots ;
- l'étude de dimensionnement de la chaussée ;
- le rapport des études géotechniques sur les matériaux pour les couches du corps de chaussée et les autres ouvrages ;
- le rapport de l'étude de la sécurité routière reportée sur le tracé en plan ;
- l'étude d'Avant-Projet Détaillé des différents ouvrages d'Art ou ouvrages hydrauliques ;
- l'avant métré de l'ensemble des travaux identifiés détaillant les calculs des quantités des travaux selon la décomposition des tâches élémentaires ;
- le Bordereau des Prix Unitaires ;
- le cadre du Devis Quantitatif des travaux de l'ensemble du Projet et par lot le cas échéant ;
- le planning détaillé d'exécution des travaux ;
- l'estimation confidentielle du coût des travaux global et par lot le cas échéant. Cette estimation sera fournie selon le cadre du Détail Quantitatif susmentionné.

Tous les dessins ou plans types comprendront des éléments d'identification et des points de repère tels que : les bornes kilométriques, le nivellement et les pentes de l'axe de la route, les courbes et les rayons de courbure, etc., ainsi que les données techniques concernant la construction et l'exécution des ouvrages d'Art.

Les plans de détail comporteront tous les renseignements nécessaires à leur compréhension, au dimensionnement et au mode de construction des ouvrages.

Tous les dessins, plans ou rapports techniques, indiqueront obligatoirement les hypothèses et les bases de calculs utilisés, étant entendu que celles-ci devront être agréées par le Maître d'Ouvrage.

Spécifiquement, pour les ouvrages d'Art et d'assainissement, le consultant remettra au Maître d'Ouvrage :

- un rapport hydrologique et hydraulique ;
- un rapport géotechnique et hydrogéologique des points singuliers ;
- une note de synthèse des calculs de pré dimensionnement des structures en béton ou en acier (ouvrage d'art et dalots) ;
- un plan d'ensemble et de détail de chaque ouvrage :
 - pour les ponts, le plan de coffrage du tablier et des appuis ;
 - pour les dalots, les plans de coffrage et de ferrailage types en fonction des hauteurs de remblais.

En définitive, les différents rapports à produire dans cette phase seront illustrés comme suit :

- volume 1 : rapport de synthèse générale auquel est joint une fiche de synthèse par tronçon de route suivant un modèle fourni par le chef de service du marché ;
- volume 2 : rapport topographique ;
- volume 3 : rapport géologique et géotechnique ;
- volume 4 : rapport hydrologique ;
- volume 5 : rapport de dimensionnement de la chaussée ;
- volume 6 : rapport de dimensionnement des ouvrages hydrauliques ;
- volume 7 : les dossiers des ouvrages des ouvrages d'art :
 - les plans de situation des ouvrages à l'échelle 1/1000^e ;
 - un plan d'implantation avec vue en plan de l'ouvrage à l'échelle 1/100^e comprenant la protection des remblais et la localisation des sondages ;



- une coupe longitudinale à l'échelle 1/100^e avec report du terrain naturel et indication des niveaux des plus hautes et des plus basses eaux ;
 - une coupe géotechnique avec localisation des sondages réalisés ;
 - les plans de ferrailage aux échelles 1/500^e à 1/10^e, donnant tous les détails nécessaires pour permettre une exécution complète de l'ouvrage. Ils comporteront l'indication des plans d'arrêt ou de reprise de bétonnage et feront ressortir les nuances des diverses barres d'acier ;
 - les plans de coffrage aux échelles 1/500^e à 1/100^e ;
 - les dessins de détail (joints, barbacanes, garde-corps, etc...) ;
 - les plans des équipements et de signalisation ;
 - les plans de déplacement de réseaux faisant apparaître les positions actuelles et les positions futures des réseaux ;
 - les notes d'hypothèses de dimensionnement ;
 - les notes de calcul des ouvrages d'art et hydrauliques ;
 - un avant métré détaillé pour chaque ouvrage.
- volume 8 : rapport détaillé de la signalisation et des dispositifs de sécurité ;
 - volume 9 : rapport de déclaration d'utilité publique et d'expropriation permettant de déterminer les parcelles et les biens touchés par le projet et dont la réalisation des travaux exige l'expropriation partielle ou totale et comprenant entre autres :
 - la liste des coordonnées en x et y (en précisant le système de coordonnées adopté) des principaux points de l'axe et des emprises ;
 - le tracé en plan permettant l'implantation des limites des emprises à exproprier ;
 - un plan à l'échelle 1/2000 comportant l'axe de la route et ses emprises, ainsi que les coordonnées des bornes déjà matérialisées sur le terrain. Sur ce plan devront être indiqués tous les biens (cultures, cases, maisons, tombes, écoles, églises, etc...) se trouvant dans l'emprise (ce qui compte, c'est l'inventaire des biens et non l'exactitude du dessin). Tous les biens à indemniser seront numérotés sur le plan et les propriétaires identifiés ;
 - un état reprenant suivant la même numérotation que celle du plan, les surfaces des cases et leurs états, le nombre de pieds d'une plantation et âge, etc.
 - volume 10 : rapport d'identification des réseaux ;
 - volume 11 : rapport d'études d'analyse des risques ;
 - volume 12 : rapport d'identification des projets connexes ;
 - volume 14 : le dossier des plans généraux comprenant le profil en long, le tracé en plan et les profils en travers types et courants de la variante retenue, les plans types des petits ouvrages hydrauliques à reconstruire ou réhabiliter et des aménagements à effectuer, les plans d'aménagement des différents carrefours, de la signalisation et des dispositifs de sécurité, profil en long géotechnique etc...



6.6-Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)

Au terme de sa mission, le Consultant remettra au Maître d'ouvrage, quatre (04) dossiers de consultation des entreprises (DCE) sous le format de la Banque Africaine de Développement pour l'exécution des travaux routiers et d'aménagements socio-économiques tel que décrit au point 3.27 ci-dessus.

NB : l'exemplaire reproductible est le (s) fichier (s) numérique (s) du rapport/dossier concerné à remettre sur média électronique (clé USB, disque externe, SSD, etc.). Chaque fichier aura une version modifiable et une version non modifiable (PDF).

7. DUREE DE LA MISSION

Au début de sa mission, le Consultant proposera au Maître d'ouvrage dans un délai maximum de quinze (15) jours, un rapport de premier établissement en six (06) exemplaires qui indiquera de façon détaillé et vérifiable les moyens matériels et humains à mobiliser pour sa mission ainsi que son programme d'exécution et l'énoncé des modifications éventuelles formulées sur les DOP.

Le délai d'exécution de la mission d'études est fixé à Dix-huit (18) mois.

Le Consultant disposera d'un délai de deux (2) semaines, après l'approbation de la version provisoire de chacun des livrables de l'étude, pour remettre le rapport définitif.

Le délai d'exécution des études se reparti comme suit :

Phases	Étapes	Durée (mois)	Prise d'effet
Phase 1	Premier établissement	0,50	À partir de la date de notification de l'OS de démarrer les prestations
	Études préliminaires	2,50	À partir de la date de notification de l'OS du Chef de service du marché prescrivant le démarrage de l'étape concernée
	Études d'Avant-Projet Sommaire et EIES ainsi que de la vulnérabilité aux risques climatiques	8,00	
Phase 2	Études d'APD et restitution des résultats de l'étude.	6,00	À partir de la date de notification de l'OS de démarrer les prestations de cette phase
	Dossier définitif de Consultation des Entreprises et BET	1,00	À partir de la date de notification de l'OS du Chef de service du marché prescrivant le démarrage de cette étape
TOTAL (mois)		18,00	

En outre, le cocontractant fournira chaque mois au Chef de Service du Marché en quatre (04) exemplaires, un rapport d'avancement. Ces rapports parviendront au Chef de service dans les cinq premiers jours du mois qui suit le mois concerné par le rapport. Il doit faire ressortir l'état de mobilisation des experts et des équipes sur le terrain, les justificatifs de la présence des experts sur le site du projet, le niveau d'avancement des différentes prestations, les résultats obtenus, les diverses difficultés rencontrées, les recommandations et les mesures envisager pour remédier aux éventuels problèmes, la projection des prestations pour le mois suivant, etc.

8. REMISE DES RAPPORTS

8.1- Examen préalable par l'équipe de suivi du Maître d'ouvrage

Le Cocontractant fournira au Chef de Service du marché, les versions provisoires en vue de l'examen préalable par l'équipe de suivi et les versions définitives après validation par la Commission de suivi et de recette technique, les rapports ainsi qu'il suit :

Désignation		Délais d'exécution	Délai cumulé	Nombre d'exemplaires
Rapport de premier établissement	Version provisoire	10 jours à partir de la date de notification de l'OS de démarrer les prestations	0,5 mois	Dix exemplaires + Cinq exemplaires reproductibles
	Version définitive	5 jours à partir de la date de réception des observations du chef de service du marché		Cinq exemplaires + Cinq exemplaires reproductibles
Rapport d' études préliminaires	Version provisoire	0,25 mois avant la fin du délai accordé à cette étape.	2,75 mois	Quatre exemplaires + Quinze exemplaires reproductibles
	Version définitive	0,25 mois à partir de la date de réception des observations de la commission de suivi et de recette technique		Six exemplaires + six exemplaires reproductibles
Rapports d' APS et EIES + PAR ainsi que de la vulnérabilité aux risques	Version provisoire	1,00 mois avant la fin du délai accordé à cette étape.	11,00 mois	Rapport APS: quatre exemplaires + quinze exemplaires reproductibles
	Version définitive	1,00 mois à partir de la date de réception des observations de la commission de suivi et de recette technique		Rapport APS: six exemplaires + six exemplaires reproductibles
Rapport d' APD	Version provisoire	1,00 mois avant la fin du délai accordé à cette étape.	16,00 mois	Quatre exemplaires + quinze exemplaires reproductibles
	Organisation de l'atelier	Après examen préalable	16,50 mois	Cinquante exemplaires du document de synthèse
	Version définitive	0,50 mois à partir de la date de réception des observations de la commission de suivi et de recette technique	17,00 mois	Six exemplaires + Six exemplaires reproductibles
DCE	Version provisoire	0,25 mois avant la fin du délai accordé à cette étape.	18 mois	Quatre exemplaires+ quinze exemplaires reproductibles
	Version définitive	0,25 mois à partir de la date de réception des observations de la commission de suivi et de recette technique		Six exemplaires+ six exemplaires reproductibles

NB : L'exemplaire reproductible est le(s) fichier(s) numérique(s) du rapport/dossier concerné à remettre sur CD-ROM ou DVD portant les références du marché. Chaque fichier aura une version modifiable et une version non modifiable (PDF).

8.2-Présentation des rapports de collecte des données

Le cocontractant devra soumettre à l'approbation de l'équipe de suivi du Maître d'ouvrage, ou moins un mois avant la fin de l'étape concernée, les rapports de collecte des données (Géologique et Géotechnique, Topographique, Hydrologique) ainsi que les notes d'hypothèses de dimensionnement des chaussées et des ouvrages. Ces documents devront être approuvés par l'équipe de suivi du Maître d'Ouvrage avant la présentation des rapports provisoires complets d'APS ou d'APD et leur délai de présentation sera indiqué dans le rapport de 1^{er} établissement.

8.3-Examen par la commission de suivi et de recette technique

Après examen en interne par l'équipe de suivi du Maître d'ouvrage, les versions provisoires des documents (rapports et plans) à examiner par la Commission de Suivi et de Recette technique seront déposées auprès de chaque membre de la commission par le Cocontractant contre décharges. Le Cocontractant mettra lesdites décharges à la disposition du Chef de Service du Marché avant la convocation de la séance d'examen. Le Cocontractant dispose d'un délai de sept jours dès réception des observations issues de l'examen interne pour déposer les rapports auprès des membres de la commission.

8.4-Présentation des rapports provisoires et définitifs

Les versions provisoires et définitives des rapports seront constituées en package rassemblant chacun tous les volumes indiqués dans les présents TdR.

Les versions définitives des documents (rapports et plans) devront avoir une page de garde sur laquelle le Chef de Mission, l'Ingénieur du Marché et le Chef de Service du Marché apposeront leur visa de validation. Par ailleurs, toutes les pages d'une copie des documents définitifs devront être visées par le Chef de Mission, ou le cas échéant, par les experts pour chacun des rapports d'expertise.

8.5-Rapports d'avancement

Le cocontractant fournira chaque mois au Chef de service du marché en quatre (04) exemplaires, un rapport d'avancement. Ces rapports parviendront au Chef de service dans les cinq premiers jours du mois qui suit le mois concerné par le rapport. Il doit faire ressortir l'état d'avancement des prestations, les résultats obtenus, la situation des décomptes, les diverses difficultés rencontrées, les recommandations et les mesures à envisager pour remédier aux éventuels problèmes, la projection des prestations pour le mois suivant, etc.

9. PROFIL DU CONSULTANT, DE SES EXPERTS ET MATERIELS

9.1 Le Consultant

Le Consultant justifiera d'une grande expérience dans le domaine des études routières et devrait pour cela présenter des attestations de réception avec satisfaction des Maîtres d'ouvrage correspondants. Il mobilisera des experts aux qualifications minimum requises tel que proposé dans son offre afin de mener à bien ses prestations, la qualité des experts mobilisés sera particulièrement appréciée.

9.2- Le personnel du Consultant

La mission du Consultant sera placée sous la responsabilité d'un Chef de mission qui fera office d'interlocuteur principal du Maître d'Ouvrage.

Le personnel clé de la mission d'étude sera spécifiquement composée comme suit :

- Un (1) Ingénieur routier, Chef de Mission ;
- Un (1) Ingénieur routier, Adjoint au Chef de Mission ;
- Un (1) Ingénieur hydrologue/hydraulicien ;
- Un (1) Ingénieur ouvrages d'art ;
- Un (1) Ingénieur géotechnicien/géologue ;
- Un (1) Ingénieur topographe ;
- Un (1) Économiste des transports ;
- Un (1) Expert socio-économiste ;
- Un (1) Expert environnementales et sociales ;
- Un (1) Expert en réinstallation ;
- Un (1) Expert en sauvegardes sociales
- Un (1) Expert en changement climatique.

Ce personnel clé aura au moins les qualifications suivantes :

DÉSIGNATION	FORMATION	EXPÉRIENCE GÉNÉRALE	EXPÉRIENCE SPÉCIFIQUE
Chef de mission	Ingénieur de Conception du Génie Civil (BAC+ 5 ans au moins) ou équivalent	Au moins quinze (15) ans dans le domaine de la réalisation des études techniques et/ou des travaux et/ou du contrôle et surveillance des travaux de construction des infrastructures de transport	* Avoir été chef de mission pour, au moins, trois (3) opérations d'études de construction ou de réhabilitation des routes revêtues d'au moins 120 km ou d'un coût supérieur ou égal à 900 millions de FCFA dont deux (02) opérations d'études de construction routière sur financement des Bailleurs de fonds ; * Au moins deux (02) missions similaires (études de maturation d'un projet travaux de construction d'une route revêtue d'au moins 120 km ou dont le montant des prestations est au moins égal à 900 millions de FCFA avec une durée d'un (01) an) en Afrique subsaharienne.



DÉSIGNATION	FORMATION	EXPÉRIENCE GÉNÉRALE	EXPÉRIENCE SPÉCIFIQUE
Ingénieur routier, Adjoint au Chef de mission	Ingénieur de Conception du Génie Civil (BAC+5 au moins) ou équivalent	Au moins douze (12) ans dans le domaine de la réalisation des études techniques et/ou des travaux et/ou du contrôle et surveillance des travaux de construction des infrastructures de transport	*Avoir participé en tant qu'Ingénieur Routier, Chef ou adjoint au Chef de Mission à au moins deux (2) missions similaires (études ou contrôle et surveillance des travaux des routes revêtues dont le montant des prestations est au moins égal à 900 millions de FCFA avec une durée d'un (01) an) ; *Avoir participé en tant qu'Ingénieur routier à au moins une (01) mission similaire (études ou contrôle et surveillance des travaux des routes revêtues dont le montant des prestations est au moins égal à 900 millions de FCFA avec une durée d'un (01) an) en Afrique subsaharienne.
Ingénieur hydrologue ou hydraulicien	Ingénieur de conception du Génie Civil ou du Génie Rural (BAC+5 au moins) ou équivalent	Au moins dix (10) ans d'expérience dans le domaine des études techniques des infrastructures de transport	*Avoir participer en tant qu'Ingénieur hydrologue ou hydraulicien à des études hydrologiques et hydrauliques au moins de trois (3) opérations d'études techniques routières de 120 km de linéaire au moins et au moins un (1) projet d'ouvrage d'art ; *Avoir participé en tant qu'Ingénieur hydrologue ou hydraulicien à des études hydrologiques et hydrauliques au moins de deux (2) projets d'études techniques routières de 120 km de linéaire au moins et au moins un (01) projet d'ouvrage d'art) en Afrique Sub saharienne.
Ingénieur ouvrages d'Art	Ingénieur de conception du Génie Civil (BAC+5 au moins) ou équivalent	Au moins dix (10) ans dans le domaine des études techniques des infrastructures de transport	*Avoir participé en tant qu'Ingénieur Ouvrages d'Art à au moins trois (3) missions similaires (études ou contrôle et surveillance des travaux des routes revêtues comportant au moins un ouvrage d'art de 50 m au moins de portée ; *Avoir participé en tant qu'Ingénieur Ouvrage d'Art à au moins deux missions similaires (études ou contrôle et surveillance des travaux des routes revêtues comportant au moins un ouvrage d'art de 50 m au moins de portée) en Afrique Sub saharienne.
Ingénieur géotechnicien/ géologue	Ingénieur de conception du Génie Civil (BAC+5) au moins) ou Diplôme Universitaire en Science de la terre (BAC+5 au moins) plus une formation complémentaire certifiante en Géotechnique	Au moins dix (10) ans d'expérience dans le domaine des études techniques des infrastructures de transport	*Avoir participé en tant qu'Ingénieur Géotechnicien à au moins deux (02) opérations d'études techniques routières d'au moins 120km comportant au moins un ouvrage d'art de 50 m de portée ; *Avoir participé en tant qu'Ingénieur Géotechnicien à au moins deux (02) opérations d'études techniques routières d'au moins 120 km comportant au moins un ouvrage d'art de 50 m de portée dont au moins un (01) en Afrique Sub saharienne.

DÉSIGNATION	FORMATION	EXPÉRIENCE GÉNÉRALE	EXPÉRIENCE SPÉCIFIQUE
Ingénieur topographe	Ingénieur Topographe (BAC+5 au moins) ou équivalent	Au moins huit (8) ans d'expérience dans le domaine des études techniques des infrastructures de transport	*Avoir participé en tant qu'Ingénieur Topographe pour les études techniques routières d'au moins deux (02) projets routiers de 120 km au moins ; *Avoir participé en tant qu'Ingénieur Topographe à au moins deux missions similaires (études ou contrôle et surveillance des travaux des routes d'un linéaire de 120 km au moins en Afrique subsaharienne.
Économiste des transports	Diplôme en Economie des Transports ou équivalent (niveau BAC+5 au moins) ou équivalent	Au moins dix (10) ans d'expérience dans le domaine des études des infrastructures de transport	*Avoir participé en tant qu'Économiste des Transports à au moins deux (2) missions d'études des routes revêtues dont le montant des prestations est au moins égal à 900 millions de FCFA ;. *Avoir participé en tant qu'Économiste des Transports à au moins deux (2) missions similaires (études des travaux des routes revêtues dont le montant des prestations est au moins égal à 900 millions de FCFA en Afrique subsaharienne.
Expert socio-économiste	Diplôme d'études universitaires de niveau Bac + 5 au moins en sociologie ou dans un domaine équivalent	Au moins huit (08) ans d'expérience dans le domaine des études des infrastructures de transport	*Avoir participé en tant qu'Expert Socio-Économiste à au moins deux (2) missions similaires (études techniques routières) sur financement des bailleurs de fonds. *Avoir participé en tant qu'Expert Socio-Économiste à au moins deux (2) missions similaires (études techniques routières) en Afrique subsaharienne.
Expert en sauvegardes environnementales et sociales	Diplôme d'études universitaires de niveau Bac + 5 au moins en environnement ou domaine connexe	Au moins huit (08) ans d'expérience dans le domaine de la préparation des études d'impact environnemental et social ou le contrôle des projets d'infrastructures de transport ou autres infrastructures	Avoir réalisé ou participé à la réalisation d'au moins cinq (5) études d'impact environnemental et social dont deux relatives à des travaux dans le domaine des transports et sous financement bailleur. Avoir participé à deux (2) missions de contrôle de travaux d'envergure similaire dont au moins une (01) en Afrique subsaharienne.
Expert en réinstallation	Diplôme d'études universitaires de niveau Bac + 5 au moins en sciences sociales ou domaine connexes	Au moins huit (08) ans d'expérience dans le domaine de la préparation des Plans d'actions de Réinstallation des projets d'infrastructures de transport ou autres infrastructures	Avoir participé en tant qu'Expert en sauvegardes sociales à la préparation d'au moins cinq (5) plans de d'action de réinstallation dont deux (2) pour des projets linéaires de même envergure sous financement de bailleurs de fonds multilatéraux de développement dont la BAD, la Banque mondiale, etc... ; Avoir participé à deux (2) missions de contrôle de travaux d'envergure similaire dont au moins une (01) en Afrique subsaharienne.

DÉSIGNATION	FORMATION	EXPÉRIENCE GÉNÉRALE	EXPÉRIENCE SPÉCIFIQUE
Expert en changement climatique	Diplôme d'études universitaires de niveau Bac + 5 au moins en environnement, géographie physique ou alors domaine connexe mais disposant d'une formation complémentaire certifiante changement climatique	Au moins huit (08) ans d'expérience dans le domaine des études ou contrôle de la vulnérabilité des projets de développement aux risques climatiques, dont au moins 4 ans dans le domaine des infrastructures de transport	*Avoir participé en tant qu'Expert en changement climatique dans au moins deux (2) missions similaires (études ou contrôle et surveillance des travaux des routes revêtues d'un linéaire d'au moins 120 km et/ou le montant des prestations est au moins égal à 900 millions de FCFA avec une durée d'un (01) an sur financement des bailleurs de fonds ; *Avoir participé en tant qu'Expert en changement climatique à au moins deux (2) missions similaires (études ou contrôle et surveillance des travaux des routes revêtues au moins 120 km et/ou le montant des prestations est au moins égal à 900 millions de FCFA avec une durée d'un (01) an en Afrique subsaharienne.

Le Consultant soumettra au Maître d'ouvrage et dans sa note méthodologique, la liste de ses experts ainsi que leurs références pour approbation. De plus, le Consultant fera sienne la mise à disposition d'une équipe de personnes qualifiées et ayant une expertise avérée dans l'organisation de chantier ainsi que l'évaluation des prix et la sécurité routière afin d'adresser les questions y relatives dans la cadre de la présente mission.

Pour des besoins de formation par compagnonnage, le Consultant emploiera pendant la période de ses prestations, Trois (03) jeunes diplômés de l'Enseignement Supérieur sans emploi (un (01) Ingénieur Routier, un (01) Géotechnicien et un (01) Environnementaliste) de nationalité camerounaise ayant moins de trois (03) années d'expérience. Ces diplômés seront mis à la disposition du BET par l'Ingénieur du Marché et travaillera sous la responsabilité du Chef de Mission d'études. Le Consultant devra développer dans sa méthodologie la façon dont il compte intégrer ces diplômés dans l'équipe et le type de formation proposée. Les dispositions du Rapport d'Évaluation du Programme concernant le choix des stagiaires devront être respectées. Il s'agit notamment : (i) du recrutement sur la base d'un appel à concurrence et suite à un test, des jeunes diplômés de l'Enseignement Supérieur sans emploi (Ingénieur Routier, Géotechnicien et Environnementaliste), (ii) de la nécessité de s'assurer que les femmes représentent au moins 30% des stagiaires recrutés dans le cadre global du programme ; et (iii) de s'assurer que chaque étape du processus de recrutement fera l'objet d'un avis de la Banque. Les étudiants des grandes écoles d'ingénierie bénéficieront des stages académiques durant la période des prestations du Consultant à raison de deux (02) étudiants pendant une période de stage de trois (03) mois maximum. Il sera exigé au Cocontractant un contrat de travail avec chaque stagiaire, sur la base de la convention collective nationale des entreprises du bâtiment, des travaux publics et des activités connexes de 25 décembre 2013. À cet effet, il devra verser à chacun des stagiaires une indemnité mensuelle nette d'impôts et de charges sociales conforme à la Convention citée ci-dessus. Ce montant sera provisionné dans le bordereau des prix unitaires à raison de 300 000 Francs CFA par mois et par Stagiaire pour la durée de l'étude et de 100 000 Francs par mois pour les étudiants des grandes écoles d'ingénierie.

Une provision d'un montant de 20 790 000 (Vingt millions sept cent quatre-vingt-dix milles) Franc CFA a été prévue à cet effet.

Le Bureau d'Études rendra compte dans son rapport de synthèse de la nature de la formation dispensée et des tâches confiées au stagiaire⁷. Ce dernier aura à remettre mensuellement un rapport de stage à l'Ingénieur du Marché. Ces rapports validés par le Chef de mission feront état des différentes activités auxquelles le stagiaire aura eu à participer durant le mois.

10. OBLIGATIONS DU CONSULTANT ET DE L'ADMINISTRATION

10.1- Obligations du Consultant

Tenu au respect du secret professionnel pendant et après sa mission, le consultant fera un inventaire de tous les documents mis à sa disposition par l'Administration ou produits au cours de la mission pour les besoins de l'étude. Ces documents dont il aura la garde devront être restitués ou remis à l'Administration à la fin de la mission. Le consultant analysera et interprétera les données, qui lui seront fournies par ces documents ou par d'autres sources, sous sa seule responsabilité. Ces documents doivent être considérés comme confidentiels et utilisés comme tels.

Le Consultant devra, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du contrat d'étude, soumettre à l'approbation du Chef de Service du marché (après avis du Coordonnateur de la CPR-FC du MiNTP), le programme de mobilisation du personnel et les sous-traitants. L'Administration se réservera, pendant toute la durée de l'étude, le droit de refuser ou de faire remplacer tout personnel dont les capacités techniques ou les comportements sont jugés inadéquats. L'Administration se réservera aussi le droit de refuser tout expatrié, cadre moyen ou inférieur, dont la spécialité peut être trouvée chez les nationaux. Le consultant respectera autant que possible la législation locale pour tout recrutement d'agent.

Le Consultant est tenu de mettre en place le personnel proposé dans sa soumission. Il n'est pas prévu de remplacement pour convenance personnel. En cas d'accident ou de maladie grave qui ne permettrait pas à l'agent d'accomplir les tâches qui lui sont confiées, l'Ingénieur pourra demander au Consultant de procéder au rapatriement de l'agent en avertissant par écrit sous 24 heures du rapatriement. Le Consultant devra présenter sous un mois, un remplaçant à l'agrément de l'Administration. Le remplaçant devra être présenté dans les huit (8) jours qui suivent la notification de l'agrément. Les frais de voyage résultant du remplacement d'un agent pour des cas de force majeure sont à la charge du Consultant.

➤ Bureaux

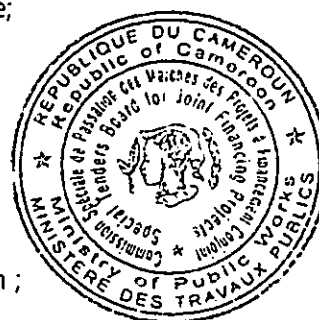
Dans un délai de deux (02) mois maximum à compter de la notification de l'ordre de service de commencer les prestations, le Consultant est tenu d'ouvrir un bureau dans le Chef-lieu de la Région concernée par les études, pour la durée du Marché, et une représentation du bureau de Yaoundé. A Yaoundé comme ailleurs, le Consultant prend en charge tous les frais de logement et bureaux.

➤ Moyens matériels et logistiques

⁷Les tâches du stagiaire environnementaliste incluront également les aspects du changement climatique

Le Consultant mettra en place tous les moyens matériels et logistiques nécessaires pour un bon accomplissement de sa mission et comprenant au minimum :

- a. Quatre (04) véhicules 4x4 (pick-up ou station wagon) de moins de trois (03) ans d'âge, l'entretien et le fonctionnement de tous ces véhicules seront à la charge du Consultant ;
- b. Le matériel de topographie :
 - une station totale ;
 - un niveau de précision ;
 - un GPS bifréquence ;
 - etc...
- c. le matériel de géotechnique et de laboratoire : le matériel nécessaire pour la réalisation de sa mission sera soumis à l'étalonnage et la validation du Maître d'Ouvrage à travers le Laboratoire de Génie Civil (LABOGENIE);
- d. le matériel informatique et de communication nécessaire;
 - cinq imprimantes y compris une table traçante ;
 - cinq ordinateurs portables;
 - un scanner;
 - un photocopieuse;
 - un fax;
 - un téléphone fixe au siège ;
 - des téléphones portables pour les équipes de terrain ;
 - une connexion internet haut débit.
- e. tout autre équipement jugé utile, notamment ceux des études géophysiques.



Tout ce matériel fera l'objet d'une proposition exhaustive qui sera soumis à l'approbation du l'Ingénieur du Marché au démarrage des études.

➤ Journal d'activités

Un journal des activités sera tenu par le Consultant et mis à la disposition de l'ingénieur et de ses représentants. Il sera mis en place dès le jour de démarrage des activités de terrain. Ce document est contradictoire et unique. Ses pages sont numérotées et visées. Aucune page ne doit être enlevée. Les parties raturées ou annulées sont signalées en marge pour validation.

Y seront consignés entre autres :

- les conditions atmosphériques ;
- les prestations et activités exécutées dans la journée, le personnel et le matériel employés ;
- l'avancement des Prestations ;
- les incidents, accidents ou événements qui pourraient avoir une incidence ultérieure sur la qualité des prestations ou le déroulement des études ;
- les non-conformités ;
- les visites de chantiers ;
- les réunions tenues ;
- la présence des experts programmés du Consultant ;
- les opérations administratives relatives à l'exécution ou au règlement du marché (notification, résultats d'essais, constat des travaux, etc.).

Le journal sera signé contradictoirement par l'ingénieur en charge du projet ou toute personne mandatée par l'Ingénieur du Marché et le chef de Mission à chaque visite sur le site.

Pour toute réclamation éventuelle du consultant, il ne pourra être fait état que des événements ou documents mentionnés en temps réel au journal des activités et remis à l'Ingénieur du Marché.

10.2-Obligations de l'Administration

L'Administration mettra à la disposition du consultant tous les documents, données et études disponibles qui peuvent être nécessaires à la bonne exécution de l'étude. Les coûts des récents travaux routiers et les coûts de réhabilitation ou d'aménagement des divers types de route de la région seront remis au consultant.

10.3-MAITRISE D'ŒUVRE DES PRESTATIONS

La Commission de Suivi et de Recette Technique (CSRT), chargée de la maîtrise d'œuvre des prestations, est composée ainsi qu'il suit :

Président : Le Maître d'Ouvrage ou son représentant ;

Membres :

- le Chef de Service du Marché;
- le Directeur des Etudes Techniques Routières et d'Ouvrages d'Art au MINTP ou son représentant habilité ;
- le Chef de la Division d'Appui aux Etudes Techniques au MINTP ou son représentant habilité ;
- le Directeur des Contrats au MINTP ou son représentant habilité;
- un Représentant du LABOGENIE;
- l'Ingénieur de Projet de la CPR- FC /MINTP chargé des études;
- le Sous-directeur des Dossiers de Consultation des Entreprises ;
- le Chef de l'Observatoire des Entreprises et des BET du secteur du BTP.

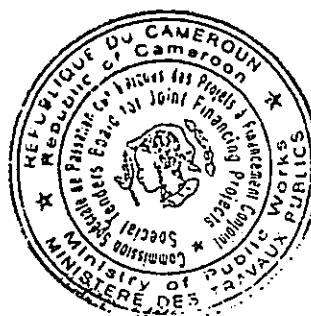
Rapporteur : l'Ingénieur du Marché.

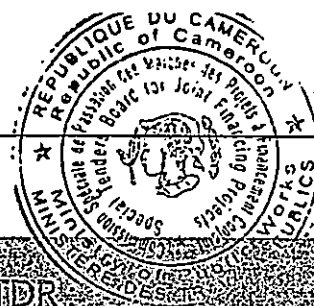
Observateur : le Représentant du Ministère en charge des Marchés Publics.

Cette Commission de Suivi et de Recette Technique se réunira à la demande du Maître d'Ouvrage à chaque fois que le Consultant déposera un rapport nécessitant la validation du Maître d'Ouvrage.

Le Maître d'ouvrage peut faire appel à toute personne physique ou morale pour prendre part aux travaux de la commission en tant que membre invité, en raison de ses compétences.

Pour être valable, le PV de réception ou de recette technique, donnant une appréciation motivée du Client sur la base de la qualité des prestations et du respect des délais, devra être signé par au moins les 2/3 des membres dont le Président.





ANNEXES AUX TDR

FORMAT DU RAPPORT ET DU RESUME DE L'ETUDE D'IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT ET DE LA VULNERABILITE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE AINSI QUE LES DIRECTIVES DE SUIVI GEOTECHNIQUES ET TOPOGRAPHIQUES

1. Résumé analytique :

Cette section résume, sans recours à des termes techniques, le rapport EIES, notamment les conditions de référence ; les solutions de rechange étudiées ; et les mesures d'atténuation/d'amélioration. Elle présente également le programme de suivi ; les consultations avec les parties prenantes ; la capacité technique et institutionnelle des cellules d'exécution du programme/politique/plan; les mesures visant à renforcer ces capacités; et les implications au plan des coûts.

2. Introduction:

L'introduction indique le but de l'EIES, donne un aperçu du programme, de la politique ou du plan proposé ainsi que son but et ses besoins. Elle mentionne également brièvement le contenu de l'EIES et les méthodes adoptées pour mener l'évaluation.

3. Cadre politique, juridique et institutionnel :

Ce chapitre décrit le cadre politique, juridique et institutionnel dans lequel s'effectue l'EIES. Il présente les politiques environnementales, climatiques et sociales pertinentes de la Banque, les cofinanciers et le pays emprunteur, ainsi que les exigences légales nationales et les limitations qu'elles imposent au projet. Il identifie les accords internationaux pertinents au plan environnemental, climatique et social dont le pays est signataire.

4. Description et justification du projet :

La première partie de ce chapitre décrit le programme, la politique ou le plan, sa sphère d'influence (avec une carte montrant l'emplacement du projet) et son contexte géographique, écologique, social, économique et temporel; les diverses composantes; la capacité; les activités de construction; les installations; la dotation en personnel; les conditions de travail; la disponibilité et la source des matières premières; les modes de production; les produits; le calendrier des travaux; le régime foncier; le système d'utilisation des terres; les bénéficiaires potentiels; les groupes touchés (directement et indirectement); et les investissements à l'extérieur de la zone du projet nécessaires.

Cette section détermine et caractérise les impacts attendus. Elle indique également la nécessité d'un plan de réinstallation ou d'un plan de développement pour le groupe vulnérable. La justification du projet est fondée sur une combinaison d'analyses économiques, environnementales et sociales. À cette fin, ce chapitre décrit la situation actuelle dans le secteur, explique les problèmes qui se posent ou les besoins à satisfaire par le projet et présente les obstacles qui entravent sa mise en œuvre.

5. Description de l'environnement du projet :

Ce chapitre détermine en premier lieu les limites qui seront définies en vue de prendre en compte tous les impacts directs et indirects du projet. La description et l'analyse des conditions physiques et biologiques et du milieu humain abordent les questions environnementales, sociales et climatiques pertinentes dans ce domaine, notamment les changements anticipés avant la mise en œuvre du projet. La description intègre également les conditions humaines, notamment les caractéristiques et les tendances démographiques, les disparités de revenus, les différences de genre, les problèmes de santé, l'accès aux

ressources naturelles et la propriété des ressources naturelles, les modes d'utilisation des terres et le niveau d'organisation de la société civile.

Ce chapitre couvre également les interrelations entre les composantes environnementales et sociales et l'importance (la valeur) que la société et les populations locales accordent à ces composantes. Un accent particulier doit être mis sur les composantes environnementales et sociales sensibles ou valorisées. Des cartes, des graphiques et des tableaux sont utilisés pour mieux illustrer les diverses composantes environnementales et sociales.

6. Présentation des solutions de rechange étudiées :

Cette partie de l'EIES analyse les diverses solutions de rechange possibles, notamment l'option « sans projet ». Elle comprend normalement deux sections. La première identifie et décrit les solutions de rechange possibles qui permettraient d'atteindre les objectifs du projet. La deuxième compare ces solutions de rechange sur la base de critères techniques, économiques, environnementaux et sociaux, ainsi que des points de vue et préoccupations du public.

7. Résultats de la comparaison des solutions de rechange :

La comparaison des solutions de rechange porte sur le site de projet proposé, la technologie, la conception et l'exploitation, au plan des impacts environnementaux et sociaux potentiels et de la possibilité de les atténuer.

Pour chacune des solutions de rechange, les impacts environnementaux et sociaux sont quantifiés autant que possible, notamment leur valeur économique là où cela est possible. La solution choisie est la plus durable du point de vue environnemental et social, en prenant en compte la faisabilité technique et économique.

8. Risques et impacts environnementaux et sociaux potentiels :

Ce chapitre présente une analyse détaillée des risques et des impacts bénéfiques et négatifs que les diverses composantes de la solution de rechange retenue ont sur les environnements physiques, biologiques et humains (environnements sociaux, culturels et économiques).

La méthodologie de l'évaluation, fondée sur une approche scientifique rigoureuse, est présentée en premier. Ensuite tous les impacts environnementaux et sociaux, directs et

indirects, à court et à long terme, temporaires et permanents, sont décrits et évalués, avec leur niveau d'importance et la probabilité qu'ils se manifestent. Le niveau d'importance de l'impact peut être évalué sur la base de la nature, de la portée, de l'intensité et de la durée, ainsi que de la sensibilité des composantes environnementales et sociales en cause et sur les perceptions du public. Les impacts irréversibles ou inévitables sont clairement identifiés.

Les effets cumulés sont également indiqués en prenant en compte d'autres projets ou initiatives prévues dans la zone de l'évaluation.

9. Mesures d'atténuation/renforcement et initiatives complémentaires:

Des mesures d'atténuation appropriées sont identifiées en vue de prévenir, de réduire, d'atténuer ou de compenser les impacts environnementaux et/ou sociaux défavorables. De plus, des mesures de renforcement (bonification) sont élaborées pour améliorer la performance du projet au plan environnemental et social. Les rôles et les responsabilités liés à la mise en œuvre de ces mesures sont clairement définis.

Le coût de chaque mesure d'atténuation et de renforcement est estimé, notamment le coût du renforcement des capacités de gestion environnementale et sociale. Ce coût est estimé pour chaque mesure identifiée et intégrée dans le coût global du projet décrit à la Section 2.3 du rapport d'évaluation principal. Un poste budgétaire clair est réservé à ces mesures dans la ventilation détaillée des coûts par catégorie, composante, coût étranger et coût local, qui



figure à l'annexe technique B2 du rapport d'évaluation. Le coût total des mesures d'atténuation/renforcement est également donné à l'annexe B8 de ce rapport.

Le cas échéant, cette section présente les initiatives proposées pour compléter les mesures d'atténuation et de renforcement déjà décrites. Par exemple, les plans de réinstallation sont résumés dans cette section, avec le nombre des personnes déplacées, l'indemnisation et les mesures de réinsertion, le statut juridique, les consultations publiques, le calendrier de mise en œuvre ainsi que les procédures de suivi et d'évaluation.

10. Gestion des effets résiduels attendus et des risques environnementaux:

Les impacts résiduels sont présentés dans cette section. Elle décrit également, le cas échéant, les mesures de sécurité et propose un plan de secours préliminaire pour les phases de construction et d'exploitation du projet (situations d'urgence possibles, grandes mesures visant à réagir à des accidents, responsabilités et moyens de communication). S'agissant des projets qui peuvent provoquer des accidents technologiques dont les conséquences peuvent se faire sentir au-delà du site du projet, l'EIES comprend une analyse des risques d'accident technologique: identification du risque et conséquences potentielles, estimation de l'ampleur et de la fréquence des conséquences et estimation et évaluation des risques.

11. Programme de suivi:

Cette section résume les activités de surveillance et de suivi proposées dans le Plan de gestion environnementale et sociale préparé pour le projet. Elle identifie les rôles et les responsabilités des parties prenantes dans la mise en œuvre ainsi que les coûts estimatifs des activités.

12. Résumé des consultations publiques et des opinions exprimées:

Ce chapitre résume les actions menées pour consulter les groupes touchés par le projet, ainsi que d'autres parties prenantes concernées, notamment les organisations de la société civile. Le registre détaillé des réunions de consultation est annexé à l'EIES. La consultation est libre, avec le consentement préalable des communautés susceptibles d'accuser les impacts environnementaux et sociaux et des parties prenantes locales, et également pour satisfaire à l'exigence de large soutien communautaire, en particulier pour les projets de catégorie 1 et pour les projets touchant les peuples indigènes. La consultation est menée selon les notes d'orientation relatives au principe de consultation éclairée et de large soutien communautaire. Les résultats d'une telle consultation alimentent la conception de projets et la préparation des documents connexes. Dans tous les cas, la consultation doit avoir lieu simultanément avec la publication des informations environnementales et sociales.

13. MGP :

Cette section présente le mécanisme de gestion des plaintes qui doit être proposé pour la gestion des différents recours pouvant émailler la mise en œuvre du projet. Ce mécanisme de gestion des plaintes peut comprendre les éléments suivants :

- a) différents moyens par lesquels les utilisateurs peuvent soumettre leurs plaintes, qui peuvent être déposés en personne ou anonymement, par téléphone, par message texte, par courrier, par courriel ou via un site web ;
- b) un registre où les plaintes sont enregistrées par écrit et conservées comme une base de données ;
- c) des procédures annoncées publiquement, indiquant le temps d'attente pour que les utilisateurs reçoivent un accusé de réception, une réponse et une résolution de leurs plaintes ;
- d) la transparence dans la procédure de résolution des plaintes, la structure de gouvernance et chez les décideurs ;

e) une procédure de recours (notamment le système judiciaire national) vers laquelle les plaintes peuvent être orientées lorsque la résolution n'a pas été obtenue.

Lorsque le risque de EAHS ou de VBG ou de travail des enfants ou d'esclavage moderne a été identifié et/ou une plainte connexe a été déposée/enregistrée, le MGP doit inclure une expertise technique pertinente et des dispositions correctives.

14. PGES:

Cette section présente les mesures de gestion, notamment les actes, les rôles et les responsabilités, les calendriers, le suivi et le coût de la mise en œuvre requis pour assurer la conformité du projet à la réglementation nationale et au cadre de gestion E&S des bailleurs de fonds. Voir également l'annexe 9.

15. Plan de renforcement des capacités institutionnelles:

Cette section expose le niveau des capacités au sein de la cellule d'exécution du projet par rapport à la supervision de la mise en œuvre du PGES. Ces capacités sont renforcées pour améliorer la performance de la cellule d'exécution au plan de la gestion environnementale et sociale.

16. Conclusion:

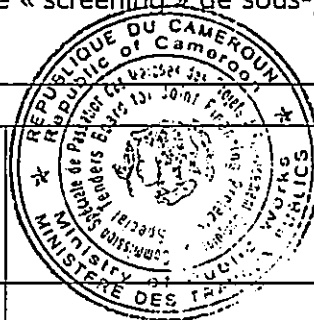
La conclusion confirme l'acceptabilité du projet au plan environnement et social, compte tenu des impacts et des mesures identifiés au cours de l'évaluation. Elle mentionne également toutes les autres conditions ou les besoins à satisfaire au-delà du site du projet pour le succès de la mise en œuvre de celui-ci.

17 Annexes:

- liste des professionnels et des organisations ayant contribué à la préparation du rapport EIES;
- liste des documents consultés, notamment les rapports liés au programme ;
- données de référence mentionnées dans le rapport;
- comptes-rendus des réunions de consultation avec les parties prenantes principales et les parties prenantes secondaires, comprenant les listes de présence et les photos des participants aux différentes séances.

Formulaire de sélection environnementale et sociale « screening » de sous-projet (modèle à adapter)

Information générale	
1	Nom du Village/sous-préfecture/ Commune / Ville/Département/ Région où le sous projet sera mis en œuvre
2	Agence d'exécution du sous projet
3	Nom, titre, fonction et signature de la personne chargée de remplir le présent formulaire Adresse (Contact téléphonique) :



4	Nom, titre, fonction de la personne chargée d'attester la réalisation du screening	<u>Nom, titre et fonction</u>
		<u>Date, signature et cachet</u>

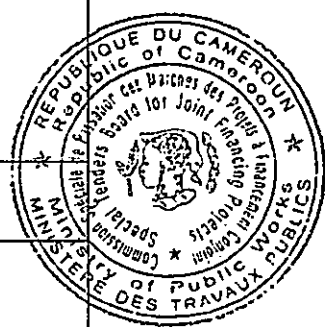
Partie A : Description de l'activité

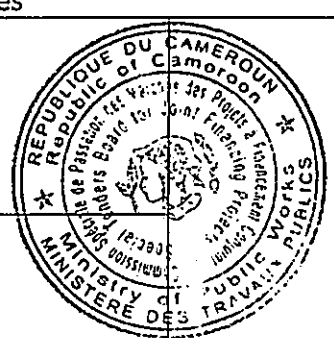
Fournir les informations sur (i) les résultats attendus de l'activité, (ii) les sous-activités pendant la mise en œuvre des activités et l'exploitation

Partie B : Brève description du site

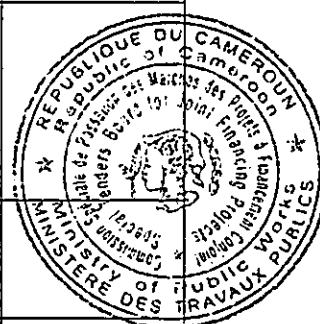
Fournir les informations sur la taille approximative de l'espace à occuper, le ou les propriétaires légaux, l'utilisation ou l'occupation, les caractéristiques biogéographiques (hydrographie, faune et flore, géologie, etc.

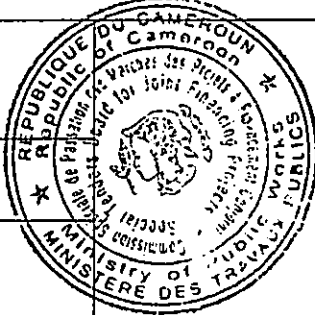
Partie C : Identification des impacts environnementaux et sociaux

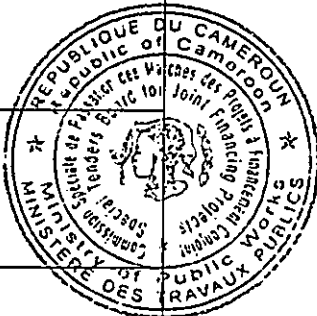
Préoccupations environnementales et sociales	Oui	Non	SO pertinentes	Observations
Ressources naturelles				
Le sous-projet occasionnera-t-il des prélèvements importants de matériaux de construction (sable, gravier, latérite, eau, bois de chantier, etc.)?				
Le sous-projet nécessitera-t-il un défrichement important?				
Le sous-projet peut-il entraîner une diminution qualitative et quantitative des ressources naturelles (eau, bois, et exploitation forestière) ?				
Le sous-projet nécessitera-t-il l'acquisition de terres publiques de façon temporaire ou pour son développement ?				
Le sous-projet nécessitera-t-il l'acquisition de terres privées de façon temporaire ou permanente pour son développement ?				
Diversité biologique				

Préoccupations environnementales et sociales	Oui	Non	SO pertinentes	Observations
Le sous-projet risque-t-il de causer des impacts sur des espèces rares, vulnérables et/ou importantes du point de vue économique, écologique, culturel ?				
Y a-t-il des zones de sensibilité environnementale qui pourraient être affectées négativement par le sous-projet ? forêt, aire protégée, zones humides (lacs, rivières, bas-fonds, plaines inondables, etc.)				
Zones protégées				
La zone du sous-projet comprend-elle des aires protégées (parcs nationaux, réserve nationales, forêt protégée, site de patrimoine mondial, etc.) ?				
Si le sous-projet est en dehors, mais à faible distance, de zones protégées, pourrait-il affecter négativement l'écologie dans la zone protégée ? (P.ex. interférence avec les vols d'oiseau, avec les migrations de mammifères)				
Géologie et sols				
y a-t-il des zones instables d'un point de vue géologique ou des sols (érosion, glissement de terrain, effondrement) ?				
y a-t-il des zones à risque de salinisation ?				
Paysage / esthétique				
Le sous-projet entraînera-t-il une dégradation de la valeur esthétique du paysage ?				
Sites historiques, archéologiques ou culturels				
Le sous-projet pourrait-il changer un ou plusieurs sites historiques, archéologiques, ou culturels (par excavations, fréquentations, etc. ?				
Le sous-projet risque-t-il d'affecter des sites d'importance culturelle, archéologique ou historique ?				

Préoccupations environnementales et sociales	Oui	Non	SO pertinentes	Observations
Perte d'actifs, de biens et services				
Est-ce que le sous-projet déclenchera la perte temporaire ou permanente d'habitats, de cultures, de terres agricoles, de pâturage, d'arbres fruitiers, équipements (greniers, toilettes, cuisines ...) etc. ?				
Si oui, combien (estimation) ?.....				
Est-ce que le sous-projet déclenchera la perte temporaire ou permanente et d'infrastructures domestiques ?				
Est-ce que le sous-projet déclenchera une restriction d'accès à une quelconque ressource naturelle (restriction d'accès à des aires protégées, faune, etc.) ?				
Est-ce que la réalisation du sous-projet nécessite le déplacement d'une ou plusieurs personnes ?				
Si oui, combien ?.....				
Est-ce que le sous-projet déclenchera la perte temporaire ou permanente d'infrastructures commerciales formelles ou informelles ?				
Le projet peut-il affecter négativement le fonctionnement des infrastructures socioéducatives et sanitaires environnantes ?				
Pollution				
Le sous-projet pourrait-il occasionner un niveau élevé de bruit ?				
Le sous-projet risque-t-il de générer des déchets solides et/ou liquides ?				
Si « oui » le sous-projet prévoit-il un plan pour leur collecte et élimination ?				
Y a-t-il les équipements et infrastructures pour leur gestion appropriée ?				
Le sous-projet pourrait-il affecté la qualité des eaux de surface, souterraine, sources d'eau potable ?				



Préoccupations environnementales et sociales	Oui	Non	SO pertinentes	Observations
Le sous-projet risque-t-il d'affecter la qualité de l'atmosphère (poussière, gaz divers) ?				
Le sous-projet entrainera-t-il l'utilisation d'appareils comprenant du PCB (polychlorobiphényles) ou une application quelconque d'un polluant organique persistant (POP)				
Le sous-projet entraine-t-il une forte utilisation de produits chimiques				
Le sous-projet risque-t-il de générer des déchets biomédicaux ?				
Si oui, quels sont les mesures prévues pour leur gestion ?				
Mode de vie				
Le sous-projet peut-il entraîner des altérations de mode de vie des populations locales ?				
Le sous-projet peut-il entraîner une accentuation des inégalités sociales ?				
Le sous-projet peut-il entraîner des utilisations incompatibles ou des conflits sociaux entre les différents usagers ?				
Santé et sécurité				
Le sous-projet peut-il induire des risques d'accidents des travailleurs et des populations ?				
Le sous-projet peut-il causer des risques pour la santé des travailleurs et de la population ?				
Le sous-projet peut-il entraîner une augmentation de la population des vecteurs de maladies ?				
Le sous-projet peut-il affecter négativement le fonctionnement des infrastructures socioéducatives et sanitaires environnantes ?				
Revenus locaux				
Le sous-projet peut-il conduire à des pertes totales ou partielles d'actifs (récoltes, terres, bâtis, etc.)				

Préoccupations environnementales et sociales	Oui	Non	SO pertinentes	Observations
Le sous-projet permet-il la création d'emploi ?				
Le sous-projet favorise-t-il l'augmentation des productions agricoles et autres ?				
Le sous-projet peut-il entraîner un déplacement de main d'œuvre (pas de recrutement sur place) ?				
Inégalités sociales, conflits et genre				
Le sous-projet peut-il entraîner une accentuation des inégalités sociales				
Le sous-projet favorise-t-il une intégration des femmes et autres couches vulnérables ?				
Le sous projet présente-t-elle un risque considérable de violence basée sur le genre (VBG) et d'exploitation et d'abus sexuel				
Le sous-projet prend-t-il en charge les préoccupations des femmes et favorise-t-il leur implication dans la prise de décision ?				
Préoccupations culturelles				
Le sous-projet favorise-t-il une intégration des divers groupes ethniques ?				
Le sous-projet bénéficie-t-il d'un large soutien de la communauté ?				
Le sous-projet peut-il causer d'autres nuisances environnementales ou sociales potentielles ? Si oui, Lesquelles ?				

Partie D : Consultation du public

La consultation et la participation du public ont-elles été recherchées ? (Coopératives, populations, services techniques, ONG, mouvements associatifs locaux, etc.)

Oui ☐ Non ☐

Si "Oui", décrire brièvement les mesures qui ont été prises à cet effet.

.....

.....

.....

Partie E : Mesures d'atténuation

Pour toutes les réponses "Oui" décrire brièvement les mesures prises à cet effet.

No	Impacts ou préoccupations	Mesures d'atténuations

Partie F : Classification du sous projet et travail environnemental et social

Travail environnemental nécessaire :

Catégorie 3 : Operations de la Banque présentant des risques environnementaux et sociaux négligeables ☐

Pas de travail environnemental :

Pas besoin de mesures environnementales et sociales

Catégorie 2 : Operations de la Banque susceptibles de causer moins d'effets environnementaux et sociaux indésirables que la catégorie 1 ☐

Étude d'Impact Environnemental et Social (EIES) :

Élaborer les TDRs pour la réalisation d'une EIES, inclure les clauses environnementales et sociales dans les DAO et les DP

Catégorie 1 : opérations de la Banque susceptibles de causer des impacts environnementaux et sociaux significatifs ☐

Étude d'Impact Environnemental et Social (EIES) :

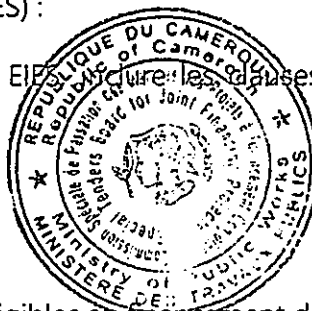
Élaborer les TDRs pour la réalisation d'une EIES, inclure les clauses environnementales et sociales dans les DAO et les DP

(? Oui ☐ Non ☐)

Critères d'inéligibilité

Les sous projets ci-dessous ne seraient pas éligibles au financement du Projet :

- Sous-projets susceptibles d'être mis en œuvre ou situés dans des zones classées habitats naturels (*Section Sites historiques, archéologiques ou culturels*) ;
- Sous-projets susceptibles de porter atteinte aux ressources classées "patrimoine culturel national" (*Section Sites historiques, archéologiques ou culturels*).



Rapport spécifique de l'étude de vulnérabilité au changement climatique

L'étude devra utiliser les méthodologies et approches éprouvées pour produire un rapport dont le contenu aura les éléments suivants :

Contexte

- Contexte politique et institutionnel face au changement climatique
- Les enjeux, défis et impacts du changement climatique au Cameroun
- Analyse de la Climato-sensibilité du réseau routier Camerounais
- Résumé du projet et de l'ensemble des investissements prévus

Données et scénarios climatiques

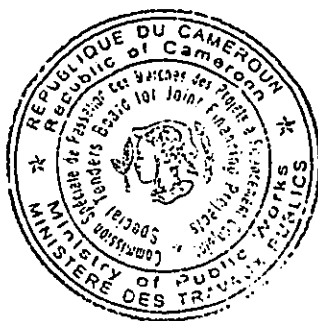
- Données et analyses du climat passé et actuel
- Scénarios climatiques (projections climatiques futures)

Analyse de la vulnérabilité

- Historique et projections des risques et aléas climatiques auxquels les infrastructures et autres activités connexes prévus par le projet sont exposées
- Evaluation de la vulnérabilité de l'ensemble des investissements prévus par le projet
- Estimation des dégâts directs et indirects causés et induits
- Vue d'ensemble de l'impact du changement climatique sur les infrastructures et autres activités connexes prévus par le projet

Plan de résilience climatique

- Identification et évaluation des options d'adaptation
- Développement du plan d'action de résilience climatique du projet
- Estimation et évaluation du plan d'action de résilience climatique



10/10/10

CONSISTANCE DU SUIVI GEOTECHNIQUE DU MAITRE D'OUVRAGE

Suivant les phases des projets d'études à réaliser, une équivalence avec les missions géotechniques de la norme NFP 94 500 ont été établis de la manière suivante :

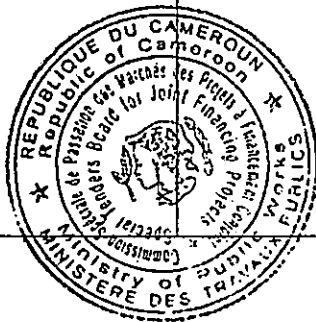
✚ Cas d'une étude de construction neuve

Phases de projet (cf. Décret n°2014/3863/PM du 21 nov 2014)		Phases équivalentes en Classification des missions géotechniques (Cf. Norme NF P 94-500)	
Intitulé	Descriptif	Intitulé	Descriptif
Phase d'instruction	Études d'opportunité	Mission Géotechnique préalable (G1)	Phase Étude de site (ES) : Recherche rapide des risques géotechniques présentés par le site
	Études de pré faisabilité		
Phase de formulation et de montage	Études de faisabilité (cout objectif et global du projet,)	Mission Géotechnique Préalable (G1)	
Phase de conception	Études techniques : - Avant-Projet Sommaire (APS) ; - Étude Préliminaire d'Ouvrage d'Art (EPOA)	Mission Géotechnique Préalable (G1)	Phase principes Généraux de construction (PGC) : première adaptation des futurs ouvrages aux spécificités du site
	Études techniques : - Avant-Projet Détaillé (APD) ; - Projet d'Ouvrage d'Art (POA)	Mission Géotechnique de Conception (G2)	Phase Avant-Projet (AVP) Phase Projet (PRO)
	Dossier de Consultation des Entreprises		Phase DCE / ACT

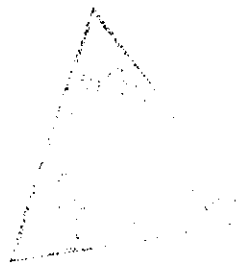
✚ Cas d'une étude de réhabilitation

Phases de projet (cf. Décret n°2014/3863/PM du 21 nov 2014)			Phases équivalentes en Classification des missions géotechniques (Cf. Norme NF P 94-500)	
Phase	Étude	Descriptif	Intitulé	Descriptif
Phase d'instruction	Études d'opportunité	Initiation du projet de réhabilitation		
	Études de pré faisabilité	Conception du projet de réhabilitation	G5 - Étude de Diagnostic	Définition du plan d'étude du diagnostic, en fonction des données connues du terrain, de l'expérience locale, de la nature de l'élément et du problème spécifique à traiter. Obtenir les données nécessaires pour atteindre les objectifs de la

Phases de projet (cf. Décret n°2014/3863/PM du 21 nov 2014)			Phases équivalentes en Classification des missions géotechniques Cf. Norme NF P 94-500)	
Phase	Étude	Descriptif	Intitulé	Descriptif
				mission et vérifier la validité des informations fournies par le client.
Phase de formulation et de montage	Études de faisabilité	Définition du coût objectif et global du projet de réhabilitation	G5	Suivi et contrôle de l'exécution des investigations géotechniques et des auscultations
		Élaboration du mode et plan de financement		Adaptation du programme des investigations géotechniques et/ou d'auscultation en fonction des premiers résultats obtenus
		Établissement du chronogramme indicatif de mise en œuvre		Examen et validation de la cohérence des données collectées et en faire la synthèse
Phase de conception	Études techniques : Avant-Projet Sommaire (APS) ; Étude Préliminaire d'Ouvrage d'Art (EPOA)	Réalisations des études techniques sommaires	G2 — Mission Géotechnique de Conception	Phase principes Généraux de construction (PGC) : première adaptation des futurs ouvrages aux spécificités du site
	Études techniques : Avant-Projet Détaillé (APD) ou Projet d'Ouvrage d'Art (POA)	Réalisations des études techniques détaillées		Phase Avant-Projet (AVP) Phase Projet (PRO)
	Dossier de Consultation des Entreprises et de Sélection des partenaires privés le cas échéant			Phase DCE / ACT

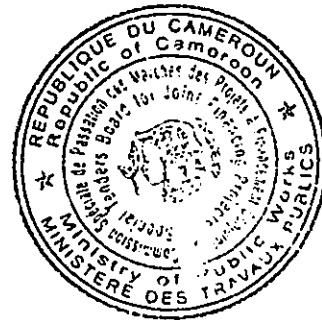


CONSISTANCE DU SUIVI TOPOGRAPHIQUE DU MAITRE D'OUVRAGE

<u>CONSISTANCE DES MISSIONS DE SUIVI TOPOGRAPHIQUES</u>		
PHASE DE L'ETUDE	SUR LE TERRAIN	AU BUREAU
<u>Phase I :</u> Avant-projet Sommaire	1. Effectuer une reconnaissance préliminaire du tronçon de route en étude, conjointement avec le consultant ; 2. Étalonner le matériel topographique ; 3. Examiner physiquement les propositions de redressement de tracé ; 4. Examiner le programme des investigations topographiques ; 5. Vérifier la matérialisation physique des variantes de tracé 6. Vérifier la matérialisation des bornes en béton mise en place au droit des zone levées ; 7. Vérifier de la fidélité et la justesse des données topographiques produites ; 8. Déterminer la classe de précision des plans topographiques produits ; 9. Contrôler l'estimation des quantités des travaux de terrassement.	- examiner les propositions de redressement de tracé -émettre un avis sur le rapport des études topographique produit par le consultant -vérifier la conformité des plans produits par le consultant. 
<u>Phase II :</u> Avant-projet Détaillé	1. Étalonner le matériel topographique ; 2. Examiner le programme des investigations topographiques 3. Vérifier l'implantation de l'axe du tracé retenu ; 4. Vérifier l'implantation des ouvrages d'art et ouvrage hydraulique projeté ; 5. Vérifier la fidélité et la justesse des données topographiques produites ; 6. Déterminer la classe de précision des plans topographiques produits ; 7. Contrôler l'estimation des quantités des travaux de terrassement.	-émettre un avis sur le rapport des études topographique produit par le consultant -vérifier la conformité des plans produits par le consultant 

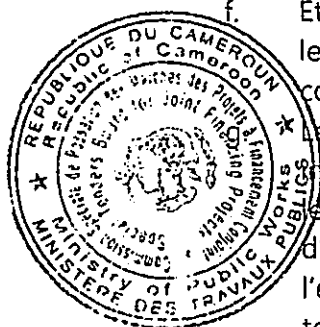
CANEVAS D'ELABORATION D'UN PLAN D'ACTION DE REINSTALLATION

1. Introduction
2. Contexte et justification de l'élaboration de ce plan de réinstallation
 - a. Description générale du projet
 - b. Objectif de Développement du Projet
 - c. Zones d'intervention du Projet
3. But de ces Termes De Référence pour l'élaboration du Plan de réinstallation
4. Promoteur du projet
5. Présentation sommaire des ouvrages objet du plan de réinstallation
6. Localisation administrative et géographique du projet
7. Contexte socio-économique de la zone du projet
8. Mandat et obligations du consultant
9. Obligations relatives aux documents
10. Secret professionnel
11. Relation avec les autres parties impliquées
12. Responsabilités
13. Composition de l'équipe d'étude
14. Obligations du maître d'Ouvrage
15. Cadre juridique et institutionnel pour l'élaboration du PR
16. Démarche méthodologique pour l'élaboration du plan de réinstallation
 - a. Calendrier d'exécution de l'étude et de remise des livrables
 - b. Rapport de démarrage
 - c. Plan de réinstallation provisoire
 - d. Plan de réinstallation final
17. Contenu du plan de réinstallation
 - I. Description du projet. Description générale du projet et identification de la zone du projet.
 - II. Effets potentiels. Identification :
 - a. des composantes ou des activités du projet qui donnent lieu à un déplacement, en expliquant pourquoi les terres retenues doivent être acquises et exploitées pendant la durée de vie du projet ;
 - b. de la zone d'impact de ces composantes ou activités ;
 - c. de l'envergure et l'ampleur des acquisitions de terres et des effets de telles acquisitions sur des ouvrages et autres immobilisations ;
 - d. des restrictions imposées par le projet à l'utilisation des terres ou d'autres ressources naturelles, ainsi qu'à l'accès auxdites terres ou ressources ;
 - e. des variantes de conception du projet envisagées pour éviter ou minimiser les déplacements et des motifs pour lesquels celles-ci ont été rejetées ; et
 - f. des mécanismes mis en place pour minimiser les déplacements, dans la mesure du possible, pendant la mise en œuvre du projet.
 - III. Objectifs. Les principaux objectifs du programme de réinstallation
 - IV. Recensement et études socioéconomiques de référence. Les conclusions d'un recensement des ménages permettant d'identifier et de dénombrer les personnes touchées et, avec la participation de ces personnes, de faire des levés



topographiques, d'étudier les ouvrages et d'autres immobilisations susceptibles d'être affectés par le projet. Le recensement remplit également d'autres fonctions essentielles :

- a. Identifier les caractéristiques des ménages déplacés, notamment en décrivant la structure des ménages et l'organisation de la production et du travail ; et recueillir des données de référence sur les moyens de subsistance (y compris, le cas échéant, les niveaux de production et les revenus générés par les activités économiques formelles et informelles) et les niveaux de vie (y compris l'état de santé) de la population déplacée ;
- b. Recueillir des informations sur les groupes ou les personnes vulnérables pour lesquelles des dispositions spéciales seront probablement nécessaires ;
- c. Identifier les infrastructures, les services ou les biens publics ou collectifs susceptibles d'être affectés ;
- d. Établir une base pour la conception et la budgétisation du programme de réinstallation ;
- e. Établir une base pour exclure les personnes non admissibles à l'indemnisation et à l'aide à la réinstallation en même temps qu'une date limite d'admissibilité est fixée ; et
- f. Établir des conditions de base à des fins de suivi et d'évaluation. Si la Banque le juge utile, d'autres études sur les sujets suivants peuvent être exigées pour compléter ou étayer les résultats du recensement :



les régimes fonciers et les systèmes de transfert de propriété, y compris un inventaire des ressources naturelles en propriété collective dont dépendent les populations pour leurs revenus et leur subsistance, les systèmes d'usufruit sans titre de propriété (y compris la pêche, le pâturage, ou l'exploitation de zones forestières) régis par des mécanismes d'allocation des terres reconnus au niveau local, et toutes les questions soulevées par les différents systèmes fonciers existants dans la zone du projet ;

- h. Les modes d'interaction sociale dans les communautés touchées, y compris les réseaux sociaux et les systèmes d'aide sociale, et la manière dont ceux-ci seront affectés par le projet ; et
- i. Les caractéristiques sociales et culturelles des communautés déplacées, y compris une description des institutions formelles et informelles (par exemple, les organisations communautaires, les groupes rituels, les organisations non gouvernementales [ONG]) qui peuvent être prises en compte dans la stratégie de consultation et dans le cadre de la conception et la mise en œuvre des activités de réinstallation.

V. Cadre Juridique. Les résultats d'une analyse du cadre juridique, couvrant :

- a. L'étendue du pouvoir d'expropriation et d'imposition de restrictions à l'utilisation des terres et la nature des indemnisations connexes, y compris à la fois la méthodologie d'évaluation et les délais de paiement ;
- b. Les procédures juridiques et administratives applicables, notamment une description des moyens de recours à la disposition des personnes déplacées pendant les procédures judiciaires et le délai normal pour de telles procédures, ainsi que tout mécanisme de gestion des plaintes disponible et applicable dans le cadre du projet ;

- c. Les lois et réglementations concernant les agences responsables de la mise en œuvre des activités de réinstallation ; et
- d. Les disparités, s'il y en a, entre les lois et pratiques locales en matière d'expropriation, d'imposition de restrictions à l'utilisation des terres et d'établissement de mesures de réinstallation et les dispositions de la NES no 5, ainsi que les dispositifs permettant de corriger ces disparités.

VI. Cadre institutionnel. Les résultats d'une analyse du cadre institutionnel, couvrant :

- a. L'identification des agences chargées des activités de réinstallation et des ONG/OSC susceptibles de jouer un rôle dans la mise en œuvre du projet ; y compris en apportant une aide aux personnes déplacées ;
- b. Une évaluation des capacités institutionnelles de ces agences et ONG/OSC ; et
- c. Toutes les mesures proposées pour renforcer les capacités institutionnelles des agences et des ONG/OSC responsables de la mise en œuvre des activités de réinstallation.

VII. Admissibilité. Définition des personnes déplacées et critères pour déterminer leur admissibilité à l'indemnisation et aux autres aides à la réinstallation, y compris les dates butoirs pertinentes.

VIII. Évaluation des pertes et indemnisations. La méthode à utiliser pour évaluer les pertes afin de déterminer leur coût de remplacement ; et une description des types et niveaux d'indemnisation proposés pour les terres, les ressources naturelles et d'autres actifs en vertu du droit local ainsi que les mesures supplémentaires jugées nécessaires pour atteindre le coût de remplacement dans chaque cas.

IX. Participation communautaire. Participation des personnes déplacées (y compris des communautés d'accueil, le cas échéant) :

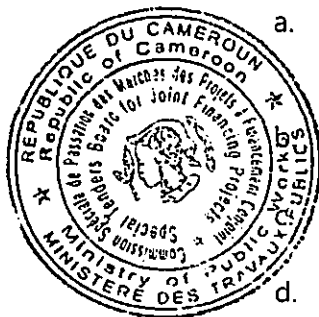
- a. Une description de la stratégie de consultation et de participation des personnes déplacées dans le cadre de la conception et la mise en œuvre des activités de réinstallation ;
Un résumé des points de vue exprimés et de la façon dont ces points de vue ont été pris en compte dans la préparation du plan de réinstallation ;
L'examen des options de réinstallation proposées et des choix opérés par les personnes déplacées parmi les options qui leur ont été soumises ; et
- d. Des dispositifs institutionnalisés à partir desquels les personnes déplacées peuvent transmettre leurs préoccupations aux responsables du projet tout au long des phases de planification et de mise en œuvre, et les mesures pour faire en sorte que des groupes vulnérables tels que les peuples autochtones, les minorités ethniques, les paysans sans terre et les femmes soient correctement représentés.

X. Calendrier de mise en œuvre.

Un calendrier de mise en œuvre fournissant les dates de déplacement envisagées, et une estimation des dates de démarrage et d'achèvement de toutes les activités prévues sur le plan de réinstallation. Ce calendrier devrait indiquer comment les activités de réinstallation sont liées à la mise en œuvre de l'ensemble du projet.

XI. Coûts et budget.

Des tableaux présentant des estimations de coûts par rubrique pour toutes les activités de réinstallation, y compris les ajustements pour tenir compte de



l'inflation, de l'accroissement de la population et d'autres imprévus ; le calendrier des dépenses ; les sources de financement ; et les dispositions prises pour que les fonds soient disponibles en temps utile et pour le financement de la réinstallation, s'il y a lieu, dans les zones ne relevant pas de la juridiction des organismes d'exécution.

XII. Mécanisme de gestion des plaintes.

Le plan décrit les procédures abordables et accessibles pour un règlement par des tiers des différends découlant du déplacement ou de la réinstallation des populations touchées ; ces mécanismes de gestion des plaintes devraient tenir compte de la disponibilité de voies de recours judiciaires et de dispositifs communautaires et traditionnels de règlement des différends.

XIII. Suivi et évaluation.

Des dispositifs pour le suivi des déplacements et des activités de réinstallation par l'organisme d'exécution, complétés par des contrôles indépendants jugés opportuns par la Banque, pour garantir une information complète et objective ; des indicateurs de suivi de la performance pour mesurer les apports, les prestations et les résultats associés aux activités de réinstallation ; la participation des personnes déplacées au processus de suivi ; l'évaluation des résultats dans un délai raisonnable après la fin de toutes les activités de réinstallation ; en utilisant les résultats du suivi des activités de réinstallation pour orienter la mise en œuvre ultérieure du projet.

XIV. Dispositions pour une gestion adaptative.

Le plan devrait inclure des dispositions pour adapter la mise en œuvre des activités de réinstallation à l'évolution imprévue des conditions du projet, ou à des difficultés inattendues pour obtenir des résultats satisfaisants en matière de réinstallation.

Dispositions supplémentaires à intégrer dans les plans lorsque la réinstallation implique un déplacement physique

L'aide transitoire.

Le plan décrit l'aide à fournir pour la réinstallation des familles et de leurs biens (y compris de l'équipement et des stocks de l'entreprise). Il décrit également toute aide supplémentaire à fournir aux ménages qui choisissent d'être indemnisés en espèces et de chercher eux-mêmes leur logement de remplacement, y compris en construisant une nouvelle maison. Lorsque les sites prévus pour la réinstallation (pour les habitations ou les entreprises) ne peuvent pas encore être occupés au moment du déplacement physique, le plan établit une indemnité transitoire suffisante pour couvrir les dépenses temporaires de location et autres coûts associés jusqu'à ce que ces sites soient prêts.

XVI. Choix et préparation du site, et réinstallation.

Lorsque les sites prévus pour la réinstallation doivent être préparés, le plan de réinstallation décrit les autres sites de réinstallation envisagés et justifie le choix des sites retenus, y compris par les éléments suivants :

- a. Les dispositifs institutionnels et techniques mis en place pour identifier et préparer les sites de réinstallation, en milieu rural ou urbain, dont la combinaison du potentiel productif, des avantages en termes d'emplacement et des autres caractéristiques est meilleure ou au moins comparable aux avantages des anciens sites; assortis d'une estimation du



temps nécessaire pour acquérir et céder les terres et les ressources connexes ;

- b. L'identification et l'examen de possibilités d'amélioration des conditions de vie au niveau local en réalisant des investissements supplémentaires (ou en établissant des mécanismes de partage des avantages tirés du projet) dans les infrastructures, les équipements ou les services;
- c. Toutes les mesures nécessaires pour empêcher la spéculation foncière ou l'afflux de personnes inadmissibles sur les sites retenus ;
- d. Les procédures de réinstallation physique dans le cadre du projet, y compris les délais de préparation et de cessions des sites; et

Les modalités légales de régularisation de la propriété et de transfert de titres aux personnes réinstallées, y compris la sécurité de jouissance pour les personnes qui n'avaient pas les pleins droits sur les terres ou les structures concernées.

L'habitat, les infrastructures et services sociaux.

Les plans visant à fournir (ou à financer la fourniture à la communauté locale) de logements, d'infrastructures (par exemple l'adduction d'eau, des routes de desserte, etc.) et des services sociaux (comme des écoles, des centres de santé, etc.); les plans pour maintenir ou fournir un niveau comparable de services aux populations hôtes ; tout aménagement des sites, tout ouvrage de génie civil ainsi que les plans architecturaux de ces installations.

XVIII. Protection et gestion de l'environnement.

Une description des limites des sites de réinstallation prévus ; et une évaluation de l'impact environnemental de la réinstallation proposée et des mesures visant à atténuer et à gérer cet impact (coordonnée autant que possible avec l'évaluation environnementale et sociale de l'investissement principal occasionnant la réinstallation).

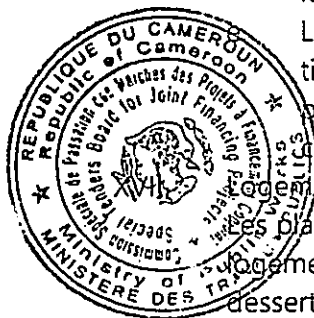
XIX. Consultation sur les modalités de la réinstallation.

Le plan décrit les méthodes de consultation des déplacés physiques sur leurs préférences parmi les options de réinstallation qui leur sont proposées, y compris, le cas échéant, les choix se rapportant aux formes d'indemnisation et d'aide transitoire, à la réinstallation de familles isolées ou de communautés préexistantes ou de groupes apparentés, au maintien des modes d'organisation des groupes, et au déplacement des biens culturels ou à la conservation de l'accès à ceux-ci (à l'exemple des lieux de culte, des centres de pèlerinage et des cimetières).

XX. Intégration dans les communautés d'accueil.

Les mesures visant à atténuer l'impact des sites de réinstallation prévus sur les communautés d'accueil, y compris :

- a. Les consultations avec les communautés d'accueil et les autorités locales ;
- b. Les dispositions relatives au versement rapide de tout paiement dû aux hôtes pour les terres ou d'autres biens cédés au profit des sites de réinstallation prévus ;
- c. Les dispositions permettant d'identifier et de régler les conflits qui peuvent surgir entre les personnes réinstallées et les communautés d'accueil ;
- d. Toutes mesures nécessaires pour renforcer les services (par exemple, éducation, eau, santé et services de production) dans les communautés



d'accueil afin de répondre à la demande accrue de ces services ou de les porter à un niveau au moins comparable aux services disponibles dans les sites de réinstallation prévus.

Dispositions supplémentaires à intégrer dans les plans lorsque la réinstallation implique un déplacement économique

XXI. Le remplacement direct des terres.

Pour les personnes qui vivent de l'agriculture, le plan de réinstallation offre l'option de recevoir des terres de remplacement d'une valeur productive équivalente, ou démontre que des terres suffisantes d'une valeur équivalente ne sont pas disponibles. Lorsque des terres de remplacement sont disponibles, le plan décrit les modalités et les délais d'attribution de ces terres aux personnes déplacées.

XXII. Perte d'accès à des terres ou des ressources.

Pour les personnes dont les moyens de subsistance sont affectés par la perte de terres, d'utilisation de ressources ou d'accès à des terres ou des ressources, y compris les ressources en propriété collective, le plan de réinstallation décrit les moyens d'obtenir des ressources de substitution ou de remplacement, ou prévoit autrement un appui à d'autres moyens de subsistance.

XXIII. Appui à d'autres moyens de subsistance. Pour toutes les autres catégories de déplacés économiques, le plan de réinstallation décrit des moyens possibles d'obtenir un emploi ou de créer une entreprise, y compris par la fourniture d'une aide supplémentaire adaptée, notamment une formation professionnelle, un crédit, des licences ou des permis, ou encore du matériel spécialisé. Au besoin, le plan de subsistance prévoit une aide spéciale aux femmes, aux minorités ou aux groupes vulnérables qui peuvent avoir plus de mal que les autres à exploiter d'autres moyens de subsistance.

XXIV. Analyse des opportunités de développement économique.

Le plan de réinstallation identifie et évalue toutes les possibilités de promotion de moyens de subsistance améliorée à la suite du processus de réinstallation. Il peut s'agir, par exemple, d'accords préférentiels en matière d'emploi dans le cadre du projet, du soutien au développement de produits ou de marchés spécialisés, de l'établissement de zones commerciales et d'accords commerciaux préférentiels, ou d'autres mesures. Le cas échéant, le plan devrait également déterminer la possibilité d'allouer des ressources financières aux communautés, ou directement aux personnes déplacées, par l'établissement des mécanismes de partage des avantages tirés du projet.

XXV. Aide transitoire. Le plan de réinstallation prévoit une aide transitoire à ceux dont les moyens de subsistance seront perturbés. Il peut s'agir de paiements pour compenser la perte de cultures et de ressources naturelles, le manque à gagner subi par les entreprises ou les employés lésés par la délocalisation des entreprises. Le plan prévoit le maintien de cette aide transitoire pendant toute la période de transition.



1.18 Exercez-vous une activité économique? Secondaire : 1= oui ; 2=non) ☐ si oui précisez.....

1=oui 2=non si oui, précisez

1.19 Revenu moyen mensuel:

1.20. Combien d'enfants avez-vous? Combien d'enfants vivant dans la maison avez-vous?

1.21. Nombre d'enfant de moins de 16 ans

1.22. Nombre de personnes scolarisées dans votre famille?

1.23. Souffrez-vous d'un handicap? Un autre membre de famille avec handicap?

1=oui / ☐ / 2=non / ☐ /

1.24. Si oui lequel:.....

1=physique 2=mental 3=génétique 4= maladie chronique

1.25. Etes-vous un déplacé interne? 1=oui 2=non

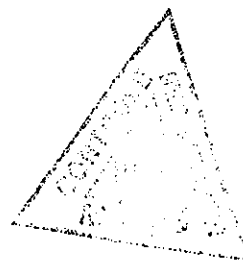
1.26. Depuis combien de temps résidez-vous dans le quartier

PROCEDURES DE RECOURS : MÉCANISME DE GESTION DES PLAINTES

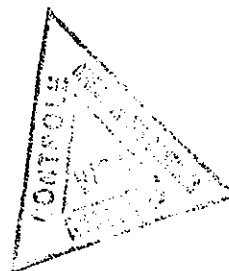
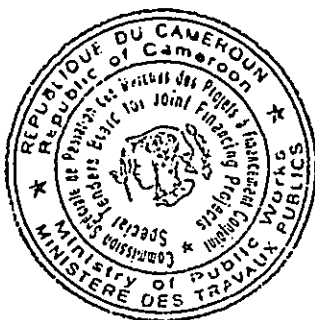
Les procédures de recours reposeront sur l'arrangement à l'amiable. La justice ne constituera que l'ultime recours. Le tableau ci-après définit les responsabilités dans la gestion ainsi que les types de plaintes.

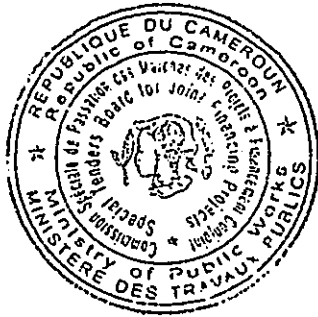
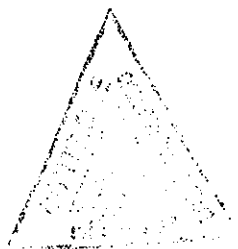
Tableau n°4: Gestion des plaintes

TYPE DE PLAINTES	RESPONSABLES DE LA MISE EN ŒUVRE DU MECANISME
Contestation de l'éligibilité	Commission départementale
Contestation sur l'évaluation	Comité de conciliation
	Commission départementale
Contestation sur l'ayant droit légitime	Comité de conciliation
	Commission départementale
Contestation des coûts des indemnisations	Commission départementale



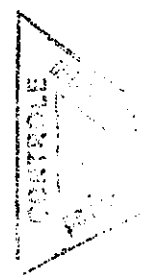
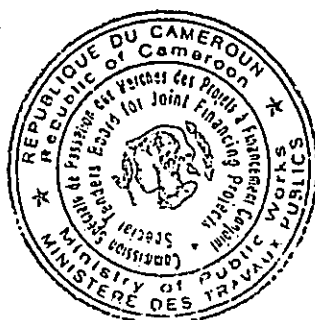
4.13. ANNEXE : CANEVAS TYPE DE TRD D'ETUDE GEOTECHNIQUE DE CONCEPTION
DES ROUTES AVEC OUVRAGES D'ART _édition Janvier 2019



REPUBLIQUE DU CAMEROUN République du Cameroun MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS Secrétariat Général DIRECTION GÉNÉRALE DES ÉTUDES TECHNIQUES Division d'Études Techniques CELLULE DES ÉTUDES GÉOTECHNIQUES ET DE HYDRAULIQUES DES INFRASTRUCTURES		REPUBLIC OF CAMEROON République du Cameroun MINISTRY OF PUBLIC WORKS SECRETARIAT GENERAL GENERAL DEPARTMENT OF TECHNICAL STUDIES TECHNICAL STUDIES DIVISION GEOTECHNICAL AND HYDRAULIC INFRASTRUCTURES STUDIES UNIT
PROJET DE CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT A L'ÉCHELLE D'UN BÂTIMENT MODERNE A L'ÉCHELLE A L'ÉCHELLE A L'ÉCHELLE A L'ÉCHELLE		
		
Janvier 2019		

SOMMAIRE

I.	CONTEXTE ET JUSTIFICATION.....	1
II.	OBJECTIFS.....	2
II.1.	Objectif global.....	2
II.2.	Objectifs spécifiques :	2
III.	ENCHAÎNEMENT DES MISSIONS D'INGÉNIERIE GÉOTECHNIQUE DE CONSTRUCTION D'INFRASTRUCTURE.....	3
IV.	CONSISTANCE DES PRESTATIONS GÉOTECHNIQUES	4
IV.1.	Mission géotechnique préalable (G1) phase Etude de Site	4
IV.2.	Mission géotechnique préalable (G1) Phase Principes généraux de construction (PGC)	5
IV.3.	Mission géotechnique de conception (G2) de la phase APD pour les vias d'axes et l'OCN pour les ouvrages d'art à la phase DCE	10
V.	Documents techniques généraux concernés.....	12
VI.	Moyens humains et matériels.....	16



I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Tout projet d'infrastructure est un prototype par sa nouveauté sa définition géométrique, la complexité géométrique de son site d'implantation et de ses approches, la chose structurale et la méthode de construction retenue.

La réalisation d'un projet d'infrastructure soulève des phénomènes qui modifient et peuvent altérer l'état naturel du site et la qualité de l'ouvrage. Les risques naturels et géologiques des zones d'implantation des projets sont variés d'une part, du contexte géologique et de la zone d'influence géotechnique du site d'une part et d'autre part des caractéristiques de l'ouvrage.

Afin d'assurer la maîtrise des risques des ouvrages, la norme française NF P 94 500 de novembre 2011 définit l'encadrement des types de structures géotechniques à respecter lors de l'exécution d'un projet de BTP.

La réalisation des études géotechniques permet ainsi de lever un maximum d'incertitudes sur le sous-sol pour la conception ou le confortement d'un projet et de garantir la qualité de l'ouvrage, le respect du coût de construction et du délai de livraison par :

- la mise au site d'implantation ou de construction préférentielle de l'ouvrage
- l'adaptation spécifique de l'ouvrage au site afin de limiter les risques naturels et relatifs à la réalisation de l'ouvrage en toute sécurité et à moindre coût.

Au Cameroun, le décret N° 2014/3563/PM du 21 novembre 2014, portant organisation de la Maîtrise d'Œuvre Technique dans la réalisation des projets d'infrastructures, dispose dans son article 8 que les phases obligatoires à respecter pour la réalisation des projets d'infrastructures et qui constituent le cycle de gestion normale d'un projet d'infrastructure sont notamment :

- la phase d'instruction qui est celle qui permet au Maître d'Œuvre d'initier et de concevoir le projet d'infrastructure, tout en procédant aux études d'opportunité et de préférentibilité ;
- la phase de formulation et de montage, qui permet de réaliser les études de faisabilité, de définir le coût global et global du projet, d'élaborer le mode et le plan de financement ainsi que d'établir le chronogramme indicatif de mise en œuvre ;
- la phase de conception comprenant les études techniques et l'élaboration des dossiers de conception, des permis de construire et des dossiers d'approbation. Cette phase comprend notamment :
 - Les études d'Avant-Projet-Sommaire (APS) et les études d'Avant-Projet-Détailé
 - La mise en place du Maître d'œuvre puis de la représentation du Maître d'ouvrage dans le cas des projets Engineering Procurement Construction (EPC) ou Partenariat Public-Privé (PPP) ;
 - La réalisation des études techniques détaillées et la mise au point des procédures ;
 - La conception des ouvrages types ou des caractéristiques ;
- la phase d'exécution des travaux qui est celle de mise en œuvre opérationnelle du projet, encadrée par l'élaboration des projets d'exécution, la préparation de chantier, la mobilisation des moyens et l'exécution proprement dite des travaux, y compris les contrôles relatifs et externes à effectuer ;
- la phase de réception et de mise en service est celle au cours de laquelle l'ouvrage est réceptionné et la conformité des infrastructures réalisées, l'établissement du dossier de réception, la production du manuel d'exploitation et d'entretien de l'ouvrage ainsi que la réception définitive et définitive du maître d'ouvrage la mise en possession et la mise en exploitation.

Ainsi, à tous les stades de la conception, de l'étude et de la réalisation d'un projet, une étude géotechnique bien conduite assure la qualité et la sécurité de l'ouvrage, la rentabilité, la pérennité et la sécurité de l'ouvrage.

II. OBJECTIFS

II.1. Objectif global.

L'objectif global de la présente prestation est de définir un cadre d'exécution des études géotechniques de construction de routes et d'ouvrages d'art, permettant la maîtrise des risques géotechniques et géologiques et la pérennité des infrastructures, conformément aux normes et textes en vigueur.

II.2. Objectifs spécifiques

En ligne spécifique les objectifs de cette réflexion consistent à :

- établir un encadrement des maxima d'incertitude géotechnique relative aux études de construction des routes et des ouvrages d'art, conforme aux normes en vigueur au Cameroun et à la norme française NF P94-500.



- Elaborer des programmes d'investigations géotechniques types, adaptables aux phases J.6.1.0. de projet de construction des routes avec ouvrages d'art au Cameroun
- Rédiger le contenu d'un rapport type d'étude géotechnique de construction de routes en relation avec les différentes phases de projet
- présenter les documents de référence des études géotechniques.



III. ENCHAÎNEMENT DES MISSIONS D'INGÉNIEURIE GEOTECHNIQUE D'INFRASTRUCTURE

Les dépendances, entre les phases de projets citées dans le Diagramme ci-dessous, sont les suivantes :

Phases de projet (cf. Décret n°2014/3183/PJ du 21 nov 2014)		Phases équivalentes en Classification des missions géotechniques (cf. Norme NF P 94-503)	
Intitulé	Descriptif	Intitulé	Descriptif
Phase d'instruction	Etudes d'opportunité Région ou pré-allocation	Mission Géotechnique préalable (G1)	Phase Etude de site (ES)
Phase de formulation et de montage	Etudes de faisabilité pour ouvrage et géotexte du projet	Mission Géotechnique Pré-allocation (G1)	Recherche rapide des risques géotechniques prioritaires sur le site
Phase de construction	Etudes techniques - Avant-Projet Sommaire (APS) - Etude Préliminaire d'Ouvrage d'Art (EPOA)	Mission Géotechnique Pré-allocation (G1)	Phase principes Généraux de construction (PGC) première élaboration des futurs ouvrages aux spécificités du site
	Etudes techniques - Avant-Projet Détaillé (APD) - Projet d'Ouvrage d'Art (POA)	Mission Géotechnique de Conception (G2)	Phase Avant-Projet (AP) Phase Projet (PP)
	Document de Consultation des Entreprises		Phase OCE / ACT

IV. CONSISTANCE DES PRESTATIONS GEOTECHNIQUES

L'Etude comportera trois (03) missions géotechniques objet chacune d'un rapport et définies ainsi qu'il suit :

- Mission géotechnique préalable (G1) phase Etude de Site
- Mission géotechnique préalable (G1) Phase Principes Généraux de Construction (PGC) aboutissant à la mise au point du dossier géotechnique APS (Avant-Projet Sommaire) pour les ouvrages et EPOA (Etude Préliminaire d'Ouvrage d'Art) pour les ouvrages d'art
- Mission géotechnique de conception (G2) de la phase APD (Avant-Projet Détaillé) à la phase OCE / ACT pour les ouvrages d'art et POA (Projet d'Ouvrage d'Art) pour les ouvrages d'art

IV-1. Mission géotechnique préalable (G1) phase Etude de Site

Cette phase, réalisée en amont des études APS, permet de dresser un dossier géologique préliminaire et les spécificités géotechniques du site ainsi que d'établir une première caractérisation des risques géotechniques majeurs.

- en précisant en outre le contexte géologique général du site, l'histoire des aménagements réalisés sur le site et aux alentours ainsi que la présence d'ouvrages susceptibles d'être concernés ;
- en émettant certaines recommandations en vue de la construction notamment les zones d'implantation d'ouvrages futurs et la durée à tenir, la profondeur des sols aux laboratoires, les risques d'instabilité des versants et les risques relatifs.

En s'appuyant sur les données de la mission, le Consultant devra :

- réaliser une enquête documentaire avec notamment la consultation des cartes géologiques, géologiques, géotechniques, éventuellement les rapports géotechniques des projets antérieurs
- procéder à une visite de reconnaissance du site et des alentours pour la confirmation des données du site

- reconnaître visuellement les sols supports de fondation en identifiant les surfaces homogènes ;
- réaliser si nécessaire une prospection géoélectrique préliminaire avec un kit léger constitué de pinces métalliques et possibilité d'identification au laboratoire des échantillons existants prélevés ;
- définir éventuellement les zones sensibles telles que les zones compressibles ;
- identifier sommairement les risques géotechniques pouvant compromettre l'exécution du projet (stabilité des versants, tassement des zones sensibles, rétrogression des matériaux, affaissements aux abords des ouvrages d'art etc.)

A l'issue de la mission géotechnique préalable phase 1, l'Etat du Cameroun reçoit un rapport d'étude préliminaire présentant les éléments ci-dessus sous forme :

- le rapport de projet et de la mission géotechnique réalisée en faisant référence à la norme NF P94 530 de novembre 2013 ou au décret N° 2014/MS/PM du 21 novembre 2014 ;
- la localisation, délimitation géo-référencée et description du site
- les données collectées lors de la réalisation de la mission ;
- le modèle géologique préliminaire du site (nature des sols supports de fondation en place, type de roches en place, etc.)
- les risques géotechniques (sensibilité des sols aux tassements, stabilité des versants, etc.) ;
- les incertitudes et risques géotechniques qui surviendront après cette phase de la mission quasi à la connaissance du site ;
- les suggestions de zones d'implantation envisagées ;
- les investigations géoélectriques envisagées en phase AFS pour réduire les incertitudes et risques géotechniques aux tracés.

N°2. Mission géotechnique préalable (G1) Phase Principale générale de l'exécution (PGC)

La mission géotechnique relative à cette phase contribue à la mise au point de l'expertise au de l'AFS (avant-projet sommaire) du projet pour les zones d'abords et l'EPGA (Etude Préliminaire d'Aménagement) d'Aménagement des ouvrages d'art. Dans cette optique le Consultant devra :

- confirmer la faisabilité de la solution retenue à l'issue de la phase préliminaire
- valider une approche de la zone d'intérêt géotechnique
- étudier l'impactation au stade de tracé des axes d'implantation préliminaires (travaux envisagés à l'avenir) ;
- donner les principes de fondation envisagés (horizons porteurs potentiels, modes de fondations possibles) ;
- définir les particularités générales de construction des ouvrages géotechniques
- recommander éventuellement à l'Etat si possible lors de l'étude géotechnique de conception, conformément notamment à la structure géologique, la géomorphologie, la technique, l'hydrogéologie (nappes de nappes et résolutions sur les structures en particulier, les propriétés géotechniques des formations.

Sauf cas particulier, cette phase comprend la définition, la réalisation ou le suivi technique et l'exploitation des résultats des investigations géotechniques indispensables pour atteindre les objectifs qui lui sont liés.

Tous les essais nécessaires à l'atteinte des objectifs susvisés seront réalisés conformément aux normes en vigueur au Cameroun. A titre indicatif, les prestations géotechniques porteront sur les points ci-après définis :

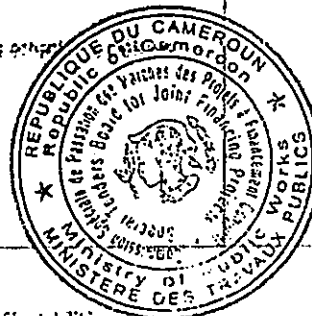
a) Sols de plateforme

Les sols en place seront identifiés, caractérisés et classifiés sur les 500 m selon une méthode standardisée de classification du sol. Leur épaisseur à être utilisée pour le projet sera clairement indiquée.

Pour les terrains concernés par les tassements et les distorsions, un dossier y relatif présentant les caractéristiques géotechniques des sols de plateforme, les coupes géologiques et les descriptions préliminaires pour les tassements, notamment les déformations, seront présentés.



Types d'essais		Désignation essais	Profondeur d'exécution préliminaire	Quantité Phase APS
Essais in situ		Puits manuels et Prélèvement d'échantillons manuels (P-M)	1,5 m à partir de la surface du terrain naturel et prélèvement d'un échantillon remanié par suite	2 par lot
Essais de Laboratoire	Identification complète	Analyses Géotechniques	Sur les 50 premiers	2 par km
		Limites d'Atterberg (LL et IP)		
		Teneur en eau Naturelle		
		Plasticité spécifique		
		Essai au N° de méthyène		
		Teneur en matières organiques		
		Essai CBR		
		Essai Plastic Modifi		
		Classification GTR pour MRA		



N.B. les puits manuels doivent être disposés en quinconce

b') Risques géotechniques, zones compressibles, zones d'instabilité

Le Consultant devra identifier, étudier et évaluer les risques de saturation des impacts géotechniques propres aux mesures pour les zones compressibles et les zones d'instabilité dans la zone d'influence géotechnique du projet. A cet effet, les investigations géotechniques suivantes seront menées

b.1 Zones compressibles

Types d'essais	Désignation essais	Profondeur d'exécution préliminaire	Quantité Phase APS
Essais in situ	Pénétromètre dynamique	15m de profondeur en s'assurant que tous les sols compressibles ont été sondés à au moins 5m minimum de sols de bonne cohésion	-Cores les zones courantes. On sondage tous les 100m avec un minimum de 03 sondages par zone marquée pour la délimitation de la zone marquée et au niveau de la zone (zone) -Considérer le double dans les zones marquées
	Tarés manuels (ouverts à chaque PDL) et prélèvement d'échantillons remaniés	15 m maximum en refus	Mêmes quantités que les PDL
	Essais centrifuges (géo électriques auxiliaire)	20 m au moins dans les zones de sols compressibles de grandes épaisseurs (zones sédimentaires épaisses)	-Un profil par zone marquée pour les zones courantes. -Considérer le profil pour les zones marquées d'un seul côté.
Essais de Laboratoire	Analyses géotechniques (limites d'Atterberg LL et IP) Teneur en eau Naturelle Plasticité spécifique	15 m maximum	02 par lot et moyenné par couche

N.B. les pénétromètres dynamiques doivent être disposés en quinconce et de manière à bayer l'ensemble de la zone d'influence

b)2 Zonas de talus

Types d'essais	Désignation essais	Profondeur d'exécution/ prélevement	Quantité Phase APS
Investigations in situ	Essais géophysiques (géo électriques, sismiques, ...)	15 m minimum	Un profil par talus
	Pénétromètre dynamique lourd	10m ou refus Sur chaque bordure pour la délimitation de la zone de talus et au sommet du talus	01 sondage tous les 100m avec un minimum de 03 sondages par talus
	Tandem mécanique	10m ou refus	01 sondage tous les 100m avec un minimum de 03 sondages par talus

b)3 Fondations d'ouvrages d'art

D'après le CCTPA, il existe trois grands types d'ouvrages d'art : les puits (qui comprennent systématiquement les buses et les dalots), les ouvrages de soutènement et les bords (qui englobent également les tranchées couvertes).

Après une étude préalable de l'état, les différents ouvrages d'art existants seront conçus et pré-dimensionnés en tenant compte des risques géotechniques et du trafic.

Les références, hypothèses et notes de calcul seront clairement présentées.

A cet effet, les sols ou fondations d'ouvrages d'art feront l'objet de investigations géotechniques présentées dans le tableau ci après

Type d'essais	Désignation essais	Profondeur d'exécution/ prélevement	Quantité Phase APS
Essais in situ	Essais géophysiques (géo électriques, sismiques, ...)	30 m ou à défaut 10 m dans le sous-sol non recouvert	un profil pour les routes en remblai - 01 points pour les à l'extrémité d'aval et à l'amont
	Pénétromètre dynamique lourd	10m ou à défaut jusqu'au refus	- Pour des routes d'entretien inférieure à 10m Après à 10m : 02 sondages, soit 01 par côté - au-delà d'une emprise de 10m considérer la double
	Tandem mécanique et FER sur toutes les couches (23 couches maximum)	10m ou à défaut jusqu'au refus	- Pour des routes d'entretien inférieure à 10m 02 sondages, soit 01 par côté - au-delà d'une emprise de 10m considérer la double
Essais de laboratoire	- Analyse granulométrique - Limites d'atoumg et LI et IP - Teneur en eau Naturels - Poids spécifique - Classification USCS	Sur tous les échantillons prélevés ou à défaut 06 par ouvrage	

N.B : les données mécaniques sont complètes aux pénétromètres dynamiques qui doivent être disposés en quinconce ou de manière à bayer l'empreinte de la sous-structure.

Pour les buses, les pénétromètres doivent être réalisés transversalement par rapport à l'axe de la route.

e*) Disponibilité des matériaux exploitables en construction.

Dans l'environnement le plus proche de la route, l'équipe procédera systématiquement à une recherche des zones d'approvisionnement

- les remblais et les corps de chaussée.
- les agrégats pour les revêtements bitumés.
- les agrégats pour les bétons des ouvrages d'art.



Les voies d'accès aux carrières et emprises adossées pour l'entretien de la route doivent être matérialisées sur le terrain. Le chef d'équipe des zones d'emprunt visera à réduire au maximum les coûts de transport et de terrassement.

Le Consultant devra :

pour les zones d'exploitation des matériaux naturels pour couches de chaussées (emprunts latéritiques, grès et granitiques, tufs volcaniques, tout venant de quartz) ou de sables :

- ✓ rechercher et géolocaliser les sites exploitables tous les 5 km environ
- ✓ estimer le volume exploitable
- ✓ évaluer la nature et les caractéristiques de ces matériaux et en déterminer la qualité pour la projet ainsi que les conditions de production, de transport et de mise en œuvre.

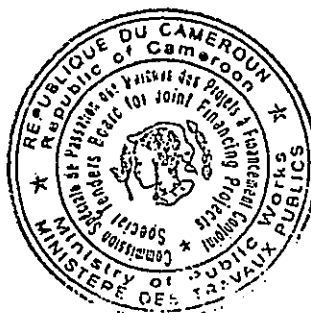
Les tables seront préparées dans chaque niveau les tables des matériaux sont dressées.

pour les carrières de roches :

- ✓ rechercher et géolocaliser les sites exploitables tous les 30 km environ
- ✓ estimer le volume exploitable
- ✓ déterminer la nature et les caractéristiques de ces matériaux et en déterminer la qualité pour la projet ainsi que les conditions de production, de transport et de mise en œuvre.

- pour les eaux, réaliser une analyse chimique des eaux en vue de déterminer leur aptitude à être utilisées pour la projet (eau de pluviale des rivières, etc.) et éventuellement leur aptitude pour la mixage, confection de couvrage futur.

Matériaux naturels pour couches de chaussées (emprunts latéritiques, grès et granitiques, tufs volcaniques, tout venant de quartz)	Types d'essais	Désignation essais	Profondeur d'exécution prélevement	Quantité Phase APS
	Investigations in situ	Recherche et localisation		Tous les 5 km environ pour les toutes courantes et tous les 25 km pour les autoroutes
		Plans routiers et Prélevement d'échantillons carottés (PCC)	Jusqu'à la base de l'horizon granitique	Une distance de 30 à 100m entre les plots avec un minimum de 65 plots par emprunt pour les routes courantes et 10 plots par emprunt pour les autoroutes En moyenne de 1000m x 100m mètre Contrôle qualité en laboratoire (laboratoire)
	Essais de Laboratoire	- Analyses granulométriques - Analyse d'absorption (I.C.M.F.) - Teneur en eau naturelle - Poids spécifique - Teneur en matière organique - Essai au bleu de méthylène - Essai CBR - Essai Proctor Modifié - Classification (GTS selon 4000)	Sur tous les matériaux concernés	Sur tous les matériaux concernés



Types d'essais		Désignation essai	Profondeur d'extension prélevement	Quantité Phos APS
Carrière de sable	Investigations in situ	Recherche et localisation	-	par 60000
	Essais de Laboratoire	Granulométrie	Sur tous les échantillons prélevés	01 prélèvement par poche de sable
		Equivalent de sable		
		Teneur en matières organiques		
		Fronts des sables		
		Poids spécifique		
		Densité apparente		
		Module de déformation		
	Essais de Laboratoire	Prélèvements des eaux	-	-
		Analyses chimiques	Sur tous les échantillons d'eaux prélevés (prélever les eaux qui seront utilisées pour la fabrication des briques)	
		Essais géophysiques (par électrodes sondeuses)	Dol courir toute l'apexure de la poche atérée et au moins 20 m dans la direction horizontale	Deux profils écartés
		Recherche et localisation	Prélèvement de baux minéraux d'apparence saine	En 5 et 10 m de profondeur
Essais de Laboratoire	Essais de Laboratoire	Poids spécifique	Sur tous les échantillons prélevés	02 par carrière
		Los Angeles		
		Vitreux Densité Humide		

d*) Établissements du programme d'essais complémentaire à réaliser pour la Mission géotechnique de conception (C*) suivantes.

Le consultant devra proposer un programme d'investigation géotechniques à mener dans la phase suivante. Ledit programme précisera les types d'essais à réaliser par genre d'ouvrages géotechniques, les raisons d'effectuer ces essais, les procédures ainsi que leurs procédures d'investigation.

Ce programme d'essai devra être préalablement validé par le Chef de Service du Marché avant exécution.

e*) Élaboration du rapport géotechnique APS

Les résultats obtenus à l'issue de la mission APS doivent être un rapport qui devra contenir les éléments suivants :

- la notice du projet et de la mission géotechnique réalisées conformément à la norme NF P 94 550 de Novembre 2013 et au décret N°2011/3383/FM du 21 novembre 2014 ;
- un plan d'implantation des sondages géotechniques aux coordonnées géographiques et daté au 1/1000 ;
- la présentation des investigations géotechniques menées sur site avec géolocalisation et en laboratoire accompagnées des normes d'exécution ;
- la coupe géologique du site 1:5000 en largeur, 1:500 en hauteur qui devra être mise en plan 1:1000 avec prélèvement d'échantillons représentatifs ;
- les résultats des différents sondages et essais géotechniques réalisés.

- l'identification et les propositions de traitement des risques géotechniques ;
- les suggestions de zones d'implantations préférables de bacs et des ouvrages d'art ;
- les principes de fondation appropriés (fondation profonde, poutres, murs de fondation profonds) ;
- les incertitudes à réduire si possible lors de l'étude géotechnique de conception, concernant notamment la structure géologique, la géomorphologie, la tectonique, l'hydrogéologie (niveau de nappe et instabilités sur ses fluctuations en particulier), les propriétés géotechniques des formations ;
- la recherche, la localisation, la description et l'estimation du risque exploitable des zones d'exploitation probables des matériaux de remblai ;
- le programme de reconnaissance géotechnique pour la phase d'étude de projet (phase APS) ; ce programme sera approuvé par l'Administration et devra permettre la réalisation d'essais et sondages à même de donner une idée plus approfondie sur les types et les profondeurs de sondage à effectuer pour les ouvrages de même que sur la contribution de la recherche et du sondage.

7-1. Mission géotechnique de conception (GTC) de la phase APS (pour les vases et zones) et POA (pour les ouvrages d'art) à la phase DCE

L'objectif de cette mission est de concevoir et d'implémenter des ouvrages géotechniques, en tenant compte des recommandations émises lors de l'étude géotechnique préalable (GTA) et en minimisant au mieux l'impact potentiel des risques géotechniques identifiés et jugés importants. Le dossier produit à l'issue de cette phase définit techniquement les ouvrages géotechniques et permet l'établissement du Dossier de Consultation des Entreprises.

Dans cette option le Consultant devra :

- effectuer une analyse critique des investigations menées en phase APS ;

en particulier la méthode géologique et la méthode géotechnique ;

présenter les diverses solutions techniques possibles et les choix recommandés accompagnés de notes techniques pour la réalisation des ouvrages géotechniques ci-dessus ;

implémenter les fondations à béton (poutres profondes et autres dispositifs) et les autres types de fondations, les méthodes types de traitement du fond de cuvette, la réalisation de la nappe ou des vases d'eau, soulèvement, la précontrainte du type de squelette à réaliser, le dimensionnement ;

implémenter les dispositions à détailler pour les fondations superficielles (poutres profondes et autres dispositifs) ou les fondations spéciales (poutres, murs, digues, poutres profondes) ;

analyser des dangers et des risques, améliorer les conditions de stabilité ;

disposition géométrique et de la nappe et des ouvrages ;

effectuer les calculs de dimensionnement des ouvrages, les valeurs sûres et une approche des quantités ;

participer à la réception des documents techniques nécessaires à la consultation des entreprises (notamment les charges techniques particulières, cadre de bordure des puits et d'entretien, planimétrie, etc.) par les services concernés ;

- souligner les incertitudes qui subsistent et les risques géotechniques résiduels, notamment la définition des dispositions constructives à mettre en œuvre si nécessaire à l'exécution et qui seront précisées dans la mission d'étude et de suivi géotechniques d'exécution ;
- recommander les études à faire en phase exécution pour la poursuite du projet ;

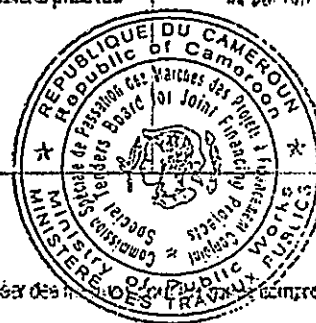
Pour l'attente des études susvisées, la présente phase est à approuver par les différents services techniques concernés, obtenus par la réalisation d'un programme technique d'investigations géotechniques. Les essais à effectuer seront ceux préalablement approuvés par l'ingénieur du marché sur proposition du Cocontractant à l'issue de la phase APS. La période et le programme de réalisation des essais devront également être préalablement validés par l'ingénieur du marché. Les investigations géotechniques susmentionnées devront être réalisées sur des sites adéquats avec ceux des essais réalisés en phase APS. A titre indicatif, les essais ci-dessus pourront être réalisés :

a) Sols de plateforme

Les sols de plate-forme seront classés en fonction de leur nature et classés dans les 500 m suivant une méthode standard de classification de sol. Les sols de plate-forme à être utilisés pour le projet sera soigneusement définis. A la fin de l'APS et en considérant les investigations de l'APS, la plate-forme doit être reconnue dans les 250 m, soit 04 puits manuels par km.

Pour les travaux d'attente ou les investigations et les planimétries à l'issue de l'étude, présentant les données techniques géotechniques des sols de plate-forme, les coupes géotechniques et géométriques, les différents profils, les dimensions techniques à prendre pour les investigations, notamment les données relatives aux ouvrages, sera présentée.

Type d'essai	Désignation essais	Profondeur d'exécution préférentiel	Quantité Phase APD
Investigations in situ	Pluie manuelle et PER (exécuté dans les zones de minéraux)	1m en dessous de la ligne rouge et préférentiel à chaque argument de couche de sol	02 par Km
Essais in Laboratoire	- Analyse granulométrique simple - Limites d'Atterberg (L.A. et P.L.) - Teneur en eau Humidité - Poids spécifique - Teneur en matière organique - Essai au bleu de méthylène - Essais CBR - Essais Proctor Modified - Indice plastique Immédiat - Classification GTR et/ou HEB	Sur tous les échantillons prélevés	02 par Km



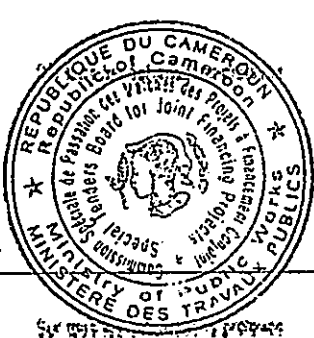
b) Risques géotechniques, zones compressibles, zones d'instabilité

Le Consultant devra identifier, évaluer et traiter les risques géotechniques, proposer des mesures de stabilisation dans la zone d'influence géotechnique du projet. Les premières investigations doivent être réalisées dans les zones où l'épaisseur de sol en faible portance est supérieure à 5m ou lorsqu'on est obligé de traiter les matériaux en place.

A cet effet, les investigations géotechniques suivantes seront menées :

b) 1 Zones compressibles

Type d'essai	Utilisation terrain	Profondeur d'exécution préférentiel	Quantité Phase APD
Essais in situ	Sondage manuel	Sur 10 m ou à défaut jusqu'au substratum rocheux	02 sondages minimum par zone marquée
	Prélèvements d'échantillons (faits uniquement dans les zones qui seront traitées et sondées dans les zones de risques)	Vérifier et évaluer des résultats de l'APS (épaveurs de la zone compressible à partir des PCL)	01 PER par zone marquée sondage (02 en moyenne)
Essais in situ	Essai d'essai Essai d'essai dynamique Essai dans les zones où il n'y a pas eu de reconnaissance en place APS, exemple en cas de dégradation de l'essai	15m de profondeur en 5 sections que sous les sols compressibles en dépense d'un mètre (en minimum en sol de terre pur sable) - Sur chaque site pour la détermination de la zone marquée et au milieu de cette zone - Dans le cas où le pourcentage des zones marquées n'est pas rencontré au-delà de 10m, procéder pour la phase suivante	Dans les zones courantes, 01 sondage sur les 100m env. et minimum de 03 sondages par zone marquée. Contrôler la qualité dans les sondages.
	Sondage sous-solidaire (à pas d'essai géométrique dans les sols à purger)	Vérifier et évaluer des résultats de l'APS (épaveurs de la zone compressible à partir des PCL)	02 par zone marquée minimum

Types d'essais	Désignation essais	Profondeur d'exécution prélevement	Quantité Phase AFD
Essais de Laboratoire	- Analyse granulométrique - Analyse de densité - Limites d'Atterberg (LL et IP) - Teneur en eau Naturelle - Poids spécifique - Teneur en matière organique - Coefficient de consolidation - Classification GTR selon PFI		14 par zone marquée
	Essai de consolidation	Sur tous les échantillons prélevés	02 par zone marquée
	Essai de perméabilité	Sur tous les échantillons prélevés	02 par zone marquée

b)2 Zones de moyens et grands déblais (haies supérieur à 5m)

Types d'essais	Désignation essais	Profondeur d'exécution prélevement	Quantité Phase AFD
Investigations in situ	Sondages carotés	Sur toute la hauteur du talus et 5m en deçà de la ligne rouge	01 sondage tous les 200m avec un minimum de 02 sondages par déblai
	Prélèvements d'échantillons (PFI)	Prélever pour en faire 03 de la ligne rouge (sur 03 couches maximum)	01 PFI minimum par couche et par sondage
Essais de Laboratoire	- Analyse granulométrique - Limites d'Atterberg (LL et IP) - Teneur en eau Naturelle - Poids spécifique - Classification GTR selon PFI	Sur tous les échantillons prélevés	Sur tous les échantillons prélevés (05 minimum)
	Essai de consolidation		Sur tous les échantillons prélevés (01 minimum)

b)3 Zones de grande stabilité (hors zones compressibles)

Types d'essais	Désignation essais	Profondeur d'exécution prélevement	Quantité Phase AFD
Investigations in situ	Pénétromètre dynamique	15m ou plus	02 sondages par zone de déblai
	Sondages carotés	10m	02 sondages par zone de déblai
	Prélèvements d'échantillons (PFI)	03 couches maximum	01 PFI minimum par couche et par sondage
Essais de Laboratoire	Essai de consolidation	Sur tous les échantillons prélevés	Sur tous les échantillons prélevés (01 minimum)
	Essai de perméabilité	Sur tous les échantillons prélevés	Sur tous les échantillons prélevés (01 minimum)

c*) e) Fondations d'ouvrages d'art

Les différents ouvrages d'art susvisés seront conçus et dimensionnés en tenant compte des risques géotechniques et du trafic. Les références, hypothèses et notes de calcul seront clairement présentées.

A cet effet, Les sols de fondations d'ouvrages d'art seront l'objet de reconnaissances géotechniques présentées dans le tableau ci-dessous afin de permettre :

- la définition du niveau d'ancrage des fondations ;
- le choix du système de fondation et son dimensionnement exact ;
- le calcul de la courbure admissible et des tassements différentiels (pour les supports supérieurs) ;
- le calcul de la charge limite et du module de réaction horizontale (déformations résiduelles) ;
- la définition des méthodes d'exécution ;
- l'assurance des performances afin que les probabilités d'allochthonie soient les plus faibles et la sensibilité des résultats d'analyse au tassement se soit gommée.

Types d'essais	Description essais	Procédure d'exécution préconisée	Quantité Phase APD
Essais in situ	Sondage au pénétromètre Dynamique ou au CPT (pénétration statique) dans les zones appropriées Le test doit être programmé en (Mise UT) et se réaliser en plusieurs G2 (en cas de chargement de base de l'ouvrage)	15m ou à défaut jusqu'à saturation rochers	01 sondage aux creux de tous les axes de l'ouvrage pour les routes courantes et 02 sondages par coupe pour les ponts.
	Sondage au pénétromètre au Ménard ou au SPT (pénétration au carter)	30m ou à défaut jusqu'à saturation rochers	01 sondage aux creux de tous les axes de l'ouvrage pour les routes courantes et 02 sondages par coupe pour les ponts.
	Sondage courant des fondations existantes	30m ou à défaut jusqu'à saturation rochers	01 sondage toutes les deux piles et sur les 02 culées par ouvrage
	FFT du sol	Par coupe de sol	Un FFT par coupe de sol et un sondage sur 02 coupes de sol par sondage
	Sondage creux de roche	En cas de saturation rochers	01 sondage toutes les deux piles et sur les 02 culées par ouvrage
	Essais géophysiques (géoradar ou sismique) en complément des sondages mécaniques	Au moins 30m ou à défaut 10m dans l'axe	Un creux par pile
Essais de laboratoire	Analyse géotechnique simple : - Limites d'Atterberg (LL et PI) - Teneur en eau Naturelle - Plasticité - Teneur en matière organique - Essai du bœuf de mouton - Classification (GM ou URB)		sur tous les échantillons prélevés ou à défaut 12 minimum
	Essai de cisaillement au sol		sur tous les échantillons prélevés ou à défaut 12 minimum
	Essai oedométrique		sur tous les échantillons prélevés ou à défaut 12 minimum
	Essai de résistance à la compression simple sur roche		sur tous les échantillons prélevés ou à défaut 12 minimum

- étude des terrassements ;
- recherche des matériaux bitumineux locaux pour le bétonnage, des giles de sable et des matériaux rocheux ;
- étude de durabilité des chaussées ;
- étude de fondation des ouvrages d'art ;
- étude de stabilité des pentes et des remblais ;
- étude de l'impact des travaux de construction ;
- étude de l'impact (environnement) des matériaux utilisés sur l'environnement ;
- étude des techniques destinées aux divers ouvrages ;
- aide de formation des techniciens locaux.

la coupe géologique complète du site (1/1000) en longueur, 1/200 en hauteur, qui donne des essais en place réalisés avec précaution d'échantillons soignés ;

- la consistance de l'étude spécifique complémentaire à réaliser en phase exécution du projet

V. Documents techniques généraux concernés

Le Décret N° 2011/27 du 16 Avril 2011 traitant la liste des équipements et des ouvrages de génie civil auxquels ne s'applique la qualité des matériaux et aux études géotechniques prévoit dans son article 10 qu'en l'absence des normes nationales dans le domaine l'une des normes suivantes est applicable au Cameroun : normes I.S.O., normes françaises, normes anglaises, normes américaines, normes allemandes.

Ainsi, les investigations géotechniques menées devront répondre aux conditions et prescriptions des documents techniques qui leur sont applicables dont notamment les suivants :

C.C.T.G

- la section 2 du C.C.T.G. (Terrassements généraux) ;
- la section 23 du C.C.T.G. (Généralités routières) ;
- la section 24 du C.C.T.G. (Fourniture de sables hydrocarbonés employés à la construction et à l'entretien des chaussées) ;
- la section 25 du C.C.T.G. (Exécution des corps de chaussées) ;
- la section 26 du C.C.T.G. (Fabrication des pavés de chaussée) ;
- la section 27 du C.C.T.G. (Fabrication et mise en œuvre des canalisations) ;

Règles de calcul de dimensionnement de chaussées :

- Norme P 95-003 - 1 (12/22) - Terminologie relative au calcul de dimensionnement de chaussées ;
- Norme P 95-002 (12/24) - Limitation des pertes d'eau pour le dimensionnement des structures de chaussées ;
- Norme P 95-005 (12/25) - Éléments à prendre en compte pour le dimensionnement des chaussées

Normes NF et EN

Toutes les normes NF et EN applicables aux travaux du présent projet dont notamment les normes citées dans les fascicules du C.C.T.G. sont en vigueur.

Autres ouvrages :

- Documents énumérés à titre indicatif sans caractère contractuel ;
- Plans - sections - profiles - notes de formules - etc. - SFTRA - CPT ;
- Études - catalogues - instructions - etc. - CERTU ;
- Règles des Normes : AFNOR

VI. Moyens humains et matériels

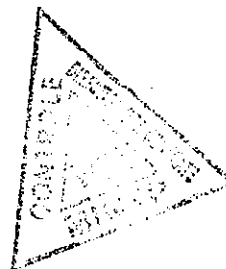
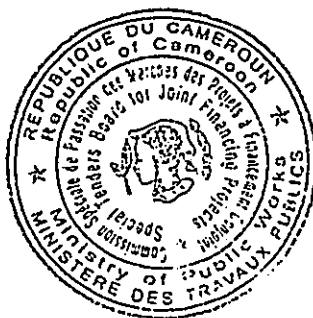
Les études géotechniques devront être réalisées par :

- le Laboratoire National de Génie Civil (LAGENIC) ;
- un laboratoire géotechnique agréé par le Ministère des Travaux Publics conformément au Décret N° 2011/289 du 16 mai 2011 traitant la certification d'agréation des laboratoires privés au service de la qualité des travaux de construction et des études géotechniques ;
- le Laboratoire interne du MINTP ;
- d'autres laboratoires de ces échelons (Laboratoire des Écoles et institutions universitaires et de recherche) sur autorisation du MINTP ;

Les études géotechniques devront faire l'objet d'un suivi d'exécution par l'État.



4.15. ANNEXE : CCTP DES GRILLES GEOSYNTHETIQUES EN FIBRE DE VERRE
IMPREGNEE DE LATEX



MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS
 SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
 COORDONNEMENT GÉNÉRAL DES ÉTUDES TECHNIQUES
 DIVISION DE LA PLANIFICATION, DE LA PROGRAMMATION ET DES
 NORMES
 CELLULE DE LA NORMALISATION TECHNIQUE
 CEAS



GENERAL SECRETARIAT
 CENTRAL DEPARTMENT OF TECHNICAL STUDIES
 PLANNING, PROGRAMMING AND STANDARDS DIVISION

N° 9650 / MININTP/SG/DGET/DPN/CNT/CEAS

Yaoundé le 26.05.2011

Note d'Instruction

A

Messieurs :

- le Directeur des Investissements Routiers ;
- le Directeur de l'Entretien et de la Protection du Patrimoine Routiers ;
- le Directeur des Contrats ;
- le Directeur des Routes Communales ;
- le Directeur des Autres Travaux d'Infrastructures ;
- le Chef de la Brigade des Travaux en Régle ;
- le Directeur des Etudes Techniques Routières et des Ouvrages d'Art ;
- le Chef de la Division d'Appui aux Etudes Techniques ;
- le Chef de Cellule des Projets Routiers à Financements Conjoints ;
- le Coordonnateur de l'UPS/PALNUT.



Yaoundé

Objet : Utilisation des Grilles Géosynthétiques en fibre de verre dans les projets routiers au Cameroun.

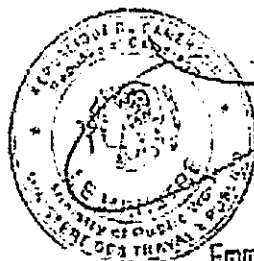
En vous faisant tenir ci-joint, les prescriptions techniques particulières, ainsi que les cadres du Bordereau de Prix Unitaires et du Détail Quantitatif et Estimatif, relatifs à l'utilisation des Grilles Géosynthétiques en fibre de verre imprégnée de latex SBR dans les projets routiers.

J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir introduire ce procédé dans les Dossiers d'Appels d'Offres relatifs aux travaux d'entretien, de réhabilitation et de construction des routes bitumées.

Vous voudrez bien, à cet effet, prendre attache avec la Division de la Planification, de la Programmation et des Normes pour la mise à disposition des éléments complémentaires y afférents.

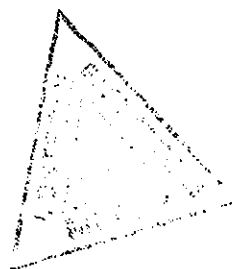
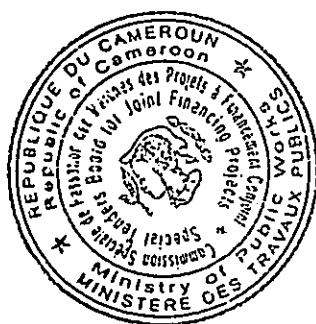
Cordialement,

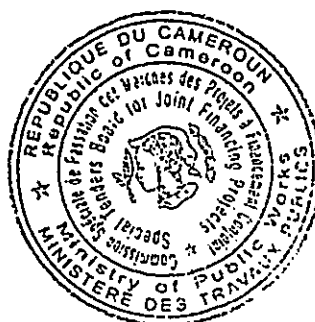
- SETAT ;
- SG ;
- DGTI ;
- DGET ;
- DPN.



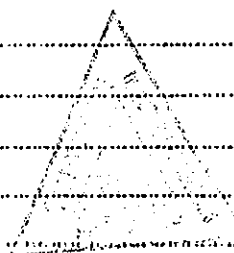
Emmanuel NGANOU D.

CCTP POUR LES GRILLES GEOSYNTHETIQUES EN FIBRE DE VERRE IMPREGNEE DE LATEX





I.	GÉNÉRALITÉS	3
II.	GRILLES EN FIBRE DE VERRE DE RESISTANCE MECANIQUE A LA RUPTURE 50 KN	3
1.	Caractéristiques	Erreur ! Signet non défini.
2.	Conditions comportementales	5
3.	Conservation et mise en œuvre des fibres de verre	5
III.	GRILLES EN FIBRE DE VERRE DE RESISTANCE MECANIQUE A LA RUPTURE 100 KN	6
1.	Caractéristiques	Erreur ! Signet non défini.
2.	Conditions comportementales	8
3.	Conservation et précautions pour la mise en œuvre des fibres de verre	8
IV.	Mise en œuvre des fibres de verre	8
1.	Objet	8
2.	Préparation de la chaussée	8
3.	Préparation de la grille	8
4.	Procédure	8
5.	Les virages	10
6.	Compactage	10
7.	Précautions	10
V.	Pièces jointes : Fiches techniques	11



I. GENERALITES

L'entreprise en charge de l'exécution des travaux devra soumettre à l'accord du Maître d'œuvre le produit exact qu'il se propose d'utiliser en joignant à sa proposition la fiche technique d'identification du produit et le procès-verbal des résultats des essais réalisés selon les normes en vigueur.

Les grilles de fibre de verre attendues dans le cadre de ce cahier de charge sont de résistance mécanique à la rupture 50 kN/m et 100 kN/m, préconisées pour le renforcement des structures en enrobé et le retardement de l'apparition des fissures dans les constructions des routes bitumées (enrobé et enduit superficiel)

Un complexe de grilles sera utilisé pour renforcer la couche de roulement, la grave bitume ou autres matériaux de chaussée liés au bitume et lutter contre la remontée des fissures. Il sera soumis à l'agrément du maître d'œuvre et posé selon les instructions du fabricant.

II. GRILLES EN FIBRE DE VERRE DE RESISTANCE MECANIQUE A LA RUPTURE 50 kN/m

1. Composition et description de la grille + ou - 10%

Désignation	Composition / description de la grille + ou - 10% / Performances
Consulter	Le matériau sera un composite constitué de fibre de verre imprégnées de résine et associé à un non-tissé synthétique
Couche	Résine renforcée compatible avec les bétons et assurant la protection mécanique et chimique des fibres de verre. Pour garder la protection de la fibre notamment pendant la mise en œuvre et lors de son utilisation dans la chaussée ce polymère ne se ramollira pas quel que soit la température de -20°C à +120°C Performances > 180°C Essais DSC (Differential Scanned Calorimetry)
Taille des mailles	40 mm x 40 mm
Poids de la fibre de verre + résine	166 g/m ²
Poids du non-tissé synthétique	17 g/m ²
Poids total	Inférieur à 220 g/m ²
Epaisseur (valeur indicative)	> 1,0 mm (ISO 9263)

2. Caractéristiques mécaniques moyennes

Objet	Références Normes	Performances	Remarques à suivre
Résistance mécanique à 1% d'allongement +/- 40%	ISO 10319	≥ 20 kN/m dans les deux sens (longueur et largeur)	Conformément à la Norme sur les géosynthétiques, NF EN ISO 10319 les résistances mécaniques et les allongements du matériau devront être contrôlés à partir d'échantillons prélevés sur site. Au maximum tous 50 000 m ² livrés, le rapport de contrôle interne du fabricant suivant cette même norme sera remis à la maîtrise d'œuvre. Une semaine avant le départ de marchandise du site de production, l'opérateur économique devra remettre la copie du procès-verbal d'essai des produits livrés. Ce PV d'essai déclenchera l'acceptation de la livraison par l'entreprise adjudicataire. Pour cela il
Résistance mécanique à 2% d'allongement +/- 20%	ISO 10319	≥ 40 kN/m dans les deux sens (longueur et largeur)	
Résistance mécanique à la rupture +/- 5%	ISO 10319	≥ 50 kN/m dans les deux sens (longueur et largeur)	
Allongement à la rupture	ISO 10319	< 3,5% dans les deux sens (longueur et largeur)	

[illegible]

		Identification de l'organisme route - nom ou marque d'identification du producteur - adresse déposée du producteur - les deux derniers chiffres de l'année où la marque a été apposée - numéro du certificat de contrôle de la production en usine - référence de la présente Norme - informations sur les caractéristiques mandataires - valeur à déclarer présentées conformément au § 5.1 de cette Norme. Il sera aussi indiqué : le conditionnement - le code de production permettant la traçabilité des matières utilisées et de la date de production.
Identification sur site	NF EN 10320	Conformément à la Norme, « Identification sur site », paragraphe 4, « Identification », pour la reconnaissance des produits la marque et la référence devront être imprimées sur la grille tous les 5 mètres au maximum.
Conditions environnementales	NF EN 15804-A1	$< 0,70 \text{ kg Eq CO}_2/\text{m}^2$ $< 16 \text{ MJ/m}^2$ Il sera indiqué la quantité de dégagement de gaz à effet de serre pour le produit livré à Douala et la consommation d'énergie pour la fabrication de la grille.

Le maître d'œuvre se réserve le droit de faire un audit sur le site de production, à la charge du fournisseur.

3. Conditions comportementales

Le fournisseur devra justifier du bon comportement sur route par au moins cinq certificats de capacité de plusieurs maîtres d'œuvre publics sur des chantiers de plus de 5 ans et de plusieurs homologations officielles.

Le fournisseur fournira une étude réalisée par un organisme public qui prouvera l'efficacité de la grille après plus de 2 millions de passages sur une structure composée de matériaux hydrocarbonés.

Un prélèvement de la grille de même gamme après 3 millions de passages montrera qu'elle est intacte et sans rupture apparentes des brins en chaîne et en trame.

4. Conservation et mise en œuvre des fibres de verre

Les rouleaux seront protégés par un film qui sera enlevé juste avant leur déroulement.

Ils seront stockés sur palette à l'ombre sur une aire plane, propre et sèche, à l'abri des intempéries notamment de la pluie, des UV et des vents de sable et à une température n'excédant pas 60°C.

L'entrepreneur évitera soigneusement tous pbs lors de la pose.

La couche d'accrochage habituellement appliquée sera minimum de 500 g/m² de brique résiduel (800 g/m² d'une émulsion à 65%). Elle est à moduler en fonction du support. L'utilisateur final doit vérifier le collage des enrobés et valider la couche d'accrochage définitive.

Les véhicules et engins circulant sur les grilles devront éviter tous mouvements et freinages brusques et toute rotation sur place afin d'éviter l'endommagement des grilles et leur éventuel décollement.

Les recouvrements sont à intégrer dans la quantité globale à appliquer.

III. GRILLES EN FIBRE DE VERRE DE RESISTANCE MECANIQUE A LA RUPTURE 100 KN

1. Composition et description de la grille + ou - 10%

Désignation	Composition / description de la grille + ou - 10% / Performances
Constitution du produit	Le matériau sera un composite constitué de fibre de verre imprégnées de résine et associée à un non-tissé synthétique.
Qualité de la résine de protection	Résine réticulée compatible avec les bitumes et assurant la protection mécanique et chimique des fibres de verre. Pour garder la protection de la fibre notamment pendant la mise en œuvre et lors de son utilisation dans la chaussée, ce polymère ne se ramollira pas quel que soit la température de -20°C à +180°C.
Taille des mailles, entre axe en moyenne	40 mm x 40 mm
Poids de la fibre de verre + résine	383 g/m ²
Poids du non-tissé synthétique	17 g/m ²
Poids total	Inférieur 420 g/m ²
Épaisseur (valeur indicative)	> 1,4 mm (ISO 9863)

2. Caractéristiques mécaniques moyennes

Objet	Références Normes	Performances	Remarques à suivre
Résistance mécanique à 1% d'allongement +/- 40%	ISO 10319	≥ 40 kN/m dans les deux sens (longueur et largeur)	Conformément à la Norme sur les géosynthétiques, NF EN ISO 10319, les résistances mécaniques et les allongements du matériau devront être contrôlés à partir d'échantillons prélevés sur site. Au maximum tous 50 000 m ² livrés, le rapport de contrôle interne du fabricant suivant cette même Norme sera remis à la maîtrise d'œuvre. Une semaine avant le départ de marchandise du site de production, l'opérateur économique devra remettre la copie du procès-verbal d'essai des produits livrés. Ce PV d'essai déclinera l'acceptation de la livraison par l'entreprise applicatrice. Pour cela, il sera fait référence à la traçabilité du rapport : les codes de production indiqués sur le rapport d'essai seront en relation avec ceux notés sur les étiquettes appliquées sur les rouleaux. L'opérateur économique devra fournir les fiches techniques de la grille en fibre de verre. Conformément à la Norme NF EN ISO 10319, le maître d'œuvre pourra effectuer des essais complémentaires à partir d'échantillons prélevés sur chantier.
Résistance mécanique à 2% d'allongement +/- 20%	ISO 10319	≥ 80 kN/m dans les deux sens (longueur et largeur)	
Résistance mécanique à la rupture +/- 5%	ISO 10319	≥ 100 kN/m dans les deux sens (longueur et largeur)	
Allongement à la rupture		≤ 3,5% dans les deux sens (longueur et largeur)	A partir d'éprouvettes prismatiques en enrobé selon l'annexe D de cette Norme, avec au minimum trois réseaux de fils intégrés dans chaque éprouvette dans le sens longitudinal de la poutre, la résistance à la fatigue pour des déformations comprises entre 120 et 150 µdef, en flexion alternée, compression / traction, sera augmentée de plus de 50%, à 50%.
Résistance à la fatigue de la structure en enrobé		Valeur moyenne	

1. 1990年12月22日，在北京市召开的“中国城市
 2. 1990年12月22日，在北京市召开的“中国城市
 3. 1990年12月22日，在北京市召开的“中国城市

THE

1. The first step is to identify the problem or question that needs to be answered. This involves understanding the context and the specific requirements of the task.

2000年10月10日

1957

[illegible][illegible]

$f_0 = \text{average } f^0 = f_x$

[illegible]

1. $\frac{1}{2} \times \frac{1}{2} = \frac{1}{4}$

• • • • •

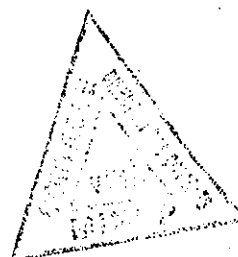
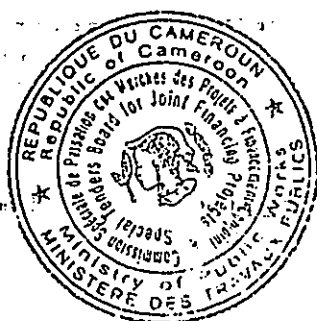
the 1990s, the number of people in the world who are illiterate has increased from 750 million to 850 million. The number of illiterate people in the world is expected to increase to 900 million by the year 2015. The number of illiterate people in the world is expected to increase to 950 million by the year 2020. The number of illiterate people in the world is expected to increase to 1 billion by the year 2025. The number of illiterate people in the world is expected to increase to 1.1 billion by the year 2030. The number of illiterate people in the world is expected to increase to 1.2 billion by the year 2035. The number of illiterate people in the world is expected to increase to 1.3 billion by the year 2040. The number of illiterate people in the world is expected to increase to 1.4 billion by the year 2045. The number of illiterate people in the world is expected to increase to 1.5 billion by the year 2050. The number of illiterate people in the world is expected to increase to 1.6 billion by the year 2055. The number of illiterate people in the world is expected to increase to 1.7 billion by the year 2060. The number of illiterate people in the world is expected to increase to 1.8 billion by the year 2065. The number of illiterate people in the world is expected to increase to 1.9 billion by the year 2070. The number of illiterate people in the world is expected to increase to 2 billion by the year 2075. The number of illiterate people in the world is expected to increase to 2.1 billion by the year 2080. The number of illiterate people in the world is expected to increase to 2.2 billion by the year 2085. The number of illiterate people in the world is expected to increase to 2.3 billion by the year 2090. The number of illiterate people in the world is expected to increase to 2.4 billion by the year 2095. The number of illiterate people in the world is expected to increase to 2.5 billion by the year 2100.

Fig. 1. 1 - 3, 5 - 7, 9 - 11, 13 - 15, 17 - 19, 21 - 23, 25 - 27, 29 - 31, 33 - 35, 37 - 39, 41 - 43, 45 - 47, 49 - 51, 53 - 55, 57 - 59, 61 - 63, 65 - 67, 69 - 71, 73 - 75, 77 - 79, 81 - 83, 85 - 87, 89 - 91, 93 - 95, 97 - 99, 101 - 103, 105 - 107, 109 - 111, 113 - 115, 117 - 119, 121 - 123, 125 - 127, 129 - 131, 133 - 135, 137 - 139, 141 - 143, 145 - 147, 149 - 151, 153 - 155, 157 - 159, 161 - 163, 165 - 167, 169 - 171, 173 - 175, 177 - 179, 181 - 183, 185 - 187, 189 - 191, 193 - 195, 197 - 199, 201 - 203, 205 - 207, 209 - 211, 213 - 215, 217 - 219, 221 - 223, 225 - 227, 229 - 231, 233 - 235, 237 - 239, 241 - 243, 245 - 247, 249 - 251, 253 - 255, 257 - 259, 261 - 263, 265 - 267, 269 - 271, 273 - 275, 277 - 279, 281 - 283, 285 - 287, 289 - 291, 293 - 295, 297 - 299, 301 - 303, 305 - 307, 309 - 311, 313 - 315, 317 - 319, 321 - 323, 325 - 327, 329 - 331, 333 - 335, 337 - 339, 341 - 343, 345 - 347, 349 - 351, 353 - 355, 357 - 359, 361 - 363, 365 - 367, 369 - 371, 373 - 375, 377 - 379, 381 - 383, 385 - 387, 389 - 391, 393 - 395, 397 - 399, 401 - 403, 405 - 407, 409 - 411, 413 - 415, 417 - 419, 421 - 423, 425 - 427, 429 - 431, 433 - 435, 437 - 439, 441 - 443, 445 - 447, 449 - 451, 453 - 455, 457 - 459, 461 - 463, 465 - 467, 469 - 471, 473 - 475, 477 - 479, 481 - 483, 485 - 487, 489 - 491, 493 - 495, 497 - 499, 501 - 503, 505 - 507, 509 - 511, 513 - 515, 517 - 519, 521 - 523, 525 - 527, 529 - 531, 533 - 535, 537 - 539, 541 - 543, 545 - 547, 549 - 551, 553 - 555, 557 - 559, 561 - 563, 565 - 567, 569 - 571, 573 - 575, 577 - 579, 581 - 583, 585 - 587, 589 - 591, 593 - 595, 597 - 599, 601 - 603, 605 - 607, 609 - 611, 613 - 615, 617 - 619, 621 - 623, 625 - 627, 629 - 631, 633 - 635, 637 - 639, 641 - 643, 645 - 647, 649 - 651, 653 - 655, 657 - 659, 661 - 663, 665 - 667, 669 - 671, 673 - 675, 677 - 679, 681 - 683, 685 - 687, 689 - 691, 693 - 695, 697 - 699, 701 - 703, 705 - 707, 709 - 711, 713 - 715, 717 - 719, 721 - 723, 725 - 727, 729 - 731, 733 - 735, 737 - 739, 741 - 743, 745 - 747, 749 - 751, 753 - 755, 757 - 759, 761 - 763, 765 - 767, 769 - 771, 773 - 775, 777 - 779, 781 - 783, 785 - 787, 789 - 791, 793 - 795, 797 - 799, 801 - 803, 805 - 807, 809 - 811, 813 - 815, 817 - 819, 821 - 823, 825 - 827, 829 - 831, 833 - 835, 837 - 839, 841 - 843, 845 - 847, 849 - 851, 853 - 855, 857 - 859, 861 - 863, 865 - 867, 869 - 871, 873 - 875, 877 - 879, 881 - 883, 885 - 887, 889 - 891, 893 - 895, 897 - 899, 901 - 903, 905 - 907, 909 - 911, 913 - 915, 917 - 919, 921 - 923, 925 - 927, 929 - 931, 933 - 935, 937 - 939, 941 - 943, 945 - 947, 949 - 951, 953 - 955, 957 - 959, 961 - 963, 965 - 967, 969 - 971, 973 - 975, 977 - 979, 981 - 983, 985 - 987, 989 - 991, 993 - 995, 997 - 999, 1001 - 1003, 1005 - 1007, 1009 - 1011, 1013 - 1015, 1017 - 1019, 1021 - 1023, 1025 - 1027, 1029 - 1031, 1033 - 1035, 1037 - 1039, 1041 - 1043, 1045 - 1047, 1049 - 1051, 1053 - 1055, 1057 - 1059, 1061 - 1063, 1065 - 1067, 1069 - 1071, 1073 - 1075, 1077 - 1079, 1081 - 1083, 1085 - 1087, 1089 - 1091, 1093 - 1095, 1097 - 1099, 1101 - 1103, 1105 - 1107, 1109 - 1111, 1113 - 1115, 1117 - 1119, 1121 - 1123, 1125 - 1127, 1129 - 1131, 1133 - 1135, 1137 - 1139, 1141 - 1143, 1145 - 1147, 1149 - 1151, 1153 - 1155, 1157 - 1159, 1161 - 1163, 1165 - 1167, 1169 - 1171, 1173 - 1175, 1177 - 1179, 1181 - 1183, 1185 - 1187, 1189 - 1191, 1193 - 1195, 1197 - 1199, 1201 - 1203, 1205 - 1207, 1209 - 1211, 1213 - 1215, 1217 - 1219, 1221 - 1223, 1225 - 1227, 1229 - 1231, 1233 - 1235, 1237 - 1239, 1241 - 1243, 1245 - 1247, 1249 - 1251, 1253 - 1255, 1257 - 1259, 1261 - 1263, 1265 - 1267, 1269 - 1271, 1273 - 1275, 1277 - 1279, 1281 - 1283, 1285 - 1287, 1289 - 1291, 1293 - 1295, 1297 - 1299, 1301 - 1303, 1305 - 1307, 1309 - 1311, 1313 - 1315, 1317 - 1319, 1321 - 1323, 1325 - 1327, 1329 - 1331, 1333 - 1335, 1337 - 1339, 1341 - 1343, 1345 - 1347, 1349 - 1351, 1353 - 1355, 1357 - 1359, 1361 - 1363, 1365 - 1367, 1369 - 1371, 1373 - 1375, 1377 - 1379, 1381 - 1383, 1385 - 1387, 1389 - 1391, 1393 - 1395, 1397 - 1399, 1401 - 1403, 1405 - 1407, 1409 - 1411, 1413 - 1415, 1417 - 1419, 1421 - 1423, 1425 - 1427, 1429 - 1431, 1433 - 1435, 1437 - 1439, 1441 - 1443, 1445 - 1447, 1449 - 1451, 1453 - 1455, 1457 - 1459, 1461 - 1463, 1465 - 1467, 1469 - 1471, 1473 - 1475, 1477 - 1479, 1481 - 1483, 1485 - 1487, 1489 - 1491, 1493 - 1495, 1497 - 1499, 1501 - 1503, 1505 - 1507, 1509 - 1511, 1513 - 1515, 1517 - 1519, 1521 - 1523, 1525 - 1527, 1529 - 1531, 1533 - 1535, 1537 - 1539, 1541 - 1543, 1545 - 1547,

14. 10. 1957

344-4-55

... ..

[illegible]

40 6 19 18 24

1997年12月 第10卷第12期

747 1 2 3 4 5 6

[illegible]

			référence devront être imprimées sur la grille tous les 5 mètres au maximum
Conditions environnementales	NF EN 15604+A1	< 1,20 kg Eq CO ₂ /m ² < 25 MJ/m ²	Il sera indiqué la quantité de dégagement de gaz à effet de serre pour le produit livré à Douala et la consommation d'énergie pour la fabrication de la grille.

Le maître d'œuvre se réserve le droit de faire un audit sur le site de production, à la charge du fournisseur.

3. Conditions comportementales

Le fournisseur devra justifier du bon comportement sur route par au moins cinq certificats de capacité de plusieurs maîtres d'œuvre publics sur des chantiers de plus de 5 ans.

4. Conservation et précautions pour la mise en œuvre des fibres de verre

Les rouleaux seront protégés par un film qui sera enlevé juste avant leur déroulement.

Ils seront stockés sur palette à l'ombre sur une aire plane, propre et sèche, à l'abri des intempéries notamment de la pluie, des UV et des vents de sable et à une température n'excédant pas 60°C.

L'entrepreneur évitera soigneusement tous plis lors de la pose.

La couche d'accrochage habituellement appliquée sera minimum de 700 g/m² de bitume résiduel (1:60 g/m² d'une émulsion à 65%). Elle est à moduler en fonction du support. L'utilisateur final doit vérifier le collage des enrobés et valider la couche d'accrochage définitive.

Les véhicules et engins circulant sur les grilles devront éviter tous mouvements et toute rotation sur place afin d'empêcher l'endommagement des grilles et leur déformation.

Les recouvrements sont à intégrer dans la quantité globale à appliquer.

IV. Mise en œuvre des fibres de verre

1. Objet

Chaque élément grille de fibre de verre a son importance pour le bon comportement de la grille tant que renforcement d'une structure en enrobé, et procédé de lutte contre la fissuration. Respecter les règles de l'art.

2. Préparation de la chaussée

Ecarter les nids de poules, traiter les fissures si nécessaires, ainsi que tout désordre apparent de la chaussée, suivant les règles de l'art. Les fissures de plus de 3mm seront bouchées avec un bœume adapté.

Balayer la chaussée. Elle doit être propre, sans impureté et plane. Le support ne doit pas absorber l'émulsion.

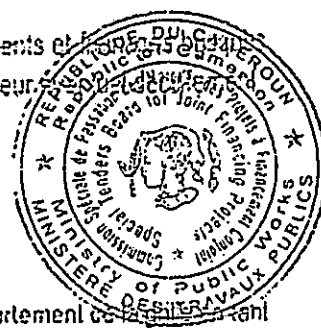
Il est recommandé de réaliser un reprofilage lorsque le support n'est pas plan.

3. Préparation de la grille

Pendant le transport et le stockage, ne pas enlever le film de protection. L'ôter juste avant l'utilisation. Ne pas plier la grille.

4. Procédure

a) Déposer les rouleaux le long du chantier tous les X mètres.



- b) Répandre la couche d'accrochage juste avant de dérouler la grille, dans une largeur légèrement supérieure à celle de la grille (environ 10 cm). Vérifier que la qualité de la couche d'accrochage est bien adaptée afin que les deux couches d'enrobé avec la grille insérée soient bien collées. La fiche technique indique un minimum, à adapter en fonction du support.

Il est primordial de dérouler la grille sur une émulsion fraîchement appliquée n'ayant pas encore commencé sa rupture. Une particularité des grilles est leur rigidité pour leur donner du module et donc un pouvoir de renforcement. Elles ne sont donc pas déformables.

Attention : le temps de rupture de l'émulsion est augmenté du fait de la quantité sous la grille. Il faut donc en tenir compte notamment en cas de risque d'intempérie.

- c) Placer le rouleau dans l'axe de la chaussée : deux personnes suffisent à dérouler le rouleau : une au centre et une autre à 20 m derrière pour lui indiquer s'il est toujours dans l'axe ou bien s'il doit se décaler légèrement vers la gauche ou vers la droite afin de dérouler toujours bien droit. Et deux personnes pour maroufler. La grille se découpe facilement dans les virages ou autour des lampans.

- d) Maroufler la grille avant la rupture de l'émulsion afin qu'elle fasse adhérer la grille au support à l'aide de balais à poiles durs ou d'un petit cylindre lorsque le support est bien lisse et non raboté.

- e) Au deuxième passage, la répandeuse à émulsion mord sur le premier lè de la grille de 10 à 20 cm minimum (ou de la largeur du recouvrement en fonction du calepinage) afin d'assurer la bonne adhérence des deux lès entre eux. S'assurer que le recouvrement longitudinal ne corresponde ni au passage du patin du finisseur ni au joint du finisseur.

- f) Le recouvrement longitudinal doit être de 10 cm minimum, et bien collé.

- g) Lorsque deux rouleaux déroulés côte à côte se terminent au même endroit il faut découper environ 30 cm de l'un des deux afin qu'au déroulage des deux rouleaux suivants il n'y ait jamais 4 épaisseurs de grille sur la même surface. Si petite soit-elle ce serait un point de faiblesse car risque de non collage. Lorsque 3 épaisseurs de grille se superposent il faut découper le bout de grille qui se trouve entre les deux autres.

- h) Le recouvrement transversal sera de 20 à 40 cm, en tenant compte du sens d'avancement du finisseur, afin qu'il ne soulève pas la grille au droit du recouvrement : la lèvre aval (effet tuile). On remettra également de l'émulsion à l'endroit des recouvrements transversaux. Il est possible de spitter, de clouer ou de taster avec le pied la zone de recouvrement.

- i) Dédier une personne spécifique pour accompagner chaque camion chargé de la grille, de vérifier que la grille ne se soulève pas au point de s'arracher.

- j) Si la grille se soulève, il faut appliquer tout procédé adapté aux circonstances. Par exemple, il peut être appliqué de l'eau, soit uniquement sur les pneus, soit sur le passage des roues. Un léger gravillonnage ou sablage peut être réalisé. Dans tous les cas, le procédé ne devra pas diminuer la qualité du collage des enrobés sur leur support. D'autres procédés peuvent être mieux adaptés aux spécificités du chantier. Se référer alors aux conseils du fabricant.

Au cas où la grille est mouillée, elle devient alors glissante et toute précaution sera alors prise. Il sera aussi vérifié que de l'eau ne reste pas sous les enrobés.

- k) Mettre en œuvre les enrobés au finisseur. Compacter sans vibration les premières passées.

- l) Grade du bitume recommandé source : Rilem 1996

Adapter le grade du bitume constituant l'émulsion en fonction de la saison. Plus le bitume sera dur eu égard aux températures, plus la circulation sur la grille sera aisée.

Température °C	10		15		20		25		30	
Climat	Couvert ou vent	solaire	Couvert ou vent	solaire	Couvert ou vent	solaire	Couvert ou vent	solaire	Couvert ou vent	solaire
Pénétration bitume - mm	240	180	220	120	180	100	160	100	130	70

5. Les virages

Les grilles en fibre de verre doivent présenter les 3 caractéristiques :

- forte stabilité dimensionnelle.
 - épaisseur très peu compressible.
 - facilité à être coupée avec un simple cutter ou paire de ciseaux.
- a. Découper la grille en fonction du rayon de courbure du virage. Placer la lèvre amont sur la lèvre aval, pour tenir compte du sens d'avancement du chantier. Ne pas faire chevaucher plus de deux épaisseurs de grille.
 - b. Ou alors tourner le plus légèrement possible en cas de rayon plus important, afin d'éviter la formation de plis.
 - c. Chaque pli éventuel doit être coupé, la lèvre amont recouvrant la lèvre aval. Si le rayon du virage, ou du giratoire est trop faible, la technique grille n'est pas recommandée.

6. Compactage

Idéalement commencer par un compactage au rouleau lisse, puis avec un cylindre, commencer les premières passes sans vibrer.

7. Rabotage

La preuve officielle sera apportée par un organisme agréé que le revêtement est rabotable.

Il sera démontré que les particules dégagées lors du rabotage ne sont pas plus nocives que celles provenant d'une structure sans grille.

8. Recyclage

Il sera démontré qu'un enrobé fabriqué avec 30% de recyclés provenant d'une chaussée avec ce renfort obtient les mêmes performances concernant la variabilité, l'orniérage, le module et la fatigue qu'un enrobé fabriqué avec 30% de recyclés sans fibre.

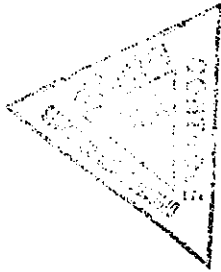
9. Précautions

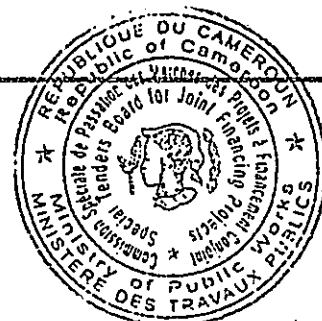
- Le non-lissé est côté support, la grille côté nouvel enrobé.
- Le principe de base veut qu'il y ait un bon collage entre les couches d'enrobés. Tel est aussi le cas avec l'intégration des grilles de fibre de verre. Le bitume de l'émulsion doit totalement imprégner la grille et coller les enrobés. Le collage doit être validé par l'utilisateur.
- Faire attention de bien répandre l'émulsion au démarrage de la répandeuse. Ne pas laisser de zones sans bitume.
- Éviter de trop larges recouvrements (supérieurs à 50 cm).
- Il est conseillé de lester ou spitter au démarrage de la mise en œuvre.
- La circulation non nécessaire sur la grille est à éviter, spécialement lorsque la température extérieure est élevée ou que les roues des camions sont chaudes. Ne pas stationner sur la grille.
- Le camion approvisionnant l'enrobé, poussé par le lisseur ne doit pas bloquer ses roues.
- Recouvrir totalement la grille avec l'enrobé.

- Cette liste n'est pas exhaustive. Il est recommandé de suivre les règles de l'art, en insistant sur la qualité du collage entre les couches d'enrobé nécessaire au bon concordement à terme de la nouvelle structure.

V. Pièces jointes : Fiches techniques

Bien vouloir joindre fiches techniques.





Realisation après passage camion - des traces mécaniques résiduelles - 35% -
 Les variations dépendant des fils longitudinaux permettent les capacités de renforcement
 L'angle d'ouverture de maille permettant le passage des granulats et d'épandage le collage des couches d'arrêté notamment sur les axes de recouvrement.

FICHE TECHNIQUE

CIDEX[®] 50 SB

N° certificat CE : 0334-CPD-1019

Certificat émis la première fois le 14 mai 2009

Fiche technique n° : 0641
 Délivrée le : 30-05-2005
 Modification : 02/01/2015

Construction (tolérances : $\pm 10\%$) :

Mailles (couverture entraxe) : 40 mm x 40 mm

Poids Total : 206 g/m² (selon de contrôle n° 1260010-1021 du fabricant (Normes techniques industrielles))Grille : 113 g/m² (Fibre synthétique : 12 g/m²)Fibre de verre - Résine polymère (type Styrdex Buntolène[®])

Epaisseur (valeur indicative) : 1,1 mm

Propriétés : Valeurs suivant la norme ISO 19319 (plan de contrôle n° du fabricant Chimant Les Usines Industrielles), tolérance : 5%

Résistances mécaniques	A la rupture $\pm 5\%$	A 1% d'allongement $\pm 40\%$	A 1% d'allongement $\pm 20\%$
Sens longueur	50 KN/m	20 KN/m	40 KN/m
Sens largeur	50 KN/m	20 KN/m	40 KN/m
Allongement	A la rupture		
Sens longueur	$\pm 3\% \pm 0,5\%$		
Sens largeur	$\pm 3\% \pm 0,5\%$		

Résistance mécanique de la jonction des fils transversaux et longitudinaux, suivant EN-1062 (L SA Azelio 4E - SR) 50 N jonction avec un joint pour 40% de rupture

Les agents de construction doivent être agréés par le fabricant pour être utilisés dans les produits fabriqués. Les agents de construction doivent être agréés par le fabricant pour être utilisés dans les produits fabriqués. Les agents de construction doivent être agréés par le fabricant pour être utilisés dans les produits fabriqués.

Propriété à la fatigue : Essai de fatigue 2015 - EN 12697-21 norme 0

Les dimensions et la construction des plaques suivent la norme EN 12697-33 2003. L'essai est synthétique en flexion alternée à points de compression - traction. Pour des points de 630x190x100 mm, les déformations comprises entre 120 et 150 µdef, la structure type BBSG classe 1 renforcée par Cidex 50 SB améliore la résistance à la fatigue de la structure de plus de 25% par rapport aux témoins et augmente l'E6 de plus de 5%.

Important : Couche d'accrochage habituellement appliquée : 600 g/m² de bitume nébutal. Ce dosage doit être adapté selon les caractéristiques du support. Le collage doit être validé par l'utilisateur.

Remarques

- Utilisation prévue : Renforcement

- A recevoir dans les 15 jours suivant la mise en œuvre (NF EN 13381 annexe B)

- Révision de bitume (EN 13381 annexe C) : 110 g/m², soit pour le collage des couches : 200 g/m² + 400 g/m² si nécessaire

- Points de fusion : résine : 200 °C - fibre polyester : 220 °C - fibre de verre : 1400 °C avec début de perte de performance à 400 °C

- En cas d'utilisation sur support en ciment lisse, utiliser une couche d'accrochage bitumineuse avant d'appliquer la grille

* Essai consistant à simuler l'action d'une roue de camion qui circule sur la grille. La roue de l'automoteur du LCPC est chargée à 6 tonnes. Un mouvement de va et vient est appliqué durant l'essai d'essai de l'automoteur à une fréquence de 1Hz, à température ambiante. La grille est fixée à chaque extrémité à l'aide d'un adhésif sur un support en enrobé 0-10 lisse, pour qu'elle ne soit pas déplacée par les mouvements de l'essai. Le résultat est donné après 500 passages de roue.

** La résine SB8 a été spécialement conçue pour apporter sa haute modélité d'élasticité à la grille (> 35 GPa MPa) et a été optimisée pour protéger la fibre de verre contre les dépressions mécaniques extrêmement importantes pendant la mise en œuvre et la durée de vie de la chaussée et cf rapport HSE RCRA 879 de janvier 2011.

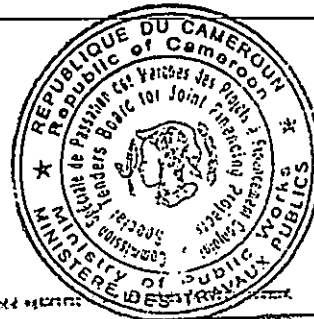
Fabrication de la grille sous système de management de la qualité certifié ISO 9001
 2 Marque déposée de 6 D Solutions

Les plans joints des annexes appliquent à la grille et les conditions de mise en œuvre de la grille et des supports usagers de l'appareil notamment à titre explicite, les références et abréviations pour faciliter la lecture de la grille et les conditions d'application de la grille quelconque de notre part pour la livraison de la grille.



6 D Solutions - N°TFA 03 52 10 11 24 33 - Site 418 931 652 0000 - 418 1205 2
 11, Place René Buisson - 91110 St Germain lès Arles (77) 01 61 47 10 00 - Fax 01 61 47 10 00





Elle vous permet de dépendre des filtres longitudinaux pour assurer la continuité de la structure et la largeur de la grille permet de faciliter le passage des graviers et d'assurer le collage des couches d'interface existantes.

FICHE TECHNIQUE

CIDEX® 100 SB

Fiche technique n° : 0750
 Délivrée le : 22/06/2007
 Modification : 20/12/2019

N° certificat CE : 0334-CPR-1015

Certificat émis la première fois le 14 mai 2009 par ASQUAL.

Construction (tolérances : ± 10 %) :

Mailles (ouverture entraxe) : 40 mm x 40 mm

Poids Total : 400 g/m² (selon la couche n° P20001 B-D211 de fabricant Chemours Textiles Industries)

Grille (MD P20001A-D05 du fabricant Chemours Textiles Industries)

Non-tissé

Fibre de verre + Résine polymère type Système Batahite**

Fibre synthétique : 17 g/m²

Épaisseur (valeur indicative) (MD Chemours Textiles Industries 30001) : 1,4 mm

Propriétés suivant la norme ISO 15311 (MD 302-6) du fabricant Chemours Textiles Industries

Résistances mécaniques	à la rupture	Moyenne à 15% d'absorption	Minimale à 2% d'absorption
	- 5%	- 40%	- 20%
Sans largeur	100 KN/m	45 KN/m	80 KN/m
Sans largeur	100 KN/m	45 KN/m	80 KN/m
Allongement	à la rupture	Résistance mécanique de la jonction des fils unidirectionnels et bidirectionnels, suivant GRI-GG2 (USA Azite (E - SR) 150 N jonction (voir notice pour 95% de réussite)	
Sans largeur	< 3% + 6,5%		
Sans largeur	< 3% + 6,5%		

Les performances mécaniques sont des valeurs moyennes et non des valeurs maximales. Elles sont données pour une grille de type standard et non pour une grille de type spécial.

Propriété à la fatigue : Thénos Aramis INSA 2011 - EN 12697-24 partie D.

Les dimensions et la construction des plaques suivent la norme EN 12697-33:2003. L'essai est symétrique en flexion simple à points (compression + traction). Pour des ponts de 610 à 1000 mm, des déformations comprises entre 135 et 150 µm, la structure renforcée par Cidex 100 SB améliore la résistance à la fatigue de la structure de plus de 40% par rapport à la référence et augmente l'âge de plus de 10%.

Important : Couche d'accrochage habituellement appliquée : 200 g/m² de bitume résiduel. Ce dosage doit être adapté selon les caractéristiques du support. Ne pas hésiter à remettre de l'émulsion sur la grille afin de garantir le collage de l'interface. Le collage doit être validé par l'utilisateur. Il est recommandé d'appliquer plus de 5 cm d'encre sur cette grille.

Remarques

- Utilisation prévue : Renforcement.
- À recevoir dans les 15 jours suivant la mise en œuvre (NF EN 15311 annexe D).
- Rétention de humidité (EN 15311 annexe C) : 114 g/m², soit pour le collage des emboîs : 500 g/m² - > 200 g/m² si nécessaire.
- Point de fusion : résine : 200°C - fibre polymère : 220°C - fibre de verre : 1500°C avec début de perte de performance à 1000°C.
- En cas d'utilisation sur support en ciment frais, réaliser une couche d'accrochage bitumineuse avant d'appliquer la grille.
- Essai consistant à simuler l'action d'une roue de camion qui circule sur la grille. La roue de l'amière de la LCPC est chargée à 6 tonnes. Un mouvement de va et vient est appliqué à une fréquence de 1/2 Hz, à température ambiante. La grille est fixée à chaque extrémité à l'aide d'un adhésif sur un support en emboîs C-10 fissé. Le résultat est donné après 500 passages de roue.
- ** La résine SBR a été spécialement conçue pour apporter un haut module d'élasticité à la grille (> 31 000 MPa) et pour protéger la fibre de verre contre les agressions mécaniques pendant la mise en œuvre et la durée de vie de la chaussée (cf. rapport interne RGR 150 de janvier 2011).

Fabrication de la grille sous système de management de la qualité certifié ISO 9001.

© Marque déposée de 6D Solutions.

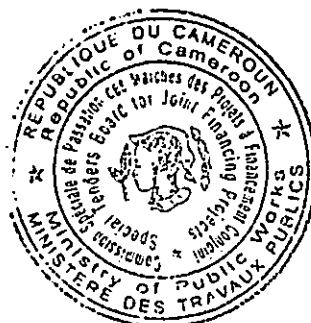
Les données techniques relatives à la grille et les conditions de mise en œuvre de la grille et des matériaux associés développés sont à votre disposition. Les informations et données sont valables qu'il s'agisse de la grille et de ses matériaux ou de la grille et de ses matériaux utilisés ensemble.



Conformité

6D Solutions - 47 rue de la République - 93100 La Courneuve - France
 01 49 49 49 49 - 01 49 49 49 49 - 01 49 49 49 49



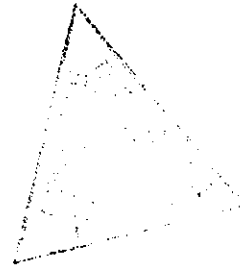


BORDEREAU DU PRIX UNITAIRE

N° prix	Désignation
	Renforcement avec grille en fibre de verre imprégnée de latex SBR Ce prix comprend, au mètre carré, la fourniture, le transport et la mise en œuvre d'une grille en fibre de verre imprégnée de latex SBR conformément aux dispositions indiquées dans les CCTP, aux plans et aux prescriptions de l'ingénieur du marché, y compris les recouvrements longitudinaux et transversaux, de 20 à 50 cm Ce prix comprend toutes les fournitures, la mise en place, coupes, l'étude de dimensionnement, l'assistance technique, formateurs et toutes sujétions. Il comprend également la mise en œuvre d'un dérouleur mécanique à poser à l'arrière de la repandeuse à liant avant la mise en œuvre de la grille Le prix s'applique au mètre carré mis en œuvre des quantités de grille en fibre de verre imprégnée de latex SBR, d'après les études d'exécution approuvées. LE METRE CARRE

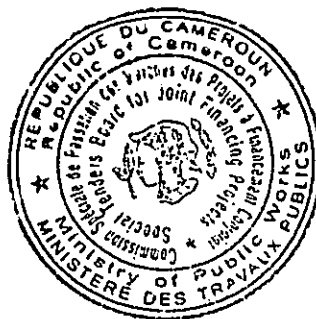
DETAIL QUANTITATIF ET ESTIMATIF

N° prix	Désignation
	Renforcement de la chaussée avec grille en fibre de verre imprégnée de latex SBR



Partie II

Section 8. Conditions de Marché et Contrats types



Partie II

Section 8. Conditions de Marché et Formulaires de Contrat

Préface

1. La Partie II comprend deux formes de Contrats-types pour les Services de Consultants (Contrat Rémunéré au Temps Passé et Contrat à Rémunération Forfaitaire), qui reflètent les modèles de contrats du Document Cadre pour la Sélection des Consultants élaboré par les Banques Multilatérales de Développement (BMD).
2. Contrats Rémunérés au Temps Passé. Ce type de contrat convient aux services dont il est difficile de définir l'étendue ou la durée, qu'il s'agisse de services liés aux activités d'autres prestataires dont les délais d'exécution peuvent varier, ou qu'il soit difficile de déterminer l'étendue des prestations que les Consultants auront à fournir pour atteindre les objectifs fixés. Dans les contrats rémunérés au temps passé, le Consultant fournit les services au temps passé en se conformant à des normes de qualité reconnues, et la rémunération du Consultant est déterminée en fonction du temps consacré aux services et : (i) sur la base de prix unitaires préalablement convenus pour les experts du Consultant multipliés par la durée consacrée par lesdits experts à la mission, et (ii) les frais (remboursables) établis à partir des dépenses effectives et/ou des prix unitaires convenus. Un contrat rémunéré au temps passé doit être suivi et administré de près par le Client, qui s'assurera ainsi du bon déroulement de la mission au jour le jour.
3. Contrats à Rémunération Forfaitaire. Ce type de contrat convient pour des missions où l'étendue et la durée des services, ainsi que les résultats attendus des Consultants sont clairement définis. Les paiements sont liés aux résultats fournis, qu'il s'agisse de rapports, de plans, de devis quantitatifs, de dossiers d'appel d'offres/de demande de propositions ou de programmes logiciels. Un contrat à rémunération forfaitaire est plus simple à administrer, parce qu'il se déroule sur le principe d'un prix fixé pour une prestation bien définie, les paiements venant à échéance sur la base de résultats spécifiés. Néanmoins, le Client doit impérativement contrôler la qualité du travail du Consultant.
4. Les modèles de formulaires sont conçus pour des missions réalisées par des bureaux de Consultants et ne doivent pas être utilisés pour des Consultants individuels.



CONTRAT TYPE



Services de Consultants

Rémunération forfaitaire

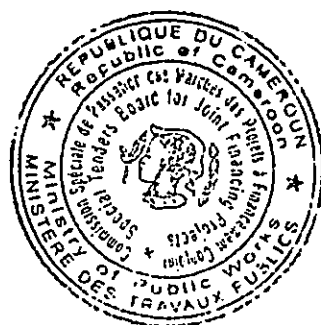
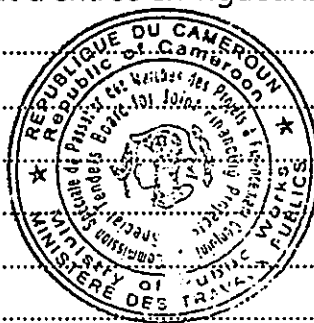
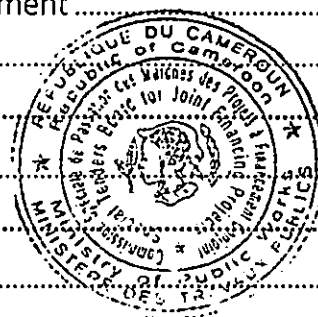


Table des matières

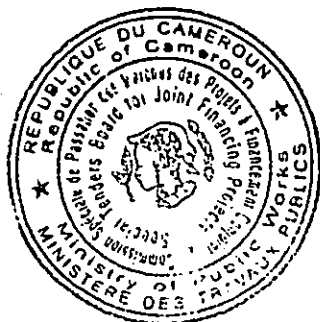
PREFACE	199
CONTRAT DE CONSULTANTS POUR PRESTATIONS DE SERVICES	200
CONTRAT A REMUNERATION FORFAITAIRE.....	200
I. MODELE DE CONTRAT.....	201
II. CONDITIONS GENERALES DU CONTRAT	205
A. DISPOSITIONS GENERALES.....	205
1. Définitions.....	205
2. Relations entre les Parties	207
3. Droit applicable au Contrat	207
4. Langue.....	207
5. Titres	207
6. Notifications.....	207
7. Lieux	208
8. Autorité du Chef de file.....	208
9. Représentants autorisés.....	208
10. Fraude et Corruption, et éligibilité.....	208
B. COMMENCEMENT, ACHEVEMENT, AMENDEMENT ET RESILIATION DU CONTRAT	209
11. Entrée en vigueur du Contrat	209
12. Résiliation du Contrat par défaut d'entrée en vigueur.....	209
13. Commencement des Services.....	209
14. Achèvement du Contrat.....	209
15. Contrat formant un tout.....	210
16. Avenants.....	210
17. Force Majeure.....	210
18. Suspension.....	212
19. Résiliation.....	212
C. OBLIGATIONS DU CONSULTANT.....	215
20. Dispositions générales	215
21. Conflit d'intérêts	216
22. Obligation de réserve	218



23.	Responsabilité du Consultant	218
24.	Assurance à la charge du Consultant	218
25.	Comptabilité, inspection et audits.....	219
26.	Obligations en matière de rapports.....	219
27.	Propriété des documents préparés par le Consultant.....	220
28.	Équipement, véhicules et fournitures	220
D.	LE PERSONNEL DU CONSULTANT ET SOUS-TRAITANTS.....	221
29.	Description du Personnel clé.....	221
30.	Remplacement de Personnel clé.....	221
31.	Retrait de personnel ou de sous-traitant.....	221
E.	OBLIGATION DU CLIENT.....	222
32.	Assistance et exonérations	222
33.	Accès au site du Projet.....	223
34.	Modification du Droit applicable concernant les impôts et taxes	223
35.	Services, installations et propriétés du Client.....	224
36.	Personnel de Contrepartie.....	224
37.	Obligations de Paiement.....	224
F.	PAIEMENTS VERSES AU CONSULTANT	224
38.	Prix du Contrat.....	224
39.	Impôts et taxes	225
40.	Monnaie de paiement.....	225
41.	Modalités de facturation et de paiement	225
42.	Intérêts moratoires.....	227
G.	ÉQUITÉ ET BONNE FOI.....	227
43.	Bonne foi.....	227
H.	REGLEMENT DES DIFFERENDS	227
44.	Règlement amiable	227
45.	Règlement des différends.....	227
ANNEXE 1		229
FRAUDE ET CORRUPTION		229
ANNEXE 2		232
PAYS ELIGIBLES		232
III.	CONDITIONS PARTICULIERES DU CONTRAT (CPC)	233



IV. ANNEXES.....	243
Annexe A – Termes de référence.....	243
Annexe B – Personnel clé	243
Annexe C – Décomposition du prix du Contrat.....	243
Annexe D – Formulaire de garantie de remboursement de l'avance.....	246



Préface

1. Le formulaire de Contrat type comporte quatre parties : le Modèle de Contrat qui doit être signé par le Client et le Consultant, les Conditions générales du Contrat (CGC) y compris l'Annexe 1 – Fraude et Corruption, les Conditions particulières du Contrat (CPC) et les Annexes.
2. Les Conditions générales, incluant l'Annexe 1, ne doivent pas être modifiées. Toute disposition complémentaire requise pour satisfaire aux exigences spécifiques du projet doit être insérée dans les Conditions particulières, sans pour autant contredire ou invalider les Conditions générales.



Contrat de Consultants pour prestations de services

Contrat à rémunération forfaitaire

Nom du Projet _____

[Prêt/Crédit/Don] No. _____

Intitulé de la Mission : _____

Contrat No. _____

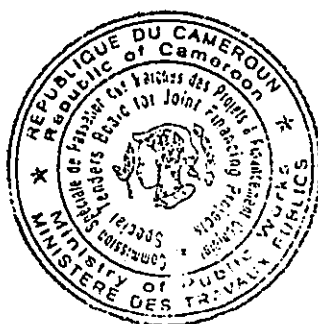
Entre

[Nom du Client]

Et

[Nom du Consultant]

Date : _____



I. Modèle de Contrat

CONTRAT À RÉMUNÉRATION FORFAITAIRE

(Le texte proposé entre crochets [] indique les renseignements spécifiques au projet ; toutes ces notes doivent être supprimées dans le texte final)

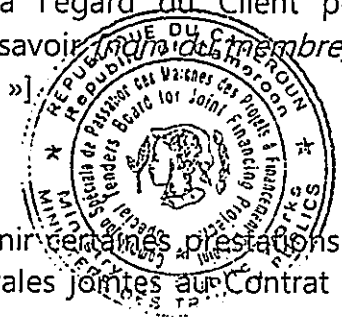
Le présent CONTRAT (intitulé ci-après le « Contrat ») est passé le *[jour]* jour du *[mois]* de *[année]*,

Entre, d'une part, Monsieur le Ministre des Travaux (ci-après appelé le « Client »)

Et, d'autre part, *[nom du Consultant]* (ci-après appelé le « Consultant »).

*[Note : Si le Consultant est constitué de plusieurs entités, le texte ci-dessus doit être modifié en partie comme suit : « ... (ci-après appelé le « Client ») et, d'autre part, un groupement constitué des entités suivantes, dont chacune d'entre elles sera conjointement et solidairement responsable à l'égard du Client pour l'exécution de toutes les obligations contractuelles, à savoir : *[nom du membre]* et *[nom du membre]* (ci-après appelés le « Consultant »). »]*

ATTENDU QUE

- 
- (a) le Client a demandé au Consultant de fournir certaines prestations de services définies dans les Conditions générales jointes au Contrat (ci-après intitulées les « Services ») ;
 - (b) le Consultant, ayant démontré au Client qu'il a la capacité professionnelle, l'expertise et les ressources techniques requises, a convenu d'exécuter les Services conformément aux termes et conditions arrêtés au Contrat ;
 - (c) le Client a reçu un *prêt* de la Banque Africaine de Développement en vue de contribuer au financement du coût du Projet et des Prestations et se propose d'utiliser une partie de ce *prêt* pour régler les paiements éligibles autorisés dans le cadre du présent Contrat, étant entendu (i) que les paiements effectués par la Banque ne seront effectués qu'à la demande du Client et sur approbation de la Banque, (ii) que ces paiements seront soumis à tous égards aux termes et conditions de l'Accord de *prêt* ; ledit accord de financement interdit tout retrait du compte de prêt destiné au paiement de toute personne physique ou morale, ou de toute importation de fournitures lorsque, ledit paiement, ou ladite importation, tombe sous le coup d'une interdiction prononcée par le Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unies, au titre du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies. et (iii) qu'aucune Partie

autre que le Client ne peut se prévaloir des dispositions de l'Accord de prêt, ni prétend détenir une créance sur les fonds provenant du prêt.

EN CONSÉQUENCE, les Parties ont convenu ce qui suit :

1. Les documents suivants ci-joints sont considérés partie intégrante du présent Contrat :

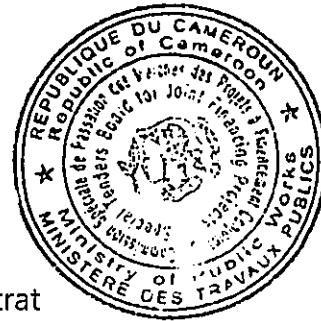
- (a) les Conditions générales du Contrat (y compris l'Annexe 1 – Fraude et Corruption)
- (b) les Conditions particulières du Contrat
- (c) les Annexes :

Annexe A : Termes de Référence

Annexe B : Personnel clé

Annexe C : Décomposition du Prix du Contrat

Annexe D : Formulaire de garantie bancaire pour le remboursement de l'avance



En cas de différence entre les documents ci-avant, l'ordre de priorité ci-après prévaudra pour leur interprétation : les Conditions particulières du Contrat, les Conditions générales du Contrat, y compris l'Annexe 1, l'Annexe A, l'Annexe B, l'Annexe C, l'Annexe D. Toute référence audit Contrat s'entendra comme incluant, lorsque le contexte le permettra, la référence aux Annexes.

2. Les droits et obligations réciproques du Client et du Consultant sont ceux figurant au Contrat ; en particulier :

- (a) le Consultant fournira les Services conformément aux conditions du Contrat ; et
- (b) le Client effectuera les paiements au Consultant conformément aux dispositions du Contrat.

EN FOI DE QUOI, les Parties au Contrat ont fait signer le Contrat en leurs noms respectif le jour et l'an ci-dessus :

Pour *[le Client]* et en son nom

[Représentant autorisé – nom, titre et signature]

Pour *[le Consultant ou le groupement]* et en son nom

[Représentant autorisé – nom et signature]

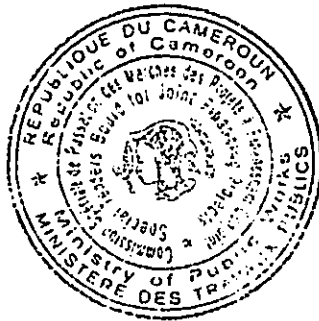
[Dans le cas d'un groupement, chacune des partenaires au groupement doit apparaître comme signataire ou seul le Chef de file signera, auquel cas le pouvoir l'habilitant à signer au nom de tous les partenaires doit être joint.]

Pour et au nom de chacun des Partenaires du Consultant *[insérer le nom du groupement]*

[Nom du Chef de file]

[Représentant autorisé au nom des partenaires du groupement]

[Ajouter des emplacements de signature pour chacun des partenaires, si tous sont signataires]





II. Conditions générales du Contrat

A. DISPOSITIONS GENERALES

1. Définitions

1.1 À moins que le contexte ne le requière différemment, chaque fois qu'ils sont utilisés dans le Contrat, les termes ci-après ont les significations suivantes : « Droit applicable » désigne les lois et autres textes ayant force de loi dans le pays du Gouvernement ou dans tout autre pays indiqué, le cas échéant, dans les Conditions Particulières du Contrat (CPC), au fur et à mesure de leur publication et de leur mise en vigueur

(b) La « Banque » désigne l'institution mentionnée dans les CPC.

(c) « L'Emprunteur » désigne le gouvernement, l'agence gouvernementale ou toute autre entité ayant signé l'accord de prêt avec la Banque,

(d) Le « Client » désigne l'agence d'exécution avec lequel le Consultant sélectionné signe le Contrat de prestations de services.

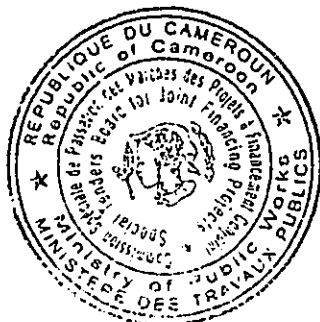
(e) Le « Consultant » désigne la personne morale ou l'entité légale qui peut fournir ou qui fournit les prestations au Client en vertu du Contrat.

(f) Le « Contrat » désigne le Contrat signé par le Client et le Consultant et tous les documents annexés énumérés à la Clause 1, à savoir les Conditions générales du Contrat (CGC), les Conditions particulières du Contrat (CPC) et les Annexes.

(g) « Jour » désigne une journée calendaire, sauf si stipulé autrement.

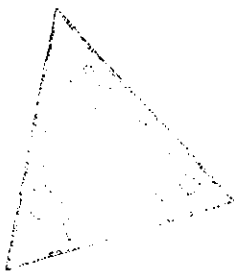
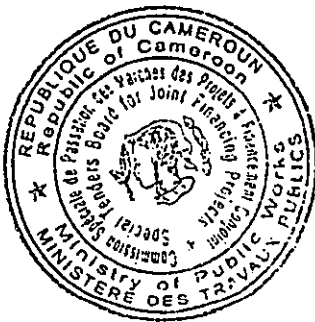
(h) « Date d'entrée en vigueur » désigne la date à laquelle le Contrat entrera en vigueur, conformément à la Clause 11 du CGC.

(i) « Experts » désigne collectivement le personnel clé, et tout autre personnel du Consultant, des sous-traitants ou des partenaires de groupement, assignés par le Consultant pour la



réalisation des services ou une partie de ceux-ci dans le cadre du Contrat.

- (j) « Monnaie étrangère » : toute monnaie autre que celle du pays du Client.
- (k) « CGC » Conditions Générales du Contrat.
- (l) « Gouvernement » : le Gouvernement du pays du Client.
- (m) « Groupement » signifie une association de deux Consultants ou plus disposant, ou non, d'une personnalité juridique distincte de celle des partenaires le constituant, dans lequel un des partenaires dispose de l'autorité afin de mener les affaires au nom et pour le compte de tous les partenaires du groupement, et dont les partenaires sont conjointement et solidairement responsables de l'exécution du Contrat vis-à-vis du Client.
- (n) « Personnel clé » désigne un expert fourni par le Consultant, dont les qualifications professionnelles, le savoir-faire, les connaissances et l'expérience sont essentielles à la réalisation des Services dans le cadre du Contrat, et dont le CV a été pris en compte pour l'évaluation technique de la Proposition du Consultant.
- (o) « Monnaie nationale » : la monnaie du pays du Client.
- (p) « Autre personnel » désigne un personnel fourni par le Consultant ou un sous-traitant, affecté à la réalisation des Services ou d'une partie des Services dans le cadre du Contrat.
- (q) « Partie » : le Client ou le Consultant, selon le cas ; et, « Parties » : le Client et le Consultant.
- (r) « CPC » : Conditions particulières du Contrat, qui modifient ou complètent les CGC, sans les remplacer.
- (s) « Services » : désigne les prestations devant être effectuées par le Consultant dans le cadre du Contrat, décrits à l'Annexe A jointe.



(t) « Sous-Traitant » : désigne toute personne physique ou morale avec laquelle le Consultant passe un accord de sous-traitance d'une partie des Services, le Consultant conservant la responsabilité entière pour l'exécution du Contrat.

(u) « Tiers » désigne toute personne ou entité autre que le Gouvernement, le Client, le Consultant ou ses Sous-Traitants.

2. Relations entre les Parties



2.1 Aucune disposition figurant au Contrat ne peut être interprétée comme créant une relation de commettant à préposé, ou établissant un lien de subordination d'employé à employeur entre le Client et le Consultant. Dans le cadre du Contrat, le Consultant est pleinement responsable du Personnel exécutant les Services et de ses Sous-Traitants, le cas échéant, et des Services exécutés par ces derniers ou en leur nom.

3. Droit applicable au Contrat

3.1. Le Contrat, sa signification, son interprétation, et les relations s'établissant entre les Parties seront régis par le Droit applicable.

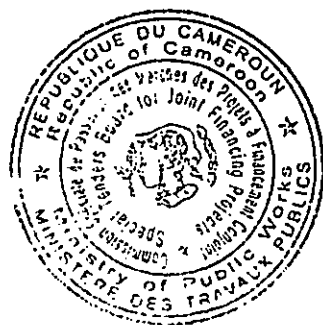
4. Langue

4.1. Le Contrat a été rédigé dans la langue indiquée dans les CPC, qui sera la langue faisant foi pour toutes questions relatives à la signification ou à l'interprétation du Contrat.

5. Titres

5.1. Les titres ne limiteront, ne modifieront, ni n'affecteront en rien la signification du Contrat.

6. Notifications



6.1. Toute notification nécessaire ou permise en vertu du Contrat devra l'être sous forme écrite, dans la langue indiquée à la Clause 4. Une telle notification, demande ou approbation sera considérée comme ayant été effectuée lorsqu'elle aura été transmise en personne à un représentant autorisé de la Partie à laquelle cette communication est adressée, ou lorsqu'elle aura été envoyée à cette Partie à l'adresse indiquée dans les CPC.

6.2. Une Partie peut changer son adresse aux fins de notification en donnant à l'autre partie notification écrite envoyée à l'adresse indiquée dans les CPC.

7. Lieux

7.1. Les Services sont exécutés sur les lieux indiqués à l'Annexe A jointe et, lorsque la localisation d'une tâche particulière n'est pas précisée, en des lieux que le Client approuvera, dans le pays de son Gouvernement ou à l'étranger.

8. Autorité du
Chef de file

8.1. Si le Consultant est constitué par un groupement de plus d'une entité, les partenaires autorisent par la présente l'entité Chef de file indiquée dans les CPC à exercer en leur nom tous les droits, et remplir toutes les obligations envers le Client en vertu du Contrat et à recevoir, notamment, les instructions et les paiements effectués par le Client.

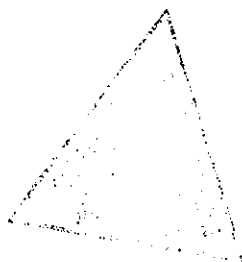
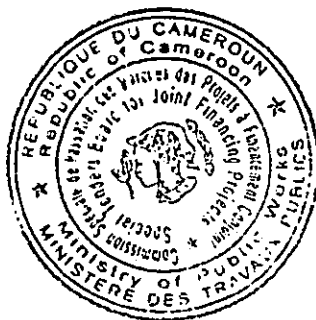
9. Représentants
autorisés

9.1. Toute action qui peut ou qui doit être effectuée, et tout document qui peut ou qui doit être établi en vertu du Contrat par le Client ou par le Consultant, pourra l'être par les représentants désignés dans les CPC.

10. Fraude et
Corruption, et
éligibilité

10.1. La Banque exige le respect du Cadre d'intégrité comprenant les Procédures de sanctions du Groupe de la Banque africaine de Développement, la Politique de dénonciation et de traitement des plaintes de la Banque, la Politique de passation des marchés de la Banque en vertu du Cadre de Passation des Marchés de la Banque et toutes autres politiques et procédures applicables y compris leurs mises à jour, telles que décrites dans l'Annexe 1 au CGC.

10.2. Éligibilité : La Banque exige que toutes les parties constituant le Consultant, y compris les personnes physiques et morales, les sous-traitants ou fournisseurs, les groupement et les partenaires au groupement aux fins de toute partie du Contrat, aient la nationalité d'un pays éligible de la Banque conformément à la Politique de la Banque en vertu du Cadre de la passation de marchés de la Banque et figurant à l'Annexe 2 des Conditions générales, Pays éligibles pour offrir des services de consultants pour les projets financés par la Banque. En outre, le Consultant doit s'assurer que son personnel, partenaires de groupement, agents (déclarés ou non), sous-traitants, prestataires de services,



fournisseurs et/ou leurs employés satisfont aux conditions d'éligibilité.

a. Commissions et rétributions

10.3. Le Client exige que le Consultant l'informe des commissions et rétributions éventuellement payées ou devant être payées à des agents en rapport avec la Proposition et l'exécution du Contrat. Le Consultant doit au minimum indiquer le nom et l'adresse de l'agent ou tout autre bénéficiaire, le montant et la monnaie de paiement et le motif dudit paiement. Si le Consultant manque à l'obligation de fournir les renseignements ainsi exigés sur les commissions et rétributions, le Client a le droit de résilier le Contrat et la Banque a le droit d'appliquer les sanctions prévues.

B. COMMENCEMENT, ACHEVEMENT, AMENDEMENT ET RESILIATION DU CONTRAT

11. Entrée en vigueur du Contrat

11.1 Le Contrat entrera en vigueur à la date (« Date d'entrée en vigueur ») de la notification faite par le Client au Consultant de commencer à fournir les Services. Cette notification confirmera que les conditions d'entrée en vigueur du Contrat, le cas échéant, énumérées dans les CPC ont été remplies.

12. Résiliation du Contrat par défaut d'entrée en vigueur

12.1 Si le Contrat n'est pas entré en vigueur dans les délais indiqués dans les CPC à partir de la date de signature du Contrat par les Parties, chacune des Parties peut, par préavis notifié par écrit de vingt et deux (22) jours au moins adressés à l'autre Partie, déclarer le Contrat nul et non avenu, auquel cas nulle Partie ne pourra élever de réclamation du fait du Contrat envers l'autre Partie.

13. Commencement des Services

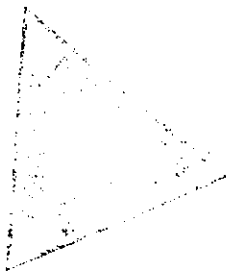
13.1 Le Consultant confirmera la disponibilité du Personnel clé et commencera l'exécution des Services dans le délai suivant la Date d'entrée en vigueur indiqué dans les CPC.

14. Achèvement du Contrat

14.1 A moins qu'il n'ait été résilié auparavant conformément aux dispositions de la Clause CGC 19 ci-après, le Contrat prendra fin dans le délai suivant la Date d'entrée en vigueur indiqué dans les CPC.



15. Contrat formant un tout
- 15.1 Le Contrat contient toutes les clauses et dispositions convenues entre les Parties. Aucun agent ou représentant des Parties n'a le pouvoir de lier les Parties par une déclaration, promesse, engagement ou accord qui ne soit contenu dans le Contrat.
16. Avenants
- 16.1 Aucun avenant aux termes et conditions du Contrat, y compris des modifications portées à l'étendue des Services, ne pourra être effectué sans accord écrit entre les Parties. Toutefois, chaque Partie accordera l'attention nécessaire à toute proposition de modification ou de changement présentée par l'autre Partie.
- 16.2 Le consentement préalable et écrit de la Banque est requis en cas de toute modification ou variation de quelque importance.
17. Force Majeure
- a. Définition
- 17.1 Aux fins du Contrat, le terme « force majeure » signifie tout événement hors du contrôle d'une Partie, qui n'est pas prévisible, qui est inévitable et qui rend impossible l'exécution par une Partie de ses obligations, ou qui rend cette exécution si difficile qu'elle peut être considérée comme étant impossible dans de telles circonstances ; les cas de force majeure comprennent, mais ne sont pas limités à : guerres, émeutes, troubles civils, tremblements de terre, incendies, explosions, tempêtes, inondations ou autres catastrophes naturelles, grèves, ou autres actions revendicatives, confiscations, ou fait du prince.
- 17.2 Ne constituent pas des cas de force majeure :
- (i) les événements résultant d'une négligence ou d'une action délibérée d'une des Parties ou d'un de ses Sous-Traitants, agents ou employés,
 - (ii) les événements qu'une Partie agissant avec diligence aurait été susceptible de prendre en considération au moment de la conclusion du Contrat et d'éviter ou de surmonter dans l'exécution de ses obligations contractuelles.
- 17.3 L'insuffisance de fonds et le défaut de paiement ne constituent pas des cas de force majeure.



b. Non-rupture de
Contrat

17.4 Le manquement de l'une des Parties à l'une quelconque de ses obligations contractuelles ne constitue pas une rupture de Contrat, ou un manquement à ses obligations contractuelles, si un tel manquement résulte d'un cas de force majeure, dans la mesure où la Partie placée dans une telle situation a pris toutes précautions, et mesures raisonnables, pour lui permettre de remplir les termes et conditions du Contrat.

c. Dispositions à
prendre

17.5 La Partie affectée par un cas de force majeure doit continuer de s'acquitter, dans toute la mesure du possible, de ses obligations en vertu de ce Contrat et doit prendre toutes les dispositions raisonnables pour minimiser les conséquences de force majeure.

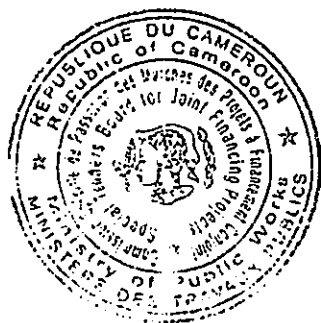
17.6 La Partie affectée par un cas de force majeure doit en avertir l'autre Partie dans les plus brefs délais et en tout état de cause au plus tard quatorze (14) jours après l'apparition de l'événement, apporter la preuve de l'existence et de la cause de cet événement, et de la même façon notifier dans les plus brefs délais à l'autre Partie le retour à des conditions normales.

17.7 Tout délai accordé à une Partie pour l'exécution de ses obligations contractuelles sera prorogé d'une durée égale à la période pendant laquelle cette Partie aura été mise dans l'incapacité d'exécuter ses obligations par suite d'un cas de force majeure.

17.8 Pendant la période où il est dans l'incapacité d'exécuter les Services à la suite d'un cas de force majeure, le Consultant, sur instructions du Client, doit

(a) cesser ses activités et démobiliser, auquel cas il sera remboursé des coûts raisonnables et nécessaires encourus et de ceux afférents à la reprise des Services si le Client le lui demande, ou

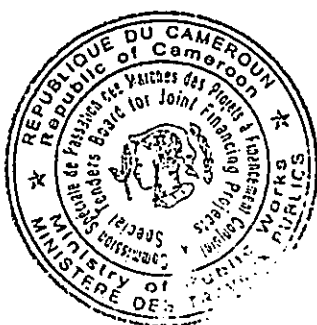
(b) continuer l'exécution des Services autant que faire se peut, auquel cas, le Consultant continuera d'être rémunéré



conformément aux termes du Contrat ; il sera également remboursé dans une limite raisonnable pour les frais additionnels nécessaires qu'il aurait encourus.

- 17.9 En cas de désaccord entre les Parties quant à l'existence ou à la gravité d'un cas de force majeure, le différend sera tranché conformément aux dispositions des clauses 44 et 45 des CGC.

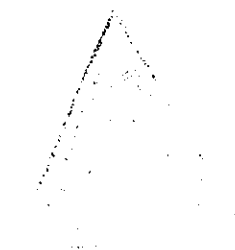
18. Suspension



- 18.1 Le Client a le droit de suspendre les paiements au Consultant en lui envoyant une lettre de notification de suspension si le Consultant manque de s'acquitter de ses obligations contractuelles, y compris la fourniture des Services. Cette lettre de notification de suspension (i) précisera la nature du manquement et (ii) demandera au consultant d'expliquer la raison du manquement et de chercher à y remédier dans une période ne dépassant pas trente (30) jours après la réception par le Consultant de la notification de suspension.

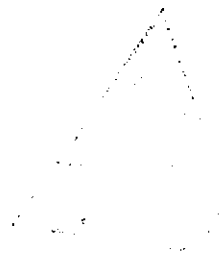
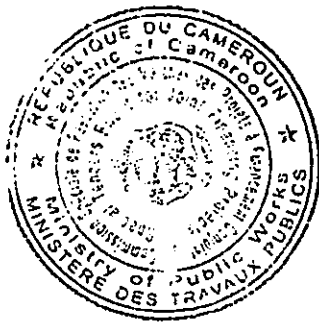
19. Résiliation

a. Par le Client



- 19.1 Le Contrat peut être résilié par l'une quelconque des parties dans les conditions ci-après :
- 19.1.1. Le Client a le droit de résilier le Contrat à la suite de l'un quelconque des événements indiqués aux paragraphes (a) à (f) de la présente Clause. Dans un tel cas, le Client remettra un préavis par notification écrite d'un minimum de trente (30) jours au Consultant dans le cas des événements visés sous (a) à (d), de soixante (60) jours dans le cas des événements visés sous (e) et de cinq (5) jours dans le cas des événements visés sous (f) :

- (a) si le Consultant ne remédie pas à un manquement à ses obligations contractuelles, suivant notification de suspension conforme aux dispositions de la Clause 18 ci-dessus ;



- (b) si le Consultant (ou, si le Consultant est constitué par plusieurs entités juridiques, l'un des partenaires) fait faillite ou entre en règlement judiciaire, en liquidation ou redressement judiciaire, que ce soit volontairement ou non ;
- (c) si le Consultant ne se conforme pas à la décision finale prise à la suite d'une procédure d'arbitrage engagée conformément aux dispositions de la Clause 45.1 ci-après ;
- (d) si, suite à un cas de force majeure, le Consultant est dans l'incapacité d'exécuter une partie substantielle des Services pendant une période supérieure à soixante (60) jours ;
- (e) si le Client, de sa propre initiative et pour quelque raison que ce soit, décide de résilier le Contrat ;
- (f) si le Consultant manque à son obligation de confirmer la disponibilité du personnel clé comme exigé à la Clause 13 ci-avant.

19.1.2. En outre, si le Client établit que le Consultant s'est livré à la corruption ou à des manœuvres frauduleuses, collusoires ou coercitives ou obstructives telles que définies au paragraphe 2.2 a de l'Annexe 1 du CGC lors de l'obtention ou lors de l'exécution du Contrat, le Client a le droit de résilier le Contrat après notification écrite de quatorze (14) jours au Consultant.

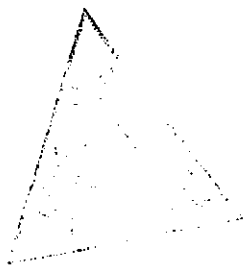
- b. Par le Consultant 19.1.3. Le Consultant a le droit de résilier le Contrat, par notification écrite effectuée dans un délai qui ne saurait être inférieur à trente (30) jours suivant l'apparition de l'un des cas décrits aux paragraphes (a) à (d) ci-après :
- (a) si le Client ne règle pas, dans les quarante-cinq (45) jours suivant réception de la notification écrite du Consultant

d'un retard de paiement, les sommes qui sont dues au Consultant, conformément aux dispositions du Contrat, et non sujettes à contestation conformément aux dispositions de la Clause 45.1 ci-après ;

- (b) si, à la suite d'un cas de force majeure, le Consultant se trouve dans l'incapacité d'exécuter une partie substantielle des Services pendant une période d'au moins soixante (60) jours ;
- (c) si le Client ne se conforme pas à la décision finale prise suite à une procédure d'arbitrage conduite conformément aux dispositions de la Clause 45.1 ci-après ; ou
- (d) si le Client a manqué à ses obligations contractuelles et n'y a pas remédié dans un délai de quarante-cinq (45) jours (ou tout délai additionnel que le Consultant aurait accepté par écrit) après réception de la notification faite par le Consultant de ce manquement.



c. Cessation des droits et obligations



19.1.4. Tous droits et obligations contractuelles des Parties cesseront à la résiliation du Contrat conformément aux dispositions des Clauses 12 ou 19, ou à l'achèvement du Contrat conformément aux dispositions de la Clause 14, à l'exception (i) des droits et obligations qui pourraient demeurer à la date de résiliation ou d'achèvement du Contrat, (ii) de l'obligation de réserve définie dans la Clause 22 ci-après, (iii) de l'obligation qu'a le Consultant d'autoriser l'inspection, la copie et la vérification des comptes et écritures, conformément à la Clause 25 ci-après, et (iv) des droits qu'une Partie pourrait conserver conformément aux dispositions du Droit applicable.

d. Cessation des Services

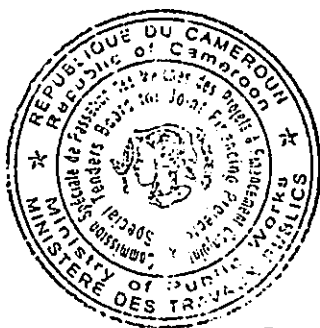
19.1.5. Sur résiliation du Contrat par notification de l'une des Parties à l'autre conformément aux dispositions des Clauses 19 (a) ou 19 (b) ci-dessus, le Consultant devra, dès l'envoi ou la réception de cette notification, prendre les

mesures permettant de conclure au mieux les Services et tenter de restreindre dans toute la mesure du possible les dépenses correspondantes. En ce qui concerne les documents préparés par le Consultant, et les équipements et autres contributions du Client, le Consultant procédera comme indiqué aux Clauses 27 et 28 ci-après.

e. Paiement à la suite de la résiliation

19.1.6. Suite à la résiliation du Contrat, le Client réglera au Consultant les sommes suivantes :

- (a) le paiement des Services qui auront été effectués de manière satisfaisante jusqu'à la date de résiliation ; et
- (b) dans les cas de résiliation définis dans les paragraphes (d) à (e) de la Clause 19.1.1 ci-dessus, le remboursement dans une limite raisonnable des dépenses résultant de la conclusion rapide et en bon ordre du Contrat, ainsi que des dépenses de rapatriement du personnel du Consultant.



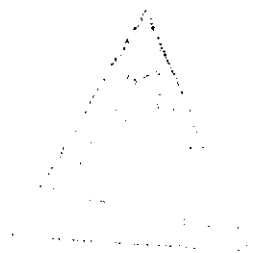
C. OBLIGATIONS DU CONSULTANT

20. Dispositions générales

a. Normes de réalisation

20.1 Le Consultant exécutera les Services et remplira ses obligations de façon diligente, efficace et économique conformément aux techniques et pratiques généralement acceptées ; pratiquera une saine gestion ; utilisera des techniques de pointe appropriées et des équipements, machines, matériels et procédés sûrs et efficaces. Dans le cadre de l'exécution du Contrat ou des Services, le Consultant se comportera toujours en conseiller loyal du Client, et défendra en toute circonstance les intérêts légitimes du Client dans ses rapports avec les Sous-Traitants ou les Tiers.

20.2 Le Consultant emploiera et fournira les experts et sous-traitants, disposant des qualifications



et de l'expérience nécessaires pour la réalisation des Services.

- 20.3 Le Consultant peut sous-traiter une partie des Services sous la condition expresse que le personnel clé et sous-traitants aient été approuvés par le Client au préalable. Indépendamment d'une telle approbation, le Consultant demeure entièrement responsable pour la réalisation des Services.

b. Droit applicable aux Services

- 20.4 Le Consultant exécutera les Services conformément au Droit applicable et prendra toute mesure possible pour que les Sous-Traitants, ainsi que le personnel du Consultant et des Sous-Traitants, respectent le Droit applicable.

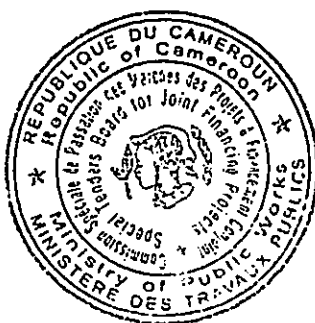
- 20.5 Durant l'exécution du Contrat, le Consultant se conformera aux interdictions d'importation de biens et services dans le pays du Client quand

- (a) la législation ou la réglementation publique du pays de l'Emprunteur interdit les relations commerciales avec un pays, ou
- (b) en application d'une décision prise par le Conseil de Sécurité des Nations Unies au titre du chapitre VII de la Charte des Nations Unies, le pays de l'Emprunteur interdit tout paiement à des personnes physiques ou morales d'un pays.

- 20.6 Le Client fera connaître par écrit au Consultant les coutumes locales qu'il devra respecter, et le Consultant devra respecter ces coutumes locales, après une telle notification.

21. Conflit d'intérêts

- 21.1 Le Consultant protégera avant tout les intérêts du Client sans prendre en compte l'éventualité d'une mission future et évitera strictement tout conflit d'intérêts avec d'autres missions ou avec les intérêts de sa propre société.



a. Commissions,
rabais, etc.

21.1.1 Le paiement au Consultant, qui sera versé conformément aux dispositions des Clauses 38 à 42, constituera le seul paiement au titre du Contrat et, sous réserve des dispositions de la Clause 21.1.3 ci-après, le Consultant n'acceptera pour lui-même aucune commission à caractère commercial, rabais ou autre paiement de ce type lié aux activités conduites dans le cadre du Contrat ou dans l'exécution de ses obligations contractuelles, et il s'efforcera à ce que son Personnel et ses agents, ainsi que les Sous-Traitants, leur Personnel et leurs agents, ne perçoivent pas de rémunération supplémentaire de cette nature.

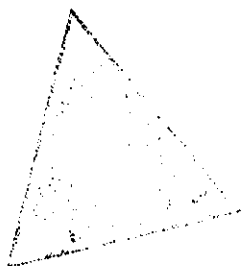
21.1.2 Si, dans le cadre de l'exécution de ses Services, le Consultant est chargé de conseiller le Client en matière d'achat de biens, travaux ou services, il se conformera aux Règles applicables de la Banque et exercera en toutes circonstances ses responsabilités de façon à protéger au mieux les intérêts du Client. Tout rabais ou commission obtenu par le Consultant dans l'exercice de ses responsabilités en matière de passation des marchés sera reversé au Client.

b. Non-
participation du
Consultant et de
ses associés à
certaines activités

21.1.3 Le Consultant, ainsi que ses affiliés ou Sous-Traitants et leurs affiliés, s'interdisent, pendant la durée du Contrat et à son issue, de fournir des biens, travaux ou services (autres que services de consultants) destinés à tout projet découlant des Services fournis pour la préparation ou la mise en œuvre du projet.

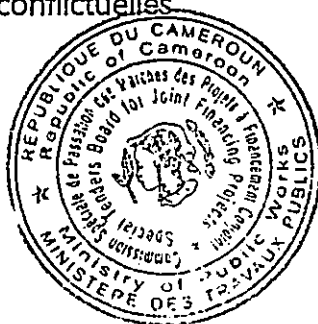


c. Interdiction
d'activités
incompatibles



21.1.4 Le Consultant, et sous sa responsabilité ses Sous-Traitants et leur personnel, ne devront pas s'engager, directement ou indirectement dans des activités commerciales ou professionnelles qui pourraient être incompatibles avec les activités qui leur ont été confiées en vertu du Contrat.

d. Obligation de
signaler les
activités
conflictuelles



21.1.5 Le Consultant, et sous sa responsabilité ses Sous-Traitants et leur personnel ont l'obligation de signaler au Client toute situation réelle ou potentielle de conflit qui pourrait avoir un impact sur leur capacité à servir au mieux les intérêts du Client, ou qui pourrait être perçue comme telle. Tout manquement à signaler une telle situation peut conduire à la disqualification du Consultant ou à la résiliation du Contrat.

22. Obligation de
réserve

22.1 Le Consultant et son Personnel, s'engagent à ne pas divulguer d'information confidentielle relative aux Services ni à rendre publiques les recommandations formulées lors de l'exécution des Services ou qui en découleraient sans autorisation préalable écrite du Client.

23. Responsabilité du
Consultant

23.1 Sous réserve des dispositions supplémentaires figurant dans les CPC le cas échéant, les responsabilités du Consultant en vertu du Contrat sont celles prévues par le Droit applicable.

24. Assurance à la
charge du
Consultant

24.1 Le Consultant : (i) prendra et maintiendra, et fera en sorte que ses Sous-Traitants prennent et maintiennent à ses frais (ou aux frais des Sous-Traitants, le cas échéant), mais conformément aux termes et conditions approuvés par le Client, une assurance couvrant les risques et pour les montants indiqués dans les CPC, et (ii) à la demande du

Client, lui fournira la preuve que cette assurance a bien été prise et maintenue et que les primes ont bien été réglées. Le Consultant devra prendre cette assurance avant le commencement des Services comme indiqué à la Clause 13 ci-avant.

25. Comptabilité, inspection et audits



25.1 Le Consultant tiendra à jour et de façon systématique la comptabilité et la documentation relative aux Services, selon des principes de comptabilité généralement reconnus, et sous une forme suffisamment détaillée pour permettre d'identifier clairement les durées d'intervention, les changements éventuels et les coûts ; il veillera à ce que ses sous-traitants et prestataires agissent de la même manière.

25.2 En conformité avec le paragraphe 2.2 e de l'Annexe 1 des Conditions générales, le Consultant permettra et s'assurera que ses sous-traitants permettent à la Banque et/ou à des personnes qu'elle désignera d'inspecter le site et/ou d'examiner les comptes, pièces comptables, relevés et autres documents relatifs à la passation du marché, la sélection et/ou à l'exécution du Contrat et à les faire vérifier par des auditeurs nommés par la Banque, si la Banque en fait la demande. L'attention du Consultant est attirée sur la Clause 10 ci-avant qui stipule, entre autres, que le fait d'entraver l'exercice par la Banque de son droit d'examen et de vérification tel que prévu par la présente clause constitue une pratique interdite pouvant conduire à la résiliation du Contrat (ainsi qu'à la l'exclusion dans le cadre du régime en vigueur concernant les sanctions de la Banque).



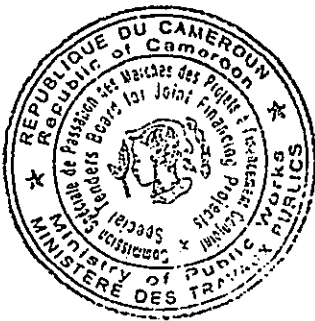
26. Obligations en matière de rapports

26.1 Le Consultant fournira au Client les rapports et documents indiqués dans l'Annexe A ci-jointe, dans la forme, les délais et selon les quantités indiquées dans cette Annexe.

27. Propriété des documents préparés par le Consultant

27.1 Sauf disposition contraire stipulée dans les CPC, tous les rapports et renseignements se rapportant aux Services, cartes, plans, dessins, spécifications, bases de données, autres documents et logiciels, et tous matériaux collectés ou préparés par le Consultant pour le compte du Client en vertu du Contrat auront un caractère confidentiel et deviendront et demeureront la propriété du Client. Le Consultant les remettra au Client avant la résiliation ou l'achèvement du Contrat, avec l'inventaire détaillé correspondant. Le Consultant pourra conserver un exemplaire des documents et logiciels mais il ne pourra pas faire usage de ceux-ci pour des motifs sans relation avec le Contrat sans avoir obtenu l'accord écrit préalable du Client.

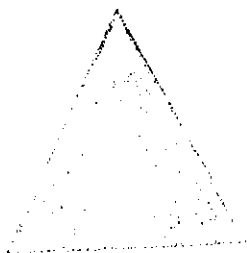
27.2 Si le Consultant doit passer un accord de brevet avec des tiers pour la conception de ces plans, dessins, spécifications, bases de données, autres documents et logiciels, il devra obtenir l'approbation écrite préalable du Client qui aura le droit, à sa discrétion, de demander à recouvrer le coût des dépenses encourues pour le développement des programmes concernés. Toutes autres restrictions pouvant concerner l'utilisation de ces documents et logiciels à une date ultérieure seront, le cas échéant, indiquées dans les CPC.



28. Équipement, véhicules et fournitures

28.1 Les équipements, véhicules et fournitures mis à la disposition du Consultant par le Client ou achetés en tout ou en partie sur des fonds fournis par le Client, seront propriété du Client et seront marqués en conséquence. Après résiliation du Contrat ou à son achèvement, le Consultant remettra au Client un inventaire de ces équipements, véhicules et fournitures et les traitera conformément aux instructions du Client. Le Consultant, sous réserve d'instructions écrites contraires du Client, prendra une assurance pour les équipements, véhicules et fournitures, qui demeurera en

place tant que ces biens resteront en sa possession, aux frais du Client et pour un montant égal à leur valeur de remplacement.



- 28.2 Les équipements et fournitures apportés par le Consultant et son Personnel dans le pays du Gouvernement et utilisés pour les besoins de la mission ou aux fins d'usage personnel resteront propriété du Consultant ou de son Personnel, selon le cas.

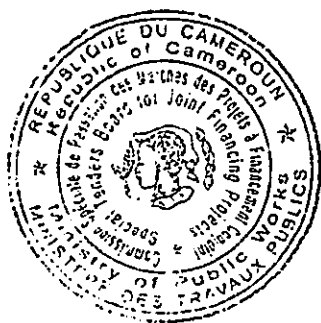
D. LE PERSONNEL DU CONSULTANT ET SOUS-TRAITANTS

29. Description du Personnel clé

- 29.1 Les titres, les descriptions de postes, les qualifications minimales et la durée estimative d'engagement nécessaire à l'exécution des Services pour les membres clé du Personnel clé du Consultant sont décrits dans l'Annexe B.

30. Remplacement de Personnel clé

- 30.1 Sauf dans le cas où le Client donne son accord par écrit, aucun changement ne sera apporté au Personnel clé.
- 30.2 Nonobstant ce qui précède, le remplacement de personnel clé durant l'exécution du Contrat ne pourra être envisagé qu'après demande écrite formulée par le Consultant et pour des raisons indépendantes de la volonté du Consultant, notamment décès ou incapacité pour raisons médicales. Dans un tel cas, aux fins de remplacement, le Consultant fournira une personne de qualification égale ou supérieure, au même taux de rémunération.



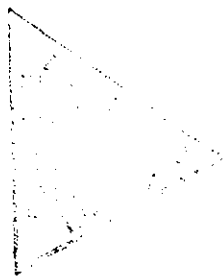
31. Retrait de personnel ou de sous-traitant

- 31.1 Si le Client découvre qu'un des membres du Personnel ou sous-traitant s'est rendu coupable d'un manquement sérieux ou est poursuivi pour crime ou délit, ou si le Client établit qu'un des membres du Personnel ou sous-traitant s'est livré à la corruption ou à des pratiques frauduleuses, collusives, coercitives ou obstructives, lors de l'exécution des Services, le Consultant doit pourvoir à son remplacement, sur demande écrite du Client.

31.2 Si le Client estime qu'un des membres du Personnel clé, autre personnel ou sous-traitant n'a pas la compétence nécessaire ou se révèle incapable de remplir ses fonctions, le Client a le droit de demander son remplacement, en spécifiant les motifs.

31.3 Tout remplacement de personnel ou sous-traitant doit être effectué par un remplaçant dont les qualifications et l'expérience sont au moins équivalentes à celles du personnel remplacé, et qui doit être acceptable au Client.

31.4 Le Consultant prendra à sa charge tous les frais de voyage et autres résultant du retrait et/ou remplacement de personnel clé.

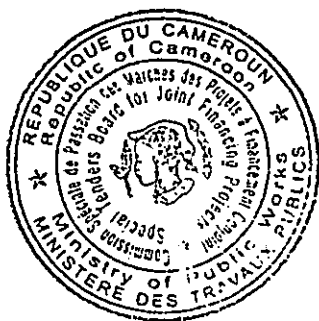


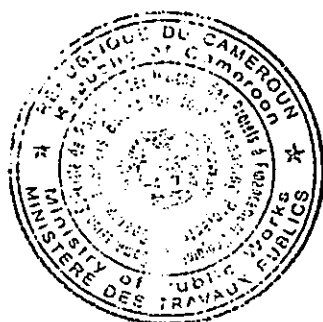
E. OBLIGATION DU CLIENT

32. Assistance et exonérations

32.1 Sauf indication contraire dans les CPC, le Client fera son possible pour :

- (a) assister le Consultant pour obtenir les permis de travail et autres documents qui lui sont nécessaires dans le cadre de l'exécution des Services ;
- (b) assister le Consultant pour obtenir rapidement pour son Personnel clé et, le cas échéant, leurs familles, les visas d'entrée et de sortie, les permis de résidence, et tous autres documents requis pour leur séjour dans le pays du Client durant l'exécution des Services ;
- (c) faciliter le dédouanement des biens nécessaires à l'exécution des Services et des effets personnels appartenant au Personnel et à leurs familles ;
- (d) donner aux agents et représentants officiels du Gouvernement les instructions et informations nécessaires à l'exécution rapide et efficace des Services ;
- (e) assister le Consultant, ses Sous-Traitants et leur Personnel à obtenir une





exonération de toute obligation d'enregistrement, ou toute autorisation d'exercer leur profession en société ou à titre individuel dans le pays du Client, conformément aux dispositions du Droit applicable ;

- (f) assister le Consultant, ses Sous-Traitants et leur Personnel, conformément aux dispositions du Droit applicable, à obtenir les autorisations d'importer dans le pays du Client des montants en monnaie étrangères raisonnables au titre de l'exécution des Services et des besoins du Personnel, et de réexporter les montants en monnaie étrangères qui ont été versés au Personnel au titre de l'exécution des Services ; et
- (g) accorder au Consultant toute autre assistance indiquée, le cas échéant, dans les CPC.

33. Accès au site du
Projet

33.1 Le Client garantit au Consultant l'accès libre, gratuit et sans entrave aux sites dont l'accès est nécessaire pour l'exécution des Services. Le Client sera responsable pour tout dommage aux biens, meubles et immeubles qui peuvent en résulter, et exonérera le Consultant et son Personnel de la responsabilité de tels dommages, à moins qu'ils ne résultent d'un manquement ou de la négligence du Consultant, Sous-Traitants ou leur Personnel.

34. Modification du
Droit applicable
concernant les
impôts et taxes

34.1 Si, après la date de signature du Contrat, le Droit applicable aux impôts et taxes dans le pays du Client est modifié, et qu'il en résulte une augmentation ou une diminution des coûts à la charge du Consultant au titre de l'exécution des Services, la rémunération et les dépenses remboursables payables au Consultant, augmenteront ou diminueront en conséquence par accord entre les Parties, et le Contrat figurant à la Clause 38.1 sera ajusté en conséquence.

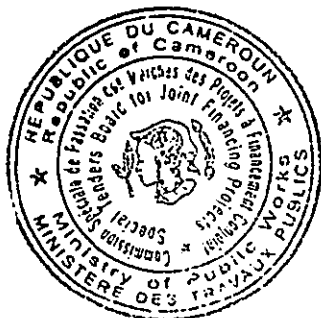
35. Services,
installations et
propriétés du Client

35.1 Le Client mettra gratuitement à la disposition du Consultant et du Personnel, aux fins de l'exécution des Services, les services, installations et propriétés indiqués à l'Annexe A aux dates et selon les modalités figurant à ladite Annexe.

36. Personnel de
Contrepartie

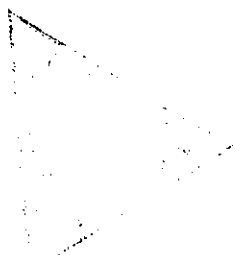
36.1 Le Client mettra gratuitement à la disposition de Consultant les personnels de contrepartie cadre et d'appui, qui seront sélectionnés par le Client assisté du Consultant, si cela est mentionné à l'Annexe A.

36.2 Le personnel de contrepartie cadre et d'appui, à l'exclusion du personnel de liaison du Client, travaillera sous la direction exclusive du Consultant. Si un membre du personnel de contrepartie n'exécute pas de façon satisfaisante les tâches qui lui sont confiées par le Consultant dans le cadre du poste auquel il a été affecté, le Consultant pourra demander qu'il soit remplacé ; à moins d'un motif sérieux, le Client ne pourra pas refuser de donner suite à la requête du Consultant.



37. Obligations de
Paiement

37.1 Le Client effectuera les paiements au Consultant au titre des Services rendus dans le cadre du Contrat, pour les livrables stipulés dans l'Annexe A et conformément aux dispositions des Clauses du chapitre F ci-après.



F.

PAIEMENTS VERSES AU CONSULTANT

38. Prix du Contrat

38.1 Le prix du Contrat est fixe et indiqué dans les CPC. La décomposition du prix du Contrat est fournie à l'Annexe C.

38.2 Aucune modification au prix du Contrat mentionné à la Clause 38.1 ne peut être effectuée sans l'accord des deux Parties aux fins de réviser l'étendue des Services selon la Clause 16 des CGC, et d'amender par écrit les Termes de Référence dans l'Annexe A.

39. Impôts et taxes

39.1 Sauf indication contraire dans les CPC, le Consultant, les Sous-Traitants et le Personnel paieront les impôts, droits, taxes et autres charges imposés en vertu du Contrat.

39.2 A titre d'exception à ce qui précède, et comme indiqué aux CPC, tous les impôts indirects identifiables (identifiés comme tels lors des négociations du Contrat) seront remboursés au Consultant ou seront payés par le Client au nom du Consultant.

40. Monnaie de paiement

40.1 Les paiements au titre du Contrat seront effectués dans la (les) monnaie(s) indiquée(s) au Contrat.

41. Modalités de facturation et de paiement

41.1 Le montant total payé au Consultant dans le cadre du Contrat ne dépassera pas le prix du Contrat conformément à la Clause 38.1.

41.2 Les paiements dans le cadre du Contrat seront des montants forfaitaires au titre des livrables identifiés dans l'Annexe A. Les paiements seront versés au compte du Consultant sur la base du calendrier présenté dans les CPC.

41.2.1 Avance: Dans les délais prévus après la date d'entrée en vigueur, le Client versera au Consultant une avance du montant indiqué dans les CPC. Sauf mention contraire dans les CPC, l'avance sera payée après constitution par le Consultant d'une garantie bancaire émise en faveur du Client auprès d'une banque qui lui est acceptable, pour un montant (ou des montants) en la (ou les) monnaie(s) précisée(s) dans les CPC ; cette garantie devra (i) rester valide jusqu'à ce que l'avance ait été entièrement remboursée, et (ii) se présenter sous la forme définie dans l'Annexe D ou sous toute autre forme que le Client aura approuvée par écrit. L'avance sera récupérée par le Client en montants égaux correspondant aux décomptes mensuels présentés par le Consultant et correspondant au nombre de mois de Services spécifiés dans les CPC jusqu'à ce que l'avance ait été totalement remboursée.

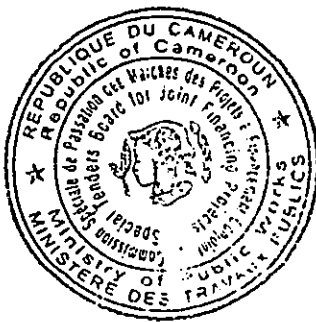


41.2.2 Paiements forfaitaires progressifs : Le Client versera au Consultant dans le délai de soixante (60) jours à compter de la réception par le Client du (des) livrable(s) et de la facture pour le montant forfaitaire correspondant. Le paiement ne sera pas effectué si le Client n'approuve pas le(s) livrable(s) présenté(s) comme satisfaisant(s), auquel cas le Client fera part de ses remarques au Consultant dans le même délai de soixante (60) jours. Le Consultant apportera rapidement les corrections nécessaires, puis le processus ci-avant sera réitéré.

41.2.3 Paiement final : le paiement final effectué au titre de la présente Clause ne pourra être versé qu'après remise par le Consultant du rapport final et son approbation par le Client comme étant satisfaisant. Les Services seront alors considérés achevés et acceptés par le Client. Le dernier montant forfaitaire sera réputé avoir été approuvé pour paiement par le Client dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant réception par le Client à moins que celui-ci dans ce même délai de (90) jours calendaires ne notifie par écrit au Consultant les insuffisances et les inexactitudes qu'il aurait relevées dans l'exécution des Services ou dans le Rapport final. Le Consultant apportera immédiatement les changements et les corrections nécessaires et la même procédure sera réitérée.

41.2.4 Tous les paiements effectués en vertu du présent contrat doivent être versés aux comptes du Consultant indiqués dans les CPC.

41.2.5 A l'exception du paiement final visé au 41.2.3 ci-dessus, les paiements ne constituent pas preuve d'acceptation des



Services et ne libèrent pas le Consultant de ses obligations au titre du Contrat.

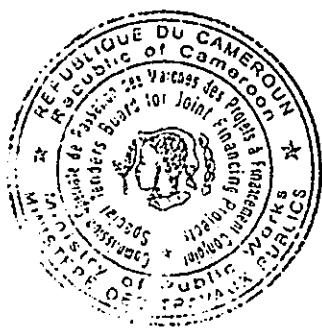
42. Intérêts moratoires 42.1 Si le Client ne règle pas, dans les quinze (15) jours suivant la date à laquelle le paiement est dû en vertu de la Clause 41.2.2, les sommes qui sont dues au Consultant, des intérêts seront versés au Consultant pour chaque jour de retard au taux annuel indiqué dans les CPC.

G. ÉQUITÉ ET BONNE FOI

43. Bonne foi 43.1 Les Parties s'engagent à agir de bonne foi vis-à-vis de leurs droits contractuels réciproques et à prendre toute mesure possible pour assurer la réalisation des objectifs du Contrat.

H. REGLEMENT DES DIFFERENDS

44. Règlement amiable 44.1 Les Parties feront de leur mieux pour régler à l'amiable les différends qui pourraient survenir de l'exécution du Contrat, par consultation mutuelle.
- 44.2 Dans le cas où une des Parties fait objection à une action ou défaut d'action de l'autre Partie, la première peut notifier par écrit à la seconde les motifs du différend, en fournissant tous détails nécessaires. La Partie qui se voit ainsi notifier le différend examinera celui-ci et répondra par écrit dans les quatorze (14) jours à date de la réception de la notification. Si elle ne répond pas dans les quatorze (14) jours, ou si le différend ne peut être résolu dans les quatorze (14) jours suivant la réponse, la Clause 45.1 s'appliquera.
45. Règlement des différends 45.1 Tout différend qui pourrait s'élever entre les parties en raison des dispositions contractuelles et qui ne pourrait être réglé à l'amiable sera soumis à un règlement par l'une ou l'autre des parties conformément aux dispositions spécifiées dans les CPC.



II. Conditions générales

Annexe 1

Fraude et corruption

(Le texte de cette annexe ne doit pas être modifié)

1. Objet

1.1 Le Cadre d'intégrité de la Banque et la présente annexe s'appliquent à la passation des marchés dans le cadre des opérations de financement de projets d'investissement de la Banque.

2. Exigences

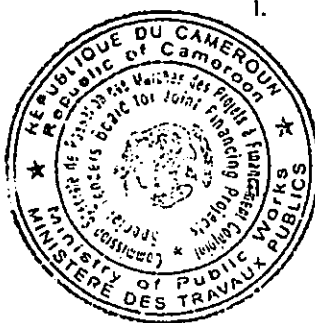
2.1 La Banque exige, dans le cadre de la procédure de passation des marchés qu'elle finance, de demander aux Emprunteurs (y compris les bénéficiaires de ses financements) ainsi qu'aux soumissionnaires (Consultants/proposants), fournisseurs, prestataires de services, entrepreneurs et leurs agents (déclarés ou non), personnel, sous-traitants et fournisseurs d'observer, lors de la passation et de l'exécution de ces marchés, les règles d'éthique professionnelle les plus strictes et de s'abstenir des pratiques de fraude et corruption¹.

2.2 En vertu de ce principe, la Banque :

a. aux fins d'application de la présente disposition, définit comme suit les expressions suivantes :

i. est coupable de « corruption » quiconque offre, donne, sollicite ou accepte, directement ou indirectement, un quelconque avantage en vue d'influer indûment sur l'action d'une autre personne ou entité² ;

se livre à des « manœuvres frauduleuses » quiconque agit, ou dénature des faits, délibérément ou par négligence grave, ou tente d'induire en erreur une personne ou une entité³ afin d'en retirer un avantage financier ou de toute autre nature, ou se dérober à une obligation ;



¹ Dans ce contexte, toute action visant à influencer le processus de passation des marchés ou l'exécution du contrat pour un avantage indu est inappropriée.

² Aux fins du présent alinéa, « une autre partie » désigne un agent public agissant en relation avec le processus de passation des marchés ou l'exécution du contrat, y compris le personnel de la Banque et les employés d'autres organisations prenant ou faisant la revue des décisions de passation des marchés.

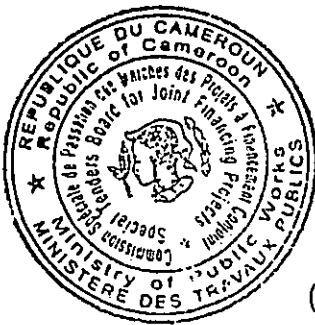
³ Aux fins du présent alinéa, « partie » désigne un agent public, y compris le personnel de la Banque et les employés d'autres organisations prenant ou faisant la revue des les décisions de passation des marchés ; les termes « avantage » et « obligation » se rapportent au processus de passation des marchés ou à l'exécution du contrat ; et « l'acte ou l'omission » est destiné à influencer le processus de passation des marchés ou l'exécution du contrat. »

- iii. se livrent à des « manœuvres collusoires » les personnes ou entités qui s'entendent afin d'atteindre un objectif illicite, notamment en influant indûment sur l'action d'autres personnes ou entités ;
- iv. se livre à des « manœuvres coercitives » quiconque nuit ou porte préjudice, ou menace de nuire ou de porter préjudice, directement ou indirectement, à une personne ou à ses biens en vue d'en influencer indûment les actions de cette personne ou entité ; et
- v. se livre à des « manœuvres obstructives »

(a) quiconque détruit, falsifie, altère ou dissimule délibérément les preuves sur lesquelles se base une enquête de la Banque en matière de corruption ou de manœuvres frauduleuses, coercitives ou collusives, ou fait de fausses déclarations à ses enquêteurs destinées à entraver son enquête ; ou bien menace, harcèle ou intimide quelqu'un aux fins de l'empêcher de faire part d'informations relatives à cette enquête, ou bien de poursuivre l'enquête ; ou

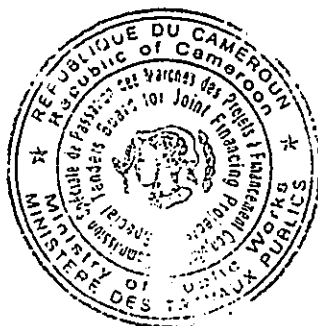
(b) celui qui entrave délibérément l'exercice par la Banque de son droit d'examen tel que stipulé au paragraphe 2.2(e) ci-dessous ;

- b. rejettera la proposition d'attribution du marché si elle établit que le soumissionnaire auquel il est recommandé d'attribuer le marché est coupable de corruption, directement ou par l'intermédiaire d'un agent, ou s'est livré à des manœuvres frauduleuses, collusoires, coercitives ou obstructives en vue de l'obtention de ce marché ;
- c. outre les mesures coercitives définies dans l'Accord de Financement, pourra décider d'autres actions appropriées, y compris déclarer la passation du marché non-conforme si elle détermine, à un moment quelconque, que les représentants de l'Emprunteur ou d'un bénéficiaire du financement s'est livré à la corruption ou à des manœuvres frauduleuses, collusoires, coercitives ou obstructives pendant la procédure de passation du marché ou l'exécution du marché sans que l'Emprunteur ait pris, en temps voulu et à la satisfaction de la Banque, les mesures nécessaires pour remédier à cette situation, y compris en manquant à son devoir d'informer la Banque lorsqu'il a eu connaissance desdites pratiques ;
- d. sanctionnera une société ou un individu, en vertu du Cadre d'intégrité de la Banque et conformément aux règles et procédures de sanctions applicables de la Banque, y compris en déclarant publiquement l'exclusion de la société ou de l'individu pour une période indéfinie



ou déterminée (i) de l'attribution d'un marché financé par la Banque ou de pouvoir en bénéficier financièrement ou de toute autre manière⁴ (ii) de la participation⁵ comme sous-traitant, Consultant, fabricant ou fournisseur de biens ou prestataire de services désigné d'une société par ailleurs éligible à l'attribution d'un marché financé par la Banque ; et (ii) du bénéfice du versement de fonds émanant d'un prêt de la Banque ou de participer d'une autre manière à la préparation ou à la mise en œuvre d'un projet financé par la Banque ; et

- e. exigera que les dossiers d'appel d'offres/demandes de propositions et les marchés financés par la Banque contiennent une disposition requérant des soumissionnaires, consultants, fournisseurs et entrepreneurs, sous-traitants, prestataires de services, fournisseurs, agents, et leur personnel qu'ils autorisent la Banque à inspecter⁶ les documents et pièces comptables et autres documents relatifs à la passation du marché, à la sélection et/ou à l'exécution du marché et à les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par la Banque.



- ⁴ Pour écarter tout doute, les effets d'une telle sanction sur la partie concernée concernent, de manière non exhaustive, (i) le dépôt de candidature à la préqualification, l'expression d'intérêt pour une mission de consultant, et la participation à un appel d'offres directement ou comme sous-traitant, consultant, fabricant ou fournisseur, ou prestataire dans le cadre d'un tel contrat, et (ii) la conclusion d'un avenant ou un additif comportant une modification significative à un contrat existant.
- ⁵ Un sous-traitant, consultant, fabricant ou fournisseur de biens ou services (différents intitulés sont utilisés en fonction de la formulation du dossier de sollicitation) désigné est une société ou un individu qui (i) fait partie de la demande de pré qualification ou de l'offre du soumissionnaire compte tenu de l'expérience spécifique et essentielle et du savoir-faire qu'il apporte afin de satisfaire aux conditions de qualification pour une offre/proposition déterminée ; ou (ii) a été désigné par l'Emprunteur.
- ⁶ Les inspections menées dans ce cadre sont des vérifications sur pièces du fait de leur nature. Ils comprennent des activités de recherche documentaire et factuelle entreprises par la Banque, ou des personnes désignées par elle, afin de vérifier des aspects spécifiques relevant d'une enquête ou d'un audit, tel que l'évaluation de la véracité d'une accusation éventuelle de Fraude et Corruption, par le moyen de dispositif approprié. De telles activités peuvent inclure, sans limitation, d'avoir accès à des documents financiers d'une société ou d'une personne et les examiner, faire des copies de ces documents selon les besoins, d'avoir accès à tous autres documents, données et renseignements (sous forme de documents imprimés ou en format électronique) jugés pertinents aux fins de l'enquête ou de l'audit et les examiner, faire des copies de ces documents selon les besoins, avoir des entretiens avec le personnel et toute autre personne, mener des inspections physiques et des visites de site, et obtenir la vérification de renseignements par une tierce partie.



Annexe 2

Pays éligibles

Éligibilité à la prestation de services de Consultants dans le cadre des marchés financés par la Banque

Le produit de tout financement de la Banque servira à l'acquisition de services de consultants fournis par les « Consultants » originaires de « pays éligibles ». Aux fins de l'éligibilité, on entend par « Consultants » les firmes ou entités publiques et privées ainsi que les groupements y compris les personnes physiques ou experts ou sous-traitants qu'ils proposent pour fournir les services requis.

Par « pays éligibles » on entend : (a) dans le cas de la Banque africaine de Développement (BAD) et du Fonds spécial du Nigéria (FSN), les pays membres de la Banque africaine de Développement (La liste des pays éligibles peut être consultée sur le site Internet de la Banque africaine de Développement : <https://www.afdb.org/fr/about-us/corporate-information/members>) ; et (b) dans le cas du Fonds africain de Développement (FAD), tout pays.

Les Consultants (firmes ou groupements), y compris les consultants individuels et les experts, ainsi que les sous-traitants proposés par le Consultant dans le cadre de la prestation de services, doivent être originaires de « pays éligibles » ou enregistrés dans ces pays; selon le cas. Les consultants originaires de pays non-éligibles ne sont pas admis, même s'ils proposent lesdits services à partir de « pays éligibles ». Toute dérogation à cette règle ne se fera que conformément aux dispositions des articles 17.1(d) de l'Accord portant création de la Banque africaine de Développement et 4.1 de l'Accord portant création du Fonds spécial du Nigéria.

En référence à l'article 6.3.2 des IC relatif aux Interdictions, les firmes, biens et services des pays suivants ne sont pas éligibles dans le cadre de cette procédure de sélection :

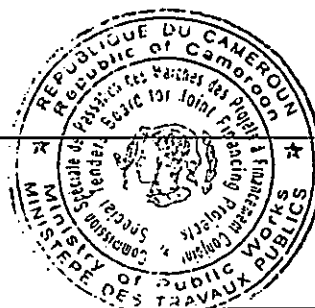
Au titre de l'article 6.3.2 (a) des IC concernant les pays interdits par l'Emprunteur :
 _____ [insérer le pays ou les pays
 inéligibles, après approbation de la Banque pour appliquer la restriction ou
 indiquer « aucun »]

Au titre de l'article 6.3.2 (b) des IC concernant l'interdiction appliquée en vertu de la décision prononcée par le Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unies, au titre du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies : [indiquer le
 ou les pays inéligibles ou indiquer « aucun »]

III. Conditions particulières du Contrat (CPC)

[Les notes entre crochets [] sont données à titre de recommandation ; toutes ces notes doivent être supprimées dans le texte final]

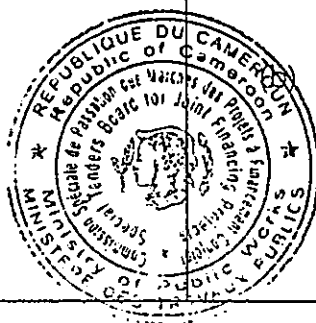
Clauses des CGC	Modifications et compléments apportés aux Clauses des Conditions générales du Contrat
CGC 1.1(a)	Le Contrat sera régi par les lois et autres textes ayant force de loi dans le pays : <i>République du Cameroun</i>
CGC 1.1 (b)	La Banque est : Banque Africaine de Développement
CGC 1.1 (m)	Nombre maximum de membre des groupements : ne doivent pas dépasser trois (03) -----[indiquer un numéro conformément aux Données particulières 14.1.1 (ii)].
CGC 1.1 (m)	Part minimale d'un partenaire au groupement : ne doit pas être inférieure à 30% de la valeur totale du Contrat.
CGC 1.1 (m)	ii) Tous les autres membres restent solidairement responsables de l'exécution de l'ensemble des dispositions du Contrat.
CGC 1.1 (n)	<i>Sans objet</i>
CGC 1.1 (n)	<i>Sans objet</i>
CGC 1.1 (n)	<i>Sans objet</i>

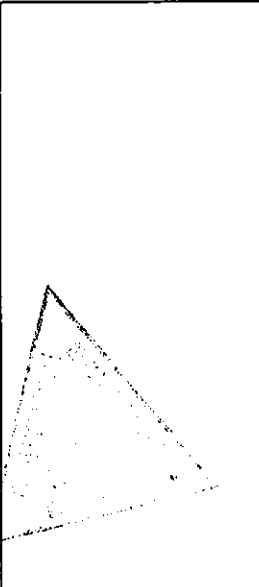


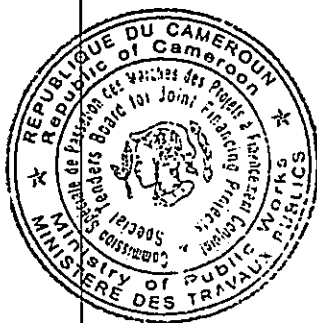
CGC 1.1 (t)	La participation totale maximale de tous les Sous-traitants est 30 en % du montant total du Contrat.
CGC 4.1	La langue est : Le Français ou l'Anglais.
CGC 6.1 et 6.2	Les adresses sont : Client : LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU CAMEROUN, Représenté par, LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS (Autorité Contractante/ Maître d'ouvrage) Yaoundé – Cameroun - Tél : (237) 222 22 19 18 - Fax : (237) 222 23 22 70 Consultant : _____ À l'attention de : _____ Télécopie : _____ Courriel (si permis) : _____
CGC 8.1	Le Chef de File du groupement est <i>[insérer le nom du Chef de file]</i>
CGC 9.1	Les représentants autorisés sont : Pour le Client : 1) Le Chef de la Cellule des Projets Routiers à Financement Conjoint (CCPR-FC) au Ministère des Travaux Publics (Chef Service du Marché au sens du Code des Marchés Publics du Cameroun) Pour le Consultant : <i>[nom, titre]</i> _____
CGC 11.1	Les conditions de mise en vigueur sont : La notification du Contrat au consultant.
CGC 12.1	Résiliation du Contrat par défaut d'entrée en vigueur : Le délai est de deux (02) mois
CGC 13.1	Commencement des Services :

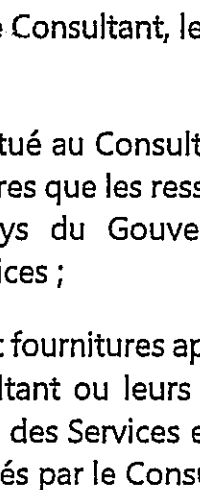


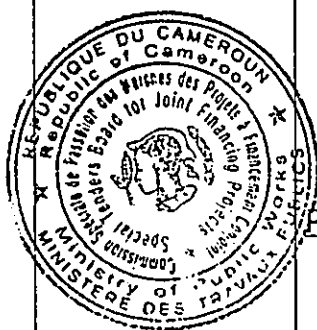
	Date de notification de l'ordre de service de démarrage des prestations par le Maître d'Ouvrage. La confirmation de la disponibilité du personnel clé à commencer la mission doit être remise au Client par écrit, sous la forme d'une déclaration écrite de chaque personnel clé.
CGC 14.1	Achèvement du Contrat : Les périodes seront les suivantes : - Premier établissement : 0,50 mois ; - Études préliminaires : 2,50 mois ; - Études d'Avant-Projet Sommaire et EIES ainsi que de la vulnérabilité aux risques climatiques : 08,0 mois ; - Études d'APD et restitution des résultats de l'étude: 06,00 mois ; - Dossier Définitif de Consultation des Entreprises et BET: 01 mois. Le délai d'exécution de la mission d'études est fixé à Dix-huit (18) mois.
CGC 21 b.	Le Client se réserve le droit de déterminer cas par cas si le Consultant doit être disqualifié pour fournir des biens, travaux ou services (autres que services de Consultants) pour motif de conflit décrit à la Clause 21.1.3 des CGC. Oui ☒ Non ☐
CGC 23.1	Il n'y a pas de disposition additionnelle.
CGC 24.1	La couverture de l'assurance des risques sera comme suit : (a) Assurance de responsabilité professionnelle, avec une couverture minimale de cent quinze (115) pour cent du montant total du contrat ; Assurance automobile au tiers pour les véhicules utilisés par le Consultant, leur Personnel clé ou Sous-traitants, dans le pays du Client, pour une couverture minimum de quatre milliards (4 000 000 000) Francs CFA et <i>en conformité avec les dispositions du Droit applicable ;</i>



	(c) Assurance au tiers, pour une couverture minimum de quatre milliards (4 000 000 000) Francs CFA et <i>en conformité avec les dispositions du Droit applicable</i> ; (d) Assurance patronale et contre les accidents de travail couvrant le Personnel clé du Consultant et de leurs Sous-traitants, conformément aux dispositions légales en vigueur, et assurance vie, maladie, voyage ou autre ; et (e) Assurance contre les pertes ou dommages subis par (i) les équipements financés en totalité ou en partie au titre du Contrat, (ii) les biens utilisés par le Consultant pour la fourniture des Services, et (iii) les documents préparés par le Consultant pour l'exécution des Services.
CGC 27.1	Non Applicable
CGC 27.2	[Le Consultant ne pourra utiliser ces livrables [documents et/ou logiciel] à des fins sans rapport avec le Contrat, sans autorisation préalable écrite du Client.]
CGC 32.1 (a) à (e)	<i>[Indiquer toute modification ou addition à la Clause 35.1. S'il n'y a aucun changement, supprimer la présente Clause 35.1 des CPC.]</i>
CGC 32.1(f)	<i>[Indiquer toute autre assistance à fournir par le Client. S'il n'y a aucune addition, supprimer la présente Clause 35.1(g) des CPC.]</i>
CGC 38.1	Le prix du Contrat est : _____ <i>[insérer le montant et la monnaie pour chacune des monnaies]</i> taxes indirectes locales <i>[indiquer incluses ou exclues]</i>. Les taxes et impôts indirects locaux dus au titre du Contrat pour les Services fournis par le Consultant seront <i>[insérer selon le cas : « payés » ou « remboursés »]</i> par le Client <i>[insérer selon le cas : « au nom du » ou « au »]</i> Consultant. Le montant de ces taxes est : _____ <i>[insérer le montant finalisé durant les négociations du Contrat sur la base des estimations fournies par le Consultant dans le Formulaire FIN-2 de la Proposition financière du Consultant.]</i>
CGC 39.1 et 39.2	Le Client effectuera le paiement au nom du Consultant, les sous-traitants et Personnel clé de tous impôts, droits, taxes indirects, et autres charges imposées, en vertu de la législation en vigueur



	dans le pays du Client, sur le Consultant, les Sous-traitants et leur Personnel au titre de : (a) tout paiement effectué au Consultant, aux Sous-traitants et au Personnel (autres que les ressortissants ou résidents permanents du pays du Gouvernement) au titre de l'exécution des Services ; (b) tous équipements et fournitures apportés dans le pays du Client par le Consultant ou leurs Sous-traitants dans le cadre de l'exécution des Services et qui, importés, seront par la suite réexportés par le Consultant ; (c) tout équipement, matériaux et fournitures importés dans le cadre de l'exécution des Services, payé sur des fonds fournis par le Client et considéré comme étant la propriété du Client ; (d) tout bien importé dans le pays du Client par le Consultant, les Sous-traitants, leur Personnel et leurs familles (à l'exception des ressortissants ou des résidents permanents du pays du Client) pour leur usage personnel, et qui en sera par la suite réexporté lorsqu'ils quitteront le pays du Client, à condition que : (i) le Consultant, les Sous-traitants, leur Personnel et leurs personnes à charge respectent les procédures douanières en vigueur pour l'importation des biens dans le pays du Client ; et (ii) si le Consultant, les Sous-traitants, leur Personnel et leurs personnes à charge ne réexportent pas ces biens importés en franchise de droits et taxes mais en disposent dans le pays du Client, (a) ils s'acquitteront de ces droits et taxes conformément à la réglementation du pays du Client, ou (b) ils rembourseront au Client ces taxes et droits si ce dernier les avait payés au moment de l'introduction de ces biens dans le pays du Client.
CGC 41.2	Calendrier des paiements : Les paiements se feront de la manière suivante : <u>Pour la phase 1 :</u>



- Dix (10%) du montant total du contrat dès la validation par le Chef de Service du Marché du rapport de Premier établissement et présentation par le Consultant d'une facture correspondante ;
- Quinze (15 %) du montant total du contrat dès approbation par le Chef Service du Marché du rapport d'Études préliminaires après validation par la commission de Suivi et de recette technique et présentation par le Consultant d'une facture correspondante ;
- Quinze (15 %) du montant total du contrat dès approbation par le Chef Service du Marché du rapport Études d'Avant-Projet Sommaire après validation par la commission de Suivi et de recette technique et présentation par le Consultant d'une facture correspondante
- Six (6 %) du montant total du contrat à la réception provisoire de l'EIES (y compris la validation des TDR y afférents) et présentation par le Consultant d'une facture correspondante ;
- Quatre (4 %) du montant total du contrat après validation par le MINEPDDDED et présentation par le Consultant d'une facture correspondante;

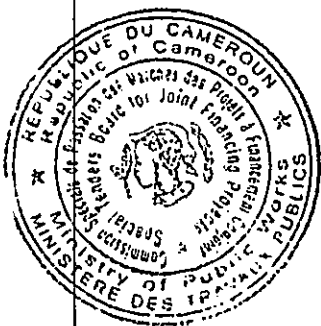
Pour la phase 2 :

- Vingt-cinq (25%) du montant total du contrat dès approbation par le Chef Service du Marché des versions provisoires du rapport complet d'Avant-Projet-Détaillés actualisés (APD) y inclue Devis confidentiel, sous-détails des prix et Bordereau des Prix Unitaires et DCE validé par la commission de Suivi et de recette technique;
- Vingt-cinq (25%) du montant total du contrat dès dépôt des versions définitives du rapport complet d'APD ainsi que le DCE corrigées conformément aux observations faites aux versions provisoires par la Commission de Suivi et des recettes techniques.

Pour les frais remboursables: sur production de l'autorisation du Maître d'Ouvrage et des pièces justificatives.

Les documents concernés doivent être accompagnés pour chacun de l'attachement y relatif ainsi que de la facture du Consultant.

	Une copie de chaque décompte périodique sera transmise au Ministre chargé des marchés Publics, conformément à l'article 47 du décret N°2018/366 du 20 juin 2018 portant code des marchés Publics. Le décompte final des prestations est soumis au visa préalable du MINMAP avant sa transmission à l'organisme payeur.
CGC 41.2.1	Le versement de l'avance et la garantie de paiement de l'avance seront régis par les dispositions suivantes : (1) Une avance de vingt (20%) pour cent du montant total de chaque phase du contrat en monnaie locale et en devises [<i>montant en monnaie étrangère</i>] et [<i>montant en monnaie nationale</i>] sera versée dans les soixante (60) jours qui suivront la date d'entrée en vigueur du Contrat. L'avance sera remboursée au Client en versements égaux par déduction de quarante pour cent (40%) des prestations prises en attachement jusqu'à remboursement total de l'avance. (2) La garantie bancaire de remboursement de l'avance sera émise pour un (ou des) montant(s) égal(aux) et dans la (les) même(s) monnaie(s) que l'avance. (3) La garantie bancaire fera l'objet de mainlevée lorsque l'avance aura été entièrement remboursée.
CGC 41.2.4	Les intitulés de compte sont : Pour les paiements en monnaie étrangère : _____ [<i>insérer le compte</i>] Pour les paiements en monnaie nationale : _____ [<i>insérer le compte</i>]
CGC 42.1	Le taux d'intérêt annuel est : _____ - Le taux de base bancaire appliqué par la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) dont le siège est à Yaoundé au Cameroun au premier jour du mois de la remise des offres plus une unité pour les paiements en monnaie locale et - Le taux de base bancaire appliqué par la Banque Centrale Européenne (BCE) dont le siège est à Francfort en Allemagne au premier jour du mois de la remise des offres plus une unité pour les paiements en devises.



CGC 45.1

Les différends seront soumis à arbitrage conformément aux dispositions suivantes :

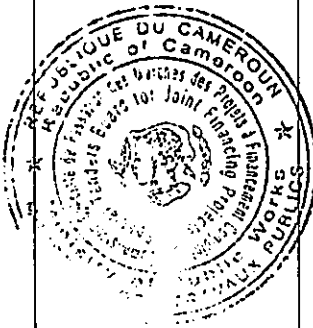
1. Choix des arbitres. Les différends soumis à arbitrage par une Partie devront être réglés par un arbitre unique ou par un groupe de trois (3) arbitres, conformément aux dispositions suivantes :

(a) Lorsque les deux Parties reconnaissent que le différend est d'une nature technique, elles peuvent s'entendre pour désigner un arbitre unique ou, à défaut d'accord sur le choix de cet arbitre unique dans les trente (30) jours suivant réception par l'autre Partie d'une proposition de nomination effectuée par la Partie qui a engagé la procédure, chacune des Parties pourra demander à *la Fédération internationale des ingénieurs-conseils (FIDIC) de Lausanne, Suisse* une liste d'au moins (5) noms. Chacune des Parties supprimera à son tour un nom de cette liste et le dernier nom subsistant sur la liste sera celui de l'arbitre unique chargé du règlement du différend. Si la sélection finale de l'arbitre n'a pas été faite dans les soixante (60) jours suivant la réception de cette liste, la *Chambre internationale de commerce de Paris* nommera sur demande de l'une ou l'autre des Parties, et à partir de cette même liste ou bien d'une autre, l'arbitre unique chargé du règlement du différend.

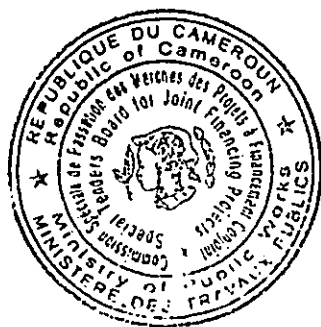
(b) Si les Parties ne tombent pas d'accord sur le fait que le différend est de nature technique, chacune d'entre elles désignera un (1) arbitre et ces deux arbitres s'entendront sur la désignation d'un troisième arbitre qui présidera l'arbitrage. Si les arbitres désignés par les Parties ne parviennent pas à s'entendre sur la nomination d'un troisième arbitre dans les trente (30) jours suivant la nomination par les Parties des deux (2) premiers arbitres, le troisième arbitre sera nommé à la demande de l'une ou l'autre des Parties par *la Chambre internationale de commerce de Paris*.

(c) Si, dans le cas d'un différend, soumis aux dispositions du paragraphe (b) ci-avant, l'une des Parties ne désigne pas son arbitre dans les trente (30) jours suivant la désignation de l'arbitre par l'autre Partie, cette dernière pourra demander à *la Chambre internationale de*



	<i>commerce de Paris</i> de désigner un arbitre unique qui sera seul chargé du règlement du différend en question.
	2. <u>Règles de procédure.</u> En l'absence de dispositions contraires, l'arbitrage se déroulera conformément aux règles de procédure d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) en vigueur à la date du Contrat. 3. <u>Arbitres suppléants.</u> Si, pour quelque raison que ce soit, un arbitre ne peut exercer ses fonctions, son suppléant sera désigné de la même manière que lui. 4. <u>Nationalité et qualifications des arbitres.</u> L'arbitre unique ou le troisième arbitre désigné conformément aux dispositions des paragraphes (a) à (c) ci-dessus seront des experts de renom international légaux ou techniques particulièrement compétents dans le domaine du différend en question ; ils ne seront pas ressortissants du pays d'origine du Consultant ni du Client. Aux fins de la présente Clause, « pays d'origine » aura la signification suivante : (a) la nationalité du Consultant et : ou d'un de leurs Partenaires ; ou (b) le pays dans lequel le Consultant ou l'un quelconque de leurs Partenaires ont leur établissement principal ; ou (c) le pays dont sont ressortissants la majorité des actionnaires du Consultant ou leurs Partenaires ; ou (d) le pays dont le Sous-Traitant concerné est ressortissant, lorsque le différend concerne une sous-traitance.
	5. <u>Dispositions diverses.</u> Dans le cas d'une procédure d'arbitrage réglée par les dispositions de la présente Clause : (a) à moins qu'il n'en ait été convenu autrement, la procédure se déroulera en Côte d'Ivoire ; (b) le Français sera la langue officielle à toutes fins utiles ; et (c) la décision de l'arbitre unique ou de la majorité des arbitres (ou du troisième arbitre en l'absence d'une

	telle majorité) sera définitive, obligatoire, exécutoire devant les tribunaux compétents. Les Parties excluent par la présente Clause toute objection ou toute réclamation fondée sur une immunité relative à l'exécution du jugement.
--	---



IV. Annexes

ANNEXE A – TERMES DE REFERENCE

[La présente Annexe doit comprendre les Termes de Référence (TdR) finalisés par le Client et le Consultant lors des négociations ; les délais de réalisation des différentes tâches ; le lieu de réalisation des différentes activités ; les obligations de rapport détaillé ; les contributions du Client, y compris le personnel de contrepartie que le Client devra affecter pour travailler avec l'équipe du Consultant ; les tâches spécifiques qui doivent être préalablement être approuvées par le Client.]

Insérer le texte découlant de la Section 7 (Termes de référence) des IS de la DDP, modifié en fonction des Formulaires TECH-1 à TECH-5 de la Proposition du Consultant. Signaler les changements apportés à la Section 7 de la DDP]

ANNEXE B – PERSONNEL CLE

[Insérer un tableau fondé sur le Formulaire TECH-6 de la Proposition technique du Consultant, finalisé lors des négociations du Contrat. Joindre les CV (mis à jour et signés par l'expert concerné) établissant que le Personnel clé a les qualifications requises.]

ANNEXE C – DECOMPOSITION DU PRIX DU CONTRAT

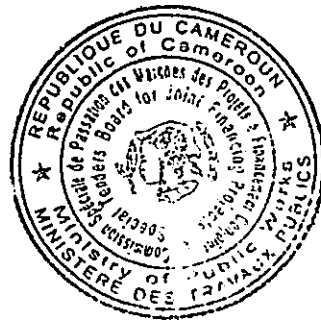
[Insérer le tableau montrant les prix unitaires utilisés pour la décomposition du prix forfaitaire. Le tableau sera basé sur les [Formulaire FIN-3 and FIN-4] de la Proposition du Consultant et toute modification convenue lors des négociations du Contrat, le cas échéant. Les modifications éventuelles doivent être signalées par une note spécifique, et s'il n'y a pas eu de modification, il convient de le signaler.]

Lorsque le Consultant a été recruté par la méthode de Sélection basée sur la qualité, ajouter également ce qui suit :

« Les taux de rémunération convenus sont telles qu'indiqués dans le Formulaire modèle I ci-joint. Ce formulaire sera préparé sur la base de l'Annexe A au Formulaire

FIN-3 de la DDP « Déclaration relative aux Coûts et Charges du Consultant » remis par le Consultant au Client avant les négociations du Contrat.

Dans le cas où cette déclaration se révélerait incomplète ou inexacte (après inspections ou audits par le Client en conformité à la Clause 25.2 des CGC ou par tout autre moyen), le Client aura le droit d'effectuer des modifications appropriées aux taux de rémunération affectés par une telle déclaration incomplète ou inexacte. Ces modifications seront effectuées de manière rétroactive, et dans le cas où la rémunération a déjà fait l'objet de paiements par le Client avant ladite modification, (i) le Client aura le droit de déduire l'excès de paiement du paiement mensuel suivant à effectuer au Consultant, ou (ii) s'il n'a plus de paiement à effectuer au Consultant, celui-ci remboursera au Client tout paiement en excès dans le délai de trente (30) jours de la réception de la demande faite par le Client par écrit. Toute demande faite par le Client en vue d'un remboursement doit être effectuée dans le délai de douze (12) mois calendaires à compter de la réception par le Client du rapport final et du décompte final approuvé par le Client conformément à la Clause 45.1(d) des CGC du Contrat. »]



Formulaire modèle I

Décomposition des Taux Fixes Convenus dans le Contrat de Consultant

Nous confirmons que nous avons convenu de verser aux experts énumérés qui participeront à l'exécution des services, les salaires et indemnités indiqués ci-dessous :

(Exprimé en [indiquer la monnaie]) *

Experts		1	2	3	4	5	6	7	8
Nom	Poste	Salaire de base par mois/jour/année de travail	Charges sociales ¹	Frais généraux ¹	Total partie ¹	Marge bénéficiaire ²	Indemnité de mission/expat ¹	Taux forfaitaire convenu par mois/jour/heure ouvrable	Taux forfaitaire convenu par mois/jour/heure ouvrable ¹
Au siège									
Travail dans le pays du Client									

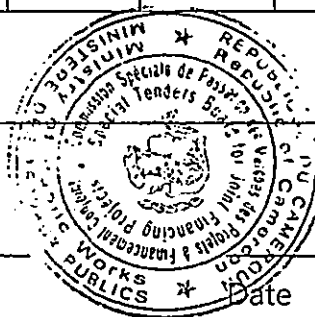
1 Exprimé en pourcentage de 1.

2 Exprimé en pourcentage de 4

* S'il y a plus d'une monnaie, ajouter un tableau

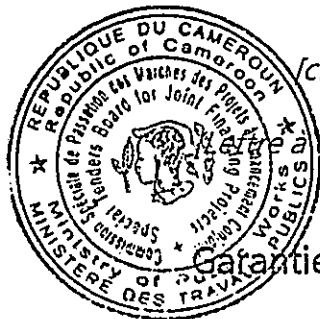
Signature

Nom et titre : _____



Date

ANNEXE D – FORMULAIRE DE GARANTIE DE REMBOURSEMENT DE L'AVANCE



[cf. Clause 41.2.1 des CGC et 41.2.1 des CPC]

[en-tête du Garant ou Code d'identification SWIFT]

Garantie bancaire de remboursement de l'avance

Garant : [nom de la banque et adresse de la banque d'émission]

Bénéficiaire : [nom et adresse du Client]

Date : [insérer la date]

GARANTIE DE RESTITUTION D'AVANCE N° : [insérer le numéro]

Nous avons été informés que _____ [nom du Consultant ou du groupement identique au nom du signataire du Contrat] (ci-après dénommé « le Consultant ») a conclu avec le Bénéficiaire le Contrat no. _____ [numéro du Contrat] en date du [insérer la date] pour l'exécution _____ [nom du Contrat et description des Services] (ci-après dénommé « le Contrat »).

De plus, nous comprenons qu'en vertu des conditions du Contrat, une avance au montant _____ de _____ [insérer la somme en chiffres] (_____ [insérer la somme en lettres]) est versée contre une garantie de restitution d'avance.

À la demande du Consultant d'émettre la présente garantie, nous nous engageons par la présente, sans réserve et irrévocablement, à vous payer à première demande, toutes sommes d'argent que vous pourriez réclamer dans la limite de _____ [insérer la somme en lettres] _____ [insérer la somme en chiffres]¹. Votre demande en paiement doit comprendre, que ce soit dans la demande elle-même ou dans un document séparé signé accompagnant ou identifiant la demande, la déclaration que le Consultant :

- (a) n'a pas remboursé l'avance dans les conditions spécifiées au Contrat, spécifiant le montant non remboursé par le Consultant ; ou bien
- (b) a utilisé l'avance à d'autres fins que les prestations faisant l'objet du Contrat.

¹ Le Garant doit insérer le montant représentant le montant de l'avance soit dans la (ou les) monnaie (s) mentionnée(s) au Contrat pour le paiement de l'avance, soit dans toute autre monnaie librement convertible acceptable par le Client.

Toute demande de paiement² au titre de la présente garantie est conditionnelle à la réception par le Consultant de l'avance mentionnée plus haut dans son compte portant _____ le _____ numéro _____ [insérer le numéro de compte] à _____ [nom et adresse de la banque].

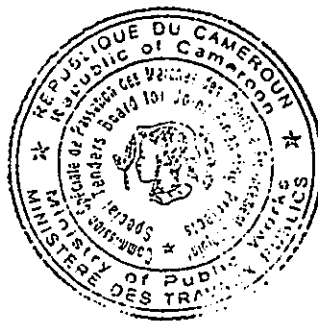
Le montant plafond de la présente garantie sera progressivement réduit par déduction des montants remboursés par le Consultant comme indiqué sur les décomptes certifiés ou des factures marquées de la mention « acquittée » par le Client qui nous seront présentés. La présente garantie expire au plus tard à la première des dates suivantes : sur réception des décomptes certifiés par le Client ou de facture acquittée indiquant que le Consultant a remboursé la totalité de l'avance mentionnée plus haut, ou le _____ [jour] jour de _____ [année]²

Toute demande de paiement doit être reçue à cette date au plus tard.

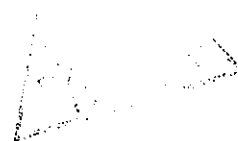
La présente garantie est régie par les Règles uniformes de la CCI relatives aux Garanties sur Demande (RUGD), Révision 2010, Publication CCI N° 758.

[Signature]

[Note : Le texte en italiques doit être retiré du document final ; il est fourni à titre indicatif en vue de faciliter la préparation]



² Insérer la date prévue pour l'achèvement du Contrat. Le Client doit prendre en compte le fait que, dans le cas de prorogation de la durée du Contrat, il devra demander au Garant de prolonger la durée de la présente garantie. Une telle demande doit être faite par écrit avant la date d'expiration mentionnée dans la garantie. Lorsqu'il préparera la garantie, le Client peut considérer ajouter ce qui suit à la fin de l'avant-dernier paragraphe : « Sur demande écrite du Client formulée avant l'expiration de la présente garantie, le Garant prolongera la durée de cette garantie pour une période ne dépassant pas [six mois] [un an]. Une telle extension ne sera accordée qu'une fois. »



Partie III

Section 9. Formulaire de Notification d'intention d'attribution et de Divulgaration des bénéficiaires effectifs

Modèle de Notification d'intention d'attribution

[La Notification d'intention d'attribution doit être adressée à chacun des Consultants dont la Proposition financière a été ouverte. Le destinataire doit être le représentant autorisé du Consultant].

À l'attention du représentant autorisé du Consultant

Nom : *[insérer le nom du représentant autorisé du Consultant]*

Adresse : *[insérer l'adresse du représentant autorisé du Consultant]*

Téléphone/télécopie : *[insérer téléphone/télécopie du représentant autorisé du Consultant]*

Adresse électronique : *[insérer adresse électronique du représentant autorisé du Consultant]*

[IMPORTANT : insérer la date de transmission de la présente Notification à tous les Consultants. La Notification doit être envoyée à tous les Consultants simultanément, c'est-à-dire à la même date et dans le même temps, dans toute la mesure du possible].

DATE DE TRANSMISSION : La présente Notification est envoyée par : *[adresse électronique/télécopie]* le *[date]* (heure locale).

Notification d'intention d'attribution

Client : Ministère des Travaux Publics

Intitulé du Marché : Etudes Techniques, Economiques, d'Impact Environnemental et Social ainsi que de la vulnérabilité aux risques climatiques pour l'aménagement des sections de route : Maroua-Dargala-Moulvoudaye-Yagoua (120,00 km) y compris la bretelle Moulvoudaye-Kalfou (17,00 km) ; Maroua-Lara (65,00 km) ainsi que la rocade autour de la ville de Maroua incluant la voie de contournement de la ville de Maroua (60,00 km).

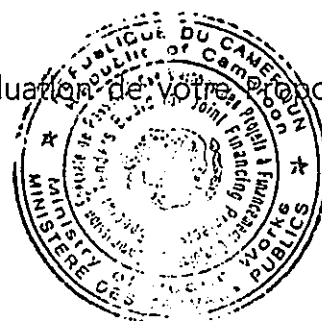
Pays : CAMEROUN

Prêt N° : Banque Africaine de Développement suivant l'Accord de prêt N° 2000200006204 du 12 avril 2024

DDP-N°: 027/DP/MINTP/CCCM-TR/CSPM-PFC/2024 DU 02 JUIL 2024

Par la présente Notification de l'intention d'attribution (la Notification) nous vous informons de notre décision d'attribuer le Marché ci-dessus. L'envoi de la Notification marque le commencement de la Période d'attente. Durant ladite période, il vous est possible de :

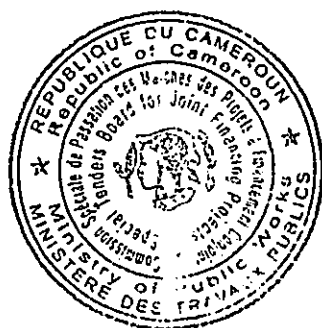
- a) demander un débriefing concernant l'évaluation de votre proposition, et/ou



- b) soumettre une réclamation concernant la passation du marché, portant sur la décision d'attribuer le marché.

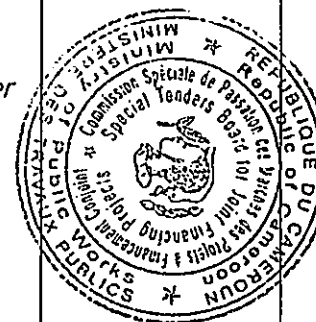
• Consultant retenu

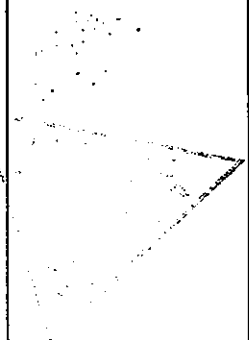
Nom :	[insérer le nom du Consultant retenu]
Adresse :	[insérer l'adresse du Consultant retenu]
Prix du Marché :	[insérer le prix du Marché du Consultant retenu]

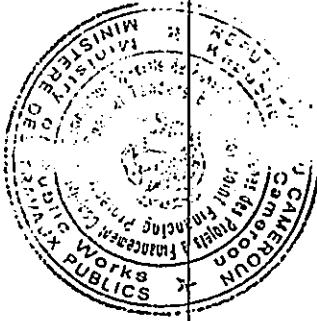


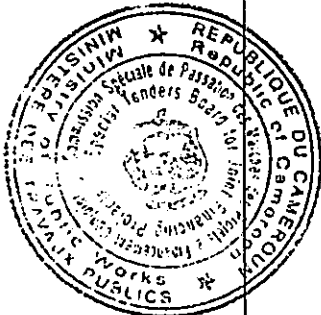
- Consultants figurant sur la Liste restreinte *[INSTRUCTIONS : insérer les noms de tous les Consultants retenus sur la Liste restreinte, et indiquer ceux ayant remis une Proposition. Lorsque la méthode de sélection le demande, indiquez le prix de chaque proposition tel que lu en séance d'ouverture et tel qu'évalué. Indiquez les notes techniques obtenues et les notes attribuées à chacun des critères et sous-critères. Retenir : Proposition technique complète (PTC) ou Proposition technique simplifiée (PTS) dans la dernière colonne ci-dessous, selon le cas]*

Nom du Consultant	Proposition remise	<i>[en cas de PTC]</i> Note technique globale	<i>[en cas de PTS]</i> Note technique globale	Proposition financière (si applicable)	Montant évalué de la Proposition financière (si applicable)	Note pondérée globale et rang de classement (si applicable)
<i>[insérer le nom]</i>	<i>[oui/non]</i>	Critère (i) : <i>[insérer la note]</i> Critère (ii) : <i>[insérer la note]</i> Critère (iii) : <i>[insérer la note]</i> <u>Sous-critère a</u> 1 : <i>[insérer la note]</i> 2 : <i>[insérer la note]</i> 3 : <i>[insérer la note]</i> <u>Sous-critère b</u> 1 : <i>[insérer la note]</i> 2 : <i>[insérer la note]</i> 3 : <i>[insérer la note]</i> <u>Sous-critère c</u> 1 : <i>[insérer la note]</i>	Critère (i) : <i>[insérer la note]</i> Critère (ii) : <i>[insérer la note]</i> <u>Sous-critère a</u> <u>Sous-critère b</u> <u>Sous-critère c</u> Note globale : <i>[insérer la note globale]</i>	<i>[Prix de la Proposition]</i>	<i>[Prix évalué de la Proposition]</i>	Note pondérée : <i>[Note pondérée]</i> Rang de classement : <i>[Rang de classement]</i>



Nom du Consultant	Proposition remise	<i>[en cas de PTC]</i> Note technique globale	<i>[en cas de PTS]</i> Note technique globale	Proposition financière (si applicable)	Montant évalué de la Proposition financière (si applicable)	Note pondérée globale et rang de classement (si applicable)
		2 : <i>[insérer la note]</i> 3 : <i>[insérer la note]</i> Critère (iv) : <i>[insérer la note]</i> Critère (v) : <i>[insérer la note]</i> Note globale : <i>[insérer la note globale]</i>				
<i>[insérer le nom]</i>	<i>[oui/non]</i>	Critère (i) : <i>[insérer la note]</i> Critère (ii) : <i>[insérer la note]</i> Critère (iii) : <i>[insérer la note]</i> <u>Sous-critère a</u> 1 : <i>[insérer la note]</i> 2 : <i>[insérer la note]</i> 3 : <i>[insérer la note]</i> <u>Sous-critère b</u> 1 : <i>[insérer la note]</i> 2 : <i>[insérer la note]</i> 3 : <i>[insérer la note]</i>	Critère (i) : <i>[insérer la note]</i> Critère (ii) : <i>[insérer la note]</i> <u>Sous-critère a</u> <u>Sous-critère b</u> <u>Sous-critère c</u> Note globale : <i>[insérer la note globale]</i>	<i>[Prix de la Proposition]</i> 	<i>[Prix évalué de la Proposition]</i>	Note pondérée : <i>[Note pondérée]</i> Rang de classement : <i>[Rang de classement]</i>

Nom du Consultant	Proposition remise	<i>[en cas de PTC]</i> Note technique globale	<i>[en cas de PTS]</i> Note technique globale	Proposition financière (si applicable)	Montant évalué de la Proposition financière (si applicable)	Note pondérée globale et rang de classement (si applicable)
		<u>Sous-critère c</u> 1 : <i>[insérer la note]</i> 2 : <i>[insérer la note]</i> 3 : <i>[insérer la note]</i> Critère (iv) : <i>[insérer la note]</i> Critère (v) : <i>[insérer la note]</i> Note globale : <i>[insérer la note globale]</i>				
<i>[insérer le nom]</i>	<i>[oui/non]</i>	Critère (i) : <i>[insérer la note]</i> Critère (ii) : <i>[insérer la note]</i> Critère (iii) : <i>[insérer la note]</i> <u>Sous-critère a</u> 1 : <i>[insérer la note]</i> 2 : <i>[insérer la note]</i> 3 : <i>[insérer la note]</i> <u>Sous-critère b</u> 1 : <i>[insérer la note]</i>	Critère (i) : <i>[insérer la note]</i> Critère (ii) : <i>[insérer la note]</i> <u>Sous-critère a</u> <u>Sous-critère b</u> <u>Sous-critère c</u> Note globale : <i>[insérer la note globale]</i>	<i>[Prix de la proposition]</i>	<i>[Prix évalué de la Proposition]</i>	Note pondérée : <i>[Note pondérée]</i> Rang de classement : <i>[Rang de classement]</i>

Nom du Consultant	Proposition remise	<i>[en cas de PTC]</i> Note technique globale	<i>[en cas de PTS]</i> Note technique globale	Proposition financière (si applicable)	Montant évalué de la Proposition financière (si applicable)	Note pondérée globale et rang de classement (si applicable)
		2 : <i>[insérer la note]</i> 3 : <i>[insérer la note]</i> <u>Sous-critère c</u> 1 : <i>[insérer la note]</i> 2 : <i>[insérer la note]</i> 3 : <i>[insérer la note]</i> Critère (iv) : <i>[insérer la note]</i> Critère (v) : <i>[insérer la note]</i> Note globale : <i>[insérer la note globale]</i>				
<i>[insérer le nom]</i>	...					
...	...					

- Motif(s) pour le(s)quel(s) votre Proposition n'a pas été retenue *[omettre si la Note pondérée révèle le motif]*

[INSTRUCTIONS: indiquer le(s) motif(s) pour le(s)quel(s) la Proposition du Consultant n'a pas été retenue. Ne PAS fournir : (a) une comparaison point par point avec une proposition concurrente, ou (b) des renseignements identifiés comme confidentielle par le Consultant dans sa Proposition.]

- Comment demander un débriefing *[ceci ne s'applique que si votre proposition n'a pas été retenue, comme indiqué au point 3 ci-avant]*

DATE ET HEURE LIMITES : l'heure et la date limite pour demander un débriefing est minuit le *[insérer la date]* (heure locale).

Vous pouvez demander un débriefing concernant les résultats de l'évaluation de votre Proposition. Si vous désirez demander un débriefing, votre demande écrite doit être présentée dans le délai de trois (3) jours ouvrables à compter de la réception de la présente Notification d'intention d'attribution.

Indiquer l'intitulé du marché, le numéro de référence, le nom du Consultant, les détails du marché et l'adresse pour la présentation de la demande de débriefing comme suit :

À l'attention de :

Nom : *[insérer le nom complet de la personne]*

Titre/position : *[insérer le titre/la position]*

Agence : *[insérer le nom du Client]*

Adresse électronique : *[insérer adresse électronique]*

Télécopie : *[insérer No télécopie] omettre si non utilisé*



Lorsqu'une demande de débriefing aura été présentée dans le délai de trois (3) jours ouvrables, nous accorderons le débriefing dans le délai de cinq (5) jours ouvrables à compter de la réception de la demande. Dans le cas où il ne nous serait pas possible d'accorder un débriefing dans ce délai, la période d'attente sera prorogée jusqu'à cinq (5) jours ouvrables après que le débriefing aura eu lieu. Dans un tel cas, nous vous informerons par le moyen le plus rapide de la prolongation de la période d'attente et confirmerons la date à laquelle la période d'attente prorogée expirera.

Le débriefing peut être par écrit, par téléphone, vidéo-conférence ou en personne. Nous vous informerons par écrit et dans les meilleurs délais de la manière dont le débriefing aura lieu, en confirmant la date et l'heure.

Lorsque la date limite de demande d'un débriefing est expirée, vous pouvez cependant demander un débriefing. Dans un tel cas, nous accorderons le débriefing dès que possible, et normalement au plus tard dans le délai de quinze

(15) jours ouvrables suivant la publication de la notification d'attribution du Contrat.

• Comment formuler une réclamation

DATE ET HEURE LIMITES : l'heure et la date limite pour présenter une réclamation est minuit le *[insérer la date]* (heure locale).

Indiquer l'intitulé du marché, le numéro de référence, le nom du Consultant, les détails du marché et l'adresse pour la présentation de la demande de débriefing comme suit :

À l'attention de :

Nom : *[insérer le nom complet de la personne]*

Titre/position : *[insérer le titre/la position]*

Agence : *[insérer le nom du Client]*

Adresse électronique : *[insérer adresse électronique]*

Télécopie : *[insérer No télécopie omettre si non utilisé]*



[À ce stade du processus de passation du marché] [dès réception de la présente notification] vous pouvez soumettre une réclamation relative à la passation des marchés au sujet de la décision d'attribution du marché. Il n'est pas nécessaire que vous ayez demandé ou reçu un débriefing avant de présenter une réclamation. Votre réclamation doit être présentée durant la Période d'attente et reçue par nous avant l'expiration de ladite Période d'attente.

Informations complémentaires :

Pour obtenir plus d'informations, prière vous référer au « Cadre de Passation des Marchés de la Banque ».

En résumé, les quatre exigences ci-après sont essentielles :

1. Vous devez être une « partie intéressée ». Dans le cas présent, cela signifie un Consultant ayant remis une proposition dans le cadre de ce processus de sélection, et destinataire d'une Notification d'intention d'attribution.
2. La réclamation peut contester la décision d'attribution du marché exclusivement.
3. La réclamation doit être reçue avant la date et l'heure limites indiquées ci-avant.

Vous devez fournir dans la réclamation, tous les renseignements demandés par les Cadre de Passation des Marchés de la Banque.

- Période d'attente

DATE ET HEURE LIMITES : l'heure et la date limite d'expiration de la Période d'attente est minuit le *[insérer la date]* (heure local).

La Période d'attente est de dix (10) jours ouvrables à compter de la date d'envoi de la présente Notification de l'intention d'attribution.

La Période d'attente pourra être prorogée. Cela pourrait survenir lorsque nous ne sommes pas en mesure d'accorder un débriefing dans le délai de cinq (5) jours ouvrables prescrit. Dans un tel cas, nous vous notifierons la prorogation

Pour toute question relative à la présente Notification, prière nous contacter.

Au nom de *[insérer le nom du Client]* :

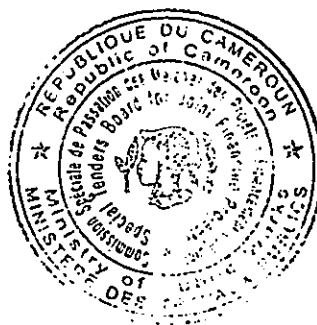
Signature : _____

Nom : _____

Titre/position : _____

Téléphone : _____

Adresse électronique : _____



Formulaire de Divulgarion des Bénéficiaires effectifs

INSTRUCTIONS AU CONSULTANT RETENU : SUPPRIMER CE CARTOUCHE APRÈS AVOIR REMPLI LE FORMULAIRE

Ce Formulaire de divulgation des bénéficiaires effectifs doit être rempli par le Consultant retenu. Dans le cas d'un groupement de bureaux de consultants, le Consultant doit fournir un formulaire séparé pour chacun des partenaires. Les renseignements concernant les bénéficiaires effectifs doivent être à jour à la date de sa fourniture.

Pour les besoins de ce formulaire, un bénéficiaire effectif du Consultant est une personne morale ou physique qui possède le Consultant ou dispose du contrôle du Consultant parce qu'elle remplit une ou plusieurs des conditions ci-après :

- *détient directement ou indirectement 25% ou plus des actions*
- *détient directement ou indirectement 25% ou plus des droits de vote*
- *détient directement ou indirectement le pouvoir de nommer la majorité des membres du conseil d'administration ou autorité équivalente du Consultant*
- *d'administration ou de l'organe directeur équivalent du consultant*

Numéro de référence de la Demande de propositions : 002/DP/MINTP/CCCM-TR/CSPM-PFC/2024 DU 02 IIIII 2024

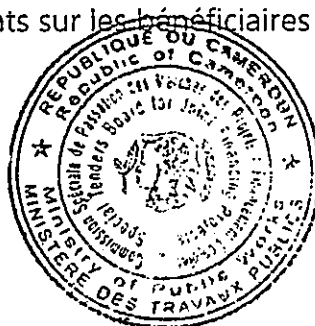
Intitulé de la mission : Etudes Techniques, Economiques, d'Impact Environnemental et Social ainsi que de la vulnérabilité aux risques climatiques pour l'aménagement des sections de route : Maroua-Dargala-Moulvoudaye-Yagoua (120,00 km) y compris la bretelle Moulvoudaye-Kalfou (17,00 km) ; Maroua-Lara (65,00 km) ainsi que la rocade autour de la ville de Maroua incluant la voie de contournement de la ville de Maroua (60,00 km).

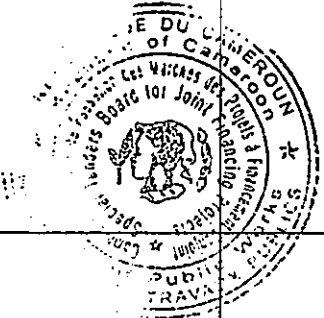
A : *[insérer le nom complet du Client]*

En réponse à votre demande formulée dans la Lettre de Notification d'attribution du Marché en date du *[insérer la date de la lettre de notification]* de fournir les renseignements additionnels sur les bénéficiaires effectifs : *[retenir l'option applicable et supprimer celles qui ne le sont pas]*

(i) nous fournissons les renseignements sur les bénéficiaires effectifs ci-après :

Détails du bénéficiaire effectif



Identité du propriétaire bénéficiaire effectif	détient directement ou indirectement 25% ou plus des actions (Oui / Non)	détient directement ou indirectement 25% ou plus des droits de vote (Oui / Non)	détient directement ou indirectement le pouvoir de nommer la majorité des membres du conseil d'administration ou autorité équivalente du Consultant (Oui / Non)
<i>[insérer le nom complet, la nationalité, le pays de résidence]</i>			

(ii) nous déclarons qu'il n'y a aucun bénéficiaire effectif qui remplisse l'une au moins des conditions ci-après :

- détient directement ou indirectement 25% ou plus des actions
- détient directement ou indirectement 25% ou plus des droits de vote
- détient directement ou indirectement le pouvoir de nommer la majorité des membres du conseil d'administration ou autorité équivalente du Consultant

OU

(iii) nous déclarons être dans l'incapacité d'identifier un quelconque bénéficiaire effectif qui remplisse l'une au moins des conditions ci-après :

[Si cette option est sélectionnée, le Consultant doit fournir des explications sur les raisons pour lesquelles il n'est pas en mesure d'identifier un propriétaire bénéficiaire.]

- détient directement ou indirectement 25% ou plus des actions
- détient directement ou indirectement 25% ou plus des droits de vote

- détient directement ou indirectement le pouvoir de nommer la majorité des membres du conseil d'administration ou autorité équivalente du Consultant

Nom du Consultant :* *[insérer le nom complet du Consultant]*

Nom de la personne autorisée à signer au nom du Consultant (signataire de la Proposition ou du Contrat):** *[insérer le titre/capacité complet de la personne signataire]*

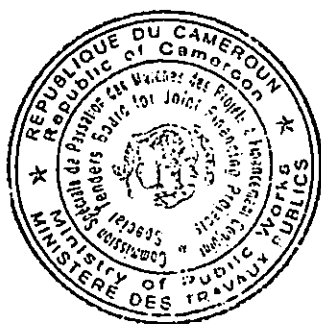
En tant que : *[indiquer la capacité du signataire]*

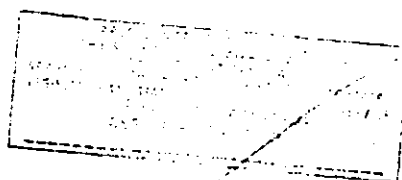
Signature de la personne nommée ci-dessus *[insérer la signature de la personne dont le nom et la qualité sont indiqués ci-dessus]*

En date du _____ jour de *[Insérer la date de signature]*

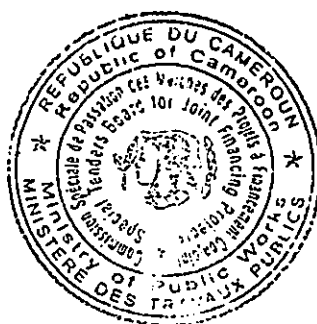
*Dans le cas d'une proposition présentée par un groupement de bureaux de Consultants, indiquer le nom du groupement ou de ses partenaires, en tant que Consultant.

**La personne signataire doit avoir un pouvoir donné par le Consultant, jointe à la proposition.



REPUBLIQUE DU CAMEROUN
-----PAIX – TRAVAIL – PATRIE
-----

LOI N° 2018/012 DU 11 JUL 2018

PORTANT REGIME FINANCIER DE L'ETAT ET DES AUTRES
ENTITES PUBLIQUES

Le Parlement a délibéré et adopté, le Président
de la République promulgue la loi dont la teneur
suit :

TITRE I
DISPOSITIONS GENERALES

CHAPITRE I
DE L'OBJET ET DU CHAMP D'APPLICATION

ARTICLE 1^{er}.- (1) La présente loi détermine les conditions dans lesquelles est arrêtée la politique budgétaire à moyen terme pour l'ensemble des finances publiques.

(2) Elle fixe les règles relatives à la nature, au contenu, à la présentation, à l'élaboration et à l'adoption des lois de finances ainsi qu'à l'exécution et au contrôle du budget.

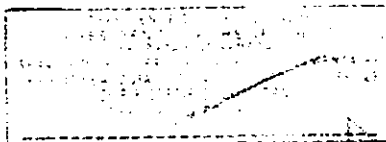
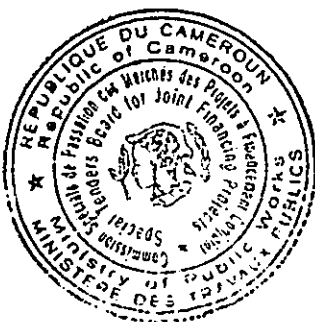
(3) Elle énonce les principes relatifs à la gestion du budget de l'Etat, à la comptabilité publique et aux responsabilités des agents publics intervenant dans la mise en œuvre desdits principes.

ARTICLE 2.- La présente loi s'applique à l'Etat. Elle s'applique également aux autres personnes morales de droit public, sous réserve de leurs spécificités, à l'instar des établissements publics, et des collectivités territoriales décentralisées.

ARTICLE 3.- Sont considérés comme des fonds publics soumis aux règles définies par la présente loi, quels qu'en soient l'objet et la nature, les ressources de l'Etat et de toute autre administration publique, ainsi que les financements qui leur sont accordés par les bailleurs de fonds nationaux et internationaux, Etats étrangers ou institutions financières internationales.

CHAPITRE II
DES PRINCIPES BUDGETAIRES ET FISCAUX

ARTICLE 4.- (1) Le budget décrit les ressources et les charges de l'Etat autorisées par la loi de finances, sous forme de recettes et de dépenses, dans le cadre d'un exercice budgétaire.



(4) Aucun compte ne peut être ouvert par une administration publique dans une banque commerciale sauf autorisation expresse du Ministre chargé des finances dans les cas et dans les conditions déterminés par décret pris sur son rapport.

(5) Les fonds détenus par les comptables publics sont gérés selon le principe d'unité de caisse

ARTICLE 80. - (1) Un plan annuel mensualisé de trésorerie, comportant notamment un plan d'engagement, est arrêté et annexé à la loi de finances de l'année.

(2) Il est régulièrement mis à jour par le Ministre chargé des finances qui publie tous les trois (03) mois une situation de la trésorerie et de l'exécution budgétaire.

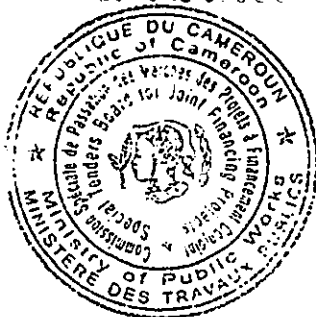
CHAPITRE IV

DE LA GESTION DES FONDS DES PARTENAIRES AU DEVELOPPEMENT

ARTICLE 81. - Les règles d'exécution, de comptabilité, de gestion de trésorerie et de contrôle des fonds des bailleurs, qu'il s'agisse d'organisations internationales ou d'Etats étrangers, ainsi que le régime de responsabilité et de sanction des agents qui en ont la charge sont celles fixées par la présente loi.

ARTICLE 82. - (1) Toutefois, lorsque par exception à l'article 3 de la présente loi et à titre transitoire, une loi de finances crée pour la gestion des fonds des bailleurs, un compte d'affectation spéciale ou met en place un fonds de concours, cette loi de finances peut prévoir, les dérogations suivantes :

- l'engagement et l'ordonnancement des dépenses financées par ces fonds peuvent être confiés à une ou plusieurs personnes nommément désignées par accord entre le Ministre auquel est rattaché le compte d'affectation spéciale, le Ministre chargé des finances et le ou les bailleurs de fonds concernés ; ces personnes sont soumises aux mêmes obligations de rapports financiers périodiques que les agents chargés de l'exécution du budget de l'Etat.
- les opérations de recouvrement et de paiement, exécutées par un comptable public, peuvent être soumises au contreseing de représentants du bailleur ou des bailleurs de fonds concernés.
- les financements apportés par les bailleurs de fonds peuvent être gérés dans un sous-compte du compte unique du Trésor à la Banque des Etats d'Afrique Centrale ouvert au nom du comptable public mentionné ci-dessus. Les conditions de financement de ce sous-compte sont fixées par une ordonnance du Ministre chargé des finances prise en accord avec la



[Handwritten signature]

ou les bailleurs de fonds concernés.

- les opérations, activités et comptes de ces fonds peuvent faire l'objet d'un audit spécifique réalisé par le ou les bailleurs de fonds concernés effectués conjointement avec les institutions de contrôle mentionnées au Titre VI de la présente loi.

(2) Les modalités concrètes de mise en œuvre du présent article sont précisées dans le cadre des conventions de financement négociées et signées avec les bailleurs de fonds internationaux et jointes en annexe aux lois de finances.

TITRE VI DU CONTROLE

ARTICLE 83.- (1) Les opérations relatives à l'exécution des lois des finances sont soumises à un triple contrôle : administratif, parlementaire et juridictionnel.

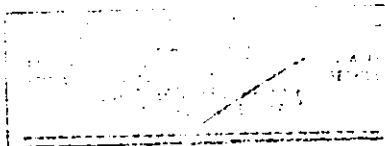
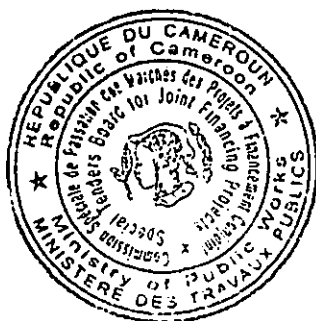
(2) Ces contrôles peuvent, selon leur conception ou les circonstances être des contrôles de régularité, ou de performance.

(3) Ils peuvent s'exercer a priori, en cours d'exécution ou a posteriori et s'imposent aux ordonnateurs, aux comptables publics et à tout Gestionnaire public.

CHAPITRE I DU CONTROLE ADMINISTRATIF

ARTICLE 84.- (1) Le contrôle administratif comprend :

- le contrôle hiérarchique de l'administration sur ses agents, qui le cas échéant peut s'exercer dans un cadre disciplinaire ;
- le contrôle interne qui regroupe l'ensemble des procédures et méthodes permettant au responsable d'un service de s'assurer du bon fonctionnement de celui-ci et notamment de la bonne maîtrise des risques ;
- le contrôle exercé par les institutions et organes de contrôle
- le contrôle financier et comptable tel que défini aux articles 70 à 72 de la présente loi.



(2) Un contrôle de régularité et de performance ainsi que des missions d'audit de la gestion des administrations publiques, des entreprises publiques, des établissements publics ainsi que des entités liées ayant reçu une subvention, un aval ou une caution de l'Etat ou de toute autre personne morale de droit public, sont menées par les services spécialisés compétents de l'Exécutif.

(3) Les modalités d'organisation de ces contrôles administratifs sont fixées par des textes réglementaires.

CHAPITRE II DU CONTROLE PARLEMENTAIRE

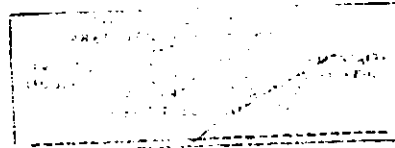
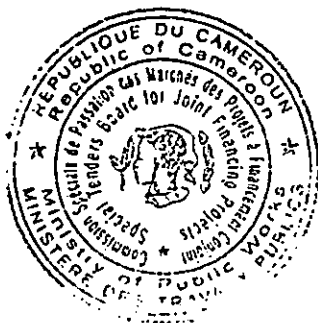
ARTICLE 85.- (1) Sans préjudice des pouvoirs généraux de contrôle du Parlement, le contrôle parlementaire s'exerce à l'occasion de l'examen des projets de loi de finances, conformément aux articles 57 et 61 de la présente loi et vise également à s'assurer de la bonne exécution des lois de finances.

(2) Chaque année, les commissions parlementaires chargées des finances désignent chacune à l'ouverture de la première session ordinaire de l'année législative, un rapporteur général pour les recettes et des rapporteurs spéciaux chargés des dépenses publiques et du contrôle de l'usage des fonds publics, y compris des fonds des bailleurs.

(3) Sans préjudice de leurs autres pouvoirs, les rapporteurs spéciaux mentionnés à l'alinéa ci-dessus disposent du pouvoir de contrôle sur pièces et sur place. Aucun document ne peut leur être refusé, réserve faite des sujets à caractère secret touchant à la défense nationale, au secret de l'instruction et au secret médical.

(4) Le Parlement peut désigner des commissions d'enquête sur un sujet intéressant les finances publiques, pour une durée n'excédant pas six mois. Cette durée est renouvelable en tant que de besoin.

(5) Ces commissions disposent des pouvoirs mentionnés à l'alinéa 3 et, dans les conditions prévues par la loi, elles peuvent se faire assister des personnes de leur choix et procéder à des auditions. A l'exception du Président de la République, les personnes dont l'audition est requise ne peuvent refuser d'y déférer. Toute entrave mise au fonctionnement d'une commission est considérée comme un obstacle à l'exécution d'une mission de service public.



TITRE VIII
DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

ARTICLE 92.- (1) Des textes réglementaires complètent et précisent, en tant que de besoin, les modalités d'application de la présente loi, notamment :

- le Règlement Général de la Comptabilité Publique ;
- le Plan comptable de l'Etat ;
- la Nomenclature Budgétaire de l'Etat ;
- le Tableau des Opérations Financières de l'Etat.

(2) Sont rendues obligatoires à compter du 1^{er} janvier 2022, les dispositions concernant les thématiques suivantes :

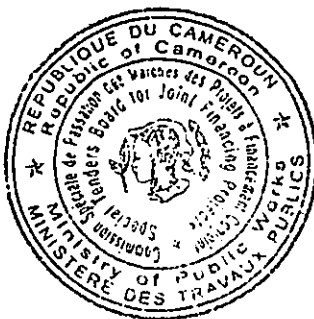
- la gestion des financements extérieurs (articles 81 et 82) ;
- la budgétisation des emplois (article 33) ;
- la comptabilité d'analyse des coûts (article 77) ;
- la modulation du contrôle (article 72) ;
- la comptabilité patrimoniale (article 75).

(3) Pendant les délais fixés ci-dessus, les règles en vigueur continuent de s'appliquer aux questions relatives aux dispositions susvisés dont l'application est différée.

ARTICLE 93.- La présente loi sera enregistrée, publiée suivant la procédure d'urgence, puis insérée au Journal Officiel en français et en anglais /-

YAOUNDE, le 11 JUIL 2018

LE PRÉSIDENT DE LA REPUBLIQUE




PAUL BIYA